

# L'Union européenne à l'épreuve de la crise

Oliver Nachtwey, François Sabado,  
Francis Sitel et Stéphanie Treillet

## Les Antilles contre la *pwofitasyon*

Alex Lollia, membre du LKP

## Après Gaza

Nicolas Dot-Pouillard et Michel Warshawski

## Le léninisme aujourd'hui

Slavoj Žižek

## Le communisme hypothétique d'Alain Badiou

Daniel Bensaid

# CONTRE

# TEMPS

Nouvelle série

**N° 2**

EDITIONS  
**SYLÉPSE**

[www.contretemps.eu](http://www.contretemps.eu)

# CONTRE TEMPS

**Revue de critique communiste**

**N° 2 - 2<sup>e</sup> trimestre 2009**

Nouvelle série

SYLÉPSE<sup>EDITIONS</sup>

## Sommaire

### EDITORIAL

**Daniel Bensaïd** Fin de règne, fin de partie ? p. 5

### ACTUALITÉ

**Alex Lollia** Les Antilles debout contre la *pwofitasyon* p. 9

### GAUCHE ET MOUVEMENTS SOCIAUX FACE À L'EUROPE CAPITALISTE

**Stéphanie Treillet** Des politiques néolibérales revisitées p. 21

**Francis Sitel** La gauche française à la veille des européennes p. 33

**François Sabado** Une alternative anticapitaliste en Europe p. 41

**Oliver Nachtwey** La crise de la représentation  
de classe en Allemagne et Die Linke p. 51

### LE MOYEN-ORIENT SOUS LES RUINES DE GAZA

**Michel Warschawski** Gaza – La honte, la rage, la peur p. 63

**Nicolas Dot-Pouillard** L'après-Gaza et l'évolution  
du mouvement national palestinien p. 67

### INTERVENTIONS

**Daniel Tanuro** A crise écosociale, alternative écosocialiste p. 75

**Fred Falzon** Thatcher, Blair et les défaites de la gauche  
britannique. Leçons du « néo-gramscisme » (2<sup>e</sup> partie) p. 85

**Cyril Gispert et Fabien Nicolas** Le Parti socialiste en questions p. 93

### CONTROVERSE

**Daniel Bensaïd** Un communisme hypothétique  
A propos de *L'Hypothèse communiste* d'Alain Badiou p. 103

### CULTURE

**Andréa d'Urso** Poésie et révolution, dialectique et magie :  
Breton (et Mabilille) parmi les « messagers de la tempête »  
haïtienne de 1946 p. 115

**Régis Dubois** Bienvenue chez les prolos.  
Le cinéma populaire français et la lutte des classes p. 123

### MILLE MARXISMES

**Slavoj Zizek** Le léninisme aujourd'hui :  
comment commencer par le commencement p. 131

### LIVRES EN DÉBAT

**Antoine Artous** Stephen Bouquin (coord.),  
*Résistances au travail* p. 143

**Vincent Gay** Ahmed Boubeker, Abdellali Hajjat (coord.),  
*Histoire politique des immigrations (post) coloniales :*  
*France, 1920-2008* p. 146

**Michel Lequenne** Denise Urcelay-Maragnès, *Volontaires cubains*  
*dans la défense de la République espagnole – 1936-1959* p. 155

## **ContreTemps**

Revue de critique communiste

Site : [contretemps.eu](http://contretemps.eu)

### **Directeurs de publication (revue)**

Daniel Bensaïd, Stathis Kouvélakis, Francis Sitel

### **Secrétariat de rédaction (revue et site web)**

Antoine Artous, Louis-Marie Barnier,  
Daniel Bensaïd, Grégoire Chamayou,  
Séverine Chauvel, Philippe Corcuff, Jean Ducange,  
Cédric Durand, Isabelle Garo, Franck Gaudichaud,  
Vincent Gay, Bettina Ghio, Ambre Ivöl,  
Razmig Keucheyan, Stathis Kouvélakis, Thierry Labica,  
Robert March, Lilian Mathieu, Clément Mouhot,  
Danièle Obono, Jérôme Oudin, Ugo Palheta,  
Sylvain Pattieu, Francis Sitel

### **Conception graphique et réalisation**

Jérôme Oudin

Illustrations de Nicolas Filloque et Adrien Zammit

### **Conseil éditorial international**

Arturo Anguiano (Université Autonome de Mexico),  
Paulo Arantes (USP São Paulo),  
Uraz Aydin (Université de Marmara, Istanbul),  
Attilio Boron (Buenos Aires),  
Alex Callinicos (King's College, Londres),  
Carine Clément (Moscou),  
Roland Denis (Caracas),  
Fabio Frosini (Université d'Urbino),  
Claudio Katz (Buenos Aires),  
Zbigniew Kowalewski (directeur de la revue *Revolucja*, Lodz),  
Michaël Kratke (Université d'Amsterdam),  
Francisco Louça (Lisbonne),  
Warren Montag (Occidental College, Los Angeles),  
Miguel Romero (directeur de la revue *Viento Sur*, Madrid),  
Spyros Sakelleropoulos (Université Panteion, Athènes),  
Maria-EmiliaTijoux (Santiago du Chili),  
Stavros Tombazos (Université de Chypre)

### **Sites partenaires**

Europe solidaire sans frontières

[www.europe-solidaire.org](http://www.europe-solidaire.org)

Séminaire Marx au XXI<sup>e</sup> siècle

[semimarx.free.fr](http://semimarx.free.fr)

La revue *ContreTemps* est éditée par les éditions Syllepse

69, rue des Rigoles - 75020 Paris

[www.syllepse.net](http://www.syllepse.net)

© La discordance des temps 88, rue de Bagnolet - 75020 Paris

ISBN : 978-2-84950-230-3

## EDITORIAL

### Fin de règne, fin de partie ?

« Clov : C'est ce que nous appelons gagner la sortie. »  
Samuel Beckett

« Journal du Dimanche : Peut-on encore croire au capitalisme ?  
Tony Blair : On peut comprendre que les gens n'y croient plus. » <sup>1</sup>

« Quand on entend les élus de droite expliquer benoîtement  
que le bouclier fiscal protège les pauvres, on se croirait sous l'Ancien  
régime ! Alors, est-ce le retour de la lutte des classes ? Peut-être. » <sup>2</sup>  
Ségolène Royal

« LE CAPITALISME EST AMORAL par nature ; son but mécanique est de faire du profit. Une fois qu'on a compris cela, on peut lui imposer des règles de transparence et de responsabilité. Mais le capitalisme ne peut être un projet de société. » Qui a dit ça ? Olivier Besancenot ? Non, François Bayrou <sup>3</sup> ! De la part d'un zélé partisan de l'Europe libérale et de sa concurrence libre et non faussée, qui l'eût cru, il y a un an encore ! La crise aurait donc des vertus pédagogiques. La coïncidence des dates aidant, Alain Minc rappelle à ses « amis de la classe dirigeante » que 1789 a commencé en 1788. Et Nicolas Sarkozy se plaint d'un « pays régicide », rétif à sa bonne gouvernance réformatrice.

Il est vrai que le pays a des allures « fin de règne ». Le ministre de l'Economie conseille à ceux qui ne peuvent plus se payer l'essence pour aller au turbin de prendre la bicyclette, comme on recommandait jadis aux affamés de manger de la brioche à défaut de pain. Pendant la crise, les privilégiés s'accrochent à leurs bonus, indemnités, et autres retraites mirobolantes comme jadis les aristocrates à leurs rentes. Hier, les banquiers faillis avaient la dignité de se défenestrer ; aujourd'hui, ils préfèrent prendre le parachute, doré de préférence. Quiconque douterait encore de la réalité de la lutte des classes n'aurait qu'à écouter Laurence Parisot, Bouton, Boloré, Pinault, Arnaud défendre avec les griffes et les crocs leurs profits et leurs propriétés.

Sarkozy s'était présenté comme le président du pouvoir d'achat et du plein emploi, comme celui qui irait chercher la croissance avec son dentier. Il n'a cessé, depuis son investiture, de proclamer haut et fort que l'Etat, c'est lui. Les mécontentements, les récriminations, les indignations remontent donc logiquement vers lui. Affublés de médiateurs censés détourner les jets de tomates et d'œufs pourris, les ministres ne font même plus de bons fusibles. Les floués de Gandrange, les roulés de Clairvoix (qui ont accepté de travailler plus pour gagner moins sans éviter pour autant d'être jetés à la rue),

les chercheurs insultés, les enseignants méprisés, les infirmières sur-exploitées, demandent des comptes.

<sup>1/</sup> Journal du Dimanche, 23 décembre 2008.

<sup>2/</sup> Journal du Dimanche, 5 avril 2009.

<sup>3/</sup> Le Monde, 6 avril 2009.

Ici, on occupe et on séquestre les patrons qui délocalisent et qui licencient ; là, on les oblige à enfiler le tee-shirt des grévistes pour manifester à leur côté. A quand le bonnet d'âne pour les banquiers et les fraudeurs fiscaux comme à l'époque de la révolution culturelle ?

De manifestation en manifestation, de 29 janvier en 19 mars, la colère gronde et monte sur fond de grèves générales et d'insurrections civiques en Guadeloupe, en Martinique, à la Réunion. Un *Appel des appels* rassemble des magistrats du Syndicat de la magistrature, des journalistes de *l'Appel de la Colline* sur la réforme de l'audiovisuel et la situation de la presse, des chercheurs de *Sauvons la Recherche*, des universitaires de *Sauvons l'Université*, des statisticiens de *Sauvons la statistique publique*, des médecins hospitaliers pour la défense de l'hôpital public, des intermittents du spectacle et des travailleurs de la culture. De la somme de leurs doléances, de leurs griefs, de leurs inquiétudes, se dégage le sentiment diffus que, si les contre-réformes libérales des Péresse, Bachelot, Dati, Hortefeux et consorts continuent, nous allons nous retrouver, d'ici quelques mois ou quelques années, dans un autre pays, dans une autre société. Ce sont les principes fondateurs - d'égalité et de solidarité - qui sont attaqués à la racine. C'est un héritage séculaire des grandes luttes populaires, de la Révolution française à Mai 1968, en passant par les conquêtes du Front populaire et de la Résistance, qui est menacé.

Signe préoccupant pour les dirigeants, leurs réformes libérales en viennent même à diviser leur propre camp. La frénésie d'évaluation et d'expertise aboutit à d'ahurissantes élucubrations visant à quantifier l'inquantifiable et à mesurer l'incommensurable. On voit des mandarins universitaires prêts à mourir (ou presque) sur les barricades, *La Princesse de Clèves* à la main. Et le professeur Bernard Debré, député UMP, se dresse sur ses ergots contre une réforme hospitalière jumelle, dans sa logique gestionnaire, de la loi improprement nommée « d'autonomie » des universités : « Certains considèrent que les médecins y acquièrent une autonomie et un pouvoir. Ils mentent. On verra les médecins dirigés par des administratifs et des malades en permanence à la recherche d'un dialogue perdu. Peut-être voudrait-on simplement supprimer les hôpitaux publics pour favoriser l'émergence des cliniques. »

A mesure que la légitimité du pouvoir s'effrite, l'Etat pénal monte en puissance. Répression, brutalités, bavures policières se multiplient. Sur le passage des déplacements ministériels ou présidentiels, les villes visitées sont mises en état de siège. La presse internationale s'inquiète de ce pays anachronique où l'on croit encore à l'existence d'une lutte des classes ; où 34 % des citoyens et 49 % des sympathisants de gauche peuvent imaginer le jeune facteur Olivier Besancenot en chef de l'Etat ; où des instituts de sondages et de doctes politistes s'interrogent sérieusement sur un possible « accident » le faisant accéder au second tour de l'élection présidentielle <sup>4</sup> ! Ces doutes sont d'autant plus significatifs qu'en France le taux de syndicalisation (qui ne rend pas compte de la représentativité des syndicats

<sup>4</sup>/Sondage CSA, *Marianne*, 25 mars 2009.

aux élections professionnelles) est au plus bas (8 % en moyenne et 5 % dans le privé), de sorte que les experts en « relations humaines » se plaignent du manque d'interlocuteurs représentatifs pour négocier les réformes.

Une course de vitesse est donc engagée. Plus d'un Français sur deux est désormais convaincu que les générations à venir vivront plus mal que les générations passées et présentes. Les restaurants du cœur ont encore battu cet hiver leur record de repas servis. Le chômage explose. La grande majorité des étudiants se considèrent comme des précaires en formation plutôt que comme des « héritiers » promis aux juteuses carrières. Des centaines de milliers de salariés craignent pour leur emploi et leur retraite. Tous savent qu'il faudra rembourser les traites tirées sur l'avenir pour sauver des banquiers spéculateurs et des évadeurs de capitaux réfugiés dans les paradis fiscaux. L'époque hésite entre la peur et la colère, la peur légitime du chômage et des conséquences sociales d'une crise inédite, et la colère devant les injustices et les inégalités.

De cette peur et de cette colère, qui l'emportera ? Cela dépend de qui gagnera la bataille pour la maîtrise du temps. Une course de vitesse est en effet engagée. Le gouvernement joue la montre. Il temporise, recule ici, négocie là, s'efforce de disperser les luttes, de les désynchroniser, d'éviter qu'elles ne convergent, comme aux Antilles, vers une grève générale. Les états-majors syndicaux redoutent une épreuve de force qui mettrait en péril leurs appareils ; ils louvoient pour l'esquiver en saucissonnant les mobilisations, de journée d'action en journée d'action. Dans cette guerre d'usure, le mouvement guadeloupéen contre la *pwofitasyon* a prouvé que la ténacité, la patience, l'obstination, l'unité dans l'action et l'intransigeance sur les revendications, peuvent payer.

La Guadeloupe et la Martinique ont montré la voie.

Ce n'était, bien sûr, qu'un début.

Daniel Bensaïd

5 avril 2009





## ACTUALITÉ

### Les Antilles debout contre la pwofitasyon

Entretien avec Alex Lollia, militant du LKP <sup>1</sup>

*« Je suis nègre et des tonnes de chaînes, des orages de coups, des fleuves de crachats ruissellent sur mes épaules. Mais je n'ai pas le droit de me laisser ancrer. Je n'ai pas le droit d'admettre la moindre parcelle d'être dans mon existence. Je n'ai pas le droit de me laisser engluier par les déterminations du passé. Je ne suis pas esclave de l'esclavage qui déshumanisa mes pères. »*  
Frantz Fanon

**ContreTemps :** *Peux-tu revenir sur les conditions sociales et historiques qui ont rendu possible en Guadeloupe une grève générale aussi exceptionnelle et aussi exemplaire ?*

**Alex Lollia :** Pour comprendre cet événement que constitue une grève générale de cinquante-cinq jours, il faut peut-être remonter jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Les anciennes colonies (Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion) deviennent alors des départements français. Très vite, les militants anticolonialistes, principalement des communistes (proches de Moscou), qui avaient été les premiers à réclamer la départementalisation, se demandent si la question coloniale peut être résolue par des mesures juridiques et institutionnelles. Ils se rendent compte, en effet, sur le terrain, qu'un préfet a remplacé le gouverneur, mais qu'il continue à jouer le même rôle, que les élus sont toujours aussi corrompus, que les masses se trouvent toujours dans la même misère. Et que ce sont toujours les mêmes grands propriétaires qui détiennent l'essentiel des richesses.

Il faut rappeler que, dès l'année suivante, Aimé Césaire disait : « Ils ont fini par nous passer autour du cou le nœud coulant de l'assimilation. » Il y a en effet une sorte de strangulation qui menace d'étouffer les peuples de Guadeloupe, de Martinique, des anciennes colonies. Se développe donc, presque immédiatement, un mouvement anticolonialiste généralement conduit par les communistes. Ce mouvement réclame une forme d'autonomie pour la Guadeloupe et, en tout cas, la modification des liens avec la France coloniale.

Les communistes sont alors puissants (environ 30 % des voix). Dans les plantations de canne, sur le port, chez les dockers et les maçons, la répression est brutale. Mais il y a en même temps une résistance farouche et les militants communistes vont jouer un rôle important de popularisation des luttes et d'organisation des travailleurs. Va aussi apparaître dans le pays une couche d'intellectuels formés par le fondateur du Parti communiste guadeloupéen, Rozan Girard, un homme brillant, marxiste convaincu, qui

<sup>1</sup> LKP : Liyannaj kont pwofitasyon (littéralement, en créole : Union contre l'exploitation outrancière). ne cherche aucunement à être député, sénateur, ou maire de quelque

commune, mais qui s'efforce de penser la révolution. Nous avons, bien sûr [« nous » au sens historique, puisque biologiquement nous n'étions pas nés...] des désaccords avec lui. Il vise à unir le peuple, bourgeoisie incluse, pour renverser le colonialisme. De ce débat naîtra un courant maoïste d'inspiration indépendantiste.

En même temps, le pouvoir colonial poursuit sa politique de destruction systématique de l'économie locale. On va ainsi transformer une économie de production coloniale (canne à sucre, rhum, banane, vanille, café, cacao) en économie de consommation. On ne produit plus rien, ou du moins, tout ce qui est produit n'est plus consommé dans le pays, et ce qui est consommé dans le pays n'y est plus produit. Tout ceci va désagréger les liens sociaux. A partir du moment où tout le système économique s'effondre, tout ce qui lui est lié – la façon de penser, d'envisager l'avenir, de produire culturellement, la musique, la langue... – tout cela s'effondre aussi. Il y a donc une bataille de résistance à la fois politique et culturelle, indissolublement liées.

Il y aura, aussi, la répression féroce de 1967<sup>2</sup>. Le mouvement indépendantiste progresse. Il faut le briser. Je ne sais toujours pas combien de morts il y eut. Lemoine<sup>3</sup>, qui a été ministre des colonies de Mitterrand, a parlé de 84 tués, mais aucune enquête sérieuse n'a été menée. On parle aujourd'hui de plus de 100 morts. Parce que la répression était terrible, les familles ont en effet enterré leurs morts dans la discrétion la plus totale.

Il en est résulté une restructuration du mouvement indépendantiste, syndical en particulier. On voit alors apparaître des syndicats beaucoup plus à gauche, plus radicaux, d'inspiration maoïste notamment, mais aussi guévariste. Le Parti communiste lui-même va alors se couper en deux, et cette scission l'affaiblira définitivement. Les militants les plus déterminés – les plus sectaires aussi – le quittent pour fonder un groupe, La Vérité (en référence à la *Pravda* de Lénine) qui est l'ancêtre du syndicat CTU<sup>4</sup> auquel j'appartiens.

A partir des années 1980, il devient cependant plus difficile, du fait de la mondialisation, de lier la question de l'indépendance nationale à celle, plus globale, de la transformation radicale du monde. Comment poser le problème de l'indépendance alors que nous savons que les économies deviennent de plus en plus interdépendantes ? La question de l'indépendance perd alors de sa vigueur et les mouvements nationalistes ou d'extrême-gauche perdent du terrain. Mais c'est précisément leur affaiblissement qui va paradoxalement favoriser le soulèvement social en masse, parce qu'il n'y a plus d'offre ni de perspective politique. Le terrain est essentiellement occupé par les syndicats. Ce sont eux qui sont à l'avant-garde du mouvement de protestation et de revendication.

Tout le monde a bien compris qu'avec la crise mondiale, les Antilles, en tant qu'élément plus ou moins partie prenante de la République française, représentent un

2/ Les 26, 27 et 28 mai 1967, les gardes mobiles ont tiré sur les travailleurs et la population dans les rues de Pointe-à-Pitre, faisant plusieurs dizaines de morts et de blessés.

3/ Georges Lemoine, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM de 1983 à 1986.

4/ CTU : Centrale des travailleurs unis. Alex Lollia est membre de son secrétariat général.

maillon faible de la chaîne capitaliste. Et c'est peut-être par là que le mouvement a commencé réellement. Cinquante-cinq jours de grève, c'est énorme ! Mais il fallait en passer par là.

**CT :** *Quel a été le processus de formation du LKP ? Réunir quarante-neuf organisations syndicales, politiques, associatives, qui n'ont pas toujours entretenu des rapports harmonieux, ce n'est pas évident. Comment est née une unité aussi solide ?*

**A. L. :** Cela n'allait pas de soi. Dans le passé, il y avait des organisations hégémoniques dans le mouvement syndical. Mais au moment où se forme le LKP, aucune organisation n'est plus hégémonique. La question de l'hégémonie passe donc au second plan, et c'est celle de l'unité qui est mise en avant. Il se forme un front de protestation sourde, de protestation et de résistance à la fois. En octobre 2007, j'avais publié un article intitulé « Osons déplacer les montagnes ». Nous sentions déjà très bien que ceux qui venaient dans nos locaux syndicaux protester contre une répression, un harcèlement, ne supportaient plus l'arrogance des riches alors que les pauvres subissent des conditions de misère et d'humiliation permanentes.

On le sentait venir. Et chacun a su prendre ses responsabilités pour surmonter les divergences et établir une plateforme de revendications touchant toutes les questions qui se posent aux masses populaires. Evidemment, les questions concernant les salaires, l'emploi, le travail, mais aussi l'eau, le logement... Les premiers habitants de l'île - les indiens caraïbes - l'appelaient Karukera « l'île aux belles eaux ». L'eau, gérée aujourd'hui par la Lyonnaise des eaux, coûte extrêmement cher, et elle est extrêmement polluée. De même, les télécommunications coûtent extrêmement cher, et l'essence, et le logement. Tout est très cher.

Au-delà des questions matérielles, il y avait aussi les revendications culturelles. Il existe aux Antilles des mouvements culturels très influents, en particulier ceux qui organisent le carnaval populaire. On s'est donc retrouvés - l'UGTG, la CTU, la CGTG... <sup>5</sup> - chacun a apporté sa part au combat et à la réflexion. On a établi un programme d'environ cent cinquante points classés en dix thèmes, et on a décidé d'organiser le combat.

Ce qui nous a nous-mêmes étonnés, c'est que dès le premier jour, il y avait déjà 10 000 personnes dans la rue. Le deuxième jour, 20 000. Deux jours plus tard, il y en avait 60 000, et ça n'arrêtait pas d'augmenter. 60 000 manifestants à Pointe-à-Pitre, alors qu'il n'y a pas d'essence, pas de transports, sur une population totale d'un peu plus de 400 000 habitants, c'est énorme !

A partir du moment où nous avons engagé la bataille, il n'était plus question de reculer. Même les organisations les plus réformistes, les plus modérées, assimilationnistes, ne le pouvaient pas, sous peine de risquer de disparaître de la scène guadeloupéenne. Il y avait un tel climat que personne ne pouvait plus lâcher. Il n'y avait plus de discussions oiseuses sur le sexe

<sup>5</sup>/UGTG : Union générale des travailleurs de Guadeloupe ; CGTG : Confédération générale du travail de Guadeloupe.

des anges, de coupure de cheveux en quatre, mais des questions concrètes, pratiques. L'adversaire

## ACTUALITÉ

ne recule pas ? Le patronat ne veut pas céder ? On ne cède pas non plus. Et le combat transforme les consciences, y compris parfois chez de grands bureaucrates.

**CT:** *On imagine que la structure sociale antillaise, ses formes profondes de sociabilité, ont pu contribuer fortement à donner au mouvement son caractère de soulèvement populaire, bien au-delà d'une grève économique de salariés. Et on a aussi remarqué la participation décisive des femmes.*

**A. L.:** Au-delà de toutes les institutions plaquées sur le pays par le colonialisme, il y a aux Antilles un espace de solidarité de voisinage, familiale, traditionnelle, qui n'a pas disparu. Cette solidarité fait que, dès lors qu'il y a un mouvement, tout le monde se sent concerné. Ceux qui ont été frappés par la répression, molestés par les gendarmes, gardés à vue, ont aussitôt eu le soutien sans faille de la population, sans chercher à savoir s'ils appartenaient ou pas à telle ou telle organisation. Le mouvement a pris une telle ampleur que ces solidarités ont joué à plein. Quand nous étions un peu perdus dans le dédale des quartiers, alors que les hélicoptères tournoyaient au dessus de nos têtes pour informer les gendarmes au sol, toute la population nous indiquait quels chemins prendre pour leur échapper.

Toute cette solidarité, nous avons pu la transformer en unité politique sur des bases de classe pour aller plus loin. Nous l'avons pu aussi (surtout !) grâce à l'engagement massif des femmes, souvent les plus nombreuses dans les assemblées et sur les barrages. Dans la société antillaise, c'est un critère qui ne trompe pas : quand les femmes s'y mettent, on peut être sûr que c'est du solide et que le mouvement ira loin.

**CT:** *D'où a surgi ce terme si évocateur de pwofitasyon et comment permet-il, si tel est le cas, d'articuler la question sociale à la question coloniale ?*

**A. L.:** Le mot *pwofitasyon* a une racine évidente, c'est le profit. Mais en créole, profiter sur quelqu'un, c'est aussi écraser le plus faible. Le plus fort use de toutes ses ressources pour marcher littéralement sur le plus faible. Et pour un Guadeloupéen, ce n'est pas acceptable. Sans doute parce que nous avons encore en mémoire la période esclavagiste où le maître était légalement autorisé à faire tout ce qu'il voulait. C'est resté profondément ancré dans la conscience populaire. Il y a quelque chose qu'on ne peut pas écraser chez l'autre qui est un être humain. Lutter contre la *pwofitasyon*, c'est ça. Et ça ne peut se faire que s'il y a *liyannaj*, l'unité contre l'exploitation.

Le mouvement a une base de classe et cette base de classe fait qu'il est forcément politique. Nous nous sommes rapidement aperçus que ses exigences ne pouvaient être satisfaites dans le cadre du système colonial. Il y a une question qui se pose immédiatement. Quels sont les pouvoirs que nous devrions détenir, en Guadeloupe même, pour résoudre les problèmes : le problème de la terre, le problème de l'eau, celui de la formation, de l'école, de la pêche, et tous ces problèmes que nous ne pouvons résoudre avec les moyens actuels parce que toutes ces institutions, département, conseil général, conseil régional, disposent de budgets dont ils ne rendent pas compte ?

Il faut savoir que 80 % des jeunes entre 18 et 25 ans sont au chômage, que 35 % de la population est au chômage, et que ces 35 % sont essentiellement des jeunes. Ces jeunes-là ne pensent pas comme nous. Et je salue ces jeunes qui, à leur manière, sont entrés dans le combat à partir du 16 février, date de la grande répression. Ils ont fait avancer le mouvement à leur manière. Ils ne sont peut-être pas politisés comme nous l'avons été à travers des livres et des lectures, de Lénine, de Trotsky, du général Giap, de Che Guevara..., mais ils se politisent dans le mouvement, dans la lutte au quotidien. Et ils ont très bien compris. Ils nous avaient avertis : « Vous menez votre combat. Nous, les jeunes, n'intervenons pas. Nous allons suivre ce que vous déciderez. Mais si la répression s'abat, alors nous allons répondre à notre manière. »

Parce qu'il faut savoir que si ces jeunes sont touchés dans leur quotidien par les problèmes de l'alcool, de la drogue, du chômage, ils perçoivent bien que quelque chose ne va pas, ou va de travers, dans le pays. Et quand cette jeunesse-là s'est jointe au combat, elle a transformé le rapport de forces entre l'Etat colonial et le patronat d'un côté, les masses populaires en mouvement de l'autre. On a beau dire que les jeunes sont violents, qu'ils n'auraient pas dû faire ceci, ou qu'ils auraient dû faire cela... Il faut leur laisser faire par eux-mêmes leur expérience politique. Et c'est avec ces jeunes-là que nous allons créer une Guadeloupe et une Martinique nouvelles.

**CT :** *Ici, le gouvernement et certains médias ont tenté de stigmatiser et de criminaliser le mouvement, du moins à partir d'un certain moment, allant jusqu'à parler, à propos des barrages, d'un climat non seulement de violence, mais de terreur. Quel a été le rôle de la violence légitime dans la mobilisation ?*

**A. L. :** Il faut dire que la Guadeloupe a été durablement traumatisée par les événements de mai 1967. En Guadeloupe, aux Antilles, on peut, à n'importe quel moment recevoir une balle perdue. Je ne sais pas d'où est partie la balle qui a tué Jacques Bino <sup>6</sup>, mais on tue facilement dans les colonies. Pendant que j'étais à l'hôpital [après avoir été tabassé et traité de sale nègre par les gendarmes], j'ai vu des jeunes qui avaient les muscles des jambes déchirés par des balles qui sont généralement utilisées par la police et la gendarmerie.

Il y a bien un traumatisme de 1967. A l'époque, nous étions très jeunes, mais nous connaissons les victimes de cette répression. Instruits par l'expérience, nous ne cherchons jamais directement l'affrontement. Nous posons des barrages et nous jouons au chat et à la souris avec les gendarmes. Ils enlèvent les barrages ? Nous les reposons après leur départ.

Mais le 16 février, les gendarmes n'étaient pas venus pour enlever les barrages. Ils étaient venus casser le mouvement, et pour cela, il fallait lui couper la tête. J'ai en mémoire ce policier qui est entré à 5 heures du matin dans un barrage que nous avions constitué à Gosier. Bloqué par un

<sup>6</sup>/Jacques Bino, militant syndicaliste, a été tué par balles en pleine mobilisation. En hommage, son nom a été donné aux accords sanctionnant la victoire du LKP.

deuxième barrage, il s'en va. On le laisse partir. Tout le monde sait qu'il s'agit du chef adjoint du service de sécurité en Guadeloupe. Mais on le laisse partir. Il revient une heure plus tard avec des troupes décidées à casser les militants. Nous avons une photo de ce Monsieur en grand conciliabule avec le procureur de la République. Ils semblent s'entendre comme larrons en foire. Sur le terrain, il désigne les militants à arrêter. J'ai beau essayer de m'échapper, impossible. Je suis pourchassé sur trois kilomètres.

Mais on ne peut pas abandonner les gens venus en nombre sur les barrages. La responsabilité veut que nous assumions ce que nous avons entrepris. Que nous assumions les barrages. Et que nous protégions les femmes, les jeunes, les enfants, qui nous ont fait confiance en les posant avec nous.

Je crois qu'il aurait fallu vérifier que les gendarmes, ce jour-là, n'avaient bu que de l'eau et qu'ils étaient lucides. Car ils étaient surexcités. Ils bavaient, littéralement. Leurs chefs étaient obligés de les taper pour les faire reculer. Je n'ai jamais vu, en trente cinq ans de militantisme, de répression aussi féroce, aussi terrible. Les coups pleuvaient pour un oui ou un non, surtout pour un non. Le préfet a beau se défendre, prétendre que la gendarmerie n'a fait que son travail, il y a bel et bien eu une répression féroce. Des dizaines des nôtres ont été blessés, bon nombre arrêtés.

Si, à ce moment, les jeunes n'étaient pas intervenus, s'ils n'avaient pas quadrillé la Guadeloupe, en dressant un barrage tous les cent mètres, la répression aurait été plus terrible encore. Voilà pourquoi je réitère mon admiration envers ces jeunes qui se sont joints au combat. Ils l'ont dit clairement : nous pouvons tuer, mais nous n'allons pas tuer ; mais s'ils tuent, nous allons tuer aussi.

La bataille était arrivée à un point tel que le préfet, le secrétaire d'Etat Jégo, tous ont compris qu'ils s'engageaient dans une impasse et que la situation allait dégénérer très sérieusement. Ils ont alors dû reculer. La police a disparu des abords des manifestations. Là où les entreprises étaient occupées, nous avons vu les CRS nous déloger pour rendre les clefs aux propriétaires. Mais nous avons résisté pacifiquement parce que, militairement, le rapport de forces n'était pas en notre faveur.

**CT :** *Les accords Bino en Guadeloupe, puis ceux obtenus en Martinique par le mouvement du 5 février, apparaissent en ces temps de crise où il n'est question que de travailler plus pour gagner moins, ou de ne plus travailler du tout, comme une éclatante victoire, à contre-courant, porteuse d'espérance. On a vu à la télévision des scènes de liesse réconfortantes. Comment vous, caractérisez-vous ces accords, et surtout, comment voyez-vous les suites à leur donner ?*

**A. L. :** En Guadeloupe, contrairement à la Martinique, le Medef n'a pas signé les accords. Autrement dit, il faut forcer les entreprises Medef à adhérer à l'accord Bino. Or, pratiquement tous les patrons se réclament du Medef. Lorsque l'accord a été conclu et la grève suspendue, nous avons donc décidé au niveau de la CTU que nous ne lâcherions rien. Nous continuons le combat dans les entreprises. Entreprise par entreprise, branche

par branche, nous sommes partis en campagne pour faire signer partout le protocole salarial. Cela n'a pas été facile. Hier, quand j'ai quitté la Guadeloupe, nous en étions, pour la seule CTU (je n'ai pas l'information globale) aux environs de 200 signatures. Mais chaque signature a dû être arrachée à la force du poignet. Il a fallu y mettre les moyens, séquestrer s'il le fallait le patron jusqu'à ce qu'il signe.

Les salariés sont mobilisables à toute heure du jour ou de la nuit. Il y a une ambiance étrange en Guadeloupe. A la moindre étincelle, le feu peut prendre à la plaine. Personne n'a intérêt aujourd'hui à ce que le feu dévore l'herbe sèche - nous sommes en période de Carême, c'est la saison sèche. Ils n'y ont pas intérêt. L'accord Bino est un bon accord. Il permet d'augmenter les salaires de 200 euros. C'est très bien. Mais la faiblesse de cet accord, c'est qu'il n'est pas applicable automatiquement. Il faut continuer à se battre dans les entreprises pour le faire signer. Nous sommes donc engagés dans un combat illimité. Nous continuons. Et les salariés sont disposés à continuer.

**CT:** *Quel est le climat au sein du LKP après cette première victoire. L'unité est-elle toujours solide ?*

**A. L.:** Le climat unitaire est très bon. Nous tenons une réunion hebdomadaire du LKP. Il y a des débats, c'est normal, puisque y participent des organisations politiques qui ne pensent pas la même chose, des organisations syndicales qui n'ont pas toujours marché du même pas, des associations qui ne sont pas forcément politisées. Il faut, chaque fois, formuler une proposition qui rencontre l'aval de tout le monde.

Monsieur Sarkozy a décidé d'organiser des Etats généraux de la Guadeloupe. Des Etats généraux ont une signification historique. Si on convoque des Etats généraux, c'est pour adopter une Constitution, pas pour débattre, pour parler, pour faire du blablabla. Donc, nous ne participerons pas à ces Etats généraux parrainés par les chefs de l'Etat colonial. Nous avons, nous, à tenir notre propre Congrès de fondation pour déterminer l'avenir du peuple guadeloupéen. Il appartient aux organisations progressistes de ce peuple d'en débattre. Nous n'allons pas donner mandat à d'autres pour parler à notre place. Nous le refusons et nous ne participerons pas.

Nous allons faire autrement : tenir, le même jour, un congrès de fondation et on pourra mesurer la différence d'intensité et de contenu entre, d'un côté, un aréopage d'éminences institutionnelles et d'intellectuels aux mains propres (qui se sont gardés de les souiller dans le mouvement populaire) et, de l'autre, les travailleurs, les petits paysans, les petits commerçants, les artisans, les pêcheurs, tout ce qui constitue la Guadeloupe réelle. On verra la différence. C'est notre vœu : qu'il y ait le même jour, à la même heure, face aux Etats généraux de Sarkozy, un Congrès de fondation du peuple guadeloupéen.

**CT:** *Autrement dit, il s'agirait de développer une légitimité populaire alternative à l'initiative institutionnelle du pouvoir colonial. Ce contre-pouvoir aurait clairement une signification sociale dans la mesure où il poserait ses*

*propres exigences face à l'Etat. Mais il aurait inévitablement une logique politique. Comment s'articuleraient la question sociale et la question nationale, y compris la perspective d'indépendance ?*

**A. L. :** C'est extrêmement difficile parce que la demande de départementalisation, d'affiliation juridique – pas culturelle ! – est venue à l'origine des organisations progressistes. Pour échapper à la domination sans partage et à l'arbitraire des békés, les travailleurs se disaient qu'il valait mieux bénéficier des lois de la République qui – dans une certaine mesure – protègent les salariés. Après l'abolition de l'esclavage, cette revendication a donc été portée par le premier syndicaliste guadeloupéen, Légitimus, et plus tard par le Parti communiste guadeloupéen. Ce sont les progressistes qui ont réclamé ce rattachement juridique. En même temps, on s'est vite aperçu que l'affiliation juridique ne favorisait pas l'égalité entre travailleurs. Et Césaire a eu cette belle formule : « Sommes-nous des Français à part entière, ou des Français entièrement à part ? » Il posait la bonne question.

Il y a donc le sentiment qu'il faut encore gagner ce dont bénéficient les travailleurs français, mais qu'en même temps ce n'est pas satisfaisant parce qu'un peuple a le droit de se gouverner lui-même. Nous avons le droit d'exercer un pouvoir nous permettant de résoudre nous-mêmes nos problèmes. Il y a donc des courants indépendantistes radicaux, qui sont minoritaires. Mais ce qui semble pouvoir être majoritaire aujourd'hui, dans le pays, c'est l'idée d'avoir une assemblée locale dotée du pouvoir exécutif lui permettant de répondre à nos propres problèmes. Les masses ont toujours tendance à poser le problème de savoir quelles sont et où sont les personnalités capables de faire ceci ou cela ; où sont les personnes de confiance... Or, elles ont aussi de moins en moins confiance dans les élus. Elles élisent la personne, le maire, le député, le conseiller général, mais en même temps elles s'en méfient.

Il y a là une ambiguïté que nous ne parvenons pas encore à dépasser. Mais il faut commencer par un bout, le bout sur lequel tout le monde s'entend. Et ce bout, c'est que la situation coloniale ne peut pas perdurer. Nous avons à poser et à résoudre par nos propres moyens un certain nombre de problèmes. Autrement dit, il faut probablement continuer, pour un certain temps, à partager le pouvoir avec l'Etat français. Mais l'Etat français ne peut être omnipotent en Guadeloupe. Ça, c'est clair.

**CT :** *Tu parles de partager – transitoirement – le pouvoir. Il s'agirait donc d'une forme durable de double légitimité ou de double pouvoir ?*

**A. L. :** On doit commencer par un bout. L'expérience nous dira la suite. C'est en marchant qu'on trace le chemin. Un référendum sur l'indépendance, c'est réglé, aujourd'hui nous le perdrons. Mais une mobilisation populaire, sans référendum, pour dire : voilà ce que nous voulons pour le pays, nous voulons un exécutif avec des élus issus de nos rangs, qui nous représenteront, des gens qu'on connaît, à qui l'on fait confiance, et que nous pourrions aussi virer s'ils trahissent leurs engagements, car on exercerait un contrôle permanent sur ces gens-là... Ça, c'est possible. Ça peut marcher.



Quelles sont nos prérogatives sur la question de la terre pour commencer ? A qui appartient-elle ? A ceux qui la travaillent, selon la formule consacrée. Mais alors il faut décider ce que nous plantons, ce que nous récoltons, comment nous le transformons, comment nous développons le pays, comment nous créons des emplois durables, comment nous formons cette jeunesse, comment nous traitons la question de la pêche. Aujourd'hui, les eaux guadeloupéennes sont presque vides. Il n'y a jamais eu de protection sérieuse de la faune maritime. N'importe qui peut faire n'importe quoi. C'est un pays à reconstruire. Sur la question économique, sur la question du code du travail...

On a, par exemple, un code du travail qui correspond à l'état des rapports de forces entre les travailleurs de France et la bourgeoisie française. Ça ne veut pas dire grand chose en Guadeloupe, même si, quelque part, ce code du travail protège encore – de moins en moins – les travailleurs guadeloupéens. Quand on sait que le tissu économique est constitué pour l'essentiel d'entreprises de moins de trente salariés, que 70 % de ces salariés ne sont pas protégés, n'ont pas droit à des négociations annuelles obligatoires, qu'ils n'ont pas de comités d'entreprise, etc. Ce code du travail mérite donc d'être redéfini. Il faut aussi savoir que 80 % des syndiqués guadeloupéens n'ont aucun lien avec les centrales françaises. Ne faut-il pas reconnaître le fait syndical guadeloupéen ?

Aujourd'hui, ces questions ne sont pas posées. Nous avons une espèce de direction institutionnelle bicéphale monstrueuse avec le préfet, le conseil général, le conseil régional monodépartemental. Ces différents pouvoirs s'entrecroisent et se neutralisent. Rien ne se passe. Rien ne se fait. Chacun se renvoie la balle. Et les Guadeloupéens en ont marre. Ils en ont assez. Parce qu'ils ne voient aucune perspective, surtout pour la jeunesse.

**CT :** *Il s'agirait donc de se réapproprier des attributs de légitimité, en matière d'orientation économique, d'éducation et de formation, de moyens d'information et de communication, de fiscalité, de contrôle et de choix budgétaires...*

**A. L. :** Absolument. Il ne faut pas laisser penser que la France déverse sur la Guadeloupe des tonnes d'euros. Nous participons par nos impôts au budget de l'Etat français. Pire, nous sommes une société de consommation. La Guadeloupe est dix-huit fois moins peuplée que le Sénégal. Mais nous consommons dix-huit fois plus que le Sénégal. Autrement dit, ce que nous importons, c'est davantage que ce que consomme l'ensemble de la population sénégalaise. Et à travers les marchés captifs de cette consommation, il y a la taxation qui rend les produits extrêmement chers, alors que les taxes retournent vers les caisses de l'Etat colonial.

Petit à petit, avec la non-production, nous sommes pour ainsi dire transformés en tubes digestifs. Dès lors qu'on ne produit pas soi-même les moyens de sa subsistance, on devient passif. Le cerveau se vide. Les mains ne travaillent plus. On *panse*, mais on *panse* avec un a. Il n'y a rien de plus terrible pour un peuple que de se retrouver dans une situation d'assistantat, d'être

## ACTUALITÉ

en attente de la position de l'autre, subordonné. Je crois que les peuples sont comme les êtres humains. Ils sentent la mort. Notre mouvement, c'est aussi ça : une résistance contre la mort lente, contre l'agonie de notre peuple. Une volonté de vivre, malgré tout.

**CT :** *Le pouvoir a aussi tenté de stigmatiser le mouvement et le LKP en l'accusant de racisme contre les Blancs...*

**A. L. :** Bien sûr ! Mais ça nous fait rire. Un seul exemple. Lors d'une manifestation à Sainte Anne, qui est une petite ville balnéaire, j'ai assisté à un spectacle extraordinaire : deux cars de touristes ; les touristes demandent aux chauffeurs de s'arrêter ; ils descendent des cars et s'intègrent à la manifestation avec des drapeaux rouges ; et ils nous disent : nous sommes des touristes, mais vous ne pouvez pas savoir depuis combien d'années nous mettons de l'argent de côté pour avoir droit, nous aussi, à un petit voyage ; nous sommes des travailleurs comme vous, et ce que nous voyons ici, en Guadeloupe, nous aurions bien aimé qu'il se passe la même chose à Paris. Et ça n'est pas arrivé une seule fois, mais des dizaines.

Jamais, dans aucune manifestation, il n'y a eu le moindre acte de racisme. Il y a des fonctionnaires de France en Guadeloupe. Ils participent aux manifestations, comme tout le monde. Ils participent aux débats, comme tout le monde. Personne n'a dit, jamais, « tu es blanc, tu te tais », jamais. La question n'a jamais été raciale, et encore moins raciste. Pour nous, ça a toujours été une question de classe. Et quand nous disons « *La Gwadeloup se tan nou ! La Gwadeloup a pa ta yo !* »<sup>7</sup>, le « nous » en question c'est nous les travailleurs, quel que soit le travailleur s'il a le sentiment d'appartenir au peuple. Il peut être haïtien, dominicain, venir de France ou d'ailleurs, s'il participe au combat populaire, la Guadeloupe lui appartient aussi. *La Gwadeloup a pa ta yo !* ça veut dire qu'elle n'appartient pas aux profiteurs, à ceux qui viennent s'enrichir pendant cinq ans parce qu'il y a des lois de défiscalisation, et qui se cassent en laissant nos jeunes sur le carreau. C'est ce qui se passe aujourd'hui. Nous occupons les entreprises parce que nous ne voulons pas que le produit de la sueur de nos salariés tombe dans les mains de ces profiteurs.

Le racisme, en l'occurrence, il était de l'autre côté. Nous avons été insultés. Il suffit de regarder les photos de la table de négociations. D'un côté les représentants du LKP, de l'autre ceux du gouvernement français. On dirait une photo de l'Afrique du Sud avant l'arrivée au pouvoir de Mandela.

**CT :** *Il y a 300 000 à 400 000 Antillais en métropole, dont un bon nombre travaille à la poste, dans les hôpitaux, dans les services. On a pu voir devant certains hôtels des piquets de grève, majoritairement composés d'Antillais, avec des panneaux revendiquant « 200 euros, comme en Guadeloupe ! ». Quel écho penses-tu que votre mouvement peut avoir auprès d'eux ?*

**A. L. :** Cela aura des effets positifs, forcément, dans la mesure où pendant des semaines chaque Antillais a été pendu à son téléphone, à son télé-

<sup>7</sup> « La Guadeloupe, c'est à nous, la Guadeloupe, c'est pas à eux ! »

viseur, pour savoir ce qui se passait. C'est extraordinaire. Les colonies sœurs, Guadeloupe et Martinique, sont entrées en lutte presque en même temps. Même si le sentiment national n'est pas très développé chez les Antillais de métropole, cela ne peut pas ne pas avoir d'effets et de conséquence sur leur réflexion quant à l'avenir du pays, quant au mouvement ouvrier, et quant à la partie du mouvement ouvrier antillais vivant en France.

Notre mouvement a immédiatement eu un caractère internationaliste. Les revendications que nous avançons peuvent rencontrer un écho en Colombie, au Mexique, ou ailleurs. En fait, ce sont des revendications qui concernent tous les travailleurs. Cinquante-cinq jours de grève générale, c'est énorme. Mais nous avons à tirer en retour des leçons des luttes en Amérique latine, des résistances sociales qui renaissent en Amérique du Nord, des mobilisations en Europe, en Grèce. Nous ne sommes pas à part. Nous faisons partie d'un mouvement international des travailleurs.

**CT :** *Au début de cet entretien tu as signalé le paradoxe selon lequel la faiblesse relative des organisations politiques a, dans une certaine mesure, favorisé la naissance du mouvement en portant les organisations sociales au premier plan. Mais quels peuvent être, à présent, les effets moléculaires de cet événement majeur sur le paysage politique antillais ?*

**A. L. :** Maintenant, il faut bien que les organisations politiques se posent les vraies questions. On ne peut pas ronronner, répéter, ressasser. Il faut porter l'imagination au pouvoir, comprendre en profondeur le pays réel. On sait que, parfois, la théorie, même si elle est nécessaire, peut être grise. Les travailleurs attendent quelque chose.

J'ai observé attentivement le passage d'Olivier Besancenot en Guadeloupe. C'est extraordinaire. Les jeunes se sont reconnus en lui immédiatement, sans chercher à savoir s'il est français, polonais, ou quoi que ce soit. Il tient un discours radical et de classe, c'est l'essentiel. Les rencontres qu'il a eues, l'accueil qui lui a été réservé, personne n'a eu un accueil pareil. Olivier arrivant en Guadeloupe, l'aéroport était en émoi, le préfet sur les dents. A RFO, les travailleurs en grève lui ont fait un triomphe. Sur le port autonome, il ne pouvait pas faire un demi pas. C'est un signe. Ça veut dire quelque chose. Ce signe doit nous orienter. Ces travailleurs avec lesquels nous avons lutté des dizaines de jours – nous avons mangé ensemble, dormi ensemble, fait des grèves marchantes de vingt-cinq kilomètres, partant à 200 pour faire débrayer sur notre passage et finir à 3 000 –, ces travailleurs attendent autre chose que les partis en place. Ils veulent une proposition radicale, qui ne sera pas majoritaire, mais qui aura le mérite d'indiquer une autre voie pour ce pays et pour la classe travailleuse de ce pays.

Le 2 avril 2009

Entretien réalisé par Daniel Bensaïd  
et Grégoire Chamayou



## **GAUCHE ET MOUVEMENTS SOCIAUX FACE À L'EUROPE CAPITALISTE**

### Des politiques néolibérales revisitées

Stéphanie Treillet

LA RÉUNION DU G 20 à Londres s'est séparée après avoir acté une série de décisions à propos desquelles les médias – et la plupart des économistes officiels – ne tarissent pas de commentaires laudateurs : il s'agirait d'une rupture véritable avec l'immobilisme manifesté par les gouvernements lors des précédents sommets, et des bases, ni plus ni moins, d'une « refondation du capitalisme ». L'expression est d'ailleurs parfaitement ambiguë : on peut l'entendre comme la mise en place d'instruments destinés à sauver le capitalisme de la faillite, ou comme l'instauration de règles de fonctionnement du système radicalement nouvelles. Dans les deux cas, cette vision des choses mérite un sérieux examen critique.

#### **1 — En quoi consistent, aujourd'hui, les politiques des gouvernements des économies dominantes face à la crise ?**

Depuis le déclenchement de la crise des *subprimes* en juillet 2007, les réactions des autorités monétaires et des gouvernements sont passées par trois étapes, qui se sont succédé en se chevauchant.

##### **Des plans de sauvetage des banques aux plans de relance**

Rappelons brièvement l'enchaînement des faits : la crise des *subprimes* s'est déclenchée sous le double effet de l'éclatement de la « bulle » immobilière et de la hausse des taux par la Réserve fédérale des Etats-Unis (FED). L'insolvabilité des débiteurs s'est traduite par la faillite des organismes de crédit hypothécaire qui avaient consenti ces prêts et, surtout, par la révélation de la dissémination d'« actifs toxiques » dans l'ensemble du système bancaire et financier. Les mécanismes de « titrisation » des créances (transformation des créances en actifs échangeables sur les marchés financiers, à l'intérieur de paquets de titres mélangeant des créances douteuse et d'autres plus solides) avaient contribué, à la fois, à la dissémination de ces créances douteuses dans tout le système et à leur dissimulation, renforçant ainsi l'opacité et la crise de confiance de tous les spéculateurs. On a donc assisté à un effondrement du marché interbancaire (les banques ont cessé de se prêter les unes aux autres) et à une crise de liquidité des banques.

Dans un premier temps, le dilemme auquel sont confrontées les banques centrales, et en premier lieu la FED, est de savoir s'il convient de baisser les taux directeurs afin de sauver les plus grandes banques de la faillite. Ne pas le faire, c'est risquer une aggravation de la crise, un effondrement généralisé du système bancaire par effet de système et une transmission immédiate à la sphère réelle (production et emploi), comme cela s'est produit

en octobre 1929 après le krach de Wall Street. Le faire, conformément au rôle de prêteur en dernier ressort dévolu aux banques centrales, c'est garantir aux banques la certitude de pouvoir continuer à spéculer et à prendre des risques excessifs en toute impunité, avec l'assurance qu'elles seront toujours renflouées. Les termes de ce dilemme ont fait dire que les banques et les marchés financiers ont pris en otage les autorités monétaires (et à travers elles la puissance publique), puisqu'elles n'ont d'autre choix que de finalement baisser leurs taux.

A partir de septembre 2007, compte tenu de l'internationalisation des systèmes bancaires, la crise sort des Etats-Unis et franchit l'Atlantique. En quelques mois plusieurs grandes banques font faillite (Lehmann Brothers) ou sont au bord de la faillite (Northern Rock, Dexia, Fortis...). On est désormais face à une crise globale du crédit. Là encore, le même dilemme se manifeste, désormais transféré aux gouvernements : laisser les grandes banques plonger au risque d'aggraver la crise, ou mettre en place des plans de sauvetage afin d'éviter des faillites comparables à celle de Lehmann Brothers. Ce sera le plan Paulson de 700 milliards de dollars puis, en Europe, le plan Brown. Les sommes en jeu et la nature du dilemme font éclater le scandale aux yeux de la majorité de la population, qui commence à être confrontée aux conséquences concrètes de la crise et à la menace de son aggravation. L'« aléa moral », pour employer le langage des économistes orthodoxes, c'est que les spéculateurs considérés comme responsables du déclenchement de la crise ne peuvent que gagner ou que, quand ils perdent, c'est aux Etats de payer, c'est-à-dire aux contribuables, aux citoyens, donc aux salariés, déjà menacés de subir les premiers les effets de la crise. C'est ainsi que l'exigence : « nous ne paierons pas leur crise », se diffuse à une échelle de masse comme une évidence. C'est ainsi, également, que la nécessité de restaurer un contrôle public des circuits de financement, à travers une véritable nationalisation des banques, apparaît de plus en plus comme une contrepartie indispensable du sauvetage.

A ce stade, peut-on dire que les banques centrales et les gouvernements ont réussi à éviter les erreurs commises en 1929, à savoir le laisser-faire qui a précipité en quelques jours l'effondrement généralisé ? Si un tel effondrement n'a effectivement pas eu lieu, les mesures prises, malgré leur ampleur, n'ont pas réussi à éviter la généralisation mondiale de la crise, ni son aggravation, ni sa transmission de la sphère financière à la sphère réelle, notamment par le biais de l'effondrement du crédit aux entreprises (*credit crunch*). Chaque mois, depuis septembre 2008, ce sont des dizaines voire des centaines de milliers d'emplois qui sont détruits dans tous les pays. Le Bureau international du travail (BIT) comme l'OCDE prévoient une augmentation de 20 à 25 millions du nombre de chômeurs dans le monde d'ici la fin de l'année 2009. Le FMI comme l'OCDE prévoient pour 2009 des taux de croissance négatifs de l'ordre de -2 % en moyenne pour les pays industrialisés. Le risque d'une déflation, c'est-à-dire d'une baisse du niveau général des prix en même temps que des taux de croissance, n'est plus à écarter.

C'est à ce stade qu'interviennent les plans de relance, autrement dit la troisième étape des politiques économiques. Le plan lancé par Obama aux Etats-Unis prévoit environ 600 milliards de dollars de dépenses, soit 5 % du PIB, basé sur les réductions fiscales (un bon tiers), l'augmentation des dépenses publiques pour la construction et la rénovation d'infrastructures (routes, écoles, promotion des énergies renouvelables...) et l'aide sociale indirecte par la prolongation des indemnités de chômage et le soutien aux Etats pour le financement du Medicaid (l'assurance santé des plus démunis). Par ailleurs, la FED abaisse son taux d'intérêt directeur jusqu'à zéro : l'argent ne coûte plus rien aux Etats-Unis, mais cela n'a que peu d'effet puisqu'on est déjà dans une situation de « trappe à liquidité », où la demande de crédit par les ménages et les entreprises est très faible.

Les plans lancés par les différents gouvernements européens apparaissent, comparativement, beaucoup moins ambitieux. Et, surtout, si la Grande-Bretagne – comme les Etats-Unis – opte pour une relance par la consommation, avec une baisse de 2,5 points de son taux de TVA jusqu'à fin 2009, la France et l'Allemagne privilégient l'aide à l'investissement, surtout privé. Aucune mesure n'est prévue pour restaurer ou même garantir le pouvoir d'achat. Le plan de Sarkozy, censé atteindre 26 milliards d'euros, comporte une bonne partie de dépenses déjà prévues, qui ne constituent qu'une modification de calendrier et un avancement de dépenses déjà programmées, sous forme d'aides ciblées à différents secteurs de l'activité (PME, etc.). L'impulsion budgétaire véritable ne représenterait alors que moins de 1 % du PIB.

On a donc des plans qui, du simple point de vue de l'efficacité d'une relance budgétaire, sont d'une ampleur bien insuffisante en Europe. Par ailleurs il s'agit de plans qui ne touchent pas à la répartition des revenus, tant du côté de la répartition primaire que de la redistribution fiscale. Ainsi, en Allemagne, Merkel inclut 18 milliards de baisses d'impôts dans son plan de relance de 50 milliards d'euros sur deux ans.

### **Les difficultés de coordination**

D'ores et déjà, et même si les communiqués concluant le G 20 se caractérisent par leur triomphalisme (dû surtout à ce que tout le monde s'attendait à ce qu'il n'en sorte strictement rien), il apparaît que les différentes bourgeoisies nationales peinent, depuis le début, à dégager une stratégie commune face à la crise. L'Union européenne s'est tout de suite avérée frappée d'impuissance, en raison des modalités même de sa construction et du contenu des traités. L'indépendance de la BCE interdit tout financement monétaire des déficits. Il n'y a pas de budget fédéral ni d'imposition commune qui permettraient une relance à l'échelle européenne. Ainsi, la proposition faite par la Grande-Bretagne d'une baisse concertée des taux de TVA a-t-elle été refusée. Seule une coordination des relances nationales aurait donc été éventuellement envisageable, mais aucun dispositif n'existe pour l'organiser, bien au contraire. Elle se heurte *a priori* au « pacte de stabilité » budgétaire, qui limite les déficits publics à 3 % du PIB tout en imposant un

objectif de retour à l'équilibre. Dans les faits, les différents gouvernements de l'Union européenne ont mis en place chacun leur propre plan, sans aucune coordination, si ce n'est un consensus autorisant, face à des circonstances exceptionnelles, à s'affranchir du pacte de stabilité, dont la crise a mis en lumière le caractère intenable.

Cette absence de cohérence des politiques des économies de l'Union européenne renvoie, notamment, au fait que tous les pays ne sont pas touchés au même degré et de la même façon par la crise. Ainsi, les situations de l'Espagne et de la Grande-Bretagne présentent de fortes analogies avec celle des Etats-Unis, la croissance avant la crise ayant été largement tirée par le boom de l'immobilier et de la construction (pour l'Espagne), du secteur financier (pour la Grande-Bretagne) et, dans les deux cas, par une consommation soutenue par un très fort endettement des ménages. Dans la plupart des pays d'Europe continentale – et notamment en France – où les taux d'épargne sont au contraire élevés, une crise industrielle, particulièrement dans l'automobile, préexiste aux effets de la contagion de la crise du système bancaire états-unien.

Ces divergences se sont retrouvées dans l'affichage d'objectifs différents par les membres du G 20 à la veille de sa réunion. Elles sont révélatrices des modalités de l'interdépendance des grande économies impérialistes et émergentes. Avant la crise, la croissance des Etats-Unis servait de locomotive à la croissance mondiale. Cet édifice a révélé son extrême fragilité puisque cette croissance reposait sur un endettement massif de toutes les catégories d'agents aux Etats-Unis et, en dernière analyse, sur l'endettement massif des salariés, y compris les plus pauvres, seul mécanisme à même d'assurer la pérennité de leur consommation.

Les excédents commerciaux de certains pays industrialisés (Allemagne, Japon) et surtout de pays dits émergents (Chine et économies est-asiatiques) ou pétroliers (pays du Golfe) assuraient, par leur épargne, le financement de cette croissance en achetant des titres en dollars et notamment des bons du Trésor américains. En retour les importations de produits manufacturés par les consommateurs américains assuraient la croissance fondée sur les exportations des pays émergents, à commencer par la Chine.

Le paradoxe est qu'aujourd'hui le moteur de cette croissance (l'endettement massif des ménages américains) est remis en cause mais qu'il n'y a pas de moteur de rechange. Le scénario d'un découplage de la croissance mondiale, un temps envisagé par certains économistes – à savoir l'hypothèse qu'une ou plusieurs autres économies, industrialisées ou émergentes, seraient en mesure de prendre le relais des Etats-Unis en récession comme locomotive de la croissance mondiale – n'est pas à l'ordre du jour. La Chine, en particulier, ne peut le faire, car le dynamisme de sa croissance dépend entièrement de sa capacité à exporter, surtout en direction des Etats-Unis, et se trouve d'ores et déjà ralenti par la récession et la contraction des marchés dans ce pays. C'est la raison pour laquelle les pays excédentaires continuent à financer le déficit courant des Etats-Unis en achetant des titres en dollar en dépit de la faiblesse de celui-ci. Arrêter de le faire



reviendrait, à la fois, à dévaloriser brutalement le portefeuille de créances qu'ils détiennent et, en plongeant les Etats-Unis dans une récession accrue, à accélérer leur propre crise.

Dans le contexte actuel, comme avant le déclenchement de la crise, la faiblesse du dollar par rapport aux autres monnaies constitue une marge de manœuvre assurée pour la relance de la croissance américaine, au détriment des exportations de ses partenaires commerciaux et notamment européens : on est bien toujours sur le mode de la fuite en avant. Les Etats-Unis ont ainsi les moyens de mettre en œuvre une relance, au moins à court terme, sans remettre en question leur modèle de croissance, tout en exigeant de ne pas être seuls à l'assumer, afin que les économies européennes n'en tirent pas parti sans en payer le prix. En revanche, ils ont affirmé leur refus total d'une régulation, si minime soit-elle, des marchés financiers qui pourrait remettre en cause les conditions du financement de leur croissance. A l'opposé, les gouvernements français et allemand ont tenté dans leur discours, face à des opinions publiques ulcérées de payer la crise, de compenser leur refus d'une relance salariale par l'affichage d'une volonté de régulation et de limitation des revenus financiers les plus excessifs.

Mais au-delà de ces nuances de façade, la logique à l'œuvre reste bien identique.

### **Une efficacité très limitée de ces politiques.**

Même si, comme on l'a vu, les autorités monétaires puis les gouvernements sont parvenus à éviter un effondrement en chaîne de l'ensemble du système bancaire, ils semblent aujourd'hui frappés d'impuissance devant la dynamique d'approfondissement qui paraît impossible à enrayer. Et elle l'est, en effet, dans les limites du cadre d'intervention qu'ils se sont donné.

Les mécanismes qui ont conduit à l'éclatement de la crise des *subprimes* ont montré que, dans le capitalisme néolibéral, la sphère financière fonctionne, comme le note Dominique Plihon <sup>1</sup>, sur le mode d'une course poursuite et d'une relation dialectique entre tentatives de régulation et innovations financières.

Des instruments, à l'origine destinés à limiter les prises de risque par les agents, se transforment en outils de spéculation qui renforcent ces mêmes prises de risque. C'est le cas des marchés à terme, qui sont censés être des instruments permettant aux intervenants sur les marchés de se couvrir contre les variations ultérieures des prix, et qui, aujourd'hui, renforcent les mouvements spéculatifs sur le marché mondial des matières premières agricoles et minières, comme on l'a vu au printemps 2008. C'est le cas de la titrisation : elle a été présentée – on l'a vu – comme un moyen pour éviter que les risques de solvabilité de certaines créances soient concentrés entre les mains d'un nombre trop restreint de créanciers. Mais en réalité, elle a d'abord été utilisée par les banques pour contourner les règles prudentielles prévues depuis la fin des années 1990 (à la suite de la crise asiatique de 1997-1998) par le

<sup>1</sup> Jean-Marie Harribey, Dominique Plihon (coord.), ATTAC, *Sortir de la crise globale : vers un monde écologique et solidaire*, La Découverte, à paraître.

comité de Bâle et de la Banque des règlements internationaux (BRI), qui leur imposent, en principe, de ne pas dépasser, dans les crédits qu'elles consentent, un certain *ratio* de leurs fonds propres. La titrisation leur permettait, en se débarrassant des créances douteuses, de ne pas les faire figurer à leur bilan.

A travers ces exemples, on voit qu'on s'en est tenu à des régulations partielles, passant soit – comme ce fut largement le cas jusqu'à présent – par un appel à l'autodiscipline des acteurs, soit – comme les décisions du G 20 le prévoient en principe – par l'imposition de sanctions, mais sur la base de seuils ridiculement faibles et en l'absence de volonté politique réelle de les appliquer. Et ce, sans rien toucher au fonctionnement global du système. La logique même des marchés financiers veut que ces dispositifs soient contournés et rendus inopérants, voire donnent lieu à de nouvelles occasions de spéculer.

Sur le plan de la sphère réelle, le décalage est patent entre la profondeur et la durée probable de la récession, et la faiblesse des plans de relance. Tout se passe comme si les gouvernements continuaient de tabler sur une mauvaise conjoncture à passer, même s'ils reconnaissent régulièrement avoir péché antérieurement par optimisme. C'est la raison pour laquelle les mesures mises en œuvre s'apparentent à des rustines et ne s'attaquent, ni de près ni de loin, aux causes profondes de la crise. Il ne s'agit pas là, cependant, d'un aveuglement des représentants de la classe dominante, mais d'une impossibilité radicale à faire entrer dans le fonctionnement du système une politique qui s'en prendrait aux racines du problème.

## **2 – Un nouveau moment du capitalisme néolibéral**

Cette crise est, en effet, globale (au sens géographique comme au sens sectoriel) et structurelle. Contrairement aux crises précédentes, elle est également multidimensionnelle, au sens où elle est non seulement financière, économique, sociale, mais aussi écologique. Elle exprime radicalement le caractère intenable à terme du mode de production capitaliste, sur le plan de la préservation des conditions de vie de l'humanité. En ce sens, au-delà de leurs racines communes, elle se distingue des crises récurrentes qui ont jalonné le fonctionnement de l'étape néolibérale du capitalisme depuis la fin des années 1980 (crise boursière de 1987 à New-York, crise japonaise des années 1990, crise du peso mexicain de 1994, crise asiatique de 1997-1998, crise de la « nouvelle économie » de 2001 entre autres).

### **Une crise structurelle**

Pour comprendre pourquoi les mesures aujourd'hui mises en œuvre sont inefficaces, il faut revenir sur le principe de fonctionnement du capitalisme néolibéral depuis le début des années 1980. C'est à cette date que les politiques économiques des pays dominants vont abandonner l'objectif de croissance du PIB et de maintien de l'emploi, pour accorder la priorité absolue à la lutte contre l'inflation. En effet, l'inflation favorise les débiteurs (les

entreprises de l'époque des « Trente glorieuses » dont le taux d'investissement élevé repose sur une fort endettement), mais pénalise les créanciers, et ce sont eux qui vont désormais dicter les politiques économiques.

Le changement qui intervient dans les modalités de financement de l'investissement des grandes entreprises (passage d'un financement bancaire intermédié à un financement direct sur les marchés de titres financiers) va donner tout pouvoir aux détenteurs de capitaux. Dans les entreprises, c'est le passage à la « dictature des actionnaires » et leurs exigences de 15 % de retours sur fonds propres. Sur le plan macro-économique, c'est la mise en œuvre de politiques monétaires restrictives, de politiques de défiscalisation des revenus financiers, de politiques d'austérité salariale qui vont bientôt s'appuyer sur des processus de libéralisation et de déréglementation de tous les marchés (échanges internationaux, marchés financiers, marchés du travail) et de tentatives pour démanteler tous les systèmes de protection sociale et les services publics.

Ces changements structurels ont formidablement atteint leurs objectifs, au sens où ils ont assuré, dans tous les pays industrialisés, une baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée d'environ 10 % en vingt ans et son maintien, aujourd'hui, à un taux historiquement faible. Et, corrélativement, une restauration des taux de profit des entreprises, qui n'a guère de précédent par son ampleur et sa durée.

Dans ces conditions, d'où vient une crise d'une telle gravité ? On reprendra ici l'analyse de Michel Husson <sup>2</sup> qui avance deux propositions fondamentales pour comprendre la spécificité du capitalisme néolibéral : le gonflement de la sphère financière  $\alpha$ , d'une part, des racines réelles et elle est, d'autre part, parfaitement fonctionnelle par rapport au fonctionnement du capitalisme néolibéral.

La première idée repose sur le constat que le capitalisme de la phase néolibérale, en assurant cette augmentation des taux de profit, n'a résolu qu'une seule de ses deux contradictions fondamentales ; car il n'a pas assuré, en revanche, la réalisation de toute cette plus-value, autrement dit une progression régulière des débouchés pour les marchandises produites. Il y est d'autant moins parvenu que l'immense majorité de la population active des pays industrialisés est salariée et que c'est la compression des salaires (et non des gains rapides de la productivité du travail) qui assure cette envolée des profits.

Dès lors, on observe un décalage (historiquement inédit) entre l'importance des taux de profit et la faiblesse des taux d'accumulation et de croissance. La finance sert à combler la différence en constituant les utilisations diverses des profits non accumulés : distribution de dividendes, rachat par les entreprises de leurs propres actions pour faire monter les cours, etc. En même temps elle constitue les bases d'une « troisième demande » qui, même si c'est de façon limitée, a pour fonction de pallier la faiblesse de la demande salariale. On comprend pourquoi, dans cette optique, la finance ne peut

<sup>2</sup>/ Michel Husson, *Un pur capitalisme*, Editions page-deux, 2008.

être vue ni comme une dérive, ni comme le résultat d'« excès », ni

comme une excroissance parasitaire sur un corps sain (le capitalisme « productif ») mais comme la condition même du fonctionnement de celui-ci, tendant à se débarrasser de toutes ses entraves et permettant les conditions d'un taux d'exploitation maximal des salariés.

Dans ces conditions, l'inanité des discours actuels sur la « moralisation » et la « régulation » du capitalisme apparaît patente, sur un double plan. D'abord parce que – c'est peut-être une évidence, mais il n'est jamais inutile de le rappeler – la question de la moralisation du capitalisme est hors sujet. Le capitalisme n'a pas à être « moral » ou « éthique », pas plus, comme on le lit trop souvent dans certains textes critiques, qu'il n'est immoral (même si ses conséquences le sont largement !) ou que les capitalistes ne sont « cyniques » ou « avides de profit »...

Les phrases de Marx dans le *Manifeste du parti communiste* n'ont, une fois de plus, rien perdu de leur actualité : « *La bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle éminemment révolutionnaire. Partout où elle a conquis le pouvoir, elle a détruit les relations féodales, patriarcales et idylliques. Tous les liens variés qui unissent l'homme féodal à ses supérieurs naturels, elle les a brisés sans pitié pour ne laisser subsister d'autre lien, entre l'homme et l'homme, que le froid intérêt, les dures exigences du « paiement au comptant ». Elle a noyé les frissons sacrés de l'extase religieuse, de l'enthousiasme chevaleresque, de la sentimentalité petite-bourgeoise dans les eaux glacées du calcul égoïste. Elle a supprimé la dignité de l'individu devenu simple valeur d'échange ; aux innombrables libertés dûment garanties et si chèrement conquises, elle a substitué l'unique et impitoyable liberté de commerce. En un mot, à l'exploitation que masquaient les illusions religieuses et politiques, elle a substitué une exploitation ouverte, éhontée, directe, brutale.* »

Historiquement le capitalisme contient cet affranchissement de toute morale dans son principe fondateur. Dit autrement, l'accumulation du capital ne peut fonctionner qu'en étant illimitée, et il ne peut y avoir dans son fonctionnement de mécanisme auto-limitateur (c'est aussi la raison pour laquelle il est illusoire d'envisager la mise en place durable d'un « capitalisme vert »).

On en arrive au deuxième argument, qui touche à la fonctionnalité de la liberté totale des marchés financiers dans ce contexte. Il était structurellement impossible pour le G 20 d'interdire les paradis fiscaux, de décréter la levée totale du secret bancaire comme de remettre en cause la libre circulation des mouvements de capitaux (garantie, par exemple, par l'article 56 du Traité de Lisbonne, comme par l'article 48 qui prévoit la « liberté d'établissement » des institutions financières). C'est aussi la raison pour laquelle, il y a dix ans, lors de la création d'Attac, aucun gouvernement même social-démocrate n'a envisagé sérieusement la possibilité d'instaurer une « taxe Tobin ». On aurait pu envisager, pourtant, qu'elle constitue une solution rationnelle au désordre des marchés (ce qui était l'objectif du keynésien Tobin lui-même dans les années 1970) mais, dans le contexte du capitalisme néolibéral, elle aurait signifié une remise en cause insupportable de cette liberté totale. Ce n'est pas un hasard, enfin, si aucun des gouvernements sociaux-démocrates qui ont occupé le pouvoir dans l'Union

européenne à la fin de la décennie 1990, n'a même pas fait mine de dessiner l'esquisse d'une relance européenne ni d'une construction alternative à l'Europe libérale.

### **Une sortie du capitalisme néolibéral ?**

On peut parler d'une crise du capitalisme néolibéral au sens où elle traduit son épuisement. Elle atteste, bien sûr, de l'absence d'autorégulation et de l'incapacité des marchés financiers à assurer une allocation optimale des financements et une limitation des risques. Mais, plus fondamentalement, elle est, on l'a vu, l'aboutissement dans le mur de la fuite en avant permanente visant, grâce aux mécanismes de financiarisation, à tenter de résoudre les contradictions internes du modèle d'accumulation et de répartition des revenus qui lui est propre.

Pour autant, une sortie de cette phase néolibérale – au sens d'une véritable refondation, comparable à l'entrée dans la régulation keynésienne après les années 1930 aux Etats-Unis, ou la rupture avec celle-ci dans les années 1980 – paraît très peu probable. Pour l'instant les classes dominantes n'ont pas de modèle de rechange.

Certes on peut envisager un *aggiornamento*. Le capitalisme néolibéral est à un tournant et il est à peu près certain que des aménagements de son fonctionnement vont être mis en œuvre, avec des modifications techniques des règles du jeu des systèmes bancaires et financiers. On assiste à des ruptures remarquées avec certains dogmes. Les Etats vont continuer à utiliser nombre d'instruments d'intervention inimaginables il y a encore deux ans, pouvant aller jusqu'à la « nationalisation » partielle ou totale (mais provisoire et sans pouvoir de décision) d'établissements bancaires ou financiers. Un retour en force du protectionnisme n'est pas non plus à exclure, même si le G 20 l'a officiellement écarté.

Mais il n'y a pas et il n'y aura pas de rupture avec les principaux piliers du fonctionnement de ce système : la liberté absolue de circulation des mouvements de capitaux et un partage salaires-profits durablement défavorable aux salaires, qui augmentent moins vite que les gains de productivité du travail. Le tout sur fond de mise en concurrence de tous les travailleurs et de tous les territoires à l'échelle de la planète, et de tentative de marchandiser toutes les activités et tous les secteurs de la société. On l'a vu, il n'y a pratiquement rien dans les plans de relance en faveur du salariat, et les entreprises vont saisir l'opportunité de la crise pour rétablir les conditions de leur rentabilité (prétextes pour licencier). Enfin, les budgets publics vont subir le poids des sommes accordées pour sauver les banques, et cela va conduire à des coupes dans les dépenses publiques.

Pour aller plus loin dans l'analyse, il faut éviter de se laisser abuser par le terme néolibéral et tenter de comprendre aussi bien les raisons d'être du paradigme fordo-keynésien des années 1950 à 1980, que la nature particulière de l'Etat néolibéral.

Contrairement à ce qu'on croit souvent, l'Etat n'a en effet jamais cessé d'être présent et d'intervenir dans le capitalisme néolibéral, selon des mo-

dalités renouvelées que résume le mot « gouvernance », et pour lesquelles l'Union européenne a souvent servi de laboratoire. Ce n'est pas, de longue date, un Etat inexistant, ni même un Etat minimal.

En effet, historiquement, le marché n'a jamais pu fonctionner sans l'Etat. Depuis les débuts du capitalisme, c'est lui qui a assuré la création d'un marché du travail, la défense de la propriété privée, la discipline du prolétariat puis, plus tard, la défense de la concurrence contre ses propres effets (par les lois antitrust). Dans les économies contemporaines, il y a une forte inertie de l'intervention de l'Etat, en dépit des intentions affichées (les taux d'imposition ne baissent que très lentement malgré tous les efforts), car l'investissement privé lui-même a besoin d'infrastructures, de formation de la main d'œuvre, etc. Et surtout, à partir de la rupture néolibérale, ce sont les Etats qui ont organisé la déréglementation, et « remis les clefs » au marché (directives de l'Union européenne pour la libéralisation des services, négociations à l'OMC). L'impuissance des Etats est donc une fable. On n'a pas un rouleau compresseur du libéralisme ! On a, au contraire, un Etat au service des marchés, qui organise la concurrence maximale entre les travailleurs, et chaque Etat fait de même au service de sa propre bourgeoisie.

A travers toutes les contre-réformes libérales, l'Etat, s'il n'a pas diminué quantitativement de manière significative, a vu en revanche son rôle et sa fonction par rapport à la reproduction du capital se transformer profondément : sur le plan de la fiscalité, des services publics, de la reproduction de la force de travail... On est passé de l'Etat producteur, planificateur redistributeur, à l'Etat régulateur. Ce rôle régulateur apparaît dans les politiques de délégation de service public, les politiques de mise au travail (à travers les dispositifs de *workfare*, le RSA en France...), et dans toute la philosophie contenue dans la stratégie de Lisbonne, consistant à mettre les systèmes politiques de formation et les politiques sociales au service des entreprises.

A *contrario*, l'Etat keynésien, ou fordiste, et ce que les néoclassiques appellent la « répression de la finance » (encadrement drastique de la Bourse) de la période précédente, n'a pas constitué, comme on le dit trop souvent, un « compromis » entre capital et travail. Tout au plus un arrangement provisoire et instable, imposé par un mouvement ouvrier disposant d'un rapport de forces très favorable. Avec, à la clef, des dispositifs (le salaire socialisé, l'extension des services publics) que le capital n'a jamais acceptés et sur lesquels il essaie de revenir. Il n'y a donc pas, aujourd'hui, pour les bourgeoisies, de paradigme alternatif cohérent au néo-libéralisme.

On pourrait, certes, imaginer abstraitement une issue de sortie de crise dans le cadre capitaliste, dont les deux éléments essentiels seraient une véritable re-réglementation de la finance et une progression des salaires assurant une croissance des débouchés couplée à une meilleure satisfaction des besoins sociaux. Mais une telle évolution ne sera pas spontanément acceptée par les classes dirigeantes ni même par une fraction d'entre elles. Elle ne le sera qu'en dernier recours, face à des mouvements sociaux puissants. Dans cette optique, le programme le plus cohérent dont disposent les bourgeoisies est celui choisi par Sarkozy, qui suppose une poursuite à

marche forcée des contre-réformes couplée à un accroissement des mesures répressives contre le mouvement ouvrier.

Il est donc essentiel de tenir les deux fronts de la bataille : des mesures drastiques contre les marchés financiers (des interdictions et pas des limitations) sont inséparables d'une remise en cause radicale du partage actuel entre salaires et profits.

On le voit, dans ce contexte, la plupart des luttes dites antilibérales présentent un caractère transitoire et une dynamique anticapitaliste. Il est vain de chercher à établir une barrière étanche entre antilibéralisme et anticapitalisme. Celui-ci peut devenir un objectif à l'échelle de la majorité de la population, à condition de se départir de tout caractère propagandiste et de s'articuler à des objectifs concrets comme, par exemple, les différents points de rupture possible avec l'Europe libérale.



200



## La gauche française à la veille des européennes Le temps des crises

Francis Sitel

« *La connaissance tue l'action ;  
pour agir il faut être enveloppé du voile de l'illusion.* »  
Nietzsche

LE MOUVEMENT OUVRIER fut longtemps animé de grands rêves : le socialisme, la révolution, le bonheur pour tous... La gauche, aujourd'hui, offre le spectacle d'une désolation génératrice d'impuissance, sans que cet évanouissement des illusions apparaisse, hélas, être le prix de la connaissance.

Etrange scène politique, en effet, que celle où s'agite la gauche française à la jointure des années 2008 et 2009, lorsque quasiment tous les partis de gauche – PS, PC, PG (Parti de gauche), LCR/NPA (Nouveau parti anticapitaliste)... – tenaient congrès.

Leurs débats ont témoigné de la conscience progressive que la crise est là, une grande crise systémique à l'image de celle des années 1930, donc grosse de bouleversements d'une ampleur non mesurable. Pourtant, comment ne pas voir que celle-ci demeure pour une bonne part séparée des soucis les plus prégnants, liés à l'échéance – lointaine sinon dérisoire – de l'élection présidentielle de 2012 ?

Pour le PS, durement tenaillé par les ambitions de Ségolène Royal, la question s'est trouvée posée d'un possible éclatement, que seule une réconciliation de façade est ensuite venue écarter. Quant au PC, après la période d'introspection « sans tabou » promise après le sévère échec de la présidentielle, la fonction du congrès paraît avoir été d'écarter la tentation du dépassement au profit du repli. Le Parti de gauche, nouvellement né d'une scission surprise du PS, est évidemment confronté au défi d'assurer son existence indépendante.

La LCR, elle, a assumé sa dissolution pour se fondre dans le NPA, mais non sans difficulté pour affirmer un projet programmatique et politique clairement défini.

Dans ces conditions, pour tous, la question des orientations et des alliances pour les élections européennes de juin 2009 est venue cristalliser les choix politiques et dessiner les lignes de partage. Il s'agit, en effet, d'une échéance susceptible de lier les défis liés à l'Union européenne face à la crise, les alternatives aux politiques menées à ce double niveau par la droite conservatrice et la social-démocratie, et les perspectives de rassemblement politique possible.

Pour les partis prisonniers du néolibéralisme, la droitisation s'aggrave : les Verts ont décidé de rallier la liste écologiste et libérale menée par Daniel Cohn-Bendit, le PS rabiboche les divers belligérants de ses guerres domestiques pour affronter cette échéance difficile sur une même orientation de participation acritique à la construction de l'Europe libérale.

Du côté de la gauche qui en 2006 a soutenu le « non » au Traité constitutionnel européen, l'offre d'un Front de gauche avancée par le PG et le PCF

n'a pas convaincu les composantes possibles d'un rassemblement pour une autre Europe. Lutte Ouvrière a annoncé sa décision d'aller à l'élection sous ses propres couleurs et d'y promouvoir sa nouvelle porte-parole. Le POI (Parti ouvrier indépendant) celle de ne pas participer à cette compétition.

Le NPA a préconisé un « accord durable » avec les forces de la gauche antilibérale, mais en posant pour une alliance aux européennes des conditions rendant celle-ci impossible, ce qui le conduit à présenter ses propres listes.

Plutôt que déplorer – ou railler – le tableau d'ensemble ainsi présenté, il convient de comprendre qu'il indique combien la gauche, confrontée à la crise du système, est elle-même dans une crise profonde. Les mouvements contradictoires qui l'agitent, entre souci d'innovation et réflexes de conservation, entre volonté de modernisation et exigence de continuité, entre impératif unitaire et préoccupations identitaires, se développent sur un fond de désagrégation des modèles qui auparavant la structuraient.

La voie réformiste, de transformation de la société, est obstruée. Les partis s'en revendiquant, au premier chef le PS, révèlent une impuissance qui les empêche de jouer leur rôle d'opposition au pouvoir de droite, de répondre un tant soit peu aux aspirations sociales, et donc leur interdit de légitimer aux yeux du peuple un projet d'exercice du pouvoir. Quant à la voie révolutionnaire, de changement de système, elle peine grandement, au-delà de quelques professions de foi, timides ou tonitrueuses, à s'incarner dans une stratégie un minimum construite et une orientation quelque peu convaincante.

D'où un écart béant entre les discours tenus dans le champ de la politique officielle et les demandes venant de la société. L'image de l'archipel, évoquée par Roger Martelli pour le communisme, paraît pouvoir s'appliquer à l'ensemble de la réalité militante sur laquelle s'appuient les partis politiques de gauche : les solides familles politiques du passé ont laissé place à des agrégats qui se séparent ou s'éloignent selon les moments et les sujets. Un archipel que menace le cyclone de la crise capitaliste, dont les vents mauvais balayaient déjà un paysage préalablement fragilisé.

Certes, les partis politiques, au premier chef le PS, conservent la maîtrise des représentations institutionnelles, mais dans une distanciation croissante avec les réalités sociales, que selon toute probabilité vont accélérer les mobilisations que les attaques capitalistes appellent.

Au centre de l'archipel, le Parti socialiste.

### **Grandeurs et misère de la social-démocratie**

Au cours de la période qui suivit Mai 68, le Parti socialiste, refondé par Mitterrand, a échappé au triste sort que paraissaient lui réserver les compromissions avec le pouvoir sous la IV<sup>e</sup> République et ses excès de zèle colonialiste. Il en est même venu à progressivement instaurer son hégémonie sur la gauche. Et ce grâce à une belle promesse, qui était celle d'une victoire électorale ouvrant la porte à la rupture avec le capitalisme et autorisant une vie nouvelle. De ces expériences gouvernementales de gauche (prolongées presque sur un double septennat, puis avec le gouvernement Jospin) les autres composantes de la gauche sont sorties exsangues : marginalisées

pour celles qui avaient refusé de s'inscrire dans cette alliance, satellisées pour les autres, et précipité dans un déclin irréversible pour ce qui est du PC.

Quant au PS, la pratique du pouvoir l'a transformé en un parti apte à assumer les responsabilités gouvernementales sous contrainte d'un néolibéralisme triomphant. Dans le même temps, au long des années 1980 et 1990, sous la violence des coups portés par le capitalisme, la classe ouvrière s'est trouvée dans l'incapacité d'organiser une contre-offensive au niveau exigé. Elle a vu sa combativité fléchir, ses forces décliner dans nombre de bastions industriels, et ses attachements aux partis de gauche se déliter.

Ainsi le PS en est venu à assumer un réformisme sans réformes, notion certainement plus adaptée que l'oxymore *social-libéralisme*. Et, en l'absence de contre-tendances du fait de l'affaiblissement général du mouvement ouvrier et de la mise en crise des autres partis de gauche, son institutionnalisation croissante s'est accompagnée d'un affaïssement idéologique. Dès lors, la ligne de pente fut celle de la mise en cohérence de l'idéologie et de la pratique. L'identité revendiquée devenait celle d'un parti structurellement fonctionnel à l'exercice du pouvoir. Les coordonnées politiques héritées de la tradition sociale-démocrate s'en voyaient dénoncées comme autant d'archaïsmes encombrants.

Le modèle blairiste – relativisation du social au profit du « sociétal », voire du sécuritaire, impératif de la modernisation capitaliste... – tendait d'autant plus à s'imposer qu'il s'est longtemps présenté comme autorisant une installation durable au pouvoir sans que les ruptures avec la tradition ne provoquent des échecs électoraux.

Pourtant, le modèle en question s'est avéré moins porteur de ce côté-ci de la Manche : les désillusions de l'électorat de gauche et la désaffection des classes populaires à l'égard des élections en général et du PS en particulier ont conduit à des déconvenues successives lors des rendez-vous décisifs de l'élection présidentielle. Le double échec de Jospin et de Royal représenta un bilan qui invitait à un choix : prendre en compte la fragmentation de la gauche extérieure au PS, renoncer aux formules d'Union de la gauche et aller plus loin dans la « modernisation », en s'assumant comme un parti démocrate rompant officiellement avec les références social-démocrates pour nouer des alliances avec le centre droit. Une telle solution reste toutefois grosse de déchirements internes et susceptible de libérer un très important espace politique à gauche. En outre, en termes de stricte arithmétique électorale, rien ne garantit que la perte d'électeurs à gauche, en particulier dans les classes populaires, sera compensée, au centre, par le gain d'électeurs des couches moyennes et supérieures du salariat.

### **Un bipartisme dévoyé**

Pour comprendre ces difficultés il convient de revenir sur la tendance au bipartisme inscrite dans les institutions de la V<sup>e</sup> République, et dont le PS a interiorisé les exigences. Bipartisme qui voudrait que le jeu politique se présente construit sur deux offres politiques et sociales différentes, sinon opposées, qui permettent à chaque camp de se consolider avant de s'élar-

gir au second tour des élections, au nom du rejet de l'adversaire. Mais ce bipartisme idéal se voit dévoyé : en fonction d'une dynamique présidentielle croissante, le système se trouve dominé par des logiques plébiscitaires – renforcées par les médias – qui imposent une personnalisation outrancière et le recours de type bonapartiste à l'homme ou la femme providentiel.

Le paradoxe est que Jospin, sans doute le moins enclin personnellement à épouser ces nouvelles configurations, les a favorisées en instaurant le quinquennat et l'inversion du calendrier entre présidentielle et législatives. Et pour sa campagne de 2002, en adoptant dès le premier tour une posture de deuxième tour : parier sur le rejet de Chirac et présenter un « programme non socialiste ». Il s'y est brisé. La crise aggravée du PS qui s'en est suivie a ouvert la possibilité pour Royal de miser sur cette même logique plébiscitaire, en jouant de sa popularité dans l'opinion pour s'imposer en interne. Avant d'échouer également au deuxième tour face à Sarkozy.

Ces scénarios reposent sur une compréhension mécanique du bipartisme, selon laquelle l'usure du pouvoir provoque un jeu de balancier qui conduit à une alternance obligée entre les deux partis hégémoniques. Mais c'est oublier la politique, et l'on serait tenté d'accuser Jospin et Royal de s'être montrés infidèles aux leçons de Mitterrand, grand expert en ruses institutionnelles... D'autant que, ironie de l'histoire, c'est Sarkozy qui en ce domaine apparaît comme le disciple secret de l'auteur du Coup d'Etat permanent. N'est-ce pas celui-là qui, pour les appliquer à droite, copie les recettes dont celui-ci a usé au profit de la gauche ?

Règle numéro 1 : pour accéder au pouvoir dans le cadre de la V<sup>e</sup> République, c'est-à-dire pour gagner l'élection présidentielle, il est impératif de construire son camp en opposition frontale avec l'adversaire. Mitterrand renoua le PS pour permettre l'alliance avec le PC et la constitution de l'Union de la gauche. Application sarkozyenne : ancrer la droite fortement à droite et la blinder d'un programme de reformatage global de la société, sur le modèle néo-conservateur américain, et absorber l'extrême-droite en lui empruntant sa rhétorique sécuritaire et autoritaire à relents xénophobes. Donc la stricte logique politiquement bien comprise du bipartisme.

Mais règle numéro 2 : pour s'installer durablement au pouvoir, et compenser les accommodements et renoncements qui en découlent, diviser l'adversaire. Donc ne pas faire preuve d'une confiance aveugle dans les vertus d'alternance qu'on dit être la conséquence du bipartisme. Sarkozy ne dissimule pas vouloir rééditer contre la gauche ce que Mitterrand avait fait à la droite avec Le Pen.

Sarkozy croit-il, lui, aux vertus naturelles du système lorsqu'il affermit sa mainmise sur l'ensemble des médias, renforce son hyper-présidentialisme, et met face-à-face une UMP réduite à l'état d'ectoplasme politique et un PS pilonné en permanence ?

Ainsi, alors que l'horizon institutionnel du PS reste cette même promesse d'alternance dont le bipartisme est censé être porteur, Sarkozy a engagé une offensive qui n'est pas seulement de division et de paralysie, mais bien de désintégration de la gauche.

Son projet conduit à changer les structures mêmes de la société, et par voie de conséquence à saper les bases sociales de la gauche. Les commentateurs de droite l'ont expliqué clairement dès la victoire de Sarkozy : pendant que la gauche s'efforcera de préparer 2012, la droite va travailler à changer la société... Donc, au terme du quinquennat, la donne ne sera plus la même et ceux qui ne l'ont pas compris se verront fort dépourvus ! Le PS, n'ayant pas entendu le message, s'est trouvé frappé d'impuissance face à la politique de Sarkozy, et a dû assister médusé aux débauchages de figures socialistes. Car, quitte à exaspérer son propre camp, Sarkozy se livre à une entreprise systématique de démoralisation de la gauche et travaille à dégrader ses références cardinales. Dans le même temps, il entretient un climat visant à la fois à valoriser et à diaboliser l'extrême-gauche, dont on explique qu'elle est un allié indispensable du PS s'il veut rassembler une majorité électorale : présenter le PS, au moment où il glisse vers des alliances au centre, comme prisonnier de l'extrême-gauche, c'est travailler à le discréditer et à l'écarteler.

Ces mouvements de transformation en profondeur de la gauche en général et du PS en particulier ne peuvent qu'être accélérés et aggravés par les développements de la crise. Ainsi est exclue l'hypothèse du retour au *statu quo ante*.

### **Les inconnues de l'équation**

D'un côté, il est difficile de prévoir en quel état va se retrouver la droite au terme de plusieurs années de pratique sarkozyste du pouvoir. Et, dans le contexte de crise et compte tenu des difficultés croissantes du régime, il est pour le moins douteux que l'extrême droite reste indéfiniment au tapis et ne renaisse pas sous des formes nouvelles.

De l'autre côté, le PS reste installé comme parti central, de par son rôle parlementaire, sa force sociale et institutionnelle, ses positions à la tête d'un nombre impressionnant de communes et de régions. Mais il s'agit d'un parti, non seulement privé de projet politique cohérent, mais mis en difficulté au cœur de son assise électorale.

De ce point de vue, un des éléments clés de la situation, lui aussi appelé à se trouver dramatisé par la crise, est le fait que *l'électorat de gauche* tend de plus en plus à se distinguer – sinon se dissocier – de *l'électorat populaire*. Réalité qui hier a permis au PS de mettre en œuvre une politique social-libérale sans se trouver en butte à une contestation trop forte, mais où se trouve inscrit le risque d'une rupture majeure de sa fonctionnalité de parti gouvernemental (ce que confirment ses échecs successifs lors des dernières élections présidentielles).

L'affaiblissement sans retour du PC est pour une bonne part à l'origine de cette prise de distance de l'électorat populaire avec ses anciennes attaches politiques aux diverses familles de la gauche. Les suffrages de cet électorat paraissent aujourd'hui fluctuants, sensibles à des offres politiques fortement plébiscitaires (par exemple lors du deuxième tour de l'élection présidentielle avec les candidatures Royal et Sarkozy). Un électorat qui de-

main, avec les développements de la crise, peut être disputé par des forces aussi opposées que l'extrême-gauche et l'extrême-droite.

Du coup le PS se trouve au pied du mur : pour s'installer solidement comme parti central du système, il lui faut, comme l'explique Henri Weber, s'appuyer sur 30 à 35 % de l'électorat, et le fait même que cet objectif apparaît aujourd'hui hors de portée accélère ses divisions et sa crise existentielle.

Répondre à la crise du mouvement ouvrier suppose donc de relever le défi que représente le PS dans l'actuelle situation.

### **Sortie de crise : quelle direction ?**

Le PS, sa politique et son rôle dans la société suscitent des dénonciations nombreuses et multiples, y compris venant de ses propres rangs. Mais toutes ces critiques trouvent leur limite avec la question de savoir quelle alternative, politique et organisationnelle, lui opposer.

Tant qu'on reste prisonnier des rhétoriques anciennes, on a tout loisir de concilier la volonté de s'en démarquer et la préservation d'un jeu commun possible lorsque les circonstances en imposent la nécessité. De l'intérieur, on opposera au social-libéralisme l'exigence social-démocrate (*modernisée, bien sûr*) ; à l'extérieur, on critiquera l'opportunisme réformiste, mais face à la droite on sacrifiera aux nécessités de l'unité de la gauche (version PC), ou on stigmatisera les trahisons socialistes sans brader les contraintes du front unique (version trotskiste), etc. Quant aux électeurs de gauche, ils continueront à déplorer les renoncements du PS pour, au final, se résigner une fois de plus à voter en faveur de ses candidats, à moins qu'ils ne *protestent* ou se réfugient dans une abstention frondeuse. Et se perpétuera le cycle des déceptions et des accommodements, des échecs et des démoralisations... Jusqu'à ce que la droite, aidée par la crise, ne parvienne en France à rééditer son succès italien : faire disparaître la gauche du champ de la politique parlementaire.

Pour tenter de sortir de ces pièges, il convient peut-être de se poser une question d'apparence naïve, qui est, au-delà des références idéologiques, de savoir ce *qu'est* effectivement le PS.

Henri Weber propose une grille d'analyse qui mérite considération en ce qu'elle permet de comprendre en quoi ce parti représente une force fonctionnelle, ici et maintenant. Il pointe le fait que le PS génère des élus à tous les niveaux de la société française et de son système politique. Quelle que soit la propension naturelle des élus à cumuler les mandats et à s'accrocher à ceux qu'ils ont conquis, cette capacité à entretenir des flux renouvelés d'élus s'explique, certes, par le fait que ce parti dispose des moyens de fournir postes et carrières en nombre. Mais elle renvoie aussi à cette donnée qu'il capte des militants qui aspirent à une action politique jugée efficace et à prendre des responsabilités dans la Cité. Sans oublier le fait que l'énergie de cette machinerie est celle fournie par des millions d'électeurs qui, non sans raison, considèrent que, face à la droite, le seul recours dans le cadre institutionnel est représenté par le PS et... ses élus !

On ne construira pas une perspective de sortie de crise pour le mouvement ouvrier, sans proposer une alternative à cette réalité-là. Une alternative, c'est-à-dire une force *indépendante* de lui, rompant absolument et dans la durée avec la logique social-libérale et l'institutionnalisation qui à présent apparaissent comme inscrites dans sa nature même. Mais une force qui s'avère en capacité militante et électorale d'atteindre une masse critique suffisante pour apparaître comme capable de disputer son hégémonie sur la gauche.

Ces deux exigences ne sont pas mécaniquement et facilement compatibles. D'où la contradiction qui explique les échecs répétés de la gauche à gauche du PS. Soit l'indépendance assumée par une extériorisation au regard de la confrontation politique d'ensemble, et qui condamne à rester enfermé dans l'espace borné de l'extrême-gauche ; soit le souci de peser électoralement et de gagner une crédibilité qui conduit à céder aux conditions imposées par des alliances avec le PS pour se tailler une place sur le champ institutionnel.

Seul un processus dynamique de transformation de la gauche peut donc permettre de dépasser cette contradiction, de bousculer les réalités organisationnelles établies, d'opérer un ressourcement dans les classes populaires, leur diversité et leurs exigences, et d'impulser un processus de contrôle et d'auto-organisation populaires.

Dans les mois qui viennent une triple conjonction – les nécessaires mobilisations sociales face à la crise capitaliste, les réactions de plus en plus nombreuses et fortes aux dégâts provoqués par la politique sarkozyste, la confrontation politique quant aux enjeux européens – va précipiter les choix face auxquels se trouve la gauche française.





# Une alternative anticapitaliste en Europe

*François Sabado*

LA CRISE DU SYSTÈME CAPITALISTE est globale et mondiale, mais elle a aussi une dimension proprement européenne. Les gouvernements de l'Union européenne en viendraient presque à exprimer leur compassion à l'égard des Etats-Unis, tant la récession y est forte. L'ampleur du marché américain en démultiplie, certes, les effets, mais la crise est tout aussi grave en Europe. L'activité économique avait reculé plus tôt et plus fort dans la zone euro qu'aux Etats-Unis. Dès le printemps 2008, l'économie de l'Allemagne, de la France, de l'Irlande, de l'Italie et des Pays-Bas fléchissait. Au total, entre le sommet du cycle économique en 2006 et le quatrième trimestre 2008, le PIB en volume s'est contracté de 1,7 % aux Etats-Unis et de 1,9 % dans la zone euro. D'après les prévisions de la FED, en 2009, le PIB américain se contracterait de 1,9 % à 2,7 %. Dans la zone euro, le PIB baisserait de 2,2 % à 3,2 %. La chute des indicateurs d'activité depuis septembre 2009 est sans précédent par sa brutalité. Le chômage explose. La Commission européenne prévoit plus de 3 points d'augmentation du chômage d'ici fin 2010. Il atteindrait les 10 % pour la première fois depuis 1998. Les prévisions de suppression d'emplois dépassent les 10 millions de postes. La production a baissé de plus de 20 à 25 % dans un secteur comme l'automobile. La consommation recule brutalement.

La singularité européenne réside dans le fait que la nature et les structures de l'Union européenne aggravent la crise. L'absence conjuguée d'intégration économique et de démocratie dans la construction européenne bride l'initiative politique. Le dogme de la « concurrence libre et non faussée » aggrave même cette situation. Les dispositifs mis en œuvre depuis la fin des années 1980 par les traités de Maastricht, d'Amsterdam et de Lisbonne sont submergés par la crise. Les critères du Pacte de stabilité ont explosé. Les déficits budgétaires dépassent le plafond fatidique des 3 %. La dette publique s'envole. Le marché unique connaît des tensions protectionnistes. Les plans de soutien à l'industrie nationale comme le « plan automobile » français prennent le pas sur la coordination d'une politique industrielle. Areva scelle des accords avec l'agence nucléaire russe et délaisse un projet européen avec le groupe nucléaire allemand Siemens.

A ce jour, l'euro tient, mais les tensions monétaires s'accroissent. Le système financier du Royaume-Uni est touché de plein fouet. Les pays baltes sont dans le rouge. L'Allemagne elle-même a peiné, en décembre dernier, pour boucler un emprunt auprès des banques. Les besoins de capitaux sont considérables. La Grèce, l'Irlande, l'Ukraine, l'Espagne risquent la banqueroute. Des plans de sauvetage sont échafaudés pour le cas où la crise viendrait à s'aggraver. Le FMI est appelé à la rescousse, tant le risque est grand.

### Les réponses de l'Union européenne

Selon le prix Nobel d'économie, Paul Krugman, le plan Obama qui dépasse 5 % du PIB en 2009 ne réussira guère qu'à réduire de moitié l'ampleur probable de la récession. <sup>1</sup> Que dire des plans de relance européens ? Ils sont pour le moins sous-dimensionnés : 1,3 % du PIB en Grande-Bretagne, 1 % en France, 0,8 % en Allemagne, 0,1 % en Italie. Les 400 milliards revendiqués pour un pseudo-plan européen mêlent allègrement de nouveaux investissements ou des avances sur des projets déjà décidés, quand ce ne sont pas certaines dépenses déjà inscrites dans les budgets sociaux.

Les nouvelles dépenses s'élèveraient à 200 milliards d'euros - 1,5 % du PIB européen -, dont 30 milliards issus de financements communautaires, les autres 170 milliards relevant des budgets nationaux. Ainsi, sur les 26 milliards du plan français, 15 correspondent, à proprement parler, à une impulsion budgétaire, c'est-à-dire à une dépense publique ; 11 milliards relèvent de mesures de trésorerie, l'Etat accélérant le remboursement de certaines dettes aux entreprises. Il faut y ajouter les 2,6 milliards d'aide aux familles les plus défavorisées et au recouvrement du chômage partiel pour mesurer la réalité de l'intervention des pouvoirs publics.

Au final, la relance européenne n'est qu'un habillage communautaire de plans nationaux disparates que chaque Etat avait déjà plus ou moins décidé dans son coin. Giscard d'Estaing lui-même reconnaît que « la gestion économique en Europe est devenue, durant la crise, plus nationale qu'elle n'était avant son déclenchement. C'est d'ailleurs logique, car les instruments d'intervention sont essentiellement nationaux. » <sup>2</sup>

En Europe, la gestion de la crise ajoute donc à la crise. A la différence de la constitution des Etats nations, aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, qui résultait du développement du marché capitaliste et de formidables aspirations démocratiques contenues - voire brisées - par la bourgeoisie naissante, l'Union européenne ne s'est appuyée ni sur la formation d'un capitalisme européen ni sur un élan démocratique, bien au contraire.

Dès 1969, dans sa *Réponse socialiste au défi américain* <sup>3</sup>, Ernest Mandel dégagait la perspective suivante : « L'alternative sera : ou bien la tendance à l'interpénétration européenne des capitaux l'emportera, donnant quelque chance de concurrencer avec succès les USA [...] Un capital européen exigera alors un Etat bourgeois européen en tant qu'instrument le plus apte à le promouvoir, à en garantir les profits et à le défendre contre tous ses adversaires ; ou bien l'Europe des six <sup>4</sup> va se décomposer en des nationalismes économiques de plus en plus en plus étroits, laissant le champ libre à une inévitable mainmise des USA sur le camp capitaliste tout entier. »

La réalité s'est avérée plus complexe. La poussée vers l'interpénétration des capitaux européens a très largement prédominé sur la tendance à la concentration dans le cadre national, mais il ne s'est pas constitué de capital européen à proprement

<sup>1</sup> *New York Times*, 9 janvier 2009.

<sup>2</sup> *Le Monde*, 12 janvier 2009.

<sup>3</sup> Ernest Mandel, *La Réponse socialiste au défi américain*, coll. « Cahiers libres », n° 153, Ed. François Maspero, Paris, 1969.

<sup>4</sup> Le Marché commun comportait alors six Etats : l'Allemagne, la France, l'Italie, et le Benelux (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg).

parler. Les plus grosses entreprises ou banques européenne sont croisées avec des entreprises américaines ou de pays émergents. La liste en est connue, dans le transport aérien, l'industrie automobile ou pharmaceutique, notamment. La globalisation capitaliste est passée par là, fusionnant les principales entreprises européennes avec des multinationales, souvent dominées par des capitaux extérieurs.

Il existe bien quelques grands groupes européens comme EADS, mais c'est l'exception. Les classes dominantes se sont emparés du marché unique pour conquérir de nouvelles parts de marché dans le monde globalisé plutôt que de construire une Europe économiquement, socialement, et politiquement intégrée. Manquant de base économique propre, il n'y a pas eu de constitution d'Etat européen en tant que tel. L'Union européenne est dotée de fonctions étatiques partielles, segmentées, mais pas d'une politique globale, socio-économique, militaire ou extérieure. La réintégration complète de la France dans l'OTAN est un nouvel exemple de la subordination du projet de défense européenne à la domination nord-américaine. Ces choix ont conduit à faire de l'Europe la chose privée des gouvernements et d'élites économiques et technocratiques, plutôt que la cause des peuples.

Le risque existe-t-il, alors, d'une décomposition de l'Europe en nationalismes économiques ? La crise aiguise la concurrence, pouvant même la transformer en guerre économique. Le commerce et les échanges mondiaux tendent à se contracter. Les déclarations de Washington appelant à « acheter américain » ou de Madrid exhortant à « acheter espagnol », sont une indication. Les aides de 6,7 milliards du gouvernement français à son industrie automobile traduisent aussi cette tentation.

Plus substantiellement, les contradictions propres à l'Union européenne ont empêché la mise sur pied d'un plan européen coordonné. Les situations d'urgence vont accroître les pressions en faveur de politiques « protectionnistes », voire l'adoption de politiques réactionnaires ou xénophobes. Mais la préservation des positions des Etats dans un monde globalisé les oblige à poursuivre leur intégration dans l'économie mondiale et les institutions internationales. Si les expériences historiques poussent les classes dominantes à réfréner leurs pulsions protectionnistes, l'approfondissement de la crise peut entraîner des modifications, voire alimenter des courants nationalistes, réactionnaires, d'extrême droite dans les classes populaires.

### **Vers un tournant néo-keynésien ?**

Keynes revient à la mode, tout au moins dans le discours. Dans les actes, c'est une autre affaire. Le modèle néolibéral est en crise ouverte, mais les classes dominantes refusent de s'engager dans un changement de cap. Leur politique consiste à faire payer la crise aux travailleurs et aux peuples, et à aménager des dispositifs de sauvetage des banques et d'aides sociales en espérant que la crise s'arrêtera et que les affaires reprendront. Nombre de grandes entreprises profitent de la crise pour restructurer leur production, licencier massivement et réorganiser leurs circuits financiers.

L'Europe pourrait constituer le cadre fonctionnel d'une relance keynésienne. Pourtant, les politiques de l'Union européenne illustrent bien l'incapacité des classes dominantes à impulser un tel tournant. Les gouvernements peuvent prendre des décisions symboliques – les revenus de certains dirigeants de grands groupes plafonnés aux Etats-Unis ou la présence de représentants du gouvernement de la City dans les conseils de direction des banques britanniques –, mais ils n'ont pas l'intention d'imposer de nouvelles normes financières ou de contrôler effectivement le crédit pour relancer l'activité.

L'exemple des paradis fiscaux est éloquent. Le G20 va imposer une certaine transparence des comptes qui y sont déposés – ils devront être déclarés et portés à la connaissance des Etats –, mais les paradis fiscaux continueront à fonctionner et les banques n'auront guère de mal à trouver de nouveaux systèmes pour relancer ces circuits financiers une fois la crise passée.<sup>5</sup> Ici et là, on a resserré le contrôle gouvernemental sur les banques, voire évoqué leur nationalisation temporaire ou partielle, mais il ne s'agit, là encore, que de « socialiser les pertes tout en continuant à privatiser les profits », et non d'une réorganisation du système bancaire pour relancer l'activité. Les discours keynésiens ou néokeynésiens se heurtent à la dure réalité du profit et de la propriété capitaliste.

Il y a, incontestablement, un nouvel interventionnisme de l'Etat dans l'économie, dans le sauvetage des banques, dans les politiques de concentration et de restructuration industrielle et financière. C'est un changement par rapport au discours ultra-libéral – « toujours moins d'Etat » – de Reagan et Thatcher. Mais, il ne faut pas oublier que c'est l'Etat lui-même qui avait déréglementé, privatisé, détruit les acquis sociaux. L'Etat n'a jamais disparu. Aujourd'hui, son intervention a pour objet de sauver le système, en aucun cas de reconstruire « l'Etat social ». Aucun des gouvernements n'a d'ailleurs remis en cause les privatisations effectuées ces dernières années. Les attaques contre les services publics ou les suppressions de postes de fonctionnaires sont confirmées.

La discussion sur le keynésianisme n'a de sens que si elle prend en compte l'ensemble des coordonnées socio-économiques et politiques. Pour apprécier le caractère keynésien d'une politique, on peut prendre comme référence les politiques du milieu et de la fin des années 1930 aux Etats-Unis ou celles de l'Europe d'après-guerre : comparées aux mesures prises actuellement, on est loin du compte. L'option keynésienne n'a pas résulté, à l'époque, d'un choix de développement socio-économique qu'auraient librement adopté les classes dominantes. Elle a été imposée par une modification des rapports de forces – une montée des luttes ouvrières aux Etats-Unis – qui a exigé un tournant des politiques publiques et salariales. En outre, les politiques keynésiennes se sont essentiellement déployées sur la base de l'économie d'armement, de la guerre et pour faire face à des mouvements sociaux et politiques exceptionnels qui ont imposé les « compromis sociaux » de l'après-guerre. Ce sont les destructions de la guerre qui ont exigé les reconstructions de l'après-guerre et créé les conditions de relance.

5/ L'Autriche, la Suisse et le Luxembourg ne figureront même pas sur la liste des paradis fiscaux.

La crise surdétermine toute la politique mondiale. Elle va provoquer des changements, et peut-être des bouleversements, dans la situation de la gauche et du mouvement ouvrier. La politique de la social-démocratie reste dans ses marques social-libérales. Ses dirigeants ont globalement soutenu les plans de sauvetage des banques tout en les jugeant insuffisants et en demandant des contreparties. Généralement, ils utilisent les références à la politique keynésienne, surtout quand ils sont dans l'opposition, pour les intégrer dans des politiques néo-libérales. Antony Giddens, le théoricien de la troisième voie chère à Tony Blair, <sup>6</sup> rejette quant à lui les thèses de Keynes qui seraient devenues caduques avec la globalisation capitaliste. Pour chevaucher les oppositions et les résistances à la crise, les socialistes peuvent toutefois « gauchir » leur discours. Mais leurs positions de fond, synthétisées dans le Manifeste du Parti socialiste européen (PSE) <sup>7</sup>, confirment leur soutien à l'orientation de la construction européenne déployée ces dernières décennies, notamment au plus récent des traités européens, celui de Lisbonne.

Les plans de relance socialistes, présentés par Poul Nyrup Rasmussen – président du PSE – restent dans le flou. Ils peuvent se résumer ainsi : augmentation de l'investissement, soutien aux emplois existants, prise en compte des coûts sociaux de la crise, solidarité avec les secteurs en difficulté, régulation de la finance. En fait, ils s'inscrivent dans le cadre des travaux des cinq conseils européens des chefs d'Etat qui se sont réunis depuis l'été 2008. Il est significatif qu'ils fassent l'impasse sur les services publics, le salaire minimum européen, l'harmonisation des droits sociaux ou encore les mesures opposables aux plans de licenciements. Le PS français ne revendique qu'une augmentation de 3 % du salaire minimum, soit une augmentation mensuelle de 30 euros nets, alors que les salariés de Guadeloupe et de Martinique ont obtenu une augmentation de 200 euros. Les socialistes français sont loin du compte.

Le PSE se distingue des plans européens en vigueur en critiquant leur sous-dimensionnement et leurs rythmes, mais pas leurs finalités. Il en est même réduit à faire pression sur les gouvernements pour qu'ils soutiennent les propositions du FMI. Les dirigeants de la Confédération européenne des syndicats ont rejoint ceux du PSE dans leurs critiques modérées des plans de relance européens. Or, faute de restructurer les banques dans un service public unifié sous contrôle populaire, de remettre en cause les privatisations, de relancer les services publics, de rejeter résolument les traités en vigueur, bref, faute de renverser les rapports entre salaires et profits en questionnant la structure même de la propriété, de telles politiques de relance ne sauraient bénéficier aux classes populaires.

### **Des résistances sociales**

1929 sert souvent de référence pour évaluer l'ampleur de la crise actuelle.

<sup>6</sup>/ Anthony Giddens, Tony Blair, *La Troisième Voie. Le renouveau de la social-démocratie*, Seuil, 2002.  
<sup>7</sup>/ Cf. le site du PSE : <http://elections2009.pes.org/fr/ton-manifeste/le-manifeste/le-manifeste>

Les « années trente » peuvent aussi constituer un point de comparaison avec la situation présente. L'onde de choc est, à ce jour, moins bru-

tale. Les amortisseurs sociaux atténuent les confrontations. <sup>8</sup> Les différences entre ces périodes historiques sont nettes. Une course de vitesse est néanmoins engagée entre les salariés, les mouvements sociaux, le mouvement ouvrier et des droites populistes, autoritaires, xénophobes.

Il n'y a pas de rapports mécaniques entre crise économique et lutte de classes. Mais il y a une double polarisation. Dans l'Europe de 2009, le monde du travail, qui a enregistré une série de défaites dans les années 1980 et 1990, a néanmoins réussi à préserver nombre d'acquis institutionnels et organisationnels, qui constituent autant de points d'appui pour résister à la crise. Ne prévalent ni abattement, ni démoralisation et les premiers mouvements de grève voient émerger de nouvelles générations.

Les résistances sont là, mais profondément inégales à l'échelle européenne. La révolte de la jeunesse grecque a montré le caractère explosif de la situation. Les grèves et les manifestations du 29 janvier et du 19 mars 2009 en France ont mobilisé des millions de travailleurs et de jeunes. Combinant revendications sociales et lutte contre le néo-colonialisme, au-delà de leur singularité, les mobilisations en Guadeloupe et en Martinique ont remis au devant de la scène certains des fondamentaux de la lutte de classes dans les périodes de crise généralisée : grève générale, revendications unifiées, auto-organisation, auto-défense, émergence d'une direction unifiée de la grève. Loin d'être exotique, la révolte antillaise nous livre de précieuses leçons.

Il faut souligner encore les grandes manifestations de la CGTP au Portugal, celles du mouvement syndical en Italie, les mobilisations en Allemagne et en Grande-Bretagne contre le sommet du G20, ou encore les grèves successives des mineurs polonais. Mais tous ces mouvements restent partiels. Leur fait défaut un répondant politique à la hauteur des enjeux. La situation, de ce fait, reste contradictoire. Des forces radicales émergent, sans pouvoir encore prétendre à constituer de nouvelles directions alternatives. Les appareils de la gauche traditionnelle et du mouvement syndical conservent leur contrôle sur les travailleurs. En témoigne, par exemple, l'attitude des salariés de la SEAT de Barcelone, qui ont accepté, à la demande des syndicats, la réduction de leurs salaires en échange de la promesse de sauvegarde de leur emploi.

En Grande-Bretagne, en Italie, ailleurs, les idées réactionnaires ou xénophobes peuvent gagner du terrain. Les rondes de nuit autorisées par le gouvernement Berlusconi et organisées par la droite contre les immigrés, en particulier les Roumains, en sont un témoignage inquiétant. Tout comme le « british jobs for british workers » <sup>9</sup> qui a marqué les dernières grèves de Total en Grande-Bretagne. Certes, ce sont là des positions minoritaires et, à la différence des années trente, elles ne dominent pas la situation. Mais les tensions s'accroissent.

<sup>8</sup>/ D'aucuns ont caractérisé cette situation en évoquant « des années trente au ralenti ».

<sup>9</sup>/ « les emplois britanniques pour les travailleurs britanniques ».

### **Un programme anticapitaliste**

La profondeur de la crise donne une actualité nouvelle aux réponses anticapitalistes. Il faut changer de lo-

gique et l'Europe est un espace à bonne échelle. Elle pèse suffisamment dans l'économie mondiale pour qu'on puisse y créer les conditions d'une rupture avec la globalisation capitaliste. « Ce n'est pas aux peuples et aux travailleurs de payer la crise, mais aux capitalistes », voilà ce que crient les manifestants d'un bout à l'autre du vieux continent. Quel contenu donner à cette volonté populaire ?

D'abord un plan d'urgence social et écologique pour le refus des licenciements et des suppressions d'emploi ; l'interdiction des licenciements par le maintien du contrat de travail et du revenu assuré par l'entreprise, les branches professionnelles patronales ou l'Etat en cas de chômage partiel ou total ; la réduction du temps de travail sans réduction de salaire ; l'augmentation des salaires ; un salaire minimum européen ; l'harmonisation des droits sociaux par le haut, leur alignement sur les meilleurs acquis des législations sociales de chaque pays ; une relance des services publics à l'échelle européenne ; une politique de grands travaux publics centrés sur la priorité écologique (économies d'énergies, énergies renouvelables, lutte contre la pollution, transports en commun, logements sociaux, créations d'emplois dans des activités écologiques socialement utiles).

Ces mesures, que l'on aurait tort de réduire à un simple catalogue, ont une cohérence intrinsèque. La satisfaction de ces revendications passe par une autre répartition des richesses.

La taxation des profits financiers, industriels, bancaires et des grandes fortunes doit financer l'emploi, les salaires, les services publics et la sécurité sociale. Les paradis fiscaux que l'Europe a laissé prospérer dans quelques Etats ou principautés princières doivent être éradiqués.

Mais la crise pose une autre question : qui contrôle, qui décide, qui possède ? C'est la question de l'appropriation publique et sociale. Il faudra, en France, revenir sur toutes les privatisations que les gouvernements, de droite comme de gauche, ont mises en œuvre ces vingt dernières années. Il faudra établir une loi générale pour affranchir les services publics des règles de la concurrence, et instaurer le monopole public sur les services stratégiques. A la propriété privée s'opposera la propriété publique et sociale des secteurs clé de l'économie. Des solutions radicales doivent réorganiser le système bancaire. Il ne s'agit ni de proposer leur « nationalisation temporaire » avant de les « reprivatiser », ni de préconiser – à l'instar du Front de gauche en France ou de Die Linke en Allemagne – un modèle d'économie mixte, où coexisteraient dans un concurrence – déloyale – pôle bancaire public et banques privées.

Rien de fondamental ne sera remis en cause sans la nationalisation sous contrôle populaire de l'ensemble du secteur bancaire et financier. La banque centrale européenne doit devenir une banque publique assujettie aux institutions politiques que se donneront les peuples d'Europe.

A cela s'ajoute une dimension spécifique et majeure de la crise actuelle : avec la combinaison de la crise économique et de la crise écologique s'impose, plus encore, la nécessité de changer de logique, de substituer au productivisme et à la poursuite effrénée des profits, la satisfaction première

des besoins sociaux. Sans la restructuration, aussi nécessaire qu'urgente, de secteurs entiers de l'économie, à commencer par l'automobile, l'armement ou le nucléaire, rien ne permettra de préserver les équilibres socio-écologiques essentiels.

L'Europe peut être le bon niveau pour réorganiser le mode de production et de consommation en fonction de ces priorités. Le « bien commun » constituera l'objectif d'une croissance équilibrée, éco-socialiste, exigeant de redonner un caractère central à la planification démocratique.

Logique des besoins sociaux, développement durable, planification, la démocratie est la seule méthode pour choisir et décider. Elle part du combat quotidien pour les libertés et les droits démocratiques, pour l'égalité des droits, hommes-femmes, entre citoyens européens et étrangers, pour la défense des sans-papiers, la libre circulation et la libre installation des étrangers.

Cette Europe – du traité de Rome à la constitution de l'Union européenne – est consubstantiellement néolibérale et antidémocratique. Tout dans son architecture économique, sociale et institutionnelle doit être changé, les traités annulés et l'ouvrage remis sur le métier. La rupture démocratique exige de dissoudre les institutions actuelles de l'Union européenne, par un processus constituant où se construira une autre Europe, celle de ses citoyens. Avec la tenue de ces nouveaux « états généraux », par leur entrée collective sur la scène sociale et politique, ils la feront leur. Elus au suffrage universel, les délégués à un « congrès des peuples d'Europe » adopteront de nouveaux textes fondateurs pour la construction d'une nouvelle Europe, sociale et démocratique.

Dans ce processus constituant, il reviendra à la gauche anticapitaliste de proposer un programme d'urgence sociale et démocratique, un renversement radical qui mette au centre les besoins et les droits sociaux, une redistribution fondamentale des richesses, l'appropriation publique et sociale des secteurs clés de l'économie. Bref, une rupture avec le capitalisme.

Ces objectifs paraissent sans doute hors de portée dans les rapports de forces sociaux actuels. Mais la crise est là, elle met à l'ordre du jour des solutions radicales, elle appelle des mobilisations sociales et politiques exceptionnelles. Les débats sur les rapports entre luttes partielles, mouvements d'ensemble et grève générale, ces moments spécifiques de la lutte de classe, reviennent à l'ordre du jour. Les réformes partielles s'inscrivent dans des projets de transformation de la société qui posent la question du pouvoir.

Les dirigeants sociaux-démocrates critiquent à l'envi la gauche radicale qui refuserait « de mettre les mains dans le cambouis » et offrirait sur un plateau à la droite, le pouvoir qu'elle refuse d'exercer avec la gauche de gouvernement. Mais de quel pouvoir s'agit-il et qui doit l'exercer ? Au nom de qui et pour quelle politique ? Qu'un large mouvement de masse auto-organisé fasse irruption sur la scène politique et, à ces questions, il apportera, sinon la réponse, tout au moins ce qui la rend possible, ce qui peut fonder un gouvernement populaire porteur d'un programme social, démocratique et anticapitaliste.



En quoi la participation à des gouvernements sociaux-libéraux, en partenariat avec des partis socialistes ou de centre gauche, saurait-elle servir cette perspective ? Il ne s'agit pas seulement d'une question tactique. Comment défendre de manière conséquente les revendications sociales contre la crise capitaliste, comment s'en prendre à la propriété du capital, stimuler l'auto-organisation du mouvement populaire et l'autogestion socialiste et participer, dans le même temps, à un gouvernement qui gère les équilibres du système ?

De ce point de vue, les comparaisons de la situation actuelle avec celle du mouvement ouvrier à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ou au début du XX<sup>e</sup> sont peu opérantes. Tous les courants de la social-démocratie vivaient alors dans le même bain idéologique : la lutte de classes, la révolution, le socialisme. Les discussions stratégiques séparant réformistes et révolutionnaires, sur la question de la grève générale notamment, ne faisaient que commencer. Les déformations bureaucratiques déjà à l'œuvre dans la social-démocratie allemande n'étaient pas encore totalement cristallisées. Le « millerandisme », première expérience de participation à un gouvernement de collaboration de classes, date du début du XX<sup>e</sup> siècle. <sup>10</sup>

Un siècle plus tard, nous avons affaire à des appareils consolidés sur les plans syndical et politique. Les références à l'Etat providence, à la social-démocratie des années 1970 pour Die Linke ou le Parti de gauche en France, renvoient à cette histoire. Ces forces ne voient pas de possibilité de changement hors du respect des équilibres de l'économie de marché capitaliste et des institutions de la démocratie parlementaire.

Une démarcation nette sur le refus de participer à des gouvernements sociaux-libéraux relève aussi de la nécessité vitale d'une perspective indépendante des vieux appareils de la gauche traditionnelle pour réorganiser et reconstruire le mouvement social. Dans les pays où la gauche radicale a pu participer à un gouvernement avec la social-démocratie ou le centre gauche, elle a été satellisée par la gauche social-libérale. La force d'attraction des institutions bourgeoises a été plus forte que toutes les proclamations antilibérales. C'est le cas du PCF et de Jean-Luc Mélenchon dans le gouvernement Jospin en France, de Refondation communiste en Italie, de la Gauche unie en Espagne. C'est la chronique annoncée pour Die Linke, qui participe déjà à la gestion de la région de Berlin aux côtés des sociaux-démocrates du SPD.

Si cette divergence a empêché, en France, un accord entre le NPA et le Front de gauche formé par le PCF et le Parti de gauche (PG), c'est qu'elle n'est pas circonstancielle, anecdotique.

Le NPA avait proposé une « alliance durable anticapitaliste » à toute la gauche radicale. Cela supposait de rejeter toute participation ou tout soutien à des coalitions avec la social-démocratie tant au niveau européen qu'au niveau régional – les élections régionales auront lieu au printemps 2010 – ou parlementaire. Le PCF et le PG ont refusé une telle proposition

<sup>10</sup>/En 1899, Millerand, député socialiste, entre dans le gouvernement formé par Waldeck-Rousseau.

en écartant toute remise en cause de leur politique d'alliance avec le

PS, nécessaire en général – mode de scrutin oblige – pour avoir des élus. Où est alors la cohérence à se présenter sur un programme anticapitaliste tout en formant des coalitions avec un Parti socialiste qui accepte le cadre des réponses néolibérales à la crise ?

Il y a là une ligne de partage au sein de la gauche radicale, entre des forces néo-réformistes de gauche et des courants ou partis anticapitalistes, comme le NPA, le Bloco de Esquerda au Portugal, Sinistra Critica en Italie, le Parti polonais du travail, la Gauche anticapitaliste en Grande-Bretagne et en Ecosse, des courants anticapitalistes en Allemagne – au sein et en dehors de Die Linke –, la Gauche révolutionnaire en Belgique ou encore en Grèce – qu'elle soit dans la Gauche anticapitaliste ou dans Syriza, coalition regroupant Synaspismos, courant d'origine eurocommuniste de gauche, et des forces révolutionnaires. Si la direction actuelle de Synaspismos refuse de former un gouvernement avec le Pasok, elle participe à des exécutifs de gestion dans une série de grandes villes grecques et elle s'est divisée sur la perspective, à moyen terme, de participation à un gouvernement avec la social-démocratie.

La conjonction de la crise économique, de l'évolution social-libérale de la social-démocratie et des résistances, inégales et partielles, du monde du travail et de la jeunesse en Europe, élargit l'espace de la gauche radicale. Travaillé par des luttes politiques, cet espace n'est pas homogène. Les directions social-libérales et réformistes, chacune à leur manière, prétendent rendre compatibles radicalité et aménagement de l'économie et des institutions existantes.

A l'opposé, ces derniers mois, ont vu le jour des initiatives pour réunir la gauche anticapitaliste en Europe. Loin de prétendre décréter une nouvelle internationale, il s'agit de rassembler au travers de conférences ouvertes, d'échanges d'expériences et d'initiatives communes, un pôle anticapitaliste à l'échelle européenne qui constituerait une force politique conséquente. C'est un projet nécessaire, actuel, urgent même, porté par la conviction que tout, aujourd'hui plus encore, impose de s'inscrire dans la perspective d'une rupture avec le système capitaliste.

# La crise de la représentation de classe en Allemagne et Die Linke

Oliver Nachtwey

A L'ÉCHELLE EUROPÉENNE, les rythmes de la gauche non social-démocrate connaissent un considérable décalage d'un pays à l'autre. Déclin, regroupement, nouvel élan, on a tout cela en même temps et, pour le moment, aucun schéma-type susceptible d'assurer le succès d'une gauche de gauche ne se laisse entrevoir. La gauche italienne, naguère lieu d'une rénovation productive, est l'exemple le plus éclatant de la façon dont l'espoir peut muter en désillusion. Mais en Grande-Bretagne aussi, après la scission de Respect, les chances d'un parti de « gauche de gauche » bien établi sont pour des années réduites à néant. A côté du Nouveau parti anticapitaliste français qui doit encore, à vrai dire, faire ses preuves, il n'y a guère, sur la scène européenne, que Die Linke, en Allemagne, qui soit le produit jusqu'ici couronné de succès de la rénovation à gauche de la gauche. Toutefois, ce parti est fréquemment perçu comme une formation plus ou moins néo-réformiste, destinée – conclusion implicite – à sombrer sous peu dans la soumission aux normes, la « déradicalisation » et la participation gouvernementale <sup>1</sup>. Ce pronostic, qui se concentre avant tout sur l'orientation programmatique du parti, sous-estime néanmoins le rôle que joue celui-ci dans la représentation des rapports de classes, sa dynamique interne et son ouverture politique.

## La transformation de la social-démocratie

Pour explorer la dynamique à l'œuvre dans Die Linke, je commencerai par analyser les conditions dans lesquelles le parti s'est formé, celles-ci façonnant de manière déterminante son profil politique actuel. Je montrerai que la transformation du parti social-démocrate (SPD) a créé dans la représentation politique, avant tout de la classe ouvrière, un vide qui a agi comme un catalyseur dans l'émergence de Die Linke. Puis j'étudierai l'évolution de Die Linke et ajouterai quelques réflexions sur son caractère politique. Mon point de vue est que ce parti constitue une formation fluide reprenant dans son programme nombre d'éléments classiquement social-démocrates, mais que son avenir politique reste néanmoins ouvert, les rapports de classes et leur représentation se trouvant, en Allemagne, pris dans une période de bouleversements et les rapports de forces à l'intérieur du parti étant encore indécis. L'histoire de la gauche allemande montre, en outre, que l'hypothèse d'un processus d'adaptation et d'intégration social-démocrate de Die Linke néglige un certain nombre d'éléments.

Pour que se forme Die Linke, il fallait que soit partiellement entamée l'hégémonie de la social-démocratie sur le mouvement ouvrier,

<sup>1</sup> François Sabado, « Building the New Anti-capitalist Party » *International Socialism*, n° 121, 2009, p. 143-152 ; Georg Fülberth, « Doch wenn sie die Dinge ändern », *Die Linke*, 2008, Köln.

déclin que l'on peut mettre en évidence en analysant la période du gouvernement de la coalition rouge-verte. Tout commença par une victoire électorale. Le succès électoral du SPD et des Verts en 1998 était avant tout dû à l'aspiration largement répandue à un changement politique qui ferait reculer une injustice sociale de plus en plus nettement perçue par la population au fil des années 1990. Au cours des six premiers mois, le nouveau gouvernement rouge-vert tint ses engagements électoraux et procéda à un tournant politique <sup>2</sup> : ainsi fut suspendu la clause démographique de la réforme des retraites de 1997, révisé l'assouplissement des dispositions protégeant des licenciements, corrigé le forfait individuel sur les dépenses de santé, retirée la loi du gouvernement conservateur précédent qui s'en prenait au droit à percevoir un salaire en cas de maladie. Cette ligne était surtout défendue, avec fougue, par le président du SPD à l'époque, Oskar Lafontaine, par ailleurs ministre des Finances doté de compétences étendues. C'est Lafontaine – et non le chef du gouvernement, Gerhard Schröder – qui, au début de la législature, paraissait fixer les grandes orientations de la politique gouvernementale.

Mais l'ère Lafontaine ne dura que cent soixante-trois jours. Ses projets en faveur d'une politique économique européenne, d'un renforcement de la régulation des marchés financiers et d'un contrôle politique de la Banque centrale européenne se brisèrent sur la résistance des élites économiques et du chancelier Gerhard Schröder. En mars 1999, Lafontaine démissionna de toutes ses fonctions. Après son départ, sa politique budgétaire de croissance fondée sur la demande a fait place à une ligne de consolidation annulant pratiquement toutes les augmentations de dépenses <sup>3</sup>. En matière financière, la « politique de redistribution a été abandonnée au profit d'une politique de compétitivité économique » <sup>4</sup>.

Dans son discours du 14 mars 2003, Gerhard Schröder proclama « l'agenda 2010 », prélude à « la plus vaste entreprise de diminution des prestations sociales depuis 1949 » <sup>5</sup>. La controverse la plus animée fut déclenchée par la loi dite « Hartz-IV » qu'il contenait. Celle-ci instituait la fusion de l'aide aux chômeurs et de l'aide sociale en créant une nouvelle « allocation-chômage II ». Celle-ci aggravait surtout la situation des bénéficiaires de l'aide aux chômeurs avec la réduction considérable de la durée d'indemnisation par l'allocation-chômage primaire, qui passait de trente-six à douze

mois pour les chômeurs de moins de cinquante-cinq ans, le durcissement des critères applicables aux « offres d'emplois raisonnablement exigibles », et la baisse du seuil concernant la protection contre les licenciements. Il est vrai – il ne faut pas l'oublier – que le gouvernement rouge-vert ne toucha pas aux institutions de base de l'Etat social allemand et que le domaine de ses

<sup>2</sup>/ Christoph Egle *et al.* (dir.), *Das Rot-Grüne Projekt. Eine Bilanz der Regierung Schröder 1998-2002*, Wiesbaden, 2003, p. 193-214.

<sup>3</sup>/ Reimut Zohlnhöfer, « Rot-grüne Finanzpolitik zwischen traditioneller Sozialdemokratie und neuer Mitte » in Christoph Egle *et al.* (dir.), *op. cit.*

<sup>4</sup>/ Christoph Egle, « Deutschland », in Wolfgang Merkel *et al.* (dir.), *Die Reformfähigkeit des Sozialdemokratie. Herausforderungen und Bilanz des Regierungspolitik in Westeuropa*, Wiesbaden, 2006, p. 154-196.

<sup>5</sup>/ Rüdiger Soldat, « Hartz IV – Die größte Kürzung von Sozialleistungen seit 1949 », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 30 juin 2004.

attributions fut même élargi sur certaines questions (la prise en charge des enfants, par exemple).

Aucune étude empirique n'a encore été faite mais, selon toute vraisemblance, on peut avancer l'hypothèse que l'agenda 2010 a miné la confiance en soi du monde ouvrier. « L'ombre portée du marché » s'est nettement alourdie et elle est devenue plus menaçante. La réduction de la protection contre les licenciements, la diminution brutale de l'allocation-chômage et donc du niveau de vie, ont affaibli la combativité du monde ouvrier et, du même coup, indirectement les syndicats. Cela apparaît entre autres dans le fait que la part des salaires, déjà basse, a brutalement reculé après la publication de l'agenda 2010. La politique financière a accentué ce cours, pour aboutir à la fin de la législature rouge-verte au plus bas niveau de la part salariale depuis cinquante ans.

Au niveau international, on utilise le concept de « social-libéralisme » pour dénoncer la mutation de la social-démocratie allemande, et plus largement de la social-démocratie européenne. Or celui-ci manque de précision pour deux raisons. D'abord, il sous-entend que la social-démocratie d'après-guerre suivait des principes fondamentalement différents des principes actuels. C'est admettre que, dans le passé, le moteur des partis social-démocrates – aujourd'hui abandonné – était *politics against markets*<sup>6</sup>. Pourtant, il suffit d'un coup d'œil réaliste sur l'histoire de la social-démocratie européenne pour voir qu'elle a naturellement mis en œuvre la combinaison contradictoire et simultanée d'une « politique de marchés socialement amortis ». Elle a été pour ainsi dire un facteur productif de rénovation et de préservation de l'économie de marché, tout en tentant de donner aux effets du marché et à ses risques pour l'individu une forme supportable. Si on adopte cette perspective, la social-démocratie d'après-guerre tout comme sa plus récente transformation apparaissent sous un autre jour. La mutation de la social-démocratie n'est pas alors une rupture avec les principes de la social-démocratie d'après-guerre, comme le laisse entendre la formule du « social-libéralisme », mais sa continuation par d'autres moyens. Pour cette raison, il est, de mon point de vue, raisonnable de parler d'une « social-démocratie de marché »<sup>7</sup>. Contrairement à ce que croient beaucoup de ses critiques, la social-démocratie de marché est qualitativement différente du néo-libéralisme antiétatique et antiredistributif. La social-démocratie keynésienne voulait mettre des bornes au pouvoir des marchés tout en les maintenant. Dans la social-démocratie de marché, le rapport s'est doublement inversé : le marché doit être soutenu avec les moyens du social, et le social n'être préservé que dans la mesure où il est un appui aux effets du marché. La diminution des ressources et le renforcement des contrôles sur les chômeurs vont de pair avec des « investissements » en

hausse dans l'éducation et la formation des jeunes – la sémantique de la social-démocratie de marché est, dans sa dimension de politique sociale, innervée par des schémas

6/ Gosta Esping-Andersen, *Politics against Markets. The Social Democratic Road to Power*, Princeton, 1985.

7/ Oliver Nachtwey, *Marktsozialdemokratie. Die Transformation von SPD und Labour Party*, Wiesbaden, 2009.

économiques. Cette politique se fixe pour objectif une augmentation de l'efficacité économique, tout en ayant ici ou là des effets secondaires redistributifs. Même dans sa période la plus combative, le SPD n'a jamais marqué de distance avec la version allemande de la cogestion d'entreprise – *Mitbestimmung* – car il y voyait une contribution productive à la croissance économique.

En deuxième lieu, le concept de social-libéralisme se concentre trop sur l'orientation idéologique de la nouvelle social-démocratie et laisse dans l'ombre la représentation de classe. Les partis social-démocrates sont de par leur essence – pour reprendre l'expression de Lénine – des « partis ouvriers capitalistes » qui intègrent le monde ouvrier dans le système capitaliste, mais en même temps ils sont partiellement tenus de représenter ses intérêts. Leur hégémonie tient à ce qu'ils « prennent en compte les intérêts et les aspirations des groupements sur lesquels doit s'exercer cette hégémonie, à ce que se dégage un certain équilibre dans le compromis »<sup>8</sup>.

Pendant une période donnée du capitalisme, le modèle social-démocrate a été en mesure d'intégrer le monde ouvrier et surtout le syndicalisme, et a construit des loyautés durables dont l'effet se fait sentir jusqu'à aujourd'hui. Le concept de social-démocratie de marché repose sur l'idée que – sous une forme rudimentaire – le SPD continue d'être un parti ouvrier capitaliste, tandis que la notion de social-libéralisme sous-entend qu'il est une formation bourgeoise parmi d'autres. La social-démocratie allemande a dû, certes, partiellement céder de son hégémonie sur le mouvement ouvrier (organisé), mais n'a pas encore complètement perdu sa position privilégiée.

### Die Linke et la crise de la représentation de classe

Bien que les syndicats aient soutenu le SPD pendant la campagne électorale de 1998, le trouble s'était installé dans leurs relations depuis longtemps. Peu après l'entrée en fonction du gouvernement, des sociologues et des responsables syndicalistes critiques ont émis la crainte que le SPD, en adoptant la « troisième voie », ne s'éloigne encore plus du mouvement ouvrier<sup>9</sup>. Des syndicats et des mouvements sociaux ont mobilisé plus d'un demi-million de personnes contre l'agenda 2010, il y a eu une marée de protestations dans de nombreuses villes – sans que cela ait le moindre effet sur le gouvernement.

Au printemps 2004, apparurent sur la scène publique deux initiatives indépendantes l'une de l'autre, qui devaient plus tard fusionner pour former le WASG (Alternative électorale, travail et justice sociale) : l'une émanait d'un

processus franc de scission de syndicalistes membres du SPD dans l'Allemagne du Sud, l'autre d'un processus de convergence et de refondation d'intellectuels de gauche ayant leurs références dans le mouvement ouvrier, de syndicalistes, d'altermondialistes, de socialistes et de

8/ Antonio Gramsci, *Gefängnishefte* [Cahiers de prison], Hamburg, 1991, p. 1566-1567.

9/ Horst Schmitthener, « Zum Verhältnis von SPD und Gewerkschaften » in Arno Klönne *et al.* (dir.), *Der lange Abschied vom Sozialismus. Eine Jahrhundertbilanz des SPD*, Hamburg, 1999, p. 187-192; Birgit Mahnkopf, « Formel 1 der neuen Sozialdemokratie. Gerechtigkeit durch Ungleichheit » in *Prokla* (30)121, p. 489-525.

communistes organisés qui voulaient créer un parti de gauche pour toute l'Allemagne <sup>10</sup>.

La situation sans précédent, où tous les autres partis étaient unis dans une sorte de « front unitaire des réformateurs » <sup>11</sup> ne laissant littéralement face à aucune alternative, aboutissait à la non-représentation des secteurs partisans du maintien du compromis incarné jusqu'alors par l'État social – c'est-à-dire la grande majorité de la population.

Seuls le WASG et le PDS – le Parti du socialisme démocratique issu du SED (au pouvoir à l'époque de la RDA) – critiquaient le démantèlement de l'État social et pouvaient, ce faisant, s'affirmer comme partis de la justice sociale. Die Linke a remporté alors son premier grand succès lors des élections au parlement fédéral du 18 septembre 2005. Il s'est présenté comme l'alliance électorale formée du PDS et du WASG. Il a obtenu 8,7 % des voix, ce qui représentait un doublement du résultat du scrutin précédent où le PDS, avec 4 %, était resté loin du seuil des 5 % et n'avait pas eu d'élu. Plus de 4,1 millions d'électeurs ont voté en 2005 pour l'alliance de gauche – 2,2 millions de plus qu'en 2002. C'est surtout dans la catégorie des ouvriers que Die Linke a remporté ses succès, bien au-delà de la moyenne générale, alors que le SPD perdait précisément dans cette catégorie sociale. Au début des années 1980, le SPD récoltait encore 68 % des voix des ouvriers syndiqués ; en 2005, il tombait à 55 % (et même 32 % dans l'Est du pays). Le lien étroit du SPD au monde ouvrier – son sujet historique – s'est donc, au moins électoralement, fortement relâché. Dans l'Ouest du pays, les ouvriers ne votent plus qu'un peu au-dessus de la moyenne pour le SPD ; à l'Est, c'est même en-dessous de la moyenne <sup>12</sup>. Le PDS, sous-représenté auparavant chez les ouvriers en raison de son rôle à l'époque de la RDA, a pu finalement, en s'alliant avec le WASG, se renforcer considérablement chez les ouvriers aussi. Cette évolution perdure encore aujourd'hui. Die Linke est fortement présent surtout chez les ouvriers, mais aussi dans les couches aux revenus plus importants <sup>13</sup>.

Si le SPD obtient de moins en moins de votes des ouvriers et des chômeurs, cela tient aussi à des raisons structurelles : la classe ouvrière industrielle s'est, dans les décennies passées, déprise de ses traditions et a perdu son homogénéité culturelle. La relative extension du secteur des services et l'aug-

mentation consécutive du nombre des employés avaient en Allemagne affaibli le tropisme de classe dans le comportement électoral. Mais cette tendance a été contrecarrée par une évolution inverse. La frontière séparant ouvriers et employés (qui était de toute façon, dans une large mesure, une construction sociale et politique) tend de nouveau à s'atténuer ces dernières années du fait de la précarisation du monde du

<sup>10</sup>/ Oliver Nachtwey, « Im Westen was Neues? Die Entstehungsgeschichte der Wahlalternative Arbeit & soziale Gerechtigkeit », in Tim Spier *et al.* (dir.), *Die Linkspartei. Zeitgemäße Idee oder Bündnis ohne Zukunft?* Wiesbaden, 2007, p. 155-184

<sup>11</sup>/ Franz Walter, *Die ziellose Republik. Gezeitenwechsel in Gesellschaft und Politik*, Köln, 2006, p. 29

<sup>12</sup>/ Oliver Nachtwey, « In der Mitte gähnt der Abgrund », *Blätter für deutsche und internationale Politik*, n° 8, 2008, p. 58-68

<sup>13</sup>/ Martin Kroh, Thomas Siedler, « Die Anhänger der « Linken » : Rückhalt durch alle Einkommensschichten », *DIW-Wochenbericht* (75) n° 41, 2008, p. 628-639.

travail. La cause structurelle en est d'abord la modification des rapports de classes. L'Allemagne a longtemps été un des pays européens où les différences de classe pouvaient être amorties par un État social développé et où existait une relative mobilité sociale ascendante au sein du monde ouvrière. Mais cette tendance s'est retournée. La pauvreté, l'exclusion, la précarité – et avec elles de nouvelles positions de classe – reviennent en force. Attisée par un modèle de production financiarisé et par la marchandisation de l'État social, une nouvelle question sociale fait son apparition <sup>14</sup>. Du point de vue social, il convient de ranger des groupes de plus en plus importants d'employés dans la catégorie ouvriers, et même, pour la première fois depuis des décennies, le nombre de ceux qui se rangent eux-mêmes dans cette catégorie augmente <sup>15</sup>. La polarisation sociale qui en résulte a ouvert une brèche dans le vieux schéma de la représentation des classes et la représentation traditionnelle du clivage travail/capital <sup>16</sup> s'est érodée (bien qu'elle n'ait pas encore disparu).

Les raisons de cette évolution sont à chercher essentiellement dans la mutation de la social-démocratie de marché. La distance d'avec les besoins matériels et spirituels de sa clientèle plonge le SPD dans une crise de représentation <sup>17</sup>. L'Alliance de gauche ne s'est pas contentée alors de tirer passivement profit de la crise du SPD. Elle a su en effet, à l'inverse du SPD, s'emparer de la question de la justice sociale, en travaillant de façon intensive avec les syndicats et les mouvements sociaux. Elle a su s'appuyer sur les convictions de la population allemande que l'État doit avoir un rôle social, et c'est ainsi qu'elle a pu déplacer en sa faveur la représentation des rapports de classe <sup>18</sup>.

### Profil de Die Linke

Ensemble PDS et WASG ont remporté une victoire électorale qui a servi de trait d'union à des courants extrêmement hétérogènes. Le PDS était à l'origine un parti solidement ancré en

Allemagne de l'Est – où habite un cinquième environ de la population allemande – et qui, vu son passé de parti d'État, était empreint d'une culture de gouvernement et d'aspiration au pouvoir. En Allemagne de l'Ouest, depuis le début des années 1990, son influence restait limitée à des milieux clairement identifiés, essentiellement la gauche radicale. Il n'avait guère d'assise sociale et n'était que dans une mesure restreinte partie prenante des mouvements sociaux. De leur côté, les gauches syndicales de l'Ouest, qui se sont ensuite retrouvées dans le WASG, portaient

<sup>14</sup>/ Robert Castel, Klaus Dörre (dir.), *Prekarität, Abs tieg, Ausgrenzung. Die soziale Frage am Beginn des 21. Jahrhunderts*, Frankfurt a.M., 2009; Stephan Lessenich, Frank Nullmeier (dir.), *Deutschland. Eine gespaltene Gesellschaft*, Frankfurt a.M./New York, 2006.

<sup>15</sup>/ Rainer Geißler, *Die Sozialstruktur Deutschlands*, 4. Auflage, Wiesbaden, 2006; Statistisches Bundesamt, *Datenreport 2006*, Berlin, 2006.

<sup>16</sup>/ Seymour M. Lipset, Stein Rokkan (dir.), *Party Systems and Voter Alignments, Cross-National Perspectives*, New York/London, 1967.

<sup>17</sup>/ Michael Vester, Peter von Oertzen, Heiko Geiling, Thomas Hermann, Dagmar Müller, *Soziale Milieus im gesellschaftlichen Strukturwandel. Zwischen Integration und Ausgrenzung*, Frankfurt a.M., 2001, p. 13.

<sup>18</sup>/ Oliver Nachtwey, Tim Spier, « Political Opportunity Structures and the Success of the German Left Party », *Debatte. Journal of Contemporary Central and Eastern Europe* (15), n° 2, 2007, p. 123-154.



une culture d'opposition, marquée par une certaine distance vis-à-vis du pouvoir gouvernemental<sup>19</sup>. Parallèlement à une pratique réformiste exercée dans certains gouvernements provinciaux, le PDS s'adonnait encore à un discours socialiste très orthodoxe qui, par son éloignement de la pratique réelle, dissuadait beaucoup de sympathisants potentiels. A cela venait s'ajouter une absence de prise en compte des intérêts sociaux et ouvriers à l'Ouest. La distance programmatique, politique et organisationnelle vis-à-vis des syndicats disqualifiait le PDS aux yeux de beaucoup de militants de gauche de l'Ouest qui étaient à la recherche d'une alternative. Parti socialiste, il ignorait les syndicats; parti de gouvernement, il soutenait dans les gouvernements provinciaux – surtout à Berlin – les coupes dans les budgets sociaux. Le PDS était à l'Ouest un « parti étranger » « autiste et soucieux de participer au pouvoir ». Il n'y avait pas de passerelle possible entre l'Est et l'Ouest et le WASG s'est constitué en se démarquant explicitement du PDS.

Die Linke a donc des origines extrêmement hétérogènes, qui entraînent en collision aussi bien du point de vue politique que programmatique. Le WASG se concevait comme une formation principiellement attachée à l'Etat social, mais pas nécessairement socialiste, alors que le vieux PDS restait partisan du socialisme mais agissait avec pragmatisme. Le parti Die Linke, en intégrant ces courants, était donc dès le départ une formation hétérogène. Il n'a toujours pas de programme aujourd'hui : les « principes programmatiques » adoptés lors de l'unification formelle en 2007 ont été conçus comme un document d'unification. Ils représentaient un compromis classique peu exigeant pour chacune des deux formations d'origine. Il n'a pas été question de faire une distinction programmatique entre l'antinéolibéralisme et l'anticapitalisme. Pour utiliser le langage de la science politique dominante, les fédérations de l'Est, et même la majorité de l'ancien PDS, sont constituées d'*office-seeker* (« aspirants aux responsabilités »)<sup>20</sup>. Le but central est de conquérir le pouvoir pour, de là, imposer des réformes. Ce socialisme de gouvernement est fondamentalement prêt au compromis et adapte ses principes programmatiques pour pouvoir être considéré par les autres partis comme partenaire possible dans une coalition. Les fédérations de l'Ouest, dont le noyau coïncide avec l'ancien WASG et qui comptent de nombreux syndicalistes de gauche dans leurs rangs, sont constituées de *policy-seeker* : attachés à la mise en œuvre d'une politique de réformes sociales, ils n'excluent ni la participation au gouvernement, ni la transformation du système.

La fusion de deux formations réformistes, essentiellement social-démocrates de gauche, peut-elle donner autre chose qu'une formation réformiste ? Dans l'histoire, le succès des partis socialistes et social-démocrates s'est accompagné d'un processus de « déradicalisation »<sup>21</sup>.

19/ Herbert Schui, « Gehört die deutsche Linke zusammen? », *Neue Zürcher Zeitung*, 21 décembre 2005.

20/ Robert Harmel, Kenneth Janda, « An Integrated Theory of Party Goals and Party Change », *Journal of Theoretical Politics* (6), n° 3, 1994, p. 259-287 ; Michael Koss, Dan Hough, « Between a Rock and many Hard Places – the PDS and Government Participation in the Eastern German Länder », *German Politics* (15), n° 1, 2006, p. 27-52.

21/ Adam Przeworski, John Sprague, *Paper Stones. A History of Electoral Socialism*, 1986, Chicago/London.

On ne peut pas non plus l'exclure pour Die Linke, mais il n'est pas encore amorcé. C'est même le contraire : Die Linke a évolué vers la gauche. C'est toujours une formation social-démocrate de gauche, et parfois socialiste, mais la plupart des indicateurs politiques et programmatiques sont tournés à l'heure actuelle vers la gauche. En quoi cela s'exprime-t-il et quelles en ont été les raisons ?

À la base de cette évolution, il y a d'abord le retour de la question sociale en Allemagne, qui offre une puissante caisse de résonance à un parti de gauche. Cependant, on n'en est encore qu'au début de la recomposition de la représentation de classe, et la ligne de conflit ne se situe pas seulement entre Die Linke et le SPD, mais traverse aussi Die Linke. Les courants de gauche dans Die Linke sont temporairement aidés par sa mise à l'écart presque totale dans le champ politique. La perspective de participation gouvernementale et d'exercice du pouvoir exerce ordinairement une attraction discrète qui « discipline » le parti et domestique son programme. Or, sa marginalisation à l'intérieur du système parlementaire par les autres partis et la consolidation d'une direction droite au SPD font que Die Linke n'a encore, à l'échelon fédéral, aucune option de pouvoir. L'ancien président du SPD Oskar Lafontaine, qui dirige maintenant Die Linke, joue ici un rôle particulier. Pour l'ensemble de l'establishment politique, il est une *persona non grata*, quelqu'un à qui on ne peut s'abaisser à répondre et qu'il convient de combattre quel qu'en soit le prix.

Lafontaine ne s'est cependant pas métamorphosé de social-démocrate de gauche en anticapitaliste, mais son évolution représente de façon exemplaire celle de toute une cohorte d'anciens social-démocrates et de syndicalistes qui évoluent à gauche et ont maintenant trouvé un parti avec Die Linke. Opposé au néo-libéralisme, il refuse toute diminution des budgets sociaux, de même que la participation allemande aux entreprises militaires. Il défend une ligne programmatique faite d'Etat social et de keynésianisme de gauche, celle qui pouvait trouver des partisans dans le SPD des années 1970. Il se prononce pour le droit à la grève générale – qui n'est pas reconnu en Allemagne – et contre toute privatisation de biens publics. Ce faisant, Lafontaine est avant tout un *vote-seeker* (« pêcheur de voix ») qui recourt à une rhétorique radicale pour poursuivre plusieurs buts à la fois : augmenter les suffrages en faveur du parti, aiguillonner le SPD et, ce qui n'est pas le moindre des objectifs, intégrer les secteurs de la gauche du parti pour les avoir derrière lui dans sa lutte contre les fédérations de l'Est en qui il voit, en raison de leur ligne de compromis, des obstacles à l'élargissement des succès de Die Linke. Des formulations de Lafontaine contre le néo-libéralisme ont déclenché de vifs débats internes qui ont eu pour résultat que la fédération berlinoise – la seule à participer à un gouvernement – a été contrainte de s'expliquer, et qu'il y a eu une scission dans la fraction municipale de Dresde. Le courant qui s'apprêtait à approuver la privatisation de sociétés locales de construction de logements a été mis en minorité et exclu de la fraction.

Deux figures emblématiques de l'aile droite, les députés européens André Brie et Sylvia-Yvonne Kaufmann, ont été, au congrès consacré à l'Europe, rayés des listes pour s'être prononcés en faveur du traité de Lisbonne. Avec André Brie, c'est l'ancien maître à penser du PDS et l'un des chefs de file de la droite du parti qui a été ainsi mis sur une voie de garage. Plus généralement, ce congrès de début mars a été perçu comme un indice supplémentaire de l'évolution à gauche de Die Linke, les candidats de gauche ayant en majorité réussi à s'imposer <sup>22</sup>.

Les différences de sensibilité politique du PDS et du WASG ont trouvé leurs prolongements dans la structure fédérale et pluraliste du parti. Le parti est fragmenté en différents courants et groupes.

Le plus fort groupement de la droite est le « forum socialisme démocratique », dans lequel se retrouvent les partisans de la participation gouvernementale issus – surtout, mais pas exclusivement – des fédérations de l'Est, qui veulent faire du parti un « parti de gauche des droits civiques ». Outre qu'ils ne rejettent pas les privatisations et qu'ils plaident pour l'équilibre budgétaire, les socialistes de gouvernement s'efforcent d'atténuer la position de principe contre la guerre prise par Die Linke, car ils voient précisément dans ce champ de la politique étrangère le trou de souris par où pourrait passer une future participation gouvernementale. Mais ils ont jusqu'ici échoué sur toutes ces questions dans les débats internes, et même perdu beaucoup de terrain. De plus, leurs forces vont diminuer à moyenne échéance. Le vieillissement prononcé du parti à l'Est ne cesse de faire perdre des adhérents et donc du poids à ces fédérations, alors que les fédérations de l'Ouest croissent sans discontinuer.

En face, on trouve la « gauche anticapitaliste » (AKL) et la « gauche socialiste » (SL). La première regroupe les secteurs marxistes et radicalisés du WASG ainsi que quelques vieux marxistes venus du PDS. La deuxième est surtout marquée par des intellectuels, des syndicalistes, d'anciens social-démocrates keynésianistes de gauche et quelques marxistes révolutionnaires. AKL et SL sont les courants majoritaires dans les fédérations de l'Ouest et ont dans les mois passés imprimé une marque très visible dans le programme, dans la politique et dans le choix des responsables du parti. Par exemple, l'AKL est dominante dans la fédération de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, une région dont la population est numériquement aussi importante que celle de la totalité des Länder de l'Est. Il y a dans les deux courants un fort contingent d'anticapitalistes, qui ne sont pas pour autant des marxistes révolutionnaires, mais qui voient le dépassement du système capitaliste comme l'aboutissement cumulatif d'une politique de réformes et de luttes pour des réformes. Dans l'ensemble, aucun des deux courants n'est encore stabilisé. Une « déradicalisation » est toujours possible. Mais, jusqu'ici, tant les opportunités favorables que la violence de la crise économique mondiale ont plutôt contribué à une radicalisation.

L'un des secteurs les plus intéressants dans le parti est celui des anciens adhérents du SPD : ce qui les a dé-

<sup>22</sup>/ Mechthild Küpper, « Mit roten Wangen – Die Linkspartei offenbart ihren Ost-West-Konflikt », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 2 mars 2009.

cidés à le quitter n'était pas que le SPD ait trahi le socialisme, mais qu'il ait trahi l'Etat social. C'est précisément ce qui les rend particulièrement vigilants face à toute politique de soumission se dissimulant derrière une rhétorique socialiste. Ce sont souvent les anciens social-démocrates qui, en dépit du keynésianisme de gauche qui est leur philosophie de base, veulent le moins entendre parler d'une coalition avec le SPD et représentent un bastion contre la politique des fédérations de l'Est.

Le regroupement le plus important – et celui qui se développe le plus rapidement dans le parti – est cependant le « groupe de travail entreprise et syndicat », où se rassemblent des élus des comités d'entreprise, des syndicalistes et des militants de base dans les entreprises. Ce phénomène est symptomatique du déplacement de la représentation de classe tant dans le paysage des partis allemands que dans le parti Die Linke lui-même (dans l'ancien PDS, rares étaient les syndicalistes).

### **Perspectives**

En Allemagne, l'électorat soutient par son vote ceux qui s'opposent au démantèlement des acquis sociaux et à une politique économique allant à l'encontre des intérêts du monde ouvrier. Participer à un gouvernement qui promeut l'austérité affaiblit un parti de gauche. C'est ce qui est arrivé à la fédération berlinoise de Die Linke qui, aux dernières élections régionales, a perdu presque 9 % parce qu'elle était partie prenante de la coalition gouvernementale régionale. L'absence de toute perspective de coalition au niveau fédéral est pour cette raison une barrière de sécurité qui protège de la soumission à la norme. Mais ce phénomène ne peut être et ne sera que temporaire. Plus Die Linke aura de succès, plus le parti sera l'objet de pressions.

Pour l'heure, cependant, le projet de recomposition de la représentation de classe est un succès, avec un parti évoluant en permanence vers la gauche et prenant à rebours le cours de l'ancien PDS en voie de « social-démocratisation ». Die Linke est assurément, du point de vue programmatique, un parti réformiste, voire social-démocrate de gauche. L'essentiel n'est cependant pas son ancrage programmatique actuel, pas plus que la composition de sa direction, mais le sens dans lequel il évolue. Il a brisé le monopole du SPD sur le mouvement ouvrier organisé et fait bouger la représentation de classe. Il est pluriel sur sa droite comme sur sa gauche, mais les secteurs de gauche et les anticapitalistes sont actuellement à l'offensive. Les anticapitalistes sont, pour l'essentiel, partisans d'un mouvement qui, par l'accumulation des réformes, débouche sur le socialisme. Mais pour réaliser leurs objectifs, ils sont contraints – la crise économique mondiale les y poussant – de soumettre en permanence leurs moyens à de nouveaux examens. Ils n'ont pas encore tranché la question de savoir dans quelle direction ils veulent aller.

A l'heure actuelle, Die Linke, comme parti, assure la représentation passive du besoin largement répandu de justice sociale. Il donne une expression au mécontentement présent dans la population, mais ne lui donne pas

une forme durable, et ne montre que peu les alternatives à la crise du capitalisme. Mais le nombre élevé d'intellectuels organiques réels dans et autour du parti, et surtout de délégués aux conseils d'entreprises et de syndicalistes, ouvre la possibilité d'une poursuite de l'évolution du parti vers la gauche dans la tourmente de la crise économique. On assiste à un développement des secteurs qui tendent à passer d'une représentation passive à une pratique active de classe, à une remise en question de la variante allemande du compromis de classes. C'est un processus ouvert dont on ne peut prédire l'issue.

L'histoire de l'adaptation des partis de gauche à l'ordre social existant est longue et abondante. Pourtant, malgré tous les exemples historiques négatifs, il y a quand même aussi une autre histoire des partis de gauche. Quand l'Association générale des travailleurs d'Allemagne et le Parti ouvrier social-démocrate ont fusionné en 1875 pour former le SPD, l'orientation programmatique initiale était désastreuse. La fureur que le programme de Gotha déclencha chez Marx en est un témoignage éloquent<sup>23</sup>. Mais la situation économique et politique fit évoluer le SPD dans les années qui suivirent et le transforma en un parti marxiste. Ce ne fut qu'un chapitre dans l'histoire du SPD car, bientôt, les forces révisionnistes prirent le dessus. Mais quand l'USPD (Parti social-démocrate indépendant) se détacha du SPD majoritaire en 1917, il entraîna quelques-uns des dirigeants du vieux SPD comme Rudolf Hilferding, Karl Kautsky ou Eduard Bernstein. Les dirigeants de l'USPD sont ensuite retournés au SPD, mais la majorité des adhérents a fusionné avec le KPD (Parti communiste). L'histoire ne se répète pas, mais elle montre quelle dynamique peut, en temps de crise, surgir des processus de recomposition.

Traduction : Gérard Billy

<sup>23</sup>/ Karl Marx, « Randglossen zum Programm der deutschen Arbeiterpartei » [Notes marginales sur le programme du Parti ouvrier allemand], *Karl Marx, Friedrich Engels : Werke*, tome XIX, Berlin, 1962.



## LE MOYEN-ORIENT SOUS LES RUINES DE GAZA

### Gaza – La honte, la rage, la peur

*Michel Warschawski*

LE CARNAGE DE GAZA n'est pas un orage d'été soudain, qui laisserait aussitôt la place à un ciel ensoleillé et sans nuages. Il participe d'une campagne à long terme lancée dès 2000 par Ehoud Barak et poursuivie par l'Opération Rempart d'Ariel Sharon. Il a pour but de détruire l'ensemble des acquis du mouvement national palestinien au cours des dernières décennies, et de réaffirmer la souveraineté – ou du moins le contrôle – d'Israël sur l'ensemble de la Palestine mandataire. Il y a, en ce sens, continuité directe entre le massacre de Jénine en 2003 et celui de Gaza, dans l'objectif comme dans les moyens mis en œuvre.

Janvier 2009 marque pourtant un tournant historique. Il y a un avant et un après Gaza. Après le carnage, je pense vraiment que rien ne sera plus comme avant, ni sur le plan des relations internationales, ni au niveau du conflit israélo-palestinien, ni même à mon niveau personnel.

Le jour du bombardement par l'artillerie et l'aviation israéliennes du complexe de l'ONU où s'étaient réfugiés des centaines de civils, nous avons été plusieurs militantes et militants anticolonialistes à craquer. Les images que les télévisions satellites nous transmettaient en direct ont été la goutte de sang qui a rompu notre équilibre. Nous étions à ce moment là en réunion pour mettre au point les derniers détails d'une seconde manifestation nationale contre l'attaque de Gaza. Sans qu'on se passe le mot, tout le monde s'est levé pour rentrer chez soi. Heureusement, Yaakov, notre doyen, a encore eu la présence d'esprit de dire : « Ici, demain, à la même heure... »

Ce n'était pourtant pas la première fois que je ressentais, qu'à certains moments particulièrement difficiles de notre vie, on éprouve ce besoin de trouver refuge dans sa maison et nulle part ailleurs. Etre seul, se taire, faire le vide. Mais même à la maison, les images des corps d'enfants déchiquetés continuaient à me hanter. Et je sentais, autour de moi et sur mes habits, l'odeur fétide de cadavres. Il était temps de prendre un cachet et d'essayer de dormir dans l'espoir d'avoir repris mes esprits au réveil. Certains amis m'ont plus tard confié avoir eu une réaction identique, et s'être ce soir là saoulés à mort.

Quelques jours plus tard, et alors qu'en apparence au moins, nous avons récupéré nos esprits, nous avons essayé, avec quelques camarades, de comprendre ce qui avait pu provoquer de telles réactions. Deux éléments sont revenus systématiquement dans la conversation. D'abord, le fait que, pour la première fois depuis 1982, il n'y a pas eu de cassure dans notre société : les restes du mouvement de la paix et de la gauche sioniste se sont totalement et inconditionnellement alignés sur la politique

gouvernementale et ont soutenu le massacre. Ensuite, la dimension sauvage, barbare, de l'attaque israélienne.

Gaza, c'est un nouveau plongeon dans la barbarie moderne qui se situe dans la continuité de Dresde, Hiroshima, Sétif, non par le nombre de victimes ou par les moyens utilisés, mais par la volonté délibérée de massacrer des civils. Le conflit israélo-arabe a connu bien des pages sanglantes, y compris des massacres, ceux de Deir Yassin, Shatilla, Kafr Qassem, Qana au Sud Liban. Mais tous étaient collatéraux à des guerres, soit comme moyens d'atteindre un objectif opérationnel (à Deir Yassin ou à Shatilla pour pousser les Palestiniens à fuir), soit pour terroriser la population dans le cadre d'une guerre (Kafr Qassem, Qana).

A Gaza, le massacre ne répondait à aucun objectif opérationnel. Contrairement à ce qu'on a parfois pu lire, il n'y avait aucune volonté israélienne de provoquer un nouvel exode. Personne ne sait mieux que les Israéliens que, pour faire fuir une population, on l'assiège de trois côtés et on en laisse un quatrième ouvert : la guerre de 1948 est un modèle du genre que tous les stratèges du nettoyage ethnique au vingtième siècle ont étudié dans les détails. Or, depuis deux ans déjà, la bande de Gaza est hermétiquement bouclée, empêchant tout flux de marchandises et de personnes, y compris la fuite de ceux qui le voudraient.

Le carnage de Gaza est un acte terroriste de très grande ampleur, en ce qu'il est un choix délibéré de massacrer des civils pour en terroriser d'autres. Tout comme Hiroshima ou Dresde. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il appartient davantage à la catégorie des crimes contre l'humanité qu'à celle des crimes de guerre. Car il n'y a eu aucune guerre à Gaza. C'est d'ailleurs ce que reconnaît implicitement l'Etat d'Israël en refusant de considérer ses détenus gazaouis comme des prisonniers de guerre et en défendant juridiquement la non-applicabilité à leur cas des conventions de Genève. Gaza est un immense ghetto, soumis à un embargo quasi total et à une agression militaire permanente. La comparaison avec le ghetto de Varsovie, avant les transports vers Treblinka et avant l'insurrection de Pâques 1943, n'est pas si déplacée.

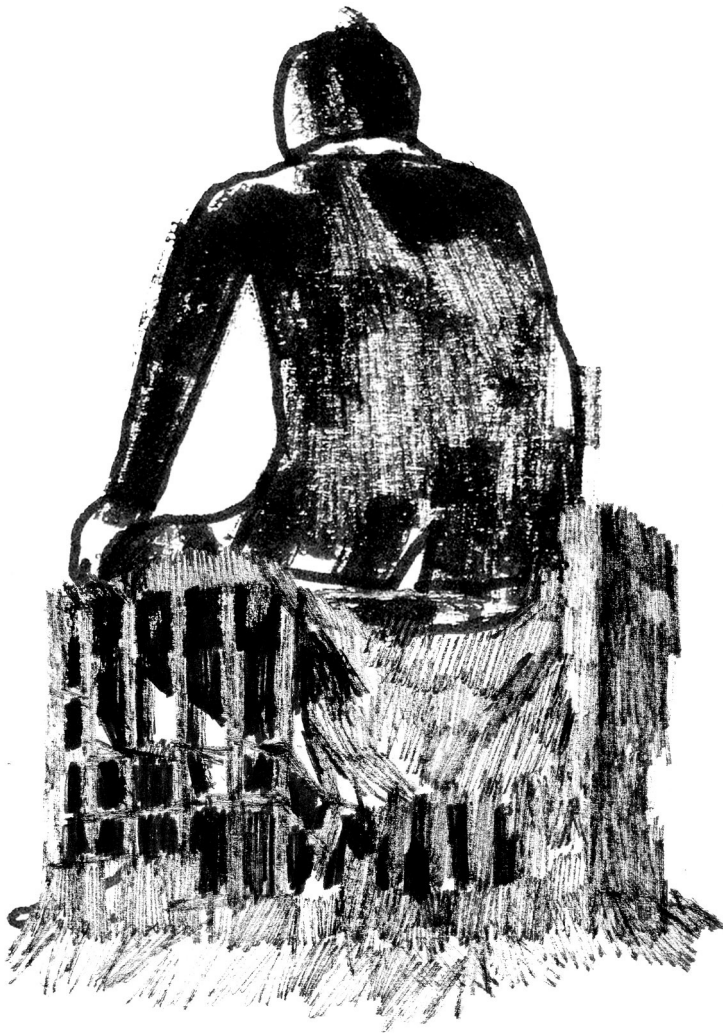
Après le choc, la rage. Après la rage, la peur. Car, peu à peu, les images des enfants palestiniens ont fait place, chez moi, à celle de mes petits-enfants. Ils sont, avec tous les gosses israéliens de leur âge, les victimes collatérales de cette opération. Il suffisait de voir à la télévision les millions de femmes et d'hommes qui ont manifesté de Kaboul à Rabat, et d'entendre leurs cris de haine envers Israël, pour comprendre que, par cette initiative criminelle, les irresponsables dirigeants israéliens ont fermé la fenêtre d'opportunité que signifiaient pour Israël le « compromis historique » de l'OLP en 1988 et le plan de paix de la Ligue arabe. En répondant par le massacre à ces propositions de coexistence, les dirigeants israéliens disaient en substance : « Nous n'avons pas besoin de vos offres de paix, nous avons la force d'imposer notre existence par les armes. » Quelle illusion ! Et quel désastre !

La force militaire est certainement une des composantes les plus volatiles de l'histoire des peuples. Et, comme le dit avec sagesse le prophète, celui qui



veut vivre par le glaive... Les Olmert, Barak, Livni, et autres Ashkenazi, ont fait le choix suicidaire de miser l'avenir des générations israéliennes futures sur la puissance de feu de leur armée. En fait, c'est le compte à rebours de l'existence juive au Proche Orient qui a commencé. Le compromis historique est devenu caduc du fait même de l'arrogance guerrière des dirigeants israéliens et du soutien presque unanime dont ils ont joui. Pour le monde arabe tout entier, Israël a démontré qu'il ne sera jamais un voisin avec lequel on peut trouver des arrangements raisonnables, mais un fléau qu'il s'agira, tôt ou tard, d'éradiquer. Pour sa propre survie.

Je sais bien que l'histoire a connu des virages brusques, et que des ennemis ont su tourner les pages sanglantes qui avaient caractérisé leurs relations des siècles durant. Les Juifs eux-mêmes n'ont-ils pas normalisé leurs rapports avec le peuple allemand ? C'est ce qu'essaie de me dire mon camarade Daniel. Et mon ami Gilbert me rappellera l'extraordinaire capacité des Arabes à faire la *Soul'ha*, cette cérémonie traditionnelle de réconciliation qui met fin aux conflits les plus sanglants. J'espère évidemment qu'ils ont raison. Mais, à ce moment précis de mon histoire personnelle, alors que le sang n'a pas encore séché dans les rues de Gaza, j'ai peine à y croire. Et c'est la peur, et non l'espoir qui domine, pour l'avenir de mes petits-enfants que l'irresponsabilité criminelle de nos dirigeants condamne, à terme, à un nouvel exil.



# L'après-Gaza et l'évolution du mouvement national palestinien

Nicolas Dot-Pouillard

LE BILAN DE L'AGRESSION militaire israélienne dans la bande de Gaza, du 27 décembre 2008 au 21 janvier 2009, est clairement établi. Elle a fait quelque 1 330 morts et 5 450 blessés du côté palestinien. Du côté israélien – l'asymétrie est frappante – ce sont 10 soldats et 3 civils qui ont été tués au cours des opérations.

L'armée israélienne semble cependant avoir échoué sur quelques objectifs avoués. L'infrastructure militaire du Hamas n'est pas détruite, pas plus que celle des autres groupes palestiniens. Les tirs de roquettes ont continué après la fin de l'offensive israélienne, jusqu'à la conclusion d'un cessez-le-feu provisoire par le Hamas. Seuls deux dirigeants d'envergure de l'organisation islamiste ont été éliminés par les tirs israéliens : Nizar Rayan et Saed Siyyam, l'ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement Hamas.

Le Mouvement de la résistance islamique – le Hamas – sort donc globalement renforcé de l'offensive. Il bénéficie d'un prestige politique réel dans la région : le positionnement du président Mahmoud Abbas lors des événements, tendant à condamner la rupture du cessez-le-feu par le mouvement islamiste, n'a fait qu'accentuer le discrédit du Fatah et de l'Autorité nationale palestinienne (ANP).

Le secrétaire général du Fatah pour la Cisjordanie, Marwan Barghouti, actuellement emprisonné, a certes pu appeler à une résistance commune de toutes les factions palestiniennes en soulignant que « le Fatah et ses membres sont partie intégrante de la bataille pour faire face à l'agression »<sup>1</sup>. Mais la répression exercée par la police de l'ANP à l'encontre des manifestations de solidarité – les « jours de la colère » – organisées par le Hamas en Cisjordanie n'a fait qu'accentuer l'image patente d'un Fatah et d'un gouvernement palestinien incapables, aux yeux de la majorité de la population palestinienne, de faire face à l'occupation israélienne. Une image d'autant plus forte qu'actuellement, plus de six cent membres du Hamas sont détenus dans les prisons de l'Autorité nationale palestinienne.

## Une guerre dans une fin de cycle

L'offensive israélienne se situait dans une fin de cycle. Devant se terminer avant l'investiture du nouveau président des Etats-Unis, Barack Obama, le 20 janvier 2009, elle constituait aussi le chant du cygne d'une période ouverte par l'élection du président Georges Bush en 2001, qui, de son premier à son second mandat, laissa les mains relativement libres aux Israéliens.<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Marwan Barghouti, « Appel à l'unité », *L'Humanité*, 10 janvier 2009.

<sup>2</sup> Cela ne signifie naturellement pas que l'administration Obama s'opposera frontalement aux Israéliens dans les années à venir : il y aura continuation du partenariat stratégique, mais avec plus de contradictions.

Fin, également, d'un certain rapport de forces régional : il n'a pas basculé, mais les cartes ont en partie changé de mains. Au Liban, les affrontements du mois de mai 2008 ont donné l'avantage au Hezbollah et à l'opposition libanaise, qui sortent renforcés des Accords de Doha. Les élections législatives prévues en juin 2009 semblent être en leur faveur.

Longtemps isolée, la Syrie voit la France et les Etats-Unis lui tendre de nouveau la main. L'Iran n'est pas en position de faiblesse : la chute des cours pétroliers combinée à une crise économique majeure a, certes, en partie affaibli le président Mahmoud Ahmadinejad. Mais la fibre nationaliste joue à plein, notamment autour de son programme nucléaire. Qui plus est, l'Iran, fidèle soutien du Hamas et du Hezbollah, a su desserrer l'étau. Renforçant ses liens politiques et économiques avec la Russie, la Chine<sup>3</sup> et l'Amérique latine (Bolivie et Venezuela), s'appuyant également sur une forte diaspora iranienne et pouvant jouer sur les grandes minorités chiites hazaras d'Afghanistan et arabes d'Irak et des pays du Golfe, l'Iran voit aujourd'hui un président Obama prêt à engager des discussions avec elle.<sup>4</sup> L'administration américaine semble, en effet, se faire peu à peu à l'idée qu'une solution à ses propres intérêts en Irak passe aussi par Téhéran.

Proches de l'administration américaine, et en conflit larvé avec l'Iran et la Syrie, l'Egypte et l'Arabie Saoudite ont souffert de leur prise de position virulente contre le Hezbollah libanais : la Turquie et, surtout, l'émirat de Qatar ont su, ces deux dernières années, au contraire, profiter de brèches ouvertes, se replaçant ainsi dans le grand jeu régional. Si le régime de Hosni Moubarak continue d'accueillir les discussions inter-palestiniennes au Caire, et si le rôle régional de l'Egypte reste toujours une réalité, nombre de manifestations dans le monde arabe lors de l'offensive israélienne ont pris pour cible les ambassades égyptiennes, dénonçant la fermeture par les militaires égyptiens du point de passage de Rafah, au sud de la bande de Gaza, qui participait de la politique de siège du Hamas.

Preuve également, s'il en est, de l'échec du gouvernement Olmert : le fort score du Likoud de Benjamin Netanyahu et du parti Israël Beitanou d'Avigor Lieberman aux élections israéliennes du 10 février 2009. Axant leur fin de campagne sur l'incapacité du premier ministre Ehud Olmert à mettre fin aux tirs de roquettes, ils ont également largement mis en avant le sort du soldat Gilad Shalit, toujours prisonnier du Hamas dans la bande de Gaza.

L'échec peut cependant être relativisé sur un point : contrairement à la guerre de juillet et août 2006 entre le Hezbollah et Israël, l'armée israélienne n'a pas été « défaite » dans la bande de Gaza. D'abord parce que les Brigades Ezzedine al-Qassam, la branche armée du Hamas, ne disposent ni

de la même infrastructure que le Hezbollah, ni de la même expérience, ni de la même capacité d'expertise militaire que le mouvement islamiste libanais. Ensuite parce que les Israéliens ont en partie mené, comme le souligne Jean-François

3/ L'Iran est actuellement membre de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), aux côtés de la Russie, de la Chine et de quatre Républiques d'Asie centrale.

4/ Sur l'Iran, sa politique extérieure et ses liens avec les minorités chiites dans la région, cf. Sabrina Merwin (dir.), *Les Mondes chiites et l'Iran*, Paris, Karthala/IFPO, 2007.

Legrain, une « guerre sans bataille, mise en œuvre par l'armée israélienne dans le cadre de sa doctrine baptisée *dahiat* et élaborée lors et à la suite de son offensive contre le Hezbollah en 2006 »<sup>5</sup>, c'est-à-dire en évitant le face-à-face direct, long et systématisé, avec les brigades palestiniennes.

### **Le mouvement national palestinien au tournant**

La grande inconnue reste maintenant celle de l'avenir du mouvement national palestinien. C'est, d'abord, un mouvement divisé et en crise de perspectives stratégiques. Certes, le Hamas a désormais regagné une popularité qui avait en partie baissé après la prise de Gaza en juin 2007. Le Hamas justifiait à l'époque son coup de force par la nécessité de répondre aux tentatives de putsch orchestrées par des dirigeants du Fatah comme Mohammad Dahlan, responsable du Conseil de sécurité national et proche du président Mahmoud Abbas, avec le soutien pratique des États-Unis, notamment par le biais du général Keith Dayton, responsable au sein du Département d'État de la coordination en matière de sécurité avec l'Autorité nationale palestinienne.

La politique du Hamas avait été, par la suite, très critiquée par les autres factions palestiniennes : gestion autoritaire de la société gazaouite, répression contre les mouvements refusant de prendre directement partie pour le Fatah ou le Hamas. La gauche palestinienne, du Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) au Front démocratique (FDLP), en passant par le Parti populaire palestinien (PPP<sup>6</sup>) dénonce alors autant un Fatah réprimant le Hamas en Cisjordanie et négociant à fond perdu avec les Israéliens et les puissances occidentales, qu'un Hamas autoritaire favorisant lui aussi le processus de division entre la Cisjordanie et Gaza.

Le FPLP s'était pourtant, dans certains cas, allié au Hamas aux élections municipales de 2005, notamment dans quatre mairies : Bani Zayyid, Beit Fourik, Ramallah et Bethléem. En janvier 2006, le FPLP refuse de participer au gouvernement du Hamas, bien qu'il vote la confiance au parlement dans lequel les islamistes sont majoritaires. Motif invoqué : le refus du Hamas de donner la priorité à l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) sur l'Autorité nationale palestinienne. L'OLP est, en effet, censée représenter l'ensemble des Palestiniens, des territoires de Cisjordanie et de Gaza aux réfugiés du Liban ou de Syrie.

La position du FPLP est restée relativement constante jusqu'ici, se référant pour l'essentiel au « Document des prisonniers » de mai 2006. Le Document des prisonniers a été signé par Marwan Barghouti, secrétaire général du Fatah en Cisjordanie, 'Abd al-Khalq an-Natshah, membre de la direction du Hamas, Bassam Abou Sadi du Jihad islamique, 'Abd al-Rahim Malouh, député au Conseil législatif palestinien et secrétaire général

adjoint du FPLP, et Moustapha Badarneh, membre du FDLP. Seul le Jihad islamique, en dépit de la signature d'un de ses dirigeants emprisonnés, refusera au final d'entériner le Do-

<sup>5</sup> Jean-François Legrain, « Pour une autre lecture de la guerre de Gaza », Sur le vif 2009, *EchoGéo*, mis en ligne le 13 février 2009 : <http://echogeo.revues.org/index10901.html>.

<sup>6</sup> L'ancien Parti communiste palestinien.

cument. Ce dernier pose des bases politiques communes en vue de refonder un mouvement de libération nationale palestinien.

Ses points principaux sont « la refondation de l'OLP et l'intégration du Hamas et du Jihad islamique » au sein de la centrale palestinienne ; la formation « d'un nouveau Conseil national palestinien de façon à assurer la représentation proportionnelle de toutes les forces palestiniennes nationales et islamiques » ; la formation « d'un gouvernement d'unité nationale qui assure la participation de tous les blocs parlementaires, en particulier le Fatah et le Hamas, et toutes les forces politiques qui souhaitent participer sur la base de ce document et du programme conjoint pour redresser la situation palestinienne aux niveaux arabe, régional et international » ; la libération des détenus palestiniens des prisons israéliennes et, enfin, le soutien à la revendication du droit au retour des réfugiés palestiniens. <sup>7</sup> Jamais appliqué, ce programme reste la base programmatique de discussion des groupes palestiniens.

Mais la gauche palestinienne ne fut pas la seule à soutenir cette « troisième voie » entre le Fatah et le Hamas. Le Mouvement du Jihad islamique en Palestine (MJIP) n'a en effet pas ménagé ses critiques à l'égard du Hamas depuis juin 2007. Rien d'étonnant à cela : cette organisation est issue d'une scission des Frères musulmans de Gaza. La publication au Caire, en 1979, d'un véritable manifeste théorique révolutionnaire islamique par Fathi Chiqaqi, un jeune étudiant en physique originaire de Rafah, dans la bande de Gaza, fondateur d'une association islamique, at-Tali'a al-islamiyya (L'Avant-garde islamique), pose à l'époque les premiers jalons d'une organisation ayant à cœur de réconcilier l'islam et le nationalisme. <sup>8</sup> Ce n'est pas seulement un appel à rejoindre la voie tracée par l'Iran révolutionnaire : c'est également une critique en règle des Frères musulmans, égyptiens et palestiniens, absents, selon Chiqaqi, de la lutte nationale palestinienne.

Azzam Tamim rappelle ainsi que Fathi Chiqaqi a été « exclu des Frères musulmans alors qu'il étudiait au Caire en 1979, officiellement parce qu'il avait écrit et publié le pamphlet *Khomeyni: al-Hal al islami wa al-badil*, ce que les Frères lui avaient interdit. Il semblait cependant possible que cette expulsion ait plus à voir avec sa critique de l'absence de stratégie des Frères en ce qui concerne la lutte armée pour la libération de la Palestine, qu'avec son livre pro-Khomeyni à proprement parler. Le discours officiel des Frères, à cette époque, ne privilégiait pas la Palestine sur les autres questions islamiques. » <sup>9</sup>

La composante nationaliste du MJIP est par ailleurs d'autant plus forte qu'une partie de ses rangs ont d'abord évolué dans le Fatah : c'est l'expérience des Saraya al-Jihad al-islami, les Brigades du Jihad islamique, dirigées entre autres par Basam Sultan et Abou Hassan Qassim,

7/ « Document des prisonniers », *Pour la Palestine*, n° 50, juin 2006, traduit de l'anglais par Claude Léostic, disponible en ligne : <http://www.france-palestine.org/article507.html>.

8/ Fathi Chiqaqi, *Khomeyni: al-Hal al-islami wa al-badil* (*Khomeyni: la solution islamique et l'alternative*), Al Qahira (Le Caire), Mukhtar al Islami, 1979.

9/ Azzam Tamimi, *Hamas. A History from within*, Olive Branch Press, 2007, p. 43.

qui seront assassinés par les services israéliens à Limassol, à Chypre, en 1988. Les Brigades du Jihad islamique étaient à l'époque sous le commandement direct du numéro deux du Fatah, Abou Jihad. C'est là d'ailleurs que la thèse d'un Hamas islamiste s'opposant à un Fatah « laïc » ferait bien sourire n'importe quel historien un peu sérieux : l'un des premiers mouvements politiques de nature islamique se trouve dans le Fatah, et non à l'extérieur.

Contrairement au Hamas, apparu en décembre 1987, et venu tard dans la lutte nationaliste palestinienne, le Jihad islamique ne s'est pas opposé au Commandement unifié, la structure unitaire qui regroupait la gauche et le Fatah lors de la première Intifada. C'est donc tout naturellement qu'il se retrouve dans le même camp que la gauche palestinienne : lors des combats de juin 2007 entre le Fatah et le Hamas à Gaza, des manifestations communes sont organisées par le Jihad, le FPLP et le FDLP. Lorsque des militants du Hamas abattent et blessent des membres du FPLP au mois de janvier 2009, quelques jours après la fin des combats, c'est encore le FPLP, le FDLP, le PPP et le Jihad qui signent ensemble un communiqué commun contre ces pratiques répressives. <sup>10</sup>

Le Hamas est donc un mouvement d'autant plus jeune qu'il est venu très tard dans la lutte nationaliste palestinienne : issu des Frères musulmans, qui avaient longtemps refusé de s'engager dans toute forme d'action politique, le Hamas, en tant que parti, n'existe qu'à partir de la mi-décembre 1987, c'est-à-dire un mois après le déclenchement du soulèvement de la première Intifada. Le soulèvement, tout comme l'attitude offensive de la mouvance du Jihad islamique dans les deux ans précédant la première Intifada, ont poussé les Frères musulmans à reconsidérer peu à peu leurs positions sur la question du lien entre prédication religieuse, action politique et lutte nationale. Le débat s'est notamment posé dans *al-Majma' al-islami*, la Société islamique, branche gazaouite des Frères, dirigée par le prédicateur Ahmed Yassin : en 1984, ce dernier est arrêté par les autorités israéliennes pour avoir monté une cellule armée, liée à la mouvance des Frères musulmans. Il sera relâché en mai 1985, à l'occasion d'un échange de prisonniers entre le FPLP-Commandement général d'Ahmed Jibril et Israël.

Plus de vingt ans après, le Hamas est dans une situation paradoxale et complexe : ayant perdu la majorité de ses membres fondateurs, qui ont été soit assassinés soit emprisonnés par les autorités israéliennes, le Hamas a gagné deux séries d'élections, municipales et législatives, qui l'ont porté au pouvoir à l'ANP, alors même qu'il a toujours dénoncé cette institution comme un fruit des Accords d'Oslo, et comme un instrument de gestion de l'occupation. D'autre part, en faisant son coup de force à Gaza, il a certes jugulé les tentatives de coup d'Etat portées par une partie du Fatah, qui tendaient clairement à le renverser. Mais en même temps, il favorise indirectement le processus de partition en deux des territoires

<sup>10</sup>/ *Al-Jabahatein ach-cha'abiyya wa ad-damokratiyya, al-Jihad wa Hezb ach-Cha'ab Ioutalibouna Harakat Hamas bi-waqf al-Moumarasat wa at-Ta'adiat 'ala al-Mouatinin (Les Fronts populaires et démocratiques, le Jihad et le Parti du peuple demandent au mouvement Hamas de cesser ses pratiques et ses attaques sur les citoyens)*, 2 février 2009, <http://www.pfip.ps/index.php?action=Details&id=3054>.

palestiniens : une bande de Gaza gérée par le Hamas, et une Cisjordanie tenue par le Fatah.

Mais la bipolarisation entre le Fatah et le Hamas est relative. La vie politique palestinienne ne se réduit pas qu'à une bataille entre ces deux camps. D'abord parce que le Fatah et le Hamas ont tous deux leurs propres divisions internes. S'il est peu probable que le Fatah se réforme à l'avenir, sa sixième conférence étant sans cesse repoussée (depuis 1989) par la direction fathaouie, de nombreuses voix discordantes se font entendre dans ses rangs. Des membres du Conseil révolutionnaire du Fatah, comme Hani al-Hassan ou Farouq al-Qaddoumi, sont depuis longtemps en désaccord avec la ligne du président Mahmoud Abbas. La ligne « localiste » n'est pas en reste : les cadres militaires des Brigades des Martyrs d'al-Aqsa, ressoudés avec la direction fathaouie sous le coup de la prise de Gaza par le Hamas, n'ont pas encore dit leur dernier mot. Quand au Hamas, nombre de cadres cisjordaniens et de l'extérieur (Syrie, Jordanie), prônent une politique plus consensuelle dans les discussions inter-palestiniennes que celle de certains dirigeants de la bande de Gaza.

Ensuite, il existe bien un troisième camp : constitué pour l'essentiel de la gauche palestinienne - même minoritaire - et du Jihad islamique, il dénonce une lutte de pouvoir entre le Hamas et le Fatah ayant en partie abouti à un approfondissement de la division territoriale entre la Cisjordanie et Gaza, qui n'est pas sans arranger, en réalité, les autorités israéliennes. Le retour à la « résistance », « al-Mouqawama », et à l'unité des forces politiques palestiniennes, tout comme l'appel à une réforme et une démocratisation profonde de l'OLP, constituent pour le moment ses piliers programmatiques.

L'offensive sur Gaza de décembre 2008 et janvier 2009 a paradoxalement relancé les négociations inter-palestiniennes. D'abord parce que le Fatah n'a plus le choix : isolé, en manque de crédibilité (Mahmoud Abbas a terminé son mandat présidentiel le 9 janvier 2009), le Fatah n'a plus d'autre option pour rester dans le jeu que de négocier un gouvernement d'union nationale, alors même que certaines portes diplomatiques occidentales s'ouvrent désormais devant le Hamas. Ce dernier, quant à lui, pense pouvoir desserrer l'étouffement et le siège économique et diplomatique en renégociant avec le Fatah.

Les autres factions, elles, souhaiteraient un « package global », où la question d'un gouvernement d'union nationale et de transition serait traitée en parallèle avec celle de la réforme de l'OLP et du mouvement national palestinien. « Formation d'un gouvernement de transition », « questions sur la réconciliation (dont les prisonniers politiques) », « sécurité », « élections », et enfin « Organisation de libération de la Palestine »<sup>11</sup> : la récente mise en place de cinq commissions de discussions inter-palestiniennes, en vue d'une

conférence commune devant se tenir au Caire et réunissant tous les partis politiques, semble être un signe dans cette voie.

<sup>11</sup>/ « Hamas Fatah reconciliation committees Named », Ma'an News Agency, 3 mars 2009, <http://www.maannews.net/en/index.php?opr=ShowDetails&ID=36178>.



### **New Deal occidental et émergence d'un nouvel acteur : les « Arabes de 48 »**

Un autre élément à suivre sur le moyen terme est naturellement l'évolution d'une partie des acteurs politiques occidentaux et, en partie, israéliens, vis-à-vis du Hamas. A la fin janvier 2009, Jean François-Poncet, vice-président UMP de la commission des Affaires étrangères du sénat français, accompagné de la sénatrice PS Monique Cerisier-Ben Guiga, rencontrait le leader du Hamas à Damas, Khaled Mesha'al.<sup>12</sup> Le 26 février 2009, une lettre publiée dans le *Times* appelait à « abandonner la politique d'isolement du Hamas qui a échoué et à intégrer le Hamas dans le processus politique [...] Que cela nous plaise ou non, le Hamas ne va pas disparaître. Depuis sa victoire aux élections démocratiques de 2006, le Hamas s'est assuré le soutien de la société palestinienne malgré les tentatives de le détruire à travers des blocus, des boycotts politiques et des incursions militaires. Cette approche ne marche pas ; on doit trouver une nouvelle stratégie. »<sup>13</sup>

Fait notable, la lettre était signée par Schlomo Ben-Ami, ancien ministre des Affaires étrangères israélien sous le gouvernement Barak de 2000 à 2001, par Alvaro De Soto, ancien envoyé de l'ONU pour le Moyen-Orient, ainsi que par Gerry Kelly, un membre du Sinn Fein irlandais ayant négocié avec les Britanniques les « Accords du vendredi saint » en 1998. Ce type de démarche va sans doute se multiplier, au grand dam de la nouvelle administration israélienne. Cependant, cela met le Hamas dans une situation particulièrement difficile, politiquement parlant : sa résistance militaire à Gaza a fait de lui un acteur incontournable dans le jeu politique palestinien, et il apparaît à beaucoup, désormais, comme la force politique légitime et majoritaire dans le champ politique palestinien. D'où le nouveau « réalisme » de certains diplomates, qui prennent simplement acte de l'épuisement historique du Fatah. Mais les démarches d'ouverture occidentales exigent du Hamas des éléments qui remettent ou remettront en cause la stratégie de résistance sur laquelle il a bâti sa popularité : l'abandon des armes et de la lutte armée, ou encore une renonciation progressive du droit au retour des réfugiés palestiniens notamment.

Certains se demandent donc maintenant si le Hamas d'aujourd'hui ne sera pas le Fatah de demain, même si le Hamas a parfaitement conscience des enjeux du *deal* proposé, le même qui fut proposé à Yasser Arafat à la fin des années 1980 : l'abandon de la stratégie de résistance contre une reconnaissance internationale. La question de « l'évolution » du Hamas reste encore posée.

Un élément pourrait cependant venir perturber tout ce jeu politique : l'entrée en scène des « Arabes de 48 »,

c'est-à-dire des Palestiniens ayant la citoyenneté israélienne. Ils composent près de 20 % de la population israélienne. Depuis 2000, leurs mobilisations sociales et politiques se sont accrues. Les Arabes de 48 sont

12/ Jean François-Poncet, Soren Seelow, « Le Hamas n'est plus le mouvement révolutionnaire et religieux que l'on veut bien décrire », *Le Monde*, 3 février 2009.

13/ « Peace will be achieved only by talking to Hamas », *Times Online*, 26 fév. 2009, <http://www.timesonline.co.uk/tol/comment/letters/article5804266.ece>.

représentés à la Knesset par le Rassemblement national démocratique/al-Balad <sup>14</sup> de Azmi Bishara, aujourd'hui exilé, par le Mouvement pour le changement de Ahmed Tibi, un ancien conseiller de Yasser Arafat, par le Hadash, une coalition où le Parti communiste israélien est majoritaire et par une formation islamique, al-Harakat al-islami [le Mouvement islamique].

Certaines formations extraparlimentaires, comme le mouvement Abna' al-Balad [les Enfants du pays], sont proches de la gauche palestinienne et du FPLP. Tout le paradoxe est là : alors que le Hamas, avec le concept de « Hudna » (trêve), semble se rabattre sur une solution à deux Etats, juif et arabe, sur les frontières de 1967, un nouvel acteur politique tend à gagner sa place dans le jeu palestinien. Or, à l'inverse de la perspective des deux Etats, juif et palestinien, le mouvement des Arabes de 48 propose majoritairement une dé-sionisation de l'Etat d'Israël, c'est-à-dire la création d'un Etat « de tous ses citoyens », juifs et arabes.

Le mouvement national palestinien a vu trois périodes se succéder. Né dans l'exil et dans les camps de réfugiés, il a fait ses premières armes dans la Jordanie du roi Hussein puis, après le « Septembre noir » de 1971, dans le Liban de la guerre civile, avant de s'exiler vers Tunis après le retrait palestinien de Beyrouth en 1982. L'éclatement de la première Intifada, en décembre 1987, lui permet de se rapatrier dans les territoires palestiniens occupés en 1967.

Comprendre l'actuel mouvement national palestinien comme étant sujet à un changement historique, dont l'affaiblissement du Fatah et l'hégémonie grandissante du Hamas seraient les éléments majeurs, est utile mais insuffisant. Car l'émergence d'un mouvement des Arabes de 48 pourrait bien, sur le moyen terme, modifier de nouveau la donne politique palestinienne, et participer d'une « troisième période » d'un nationalisme palestinien aujourd'hui en pleine recomposition.

<sup>14</sup>/ Voir notamment le site internet proche du mouvement al-Balad : <http://www.arabs48.com>.

## INTERVENTIONS

### A crise écosociale, alternative écosocialiste

Daniel Tanuro

LA RÉCESSION ACTUELLE est fréquemment comparée à celle de 1929. Or, tout instructif soit-il, ce parallèle tend à masquer deux traits majeurs qui conditionnent les sorties de crise possibles : les spécificités de la crise économique et le contexte écologique dans lequel elle se développe. Sans équivalent dans l'histoire du capitalisme, la récession actuelle coïncide en effet avec un état d'urgence environnemental sans précédent dans l'histoire de l'humanité. La combinaison de ces deux dimensions marque l'entrée dans une ère nouvelle : désormais, il n'est plus de projet émancipateur qui vaille sans prendre dûment en compte les contraintes et limites naturelles, notamment climatiques.

#### Une conjoncture inédite

Un air de déjà vu, la crise ? Oui et non : la récession ouverte par l'affaire des *subprimes* intervient au terme de vingt-cinq années sans précédent dans l'histoire du capitalisme. On se basera ici sur les travaux de Michel Husson montrant que, depuis le tournant néolibéral de 1982-1983, le taux de profit monte, tandis que le taux d'accumulation baisse <sup>1</sup>. Or, cette combinaison étrange ne s'est jamais manifestée lors des précédentes périodes de taux de profit élevé (1848-1873, 1893-1913, 1947-1967 <sup>2</sup>), au cours desquelles il y avait expansion considérable des investissements productifs, progrès social (relatif et nullement automatique, mais indiscutable) et réduction des inégalités. Aujourd'hui, à l'inverse, les profits restent dans la sphère financière, le taux de retour exigé sur investissements implique une hausse forcée du taux d'exploitation (qui asphyxie la demande), les inégalités explosent, et le bouclage du système se fait par la consommation de luxe ou par l'endettement.

Cette situation inédite, qui dure depuis un quart de siècle, valide à titre posthume la théorie des ondes longues d'Ernest Mandel et le pronostic qu'il en déduisait à la fin de sa vie <sup>3</sup>. Pour Mandel, en effet, le passage d'une onde longue récessive à une onde longue expansive n'est pas automatique : il requiert une série de chocs au-dehors de la sphère économique proprement dite (« chocs exogènes »). Le tournant d'après-guerre, par exemple, ne fut possible que suite à l'écrasement du mouvement ouvrier par les ré-

gimes fascistes, à l'augmentation drastique du taux d'exploitation dans les autres pays capitalistes et aux commandes publiques massives, génératrices de déficit et d'inflation permanents. Le miracle des

<sup>1</sup> Michel Husson, « Le capitalisme toxique », *Inprecor* n° 541-542, en ligne sur <http://hussonet.free.fr>

<sup>2</sup> Aux USA, l'onde longue expansive commence dès 1940. En Europe, elle ne démarrera qu'en 1947.

<sup>3</sup> Ernest Mandel, *Long Waves of Capitalist Development. A Marxist Interpretation*, Verso, London, 1995.

## INTERVENTIONS

Trente Glorieuses avait donc pour revers un krach sans précédent, des millions de morts, des destructions terribles et un océan de dettes.

A la lumière de cette analyse, Mandel, contrairement à d'autres auteurs, était plus que sceptique quant à la possibilité qu'une onde longue expansive s'amorce dans les années 1990. Le redressement du taux de profit au cours de la décennie précédente avait été insuffisant, selon lui. Quant au chômage massif, à l'austérité et au recul du mouvement ouvrier, quoique douloureux, ils étaient loin de constituer un choc exogène à la mesure des exigences d'un capitalisme de plus en plus malade de ses propres lois.

Ce dernier point est crucial. Mandel, en effet, attirait particulièrement l'attention sur la contradiction croissante entre la tendance du système à augmenter le taux d'exploitation des salariés (pour compenser la baisse tendancielle du taux de profit), d'une part, et les besoins de réalisation de la plus-value cristallisée dans des quantités toujours plus énormes de produits, d'autre part. « Qui va payer toutes ces marchandises fabriquées avec des machines achetées à crédit ? » interrogeait-il. Le problème, selon lui, ne pouvait que s'aiguiser au fil du temps. Mandel y voyait une manifestation de l'épuisement historique de ce mode de production – d'où son concept de « capitalisme tardif » – en même temps qu'une source de plus en plus menaçante de barbarie potentielle.

Force est de constater que cette vision est validée par la conjoncture des vingt-cinq années écoulées : le taux de profit a été rétabli, mais cela n'a pas suffi à relancer durablement la machine ; les Etats-Unis ont connu une croissance forte, mais elle était tirée par un endettement délirant, dont on voit aujourd'hui le résultat ; l'expansion de la Chine a été remarquable, mais 55 % des marchandises étaient vendues dans les pays développés, et le marché intérieur chinois est fort loin de pouvoir entraîner toute l'économie mondiale. De toute évidence, il faudrait bien plus pour déclencher une nouvelle onde longue expansive.

Ces ondes longues, pour Mandel, ne sont pas seulement des phases de développement caractérisées par divers indicateurs économiques mais aussi des périodes historiques au sens fort du terme. Cet aspect de l'analyse est très éclairant. Survenant au terme de vingt-cinq années de « redressement » néolibéral, la récession actuelle montre que le système, loin d'apporter des solutions aux multiples difficultés de l'humanité, n'est pas sorti du marais de ses contradictions – au contraire, il s'y enfonce.

L'impasse est profonde et structurelle. Les « plans de relance » actuels l'attestent. Qu'on le veuille ou non, on retombe sur la conclusion politique centrale de Mandel : un redémarrage durable du « capitalisme tardif » nécessiterait un ensemble de chocs exogènes encore plus profonds que la Grande Dépression, le nazisme, le fascisme et la Deuxième Guerre mondiale.

### **Un défi écologique sans précédent**

Voyons maintenant l'autre volet : la crise climatique, qui concentre peu ou prou toutes les facettes de la dégradation environnementale.

Le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) est catégorique : la combustion des combustibles fossiles envoie dans l'air des quantités de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) supérieures à la capacité d'absorption par les écosystèmes (plantes vertes et océans). Le cycle du carbone tend à se saturer. La hausse de la concentration atmosphérique en CO<sub>2</sub> qui en résulte est la cause déterminante du réchauffement <sup>4</sup>.

Les conséquences de ce dérèglement commencent à être bien connues. Pour rappel : la montée du niveau des océans menace les plaines côtières, les sécheresses s'aggravent dans les régions arides, les inondations se multiplient dans les régions tempérées, la productivité agricole diminue aux basses latitudes et risque de diminuer globalement au-delà d'un certain niveau de réchauffement, certaines maladies à vecteurs s'étendent, la perte de biodiversité fragilise les écosystèmes, la violence des phénomènes météorologiques extrêmes s'accroît, etc.

Le GIEC écrit noir sur blanc que les pauvres seront les principales victimes de ces phénomènes. Des centaines de millions de personnes sont concernées, en particulier par le risque de pénurie d'eau qui pourrait frapper jusqu'à trois milliards et demi d'êtres humains supplémentaires. Une partie des plaines côtières, où vit plus de 50 % de l'humanité, pourraient être rendues inhabitables avant la fin du siècle. Bref, en l'espace de quelques décennies, le monde risque de devenir subitement encore plus chaotique, injuste et violent qu'aujourd'hui.

Pour prendre la mesure de l'urgence, il convient de souligner que le seuil de dangerosité du réchauffement se situe autour de +1,7 °C par rapport à l'ère pré-industrielle, et non de +2 °C comme on le pensait jusqu'ici <sup>5</sup>. Cependant, l'accélération du phénomène est telle qu'il ne semble plus guère possible de maintenir la hausse de température au-dessous d'un seuil de +2 °C à + 2,4 °C.

Encore les conditions d'une stabilisation à ce niveau sont-elles draconiennes : il s'agit de commencer à réduire les émissions globales au plus tard en 2015 et d'atteindre 50 à 85 % de diminution d'ici 2050 <sup>6</sup>. Tenant compte du fait que les pays développés sont responsables du changement climatique à plus de 70 %, cet effort devrait être modulé de la façon suivante :

- les pays industrialisés devraient réduire leurs émissions de 80 à 95 % d'ici 2050, en passant par une réduction intermédiaire de 25 à 40 % en 2020 (par rapport à 1990) ;
- les pays en développement devraient « dévier substantiellement » (de 15 à 30 %) du scénario de référence

*business as usual* dès 2020 (2050 pour l'Afrique) <sup>7</sup>.

Vu l'ampleur des périls et la sous-estimation de certains phénomènes difficilement modélisables (la désintégration des calottes glaciaires, notamment), il convient de considérer ces objectifs comme absolument im-

4/ GIEC, *Rapport de synthèse 2007*, en ligne sur [http://www.ecologie.gouv.fr/IMG/pdf/SYR\\_FI-NALfr.pdf](http://www.ecologie.gouv.fr/IMG/pdf/SYR_FI-NALfr.pdf)

5/ cf. la fig. SPM.7 dans le « Résumé pour les décideurs » du *Rapport de Synthèse 2007*.

6/ Contribution du GT III du GIEC au *Rapport de synthèse 2007*, Technical Summary, tableau TS.2, p. 39. Le GIEC est subdivisé en trois groupes de travail. Le GT III se consacre spécifiquement aux stratégies de lutte contre le réchauffement.

7/ *Ibid.*, p. 776.

pératifs. La prudence dicte même de viser systématiquement la partie supérieure des fourchettes.

Enfin, il ne saurait être question d'arrêter l'effort en 2050. Dans la seconde moitié du siècle, selon le GIEC, il faudrait ramener les émissions de gaz à effet de serre pratiquement à zéro. C'est dire que le sauvetage du climat est inséparable d'une mutation socio-économique et technique extrêmement profonde, à réaliser en quelques générations à peine : se passer totalement du charbon, du pétrole et du gaz naturel, alors que ces sources assurent 80 % de nos besoins énergétiques.

### **Fin du « laissons de côté » et retour au « métabolisme social » de Marx**

L'enjeu humain est colossal. Comme l'a fait remarquer le climatologue en chef de la Nasa, James Hansen, il s'agit ni plus ni moins de préserver les conditions naturelles qui ont permis l'essor de la civilisation, il y a 6 000 ans<sup>8</sup>.

L'époque devrait donc être considérée comme définitivement révolue où un Mandel – pourtant un des marxistes de sa génération les plus sensibles à l'enjeu écologique – pouvait conclure sa brillante démonstration sur l'improbabilité d'une relance durable du capitalisme en ajoutant :

« Nous laissons de côté la question de savoir si l'environnement pourrait ou non supporter encore cinquante ans de croissance économique du type de celle que nous avons connue pendant la période 1940 (48)-1968, avec son énorme gaspillage de ressources naturelles et les menaces croissantes qui en découlent pour l'équilibre écologique. »

« Laisser de côté » la question climatique, ou la citer pour mémoire, revient à escamoter une dimension majeure de la crise capitaliste. Une dimension qui ne fait certes pas l'objet de luttes de masse, mais que les militants anticapitalistes doivent absolument s'approprier car il y a urgence, que les conditions d'existence de plusieurs milliards d'êtres humains sont en jeu et que les réductions d'émission à opérer surdéterminent non seulement tout projet de société alternatif mais aussi, dans une certaine mesure, la stratégie et le programme à mettre en œuvre dès maintenant.

En cette matière, les marxistes gagneraient à s'inspirer de l'exemple de Marx lui-même. En effet, stimulé par les travaux de Liebig sur le risque d'un épuisement des sols dû à la rupture du cycle des nutriments, l'auteur du *Capital* en avait déduit la nécessité de « réguler rationnellement le métabolisme social (échanges de matières) entre l'humanité et la nature » et, par conséquent, d'abolir à la fois la division du travail et la séparation entre ville et campagne. Il disait même de cette régulation rationnelle des échanges de matières qu'elle constitue « la seule liberté possible ».

Cette idée semble taillée sur mesure pour appréhender conjointement la crise sociale et la crise climatique. Le volume des émissions dépend principalement, en effet, de la consommation d'énergie fossile, donc de l'activité économique. La relation n'est pas linéaire, car l'efficacité éner-

gétique augmente avec le progrès

<sup>8</sup>/James Hansen et al. «Target atmospheric CO2. Where should humanity aim ? » en ligne sur <http://arxiv.org/abs/0804.1126>.

technique. Mais cette augmentation n'est pas possible à l'infini et on constate empiriquement qu'elle est plus que compensée par la hausse du volume de la production. Il n'est donc pas étonnant que les courbes d'émission au XX<sup>e</sup> siècle fassent apparaître :

- une corrélation forte entre les quantités de carbone fossile envoyées dans l'atmosphère et les deux ondes longues expansives de 1893-1913 et 1947-1967 ;
- des paliers correspondant l'un à la dépression des années 1930 et l'autre au retournement des années 1970-1980.

« Laissons de côté » - mais un instant seulement - les conditions (a)so-ciales d'une nouvelle onde longue d'expansion capitaliste. Imaginons que les masses de capitaux spéculatifs qui gonflent la « bulle financière » affluent durablement dans « l'économie réelle » et alimentent une nouvelle période de vingt ou trente années de croissance forte. Dans ce cas, la consommation d'énergie fossile augmenterait - et par conséquent les émissions de gaz à effet de serre - et le dérèglement climatique s'emballerait sans aucun doute.

Pour qu'il en aille autrement (pour que la gestion des échanges de matières demeure rationnelle), il faudrait que le capitalisme soit capable de concilier hausse du taux de profit, expansion économique et refus radical des combustibles fossiles... alors que ceux-ci sont meilleur marché que les renouvelables et le resteront, en gros, pendant une vingtaine d'années. Ce scénario, selon nous, est impossible.

### **Double imposture sociale et écologique du capitalisme vert**

En théorie, on peut sans doute imaginer un capitalisme vert car :

- le potentiel technique des renouvelables équivaut à huit à dix fois la consommation mondiale d'énergie et peut augmenter rapidement avec le progrès scientifique ;
- d'énormes économies d'énergie peuvent être réalisées dans tous les domaines d'activité.

Mais, en pratique, on ne peut évidemment pas remplacer les fossiles par les renouvelables d'un coup de baguette magique. Il faut une transition, et c'est ici que les difficultés commencent.

Admettons qu'un dispositif mondial du type taxe carbone rende les renouvelables moins chers que les fossiles<sup>9</sup>, que les lobbies de l'énergie fossile s'en accommodent et qu'ils cessent de freiner la transition. Admettons en outre que les gouvernements deviennent intelligents et rationnels, fassent sagement passer les économies d'énergie avant le développement du nouveau marché des renouvelables, et décident de financements publics massifs - par exemple pour transformer toutes les constructions en « maisons passives », indépendamment de la demande solvable.

Ces hypothèses improbables sont néanmoins utiles parce qu'elles montrent que la transition énergétique postule des investissements extrêmement importants : produire des

<sup>9</sup>/ Michel Husson, « Climat : les limites du calcul marchand », *Viento Sur*, n° 100, déc. 2008. En ligne sur <http://hussonet.free.fr>

isolants, rénover des millions de maisons, construire des centrales à cogénération et des réseaux de chaleur, investir massivement dans le rail, fabriquer des panneaux solaires, etc. Or, tout cela requiert une énergie qui, au moins pendant les premières années, ne peut que provenir majoritairement des sources fossiles. Par conséquent, au moins pendant ces années, les émissions augmenteront en proportion.

On comprend intuitivement que ce scénario ne permet pas de commencer à réduire les émissions mondiales d'ici 2015 au plus tard – dans six ans, autant dire demain. Il le permet d'autant moins qu'il ne suffit pas de remplacer les fossiles par les renouvelables : il faut en plus changer de système énergétique. C'est ce qui ressort en particulier de l'exemple des transports.

Les transports consomment annuellement environ un milliard et demi de litres de carburant. La production d'éthanol et de biodiesel ne couvre qu'une fraction très limitée des besoins : vingt millions de litres. Mais cette fraction limitée contribue déjà à gonfler les prix des produits agricoles ainsi que le nombre de victimes de la famine (de huit cents millions à un milliard en quelques années), à dégrader sérieusement l'environnement (monocultures avec usage massif d'engrais et de pesticides) et à entraîner une vague d'appropriation de terres dans les pays du Sud – avec déplacements forcés de communautés et surexploitation des petits paysans transformés en ouvriers agricoles.

Que serait-ce si ces agrocarburants devaient couvrir ne fût-ce que la moitié des besoins énergétiques du secteur des transports ? Que serait-ce si la production de voitures – « propres » – devait connaître une nouvelle poussée massive, comme lors des Trente Glorieuses ? Outre les carburants pour faire rouler les véhicules, d'où viendrait l'énergie « propre » nécessaire pour produire l'acier, le caoutchouc, les plastiques nécessaires à leur fabrication ?

Cela ne tient pas debout. Les propositions concrètes avancées par les partisans d'un « verdissement du capitalisme » le confirment d'ailleurs : elles ne débouchent pas sur une onde longue de capitalisme prospère et propre mais sur des réductions insuffisantes des émissions de gaz à effet de serre, acquises au prix d'un régime néolibéral maintenu de chômage massif et de bas salaires.

Dans une étude récente, le WWF-France affirme que réduire les émissions de 30 % d'ici 2020 permettrait la création nette de 684 000 emplois <sup>10</sup>. Mais les auteurs reconnaissent benoîtement que « la méthode employée ne vaut que si un chômage massif subsiste en hausse, réduisant l'effet positif sur l'emploi ». On ne sort donc pas de la crise sociale. On reste au contraire dans la logique libérale qui veut que les bas salaires, donc le chômage, conditionnent la création d'emplois.

Inacceptable sur le plan social, l'étude du WWF est contestable aussi sur le plan climatique, car elle omet de prendre en compte les rétroactions de la croissance sur le niveau des émissions. Or, même si le « bouquet énergétique » se différencie progressivement, l'augmentation de la

<sup>10</sup> WWF France : « - 30 % de CO<sub>2</sub> = 684 000 emplois. L'équation gagnante pour la France » en ligne sur [http://assets.panda.org/downloads/emploi\\_climat\\_bd.pdf](http://assets.panda.org/downloads/emploi_climat_bd.pdf)



production et de la consommation implique forcément une combustion accrue de combustibles fossiles, surtout au début comme on l'a vu. Les émissions correspondantes doivent donc être déduites des 30 % de réduction annoncés... qui sont dans la partie basse de la fourchette découlant des projections du GIEC. Le calcul reste à faire, mais rappelons que la fourchette en question ne suffit déjà plus à rester sous le seuil de dangerosité.

A une échelle plus globale, l'impasse écologique des projets visant à verdir le capitalisme ressort du quatrième rapport du GIEC. Les économistes du GT III ont compilé les études visant à estimer les potentiels de réduction des émissions par secteur. Procédant selon le dogme libéral, qui veut qu'il y ait du chômage parce que la force de travail est trop chère et trop de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère parce que le carbone fossile ne l'est pas assez, ils ont calculé le tonnage de CO<sub>2</sub> dont le rejet pourrait être évité pour un coût inférieur à cent dollars la tonne <sup>11</sup>.

Le résultat est maigrelet : à ce prix-là, on parviendrait à peine, en 2030, à stabiliser au niveau de 2000 la quantité globale de carbone envoyée dans l'atmosphère. C'est totalement insuffisant. En fait, pour avoir un impact significatif, il faudrait tripler le prix du CO<sub>2</sub> et en faire porter la charge uniquement par les revenus du travail, afin de ne pas ruiner la compétitivité <sup>12</sup>. Mais, indépendamment même de toute autre considération sociale, on retomberait alors sur la question posée par Mandel : qui va acheter les marchandises fabriquées dans ces conditions ?

### **Produire moins ou le nucléaire ? Il faut choisir**

On peut prendre le problème par n'importe quel bout, on arrive immanquablement à la même conclusion : toute relance durable du système, fût-elle « verte » ou « sélective », est incompatible à la fois avec le progrès social et avec le respect des conditions draconiennes à satisfaire pour stabiliser le climat au niveau le moins dangereux possible.

Ces conditions peuvent-elles encore être satisfaites ? La situation est devenue à ce point préoccupante qu'on hésite à répondre catégoriquement « oui ». Ce qui est sûr, en tout cas, c'est qu'un choix très clair est posé : soit on accepte de réduire la consommation d'énergie ; soit on se résigne au nucléaire, à la production massive d'agrocarburants et à une nouvelle ère charbonnière avec déploiement à grande échelle des technologies de stockage géologique du CO<sub>2</sub> (système dit du « charbon propre »). Dans les délais impartis par la science du changement climatique, et dans l'état actuel des connaissances scientifiques et techniques, il n'y a pas d'autre alternative. Réduire radicalement la consommation d'énergie conditionne très strictement le passage aux renouvelables.

On arrive ainsi à ce qui constitue véritablement le nœud de l'affaire : la réduction absolue de la consommation d'énergie implique inévitablement une certaine réduction des flux de matières. La relation n'est pas linéaire, mais, pour sauver le climat au meilleur niveau possible – sans

<sup>11</sup>/ GIEC, *Rapport de synthèse 2007*, fig. RID.10.

<sup>12</sup>/ On peut apprécier l'impact sur le revenu disponible en sachant que : 1 tonne de mazout = 2,7 tonnes de CO<sub>2</sub>.

## INTERVENTIONS

nucléaire, sans « charbon propre » et sans production massive d'agrocarburants – une décroissance planifiée de la production et de la consommation matérielles est incontournable.

C'est le nœud de l'affaire parce que se pose immédiatement une question stratégique majeure. Comment faire face simultanément à la nécessité de diminuer radicalement la production et la consommation de matières pour sauver le climat, d'une part, tout en répondant d'autre part à la nécessité criante d'augmenter radicalement, pour toutes et tous, le niveau de satisfaction des besoins humains réels : un emploi, un revenu, un logement, une protection sociale, des soins de santé, un enseignement de haut niveau, une alimentation de qualité, une retraite dans la dignité ?

Dans le cadre de la logique capitaliste, répétons-le, cette question s'apparente à la quadrature du cercle pour la simple raison que le système n'est capable de répondre aux besoins sociaux qu'en laissant tomber les miettes de la croissance de la table de l'accumulation. À l'inverse, il ne peut réduire la production que par le truchement de ses crises périodiques, qui relâchent à peine la pression sur l'environnement mais entraînent chômage de masse, misère sociale, inégalités accrues et gaspillage de richesses.

Le capitalisme peut à la rigueur s'accommoder d'un plan – il le fait en temps de guerre. Par contre, la réduction de la production est pour lui inconcevable. La raison est simple : la concurrence amène chaque propriétaire de capitaux à remplacer des travailleurs par des machines plus productives, afin de toucher un surprofit en plus du profit moyen. Cette course à la rente technologique alimente forcément une tendance permanente à la surproduction et à la surconsommation.

### **Une question radicalement nouvelle**

Comment réduire radicalement la production et la consommation de matières tout en améliorant les conditions d'existence du plus grand nombre ? Telle est donc la question radicalement nouvelle qui se pose à la gauche. Il s'agit d'y apporter une réponse non seulement théorique mais pratique, en termes de luttes sociales, d'acteurs sociaux et de construction de rapports de forces politiques.

Or, de ce point de vue, l'affaire est extrêmement compliquée parce que le lien avec la lutte de classe élémentaire est loin d'être évident. Du fait de leur position subordonnée, les salariés, entreprise par entreprise, sont amenés spontanément à vouloir que leur patron leur donne un job et augmente leur pouvoir d'achat. Donc développe de nouvelles productions, de nouvelles marchandises et de nouveaux marchés. Il y a là un obstacle considérable, dû à l'enchaînement des salariés au mode de production capitaliste dont ils dépendent pour leur existence quotidienne.

Pour peu qu'elle cible les productions inutiles (armement) ou nuisibles (publicité) et les gaspillages structurels déterminés par la course au profit (production séparée de chaleur et d'électricité, ou production *just in time*), c'est peu dire que la réduction de la production matérielle est compatible avec l'amélioration du bien-être, de la richesse et de la qualité de vie de l'immense majorité de l'humanité : elle devient de plus en plus une condition de cette

amélioration. Mais cette condition ne peut être appréhendée et réalisée qu'au niveau de la classe exploitée dans son ensemble.

Dès lors, surmonter l'obstacle n'est possible qu'en traçant une perspective anticapitaliste globale, c'est-à-dire une perspective politique. Dans ce cadre, quatre axes stratégiques semblent à privilégier :

- la suppression des productions inutiles ou nuisibles ;
- la réduction radicale du temps de travail sans perte de salaire, avec baisse des cadences et embauche compensatoire ;
- l'expansion du secteur public, la gratuité des services et la reconquête publique de la recherche ;
- la reconversion collective des travailleurs des secteurs condamnés.<sup>13</sup>

Il faut travailler (beaucoup) moins, non seulement pour travailler tous et vivre mieux, mais aussi pour produire moins. Il faut sortir de la sphère marchande les activités décisives du double point de vue du sauvetage du climat et de la satisfaction des besoins humains fondamentaux, afin de les mettre entre les mains de la collectivité : c'est une condition nécessaire pour empêcher qu'elles s'inscrivent dans une spirale d'accumulation et de profit. La nationalisation de l'énergie constitue un enjeu stratégique. Elle doit être complétée par l'exigence d'un service public de l'isolation et de la rénovation thermique des bâtiments, qui a l'avantage d'offrir une réponse immédiate et efficace, tant en termes de réduction des émissions que de création d'emploi. Réduction du temps de travail et développement du secteur public, enfin, devraient permettre la reconversion collective des travailleurs employés dans les secteurs « fossiles » ou dans les activités nuisibles (armement, publicité).

Ces quatre axes impliquent une ample ponction sur les revenus du capital, à concrétiser notamment par des mesures fiscales antilibérales ainsi que par la mise sous statut public de l'ensemble des activités de banque et d'assurance. Leur élaboration et leur concrétisation sur le terrain des luttes impliquent cependant de sortir d'une vision étriquée focalisée sur la redistribution des richesses, donc sur des critères essentiellement quantitatifs. Il s'agit en effet de contester la conception même de la richesse – sa qualité, et la manière dont les richesses sont produites, donc le mode de production dans ses fondements. « Rien n'est à eux, tout est à nous » ? Certes, mais ce « tout » doit être transformé de fond en comble, et cette transformation ne peut être renvoyée aux lendemains qui chantent : l'urgence climatique impose de donner dès maintenant des éléments concrets de réponse.

### **A crise écosociale, réponse écosocialiste**

« Le modèle actuel est arrivé au bout de ses limites tant pour l'amélioration des conditions de vie qu'il est capable d'offrir aux plus pauvres que pour l'empreinte écologique que nous pouvons imposer à la planète, mais mes clients n'investissent qu'avec des promesses de profit, et cela ne va pas changer ». <sup>14</sup>

<sup>13</sup>/ On trouvera une première tentative d'introduire ces questions dans le mouvement syndical dans une contribution écrite pour la campagne « Le capitalisme nuit gravement à la santé » lancée par le syndicat belge FGTB : « Alternative sociale et contrainte écologique », en ligne sur <http://www.contre-attaque.be/index.php?p=contrib>  
<sup>14</sup>/ *Le Monde*, 3 déc. 2008.

L'auteur de ces paroles, M. Pavan Sukhdev, est économiste et banquier à la *Deutsche Bank*. Choisi par le Programme des Nations Unies pour l'environnement comme pilote d'une étude sur la réorientation de l'économie mondiale vers un modèle « vert », sa citation résume parfaitement la situation : le système capitaliste est au bout de ses limites sociales et environnementales. Mais il va passer outre, parce que les capitalistes n'investissent qu'avec des promesses de profit, et que le profit nécessite la croissance. Les travailleurs, les pauvres et l'environnement paieront la facture.

Face à ce défi, l'alternative à mettre en œuvre demande une réorientation stratégique extrêmement ample et profonde, une rupture radicale avec le productivisme et toute idée de « *deus ex machina* technologique ». Le rôle du facteur subjectif, donc de la gauche politique anticapitaliste, est ici décisif.

Le système capitaliste est inséparable de la croissance de la production et de la consommation matérielles, mais celle-ci constitue un effet, pas une cause. C'est la production de valeur, forme abstraite des valeurs d'échange, qui entraîne la tendance permanente à l'accumulation sans limites de la richesse à un pôle et de la misère à l'autre. Le point crucial et le levier de l'alternative anticapitaliste restent donc fondamentalement ceux que le projet socialiste a définis : la mobilisation des exploités et des opprimés contre un système qui est basé sur la course au (sur)profit, la propriété privée des moyens de production, la marchandise, la concurrence et le salariat.

Mais ce point crucial et ce levier ne suffisent plus à définir l'alternative. La saturation du cycle du carbone signifie fondamentalement que, à la différence du passé, l'émancipation des travailleurs n'est plus concevable sans prise en compte des principales contraintes naturelles : limites des stocks de ressources non renouvelables à l'échelle historique, vitesse de reconstitution des ressources renouvelables, lois de conversion de l'énergie, conditions de fonctionnement des écosystèmes et des cycles biologiques, rythmes de ceux-ci. La courte définition de Lénine – le socialisme, c'est les soviets plus l'électricité – est donc obsolète : une électricité produite comment (à partir de renouvelables ou de fossiles ?), en quelles quantités, avec quels impacts environnementaux ?

S'il veut constituer une alternative globale à la hauteur du double défi écologique et social – en réalité un seul et même défi écosocial – le projet socialiste doit élucider ces questions. Pour ce faire, il ne suffit pas d'affirmer que le socialisme doit intégrer les questions écologiques. Le véritable défi consiste plutôt à intégrer le projet socialiste à l'écologie globale du super-écosystème terrestre pour en faire un projet écosocialiste. Cela signifie que le développement doit être conçu non seulement dans le but de satisfaire les besoins humains mais aussi en fonction de sa soutenabilité par l'environnement, et en acceptant de surcroît que la complexité, les inconnues et le caractère évolutif de la biosphère confèrent à cette entreprise un degré d'incertitude irréductible.

# Thatcher, Blair et les défaites de la gauche britannique

## Leçons du « néo-gramscisme » (2<sup>e</sup> partie)

Fred Falzon

*Nous poursuivons ici la publication de l'étude consacrée à l'analyse des graves défaites subies par la gauche britannique, toutes tendances confondues, sous les gouvernements de Thatcher puis Blair. La première partie, publiée dans notre précédent numéro, détaillait ce constat d'échec, ainsi que le renouvellement du débat sur le « thatcherisme » impulsé par le travail de Stuart Hall. Dans cette deuxième partie, Fred Falzon revient sur les limites de ces analyses et, surtout, sur les conséquences de leur déclinaisons pratiques.*

### **Hégémonie et contre-hégémonie.**

#### **Bon diagnostic, mauvais remèdes ?**

Dès la fin des années 1970, les thèses de Hall, comme celles de l'ensemble des néo-gramsciens, ont été accueillies plus que fraîchement dans la gauche britannique et particulièrement dans sa frange radicale. Elles vont même précipiter la scission, puis la fin du Parti communiste britannique à la fin des années 1980. Chris Harman, un des principaux théoriciens du Socialist Workers Party (SWP), jugeait dans un article de 1977 que l'inspiration gramscienne dans l'aile britannique de l'eurocommunisme naissait d'une vision très parcellaire des écrits du marxiste italien. Les aspects les plus antiréformistes de sa pensée et ses écrits les plus explicitement révolutionnaires étaient relégués au second plan par rapport aux propos plus mesurés – car « surveillés par les gardes fascistes » – de ses *Cahiers de prison*<sup>1</sup>. C'est de cette version *soft* des théories de Gramsci que Hall se serait lui aussi inspiré. Quoi qu'il en soit, le débat entre Hall et les éléments plus orthodoxes de la gauche marxiste n'est toujours pas tranché, notamment parce que, *in fine*, aucun des critiques rigoristes de Hall n'a réussi à démontrer plus d'efficacité stratégique que les néo-gramsciens dans la lutte contre Thatcher, Blair puis Brown.

Avant la phase post-fordiste dont les néo-gramsciens se sont réclamés dans

<sup>1</sup>/ Chris Harman, « Gramsci versus Eurocommunism », *International Socialism*, 1/98, mai 1977, <http://www.isj.org.uk/index.php4?id=239>.

<sup>2</sup>/ Bob Jessop, Kevin Bonnett, Simon Bromley, Tom Ling, « Thatcherism and the Politics of Hegemony: a Reply to Stuart Hall », *New Left Review*, series 1, n° 153, sept.-oct. 1985, p. 87-101.

<sup>3</sup>/ Fondée par l'économiste américain Milton Friedman et mise en place par Thatcher, cette théorie économique adversaire du keynésianisme considère que l'émission excessive de monnaie, due notamment aux politiques de la demande, qui entraîne dépenses sociales et augmentations de salaire, est responsable de l'inflation, elle-même cause du chômage.

les années 1990, Jessop et d'autres<sup>2</sup>, tout en s'emparant des concepts post-fordistes, ont accusé Stuart Hall d'« idéologisme », c'est-à-dire d'accorder aux éléments discursifs du thatchérisme une capacité autonome de transformation du réel, en oubliant les considérants électoralistes et les contraintes économiques du « monétarisme »<sup>3</sup> mis en place par le gouvernement. Alex Callinicos, l'un des autres principaux

théoriciens du SWP, ajoutait en 1983 dans la *Socialist Review* <sup>4</sup>, que l'acceptation des leçons de Thatcher était une forme de « désespoir des réformistes ». Impuissants à contrer le phénomène Thatcher, les intellectuels de *Marxism Today*, « faction intellectuelle de droite du Parti communiste de Grande-Bretagne », en exagéraient les aspects volontaristes pour mieux s'adapter au nouveau consensus. Callinicos opposait à ce « désespoir » sa confiance en un retournement de la situation économique en défaveur de Thatcher. <sup>5</sup> Mais la prédiction de Callinicos sera vaine, l'économie n'aura pas raison de Thatcher. Au désespoir des réformistes aurait alors pu succéder celui des révolutionnaires. Autre accusation portée contre Hall, son « économisme ». Pour une partie de ses critiques, l'interprétation socio-structurale du thatchérisme comme une manifestation politique du mode de production post-fordiste s'apparentait à une justification, voire une glorification de ce dernier par surdétermination économique. Hall a été soupçonné par Jamie A. Peck et Adam Tickell, de rationaliser à l'excès le thatchérisme <sup>6</sup>, de le présenter comme un monolithe économique-politique « incontestable » selon l'expression de Bob Jessop, et donc indestructible.

Les thèses de Hall étaient décrites comme celles du « thatchérisme triomphant » <sup>7</sup>. Pour Lindsey German du SWP, *Marxism Today* avait « capitulé face à Thatcher ». Ralph Miliband <sup>8</sup>, l'un des penseurs marxistes britanniques les plus respectés, accusait les théoriciens de *Marxism Today* d'être des « néo-révisionnistes » opérant un « retrait hors des positions socialistes ». <sup>9</sup> Miliband cherchait à tempérer les visions impressionnistes des néo-gramsciens quant au soutien populaire dont bénéficiaient les thatchériens, en rappelant qu'au niveau électoral, ces derniers avaient fait des scores inférieurs à ceux des gouvernements conservateurs précédents. Miliband voyait par ailleurs, dans leurs appels à l'autocritique, une hostilité masquée des néo-gramsciens envers les positions générales de la gauche. Il faut préciser que de la part de Hall, cette hostilité se vérifiait surtout à l'égard des trotskystes. Pour Miliband, il n'y avait pas de contradiction dans la position des socialistes britanniques vis-à-vis de l'Etat car ce dernier n'avait jamais été « la gardienne d'immeuble du socialisme » contrairement à qu'affirmait Hall.

Miliband reprochait aux « néo-révisionnistes » de rejeter la politique de classe et de sous-estimer le rôle historique de la classe ouvrière, particulièrement visible, selon lui, par le nombre de conquêtes sociales que le mouvement ouvrier britannique avait permis d'inscrire dans le cadre de la société capitaliste. Il oubliait cependant de relever l'un des dilemmes majeurs

4/ Alex Callinicos, « Despair of the Reformist », *Socialist Review*, n° 55, juin 1983, p. 28-31.

5/ « Les développements de cette nature, (le regain du terrain perdu par les syndicats quand l'économie plongera) finira tôt ou tard, par saper le thatchérisme. » in Alex Callinicos, « Despair of the Reformist », *Socialist Review*, juin 1983, p. 31.

6/ Jamie A. Peck, Adam Tickell, « Local Modes of Social Regulation ? Regulation Theory, Thatcherism and Uneven Development », *Geoforum*, n° 23 (3), Elsevier, p. 347-363 et p. 353.

7/ Lindsey German, « Socialism in the Seventies », *Socialist Review*, vol. 200, sept. 1996. <http://pubs.socialistreviewindex.org.uk/sr200/seventys.htm>.

8/ On rappellera pour l'anecdote que Ralph Miliband a « donné » deux fils au *New Labour* dont l'aîné, David, quarante-trois ans, archi-blairiste, pur produit des *think tanks* et ministre des Affaires étrangères, est actuellement le candidat le mieux placé pour succéder à Gordon Brown.

9/ Ralph Miliband, « The New Revisionism in Britain », *New Left Review*, vol. 150, 1985, p. 5-26.

des socialistes en régime capitaliste avancé. La contrepartie de l'intégration des revendications sociales était l'éloignement du spectre révolutionnaire. Que cette intégration réformiste à l'Etat-providence soit désignée comme le haut fait du prolétariat dans la période pré-thatchérienne aurait donc plutôt tendance à desservir la cause de l'« orthodoxie » marxiste que Miliband prétendait incarner.

Chacun des camps est ainsi soumis à d'embarrassantes tensions théoriques. Les marxistes dits orthodoxes nient les mutations post-fordistes. Celles-ci ont pourtant le mérite de fournir une explication matérielle à l'absence de combativité du salariat britannique depuis les années 1990, face à laquelle les orthodoxes restaient muets. Les post-fordistes, quant à eux, rejettent la prédominance du facteur politique néo-libéral dans les innovations post-fordistes mais s'avèrent incapables de dégager clairement un débouché progressiste des mutations structurelles. Jusqu'à présent ce sont les « idéologues du marché » qui se sont le mieux servi des thématiques post-industrielles. Contrairement au prolétariat de l'époque industrielle, aucun des agents post-industriels du changement, qu'on les appelle technocrates, managers ou nouvelles classes des services, ne s'est porté candidat à la constitution d'un « bloc historique » ou d'une « contre-hégémonie » antilibérale, sans même parler d'une alternative de société. Les perspectives politiques des post-fordistes antilibéraux sont donc bouchées. L'émergence d'un socialisme post-industriel tel que l'envisageait André Gorz est donc encore loin d'être avérée et les considérations post-industrielles continuent d'animer les colloques de chefs d'entreprises davantage que les réunions syndicales.

En ce qui concerne plus précisément les traductions pratiques et les propositions politiques de Hall, elles frappent par leur timidité en comparaison de ses prétentions innovatrices et de l'énorme champs d'investigation et d'expérimentation qu'étaient censés ouvrir les « temps nouveaux » nés du système de production post-fordiste. Comme débouché organisationnel à ses théories et comme outil d'opposition politique face à Thatcher, à l'instar d'Hobsbawm, Hall n'a proposé que le concept extrêmement flou et relativement peu innovant de « front populaire ». Un front antithatchérien large dont il a lui-même de grandes difficultés à définir les composantes politiques, hormis le fait qu'il doit intégrer les « nouveaux mouvements sociaux ». Ces appels à l'unité, couvrant un spectre qui va des sociaux-démocrates à l'extrême-gauche, des libéraux-démocrates au Parti nationaliste écossais, sont censés correspondre au contour d'un nouveau « bloc historique ». Mais alors qu'ils savent dessiner précisément les contours du bloc historique thatchérien, les néo-gramsciens ont du mal à définir à la fois la locomotive politique et la forme organisationnelle précise de leur propre contre-hégémonie.

A défaut d'avoir posé les bases d'une formation politique proposant une alternative de gauche post-fordiste, remettant en cause les fondements d'une monarchie constitutionnelle bloquée et d'un fonctionnement économique inégalitaire, les néo-gramsciens prenaient le risque de voir leur proposition de front populaire anti-thatchérien se fondre dans le ralliement derrière les modernisateurs travaillistes. Comme les communistes italiens dans les années

1930, Hall et ses compagnons en sont alors réduits au rôle de spectateurs impuissants, voyant passer leur propre « moment ». Ils se contentent de critiquer le manque d'imagination de la gauche, sans rechercher les causes de leur propre incapacité à proposer une alternative au New Labour qui naissait sous leurs yeux et qu'ils ont même, volontairement ou pas, contribué à faire grandir. « Les eurocommunistes n'ont aucune capacité organisationnelle », rappelle Neal Lawson <sup>10</sup>, et ce vide se devait en effet d'être rempli.

Le parti travailliste présentait l'avantage de disposer d'une structure organisationnelle prête à l'emploi et se posait comme un candidat tout désigné pour conduire la locomotive de l'opposition à Thatcher. En l'absence d'une définition programmatique et organisationnelle plus précise qu'un vague front populaire, il n'est pas si surprenant que les concepts mis en place par les néo-gramsciens britanniques n'aient trouvé d'autre débouché politique que leur intégration partielle dans l'idéologie blairiste. Alors qu'Eric Hobsbawm se vante sans embarras d'avoir été la caution « marxiste » qui a permis à Neil Kinnock et aux « modernisateurs » travaillistes de jeter les trotskystes hors du parti travailliste et d'éviter qu'il tombe dans l'extrémisme de gauche dans les années 1980, Hall est plus timoré à avouer que l'espace théorique ouvert par *Marxism Today* a joué un rôle dans l'élaboration de l'idéologie blairiste. En est-il pour autant responsable comme l'affirme Charlotte Raven <sup>11</sup> ?

Il est responsable, tout au plus, de ne pas avoir proposé des remèdes efficaces aux maladies qu'il a diagnostiquées avec pertinence. Martin Bright, responsable de rédaction politique au *New Statesman*, rappelait récemment : « Que cela plaise ou non, le New Labour a toujours été autant un concept intellectuel qu'une stratégie électorale. Il a émergé dans les *think tanks* de gauche, les pages des publications telles que *Marxism Today* et la *New Left Review* et dans une certaine mesure, des cendres du Social Democratic Party <sup>12</sup> ». <sup>13</sup> Cette collusion, rapidement résumée ci-dessus, mérite d'être explicitée.

Au milieu des années 1980, le parti travailliste était en période de transition après la défaite de 1983 et entrait dans une phase de révision pro-

grammatique sous la direction de son nouveau leader Neil Kinnock. En parallèle, le nouveau rédacteur en chef de *Marxism Today*, Martin Jacques, prônait une ligne d'ouverture de ses pages à toutes les variantes de la gauche. *Marxism Today* est devenu, de fait, l'un des seuls instruments théoriques élargis de la gauche à l'époque et un lieu de discussion privilégié entre des intervenants provenant du travaillisme et de la gauche extra-parlementaire. La démarche de définition pro-

<sup>10</sup>/ Neal Lawson, « The Future of the Left », *Soundings Debate*, 2007.

<sup>11</sup>/ Charlotte Raven, « Tony's Disgruntled Cheerleader », *New Statesman*, 16 oct. 1998, vol. 11, n° 526, p. 24.

<sup>12</sup>/ Le SDP a été créé en 1981 par une faction de centre-droit désirant rompre avec le cours jugé trop à gauche entrepris par le parti travailliste. La division qu'il a créée au sein de l'électorat travailliste en 1983 est, selon la gauche, responsable de l'échec du parti à ces élections. La plupart de ses membres réintégreront le parti travailliste sous Blair.

<sup>13</sup>/ Martin Bright, *Bright's Blog. Wanted: New-thinking Pioneers*, 22 mai 2008, <http://www.newstatesman.com/blogs/martin-bright/2008/05/labour-policy-thinking>.



grammatique du New Labour y puisa certaines de ses inspirations mais aussi la confirmation que, même dans la gauche marxiste, certaines thèses social-libérales commençaient à faire leur chemin.

Les idées d'orientation sociale du marché prônées par Charles Leadbeater, l'acceptation de l'intégration européenne, celle de la fin des idéologies de classe, de dépassement des clivages droite-gauche, de la fin de l'État-Nation comme prémisse à une acceptation de la mondialisation, entraient en concordance avec l'évolution théorique du Labour vers la « troisième voie » définie par Anthony Giddens, l'ex-gourou de Blair. Michael Rustin estime même que, dans les années 1980, le magazine était devenu implicitement l'un des organes théoriques officiels du Labour.<sup>14</sup> Il serait pourtant inexact d'affirmer que les modernisateurs travaillistes se sont appropriés les thèses néo-gramscienues. Celles-ci ont, en tout cas, été utilisées comme caution de gauche dans le virage à droite du Labour. Les concepts hégémoniques fournissaient à la stratégie de conquête du New Labour des arguments idéologiques mélangeant volontarisme politique et déterminisme économique. En faisant de l'opportunisme un pragmatisme, la stratégie hégémonique néo-travailliste justifiait l'acceptation de l'héritage néo-libéral pour réaliser, mieux que Thatcher, la promesse des temps nouveaux post-fordistes.

Les théories New Times s'accordaient à la volonté des modernisateurs de gommer l'affiliation du Parti travailliste avec la classe ouvrière et son engagement programmatique vers la propriété collective des principaux moyens de production comprise dans la fameuse clause IV. Les tendances anti-étatiques confirmaient tout leur potentiel « transformiste ». La version thatchérienne de l'anti-étatisme était connue, la vision marxiste et libertaire d'effacement de l'État aussi. Les thèses New Times en développaient une nouvelle version post-fordiste de gauche en y intégrant la nécessité démocratique d'une décentralisation de l'État et l'exigence d'efficacité et de contrôle citoyen sur les services publics.

Dans la rhétorique du New Labour, la mise en concurrence de ces derniers avec les entreprises privées devait être le test infallible, permettant aux consommateurs de juger sur pièce. En alliant contrôle managérial et partenariat d'efficacité avec les entreprises privées, le New Labour a pu enrober sa politique de privatisation dans une théorie progressiste et anti-bureaucratique de décentralisation du monolithe étatique, censée le rendre plus flexible et démocratique. L'idée était qu'une entreprise sous contrat est plus facilement contrôlable qu'un service étatique opaque. L'idéologie néo-travailliste trouvait là sa parfaite cohérence, un libéralisme à volet social qui répondait à la loi d'airain du développement technologique et ressoudait une nation éclatée par le thatchérisme, tout en poursuivant la même stratégie d'accumulation. En jouant sur les ambiguïtés de la gauche comme de la droite, le nouveau centre blairiste semblait armé théoriquement pour contrer toutes leurs attaques.

<sup>14</sup> Michael Rustin, « The Politics of Post-Fordism : or, The Trouble with « New Times » », *New Left Review*, 1/175, mai-juin 1989, p. 54-77 et p. 67.

Certaines des thèses néo-gramscienues, et certains animateurs de

*Marxism Today* comme Geoff Mulgan et Charles Leadbeater, ont été recyclés dans le New Labour, à la fois parce qu'ils étaient utiles dans une démarche stratégique de pouvoir et parce qu'ils démontraient que les exigences du marché sont compatibles avec des aspirations de gauche. Mais cette congruence révèle aussi les contradictions internes de ces thèses et de leurs auteurs. Celles-ci se sont exposées en partie dans l'attitude de Hall par rapport au nouveau pouvoir blairiste. Si Stuart Hall a livré un diagnostic éclairant et influent du thatchérisme, son analyse du blairisme, notamment parce qu'elle implique sa propre famille politique, a été plus empruntée. Ceci d'autant plus qu'il n'a lui-même pas su trouver ou reconnaître d'alternative politique crédible au social-libéralisme susceptible de porter ses propositions. Hall observait en 1997, dans le dernier numéro de *Marxism Today*, que le gouvernement Blair « n'allait nulle part »<sup>15</sup> pour regretter quelques mois plus tard qu'il « aille » trop dans le sens néo-libéral. Il a alors dénoncé avec violence « la stratégie du New Labour sur le long terme, son < projet > » : « la transformation de la social-démocratie en une variante particulière de néo-libéralisme libre-échangiste ».<sup>16</sup>

En théorisant l'hybridité du New Labour, Hall se place pourtant implicitement dans l'espoir que les tendances social-démocrates du gouvernement puissent prendre le pas sur son caractère néo-libéral. La notion d'hybridité a permis de relativiser les mesures sociales ou progressistes du gouvernement à l'aune de leur contrepartie néo-libérale. Mais cette argumentation elle-même est hybride, car elle confère au gouvernement et au parti travaillistes la capacité intrinsèque de proposer un programme qui renverse la vapeur dans le sens de l'égalité.

Cette promesse théorique d'une politique gouvernementale plus égalitariste comparée à celle de Blair a été portée très tôt par le Chancelier de l'Échiquier Gordon Brown. Elle a suscité des espoirs à peine voilés dans la galaxie des *think tanks* fortement inspirés par les théories New Times comme Demos ou Compass, ainsi que chez de nombreux contributeurs à la revue *Soundings*. Dans l'esprit de la mouvance New Times, Brown est ainsi devenu l'incarnation d'une possible réorientation progressiste du New Labour, prouvant que les néo-gramsciens n'avaient jamais cessé de voir le Parti travailliste comme le cadre privilégié, voire exclusif, de leur réflexion politique.

Les oscillations de Hall et du courant New Times quant à la nature du Labour, entre dénonciation et soutien critique, reflètent l'ambiguïté de leur théorie hégémoniste, notamment dans le rapport entre transformation politique et mutation économique. Elles expriment aussi la difficulté d'élaborer une contre-hégémonie face au néo-libéralisme sans énoncer clairement le régime de propriété sur lequel elle entend se fonder. Pour Gramsci, l'hé-

gémonie devait se conquérir par un processus d'alliances mais aussi de ruptures. C'est à ces dernières que les néo-gramsciens n'ont jamais voulu se résoudre. Hall s'avère alors

<sup>15</sup> Stuart Hall, « The Great Moving Nowhere Show », *Marxism Today*, nov.-déc. 1998, p. 9-14.

<sup>16</sup> Stuart Hall, « New Labour has picked up where Thatcherism left off », *Guardian*, 6 août 2003, <http://www.guardian.co.uk/politics/2003/aug/06/society.labour>.

être un *spin doctor* sans thérapeutique pour une gauche réformiste « vieux style » au bord de l'extinction, là où nombre de *think tanks* proches de Blair ont su rentabiliser les théories New Times pour les transformer en politique gouvernementale. Il est donc inexact de dire que les théories néo-gramsciennes n'ont pas eu de traduction pratique et qu'elles ne peuvent en avoir. L'« idéologisme » de Hall, s'il existe, n'est pas à rechercher dans ses analyses des autres courants mais dans ses traductions internes.

Au-delà des déclarations de principe, la contre-hégémonie tant évoquée n'a pas trouvé de traduction concrète par manque de forces humaines pour l'incarner. Le fait que Hall n'ait pas voulu prendre le risque d'arracher ces forces militantes de la mainmise travailliste et n'ait pas cherché à tracer une direction politique concurrente du Parti travailliste en est une des explications. Le fait que les forces externes au Parti travailliste aient rejeté, si tôt et de manière aussi définitive, les hypothèses néo-gramsciennes en est une autre. Une chose est certaine : aucune des deux parties n'a pour l'instant résolu le dilemme. Le député John Cruddas, dernier champion en date des néo-gramsciens, a subi un échec aux élections pour la vice-direction du parti. Quant à la gauche non-travailliste, ses résultats dans les dernières élections locales ainsi qu'à celles de la mairie de Londres ont été décevants.

Le problème que l'offensive néo-libérale pose à la gauche britannique depuis la fin des années 1970 reste donc irrésolu. Celle-ci n'a toujours pas trouvé son point d'équilibre entre explicitation et surdétermination. Sa place dans le monde tel qu'il est n'est toujours pas assurée et continue même de se réduire, comme le montrent les dissensions qui ont déchiré le Scottish Socialist Party en Ecosse et Respect en Angleterre. Ces derniers mois, il aura pourtant suffi de trois élections locales ratées, d'un Premier ministre un peu trop bougon et de mauvais chiffres dans le secteur immobilier <sup>17</sup> pour que la panique envahisse les députés travaillistes et que l'hégémonie du New Labour semble prête à s'effondrer sur elle-même telle la tour de Pavie.

La réappropriation des thèses hégémoniques peut-elle aider à relancer la dynamique unitaire à gauche pour profiter des difficultés du New Labour et lui opposer un contre-projet ? En France, André Tosel a proposé dans le journal *L'Humanité* d'entreprendre un travail théorique s'inspirant des idées de Gramsci et visant à faire émerger une contre-hégémonie face au sarkozysme. Selon lui, cependant, « Les nécessaires transformations politiques qui sont décisives ne peuvent pas engendrer ce travail, elles en sont un élément et elles le présupposent. » Malgré les grands appels à l'innovation politique, André Tosel prend ici le risque de tomber dans le même « apolitisme » que Stuart Hall, pour finalement, à l'heure des choix, se ranger comme lui derrière le bon vieux parti politique institutionnel qu'ils soutiennent depuis toujours ? Il faut, poursuit-il, entreprendre « un travail d'élaboration intellectuelle et culturelle à la fois spécialisé et populaire qui doit s'accomplir en synergie avec un mouvement social qu'il faut entendre, in-

<sup>17</sup>/ On sait aujourd'hui que la crise immobilière n'était que la prémisse d'une crise financière mondiale.

interpréter, sans le fétichiser ni le mépriser ». Pour paraphraser une réaction à cet article postée par un

internaute, les conclusions pratiques d'André Tosel se révèlent bien pauvres face à l'élaboration théorique qui les suscite.

C'est aussi le cas chez Hall. En dévaluant l'importance du facteur politique et organisationnel, les thèses hégémonistes néo-gramscienues risquent de retomber dans leur travers habituel, celui de n'être qu'un laboratoire à idées pour les stratégies hégémoniques de forces politiques aux ambitions antinomiques de celles des néo-gramsciens. Un des mérites de Hall est d'avoir mis en lumière les tendances attentistes de la gauche et ses illusions progressistes sur les consensus dont elle avait oublié qu'ils étaient basés en premier lieu sur les besoins de la reproduction du capital, le consensus keynésien à la Beveridge en Grande-Bretagne et, pourrait-on ajouter, le consensus gaulliste en France. Hall était placé au cœur de ce cruel dilemme : plus il avait raison théoriquement et plus il avait tort politiquement. Plus se confirmaient ses craintes d'un affermissement de l'hégémonie néo-libérale et plus ses espoirs d'en concevoir une contre-hégémonie s'amenuisaient.

L'une des vertus essentielles des théories de Hall, et qui les rendent d'autant plus embarrassantes aux yeux de certains de leurs animateurs, est de poser à la gauche antilibérale la question concrète du pouvoir. Quelle que soit la faiblesse des conclusions qu'il en a lui-même tirées, il a forcé son camp politique à regarder en face la fragilité de sa stratégie de transformation sociale. Car Hall n'a cessé d'affirmer que la « révolution » néo-libérale clôt réellement une phase, celle de la social-démocratie, en tant que traduction politique institutionnelle des revendications ouvrières dans le cadre de la régulation keynésienne. Pour autant, la mort du sujet historique social-démocrate ne signifie pas la mort de la social-démocratie en tant que formation politique. Celle-ci, même affaiblie, survit par mutation et adaptation, notamment sous la forme du social-libéralisme.

La disparition de la forme historique d'articulation classe-pouvoir qu'incarrait la social-démocratie laisse la gauche non-libérale face à la responsabilité d'en inventer sa propre version. Elle révèle aussi la dépendance qu'elle a entretenue depuis l'entre-deux guerres par rapport à la social-démocratie et à l'Etat keynésien, ainsi que ses difficultés théoriques face au rapport entre objectivité et subjectivité dans son analyse de l'histoire. Il est certainement plus facile de tuer le messenger Hall que d'accepter les implications de son message. A l'heure où l'hégémonie néo-travailleuse qui se croyait indestructible est fissurée par la crise économique, et où les éditorialistes ne donnent au premier ministre Brown que quelques mois de survie, la question posée par Hall ne manquera pas de resurgir. S'il existe un projet de société à gauche du social-libéralisme, il ne pourra ignorer les leçons de Stuart Hall.

## Reims, un congrès novateur ? Le Parti socialiste en questions

Cyril Gispert et Fabien Nicolas

« L'IMPASSE est le produit d'évolutions structurelles »<sup>1</sup>, cette remarque de Rémi Lefebvre à propos du congrès de Reims renvoie à la nécessité de comprendre les évolutions du Parti socialiste au prisme des transformations de la « forme parti ». Sans avoir jamais répondu au canon du parti « ouvrier », le Parti socialiste français n'en a pas moins disputé au Parti communiste le « vote de classe ». Les transformations connues depuis le congrès d'Épinay, plus de cent ans après sa fondation en tant que Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), interrogent le devenir d'un modèle d'encadrement et de mobilisation à gauche dont il a incarné, de manière acculturée, l'aboutissement en France. Ce n'est pas comme « entreprise » électorale ou encore comme agrégats de trajectoires et de carrières militantes que le Parti socialiste se donne à voir dans sa singularité, mais bien dans les modes d'articulation des rapports sociaux qui le structurent et dans les combinaisons internes qui en procèdent.

Le congrès de Reims, en ne renouvelant pas la « synthèse » qui depuis dix ans régit les rapports internes, a révélé dans toute son ampleur la contradiction des logiques organisationnelles à l'œuvre depuis 1971. De la concurrence entre modèles partisans, à la production contrariée du leadership en passant par le double et contradictoire renforcement des tendances centrifuges et centripètes, le dernier congrès a été un instantané du « paquet de relations » que constitue le Parti socialiste. L'observation des rapports internes, et leur répercussion formelle que nous nous proposons d'analyser ici n'est pas sans rappeler le programme de recherche sur la social-démocratie soumis à Robert Michels en 1906 par Max Weber dans une correspondance peu connue<sup>2</sup>.

### Quelle légitimité ?

Dans l'histoire du Parti socialiste le congrès d'Épinay est l'événement traumatique fondateur d'une nouvelle pratique partisane<sup>3</sup>. La conquête du pouvoir qui en résulte en 1981 modifie moins la structure du parti que son fonctionnement. A l'instar des autres formations socialistes d'Eu-

rope du Sud, il repose sur une double contrainte : compétitivité électorale et affirmation d'un leadership partisan autour d'un chef charismatique<sup>4</sup>. Les conditions de la « transition démocratique » intra-partisane, comprise comme une phase de démocratisation après le gouverne-

1/ Rémi Lefebvre, « Au-delà de la tragi-comédie socialiste », *Le Monde*, 25 nov. 2008.

2/ Jean-Marie Vincent, *Max Weber ou la démocratie inachevée*, Paris, Éditions du Félin, p. 102.

3/ Alain Bergougnoux, Gérard Grunberg, *L'Ambition et le Remords. Les socialistes français et le pouvoir (1905-2005)*, Fayard, 2007, p. 283-286.

4/ Gerassimos Moschonas, *In the Name of Social Democracy. The Great Transformation: 1945 to the Present*, London, Verso, 2002, p. 135-138.

ment des oligarques, ainsi que l'adaptation aux règles de l'arène d'autorité du système partisan français, interrogent ce modèle organisationnel. Le refus de soumission à ces normes se traduit par la décomposition du modèle d'Épinay illustrée par le congrès de Rennes.

En 1997, six mois après la reconquête du pouvoir, La « synthèse » du congrès de Brest autour d'un bloc de direction réunifiée est une première mutation du modèle d'Épinay. Elle consacre cette tendance structurelle à l'émergence d'une *coalitional faction* <sup>5</sup>. Ce front d'appareil, né d'une alliance d'état-major élargie, motivée par le partage du pouvoir de régulation au sein du parti, est ainsi parvenu à constituer une fraction de direction hégémonique. De modèle de gouvernance interne au début des années 1980, la « synthèse » est alors devenue un paradigme politique et organisationnel incontournable. En réunifiant les « oligarchies personnelles » <sup>6</sup> dans un bloc de direction homogène autour d'un premier secrétaire « transcourants », ce congrès de Brest a confirmé une mutation structurelle, que scelle la victoire des fédérations sur les courants avec le retour au blocage de la représentation à la proportionnelle. Initié en 1992 au congrès de Grenoble, avec la décision de faire des cent deux premiers secrétaires fédéraux des membres de droit du comité national en plus des cent cinquante neuf membres élus à la proportionnelle des courants, le « parti-de-la-synthèse » a confirmé la dynamique de notabilisation et de re-territorialisation des rapports internes.

La distribution des investitures et la répartition des dividendes électoraux au sein d'un front d'appareil, constitué du bloc de direction, des premiers fédéraux et de François Hollande, ont accentué le poids des « machines » locales au-delà des clivages politiques et idéologiques traditionnels au parti. Cette autonomisation de l'organisation est une conséquence de la cartellisation « par en bas » du système partisan français et de la transformation des partis, au niveau infra-national, en agences d'État pourvoyeuses de services. Entre une « marque » entretenue au sommet, dont le « prix » est révélé notamment lors des élections intermédiaires et l'emprise renforcée des « machines » sur leur territoire, le Parti socialiste a ainsi pu espérer, au vu de ses succès, l'émergence d'un contre-pouvoir local à la domination nationale de l'UMP. Territorialisation et notabilisation renvoient à un modèle ancien, celui de la SFIO de Guy Mollet, où de puissantes fédérations sont perçues comme des « partis dans le parti ». C'est ainsi que dans les fédérations importantes (plus de trois mille adhérents), tout autant que dans les plus petites (moins de huit cents adhérents), les enjeux nationaux semblent solubles dans l'arène locale.

Au regard du modèle d'Épinay, la première des ruptures du congrès de Reims est de faire machine arrière, privilégiant les fédérations tout en promouvant la place du militant. Ce paradoxe est possible grâce aux mutations

du militantisme. Il souligne la métamorphose des organisations politiques par rapport à la strate militante. Parti d'élus locaux, le Parti socialiste des années 2000 semble

<sup>5</sup>/ Giovanni Sartori, *Parties and Party Systems, A Framework for Analysis*, University of Essex, ECPR Press, 2005, p. 70.

<sup>6</sup>/ Maurice Duverger, *Les Partis politiques*, Paris, A. Colin, 1981, p. 228.

prisonnier de cette échelle infranationale lorsqu'il est dans l'opposition. La campagne interne des présidentielles de 2007 démontre, deux ans après le référendum interne sur le Traité constitutionnel européen (TCE), la stabilité précaire du système lorsque les équilibres internes sont préemptés par des rapports de force politiques externes. D'autant plus que ce modèle de la « synthèse » semble incapable de donner une « tête » à son leadership.

### Un leadership sans leader ?

« La consigne est claire : on n'ouvre pas sa gueule sur un sujet qui n'est pas le sien » <sup>7</sup>, telle est selon Jean-Christophe Cambadélis la feuille de route donnée par Martine Aubry aux nouveaux secrétaires nationaux du Parti socialiste. Dans une organisation qui, depuis Epinay au moins, a organisé en son sein et au sommet la compétition des expertises et la concurrence des avis, cette injonction de la première secrétaire semble relever de la gageure, tant le parti est plus que jamais apparu lors du congrès de Reims comme une « maison de verre » <sup>8</sup>. L'élection directe du candidat à la présidentielle et du Premier secrétaire par les militants, décidée par les réformes statutaires de 1978 et de 1995, a accentué la porosité de l'organisation aux logiques institutionnelles dominantes, entraînant la présidentialisation et la personnalisation des débats internes.

Après sa victoire sur Henri Emmanuelli, Lionel Jospin a, par « un coup de force institutionnel » <sup>9</sup>, mis en place la désignation directe du premier secrétaire après les congrès. Il n'a fait ainsi que renforcer les effets des institutions sur les relations internes au parti. Le caractère charismatique des institutions de la V<sup>e</sup> République, fondé sur la primauté présidentielle et l'appel au peuple, s'est imposé au parti, transformant sa direction en espace de représentation publique, lieu privilégié de sélection des « figures médiatiques » <sup>10</sup>. Devenus des entrepreneurs politiques au service de leur propre carrière, tous prétendants à l'exercice du pouvoir et contraints au rapport direct avec les adhérents, les dirigeants socialistes doivent alors faire appel à la double légitimité de « l'opinion » et des militants.

Dès lors le premier secrétaire, *primus inter pares*, est le détenteur d'un leadership introuvable à la tête d'un appareil démonétisé. Ainsi François Hollande est le produit de la rencontre entre un changement de structure, une transformation des modes d'accès, d'exercice du pouvoir partisan et une culture émergente. Animateur du réseau des « transcourants » dans les années 1980, resté hostile depuis lors au « parti-des-courants », proche de Jacques Delors dans les années 1990, sa trajectoire le disposait à incarner

et institutionnaliser, mieux que d'autres, le « parti-de-la-synthèse ». La longévité de son mandat au sommet du parti contraste d'ailleurs avec le régime d'instabilité existant depuis 1988 et n'a d'égale, depuis Epinay, que celle connue par François Mitterrand entre 1971 et 1981.

7/ Jean-Michel Normand, « Martine Aubry est parvenue à imposer sa marque dans la nouvelle direction du parti socialiste », *Le Monde*, 27 déc. 2008.

8/ *L'Ambition et le Remords*, op. cit., p. 293.

9/ Olivier Duhamel, Olivier Ferrand, *Pour une primaire à la française*, Paris, Terra Nova, p. 19.

10/ Bernard Manin, *Les Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion, 2002, p. 281.

Comme ce dernier, et bien que sa longévité ne doive rien à un fort consensus autour de la capacité à gagner l'élection présidentielle, il a incarné un nouveau modèle organisationnel. Par sa capacité à entretenir la « marque » socialiste en dépit de la présidentialisation des enjeux internes et de leur dynamique centrifuge, François Hollande est parvenu à mettre d'accord les présidentiables, les cadres intermédiaires, les élus locaux et les adhérents. De même que le « chef à peau de léopard » décrit par Evans-Pritchard, le premier secrétaire du « parti-de-la-synthèse » a représenté le mécanisme par lequel les « oligarchies personnelles » sont parvenues à nouer entre elles des relations, sans remettre en cause les positions d'appareil qui les séparent, ni la compétition qu'elles se livrent<sup>11</sup>. Ce type de leadership introuvable ne correspond ni à une mutation vers plus de flexibilité interne, ni à une attente charismatique, mais à la nécessité d'une autorité de « transaction ».

La nationalisation de l'influence socialiste, confirmée de scrutin en scrutin depuis les législatives de 1973, a fait de la répartition des circonscriptions un événement majeur de la vie du parti et donné à ce rôle de médiateur toute son importance régulatrice. La désignation des candidats est un événement déterminant de l'économie des relations internes au parti. Des liens de réciprocité sont créés et la circulation des contre-prestations assure la pérennité de la « synthèse » de la base au sommet. Les succès, lors de toutes les élections intermédiaires depuis 2002, notamment en 2004 et 2008, sont moins révélateurs de la force du modèle de la « synthèse » que de l'équilibre des pouvoirs internes qu'il induit. La victoire aux élections intermédiaires (2004 et 2008) et la défaite aux élections présidentielles (2002 et 2007) traduisent les paradoxes de ce modèle de parti sans leader. En effet, tout en présentant un contre-modèle organisationnel, électoralement et politiquement stable, au « parti-des-courants » d'Epinais, le « parti-de-la-synthèse » n'élimine pas les risques de développements anormaux en son sein. Le référendum interne sur le TCE de 2005 et la désignation de Ségolène Royal pour la présidentielle de 2007 ont été pour ce « parti-de-la-synthèse » ce qu'ont pu être la campagne des législatives de 1986 et le congrès de Rennes en 1990 pour le « parti-des-courants ».

Le caractère pérenne du front d'appareil repose sur un équilibre « au fil du rasoir », fondé sur la dépolitisation des enjeux et des choix stratégiques, sur le monopole des investitures, sur un leader « introuvable » et sur la légitimité directement accordée par le vote des militants. En « rendant la parole aux adhérents » - comme ont pu le faire, à la même époque, certains partis social-démocrates européens, par l'élection directe des dirigeants, par la mise en place de conventions thématiques ou par l'organisation de procédures référendaires -, le premier secrétaire et le bloc de direction, tout en gardant le privilège de la gestion de la dimension électorale, ont constitué à tous les niveaux de représentation du parti un public captif, appelé à régulièrement se prononcer sur la vie de l'appareil. La « démocratisation » interne est ainsi allée de pair avec le renforcement

des rentes de situation pour les gestionnaires du capital électoral.

<sup>11/</sup> Edward Evans-Pritchard, *Les Nuer*, Paris, Gallimard, 1994, p. 205.



### La synthèse et après ?

Cette dissociation entre gouvernement oligarchique de la « marque » et gouvernement plébiscitaire de l'appareil a trouvé ses limites dans le « retour de la question politique »<sup>12</sup> et la formation d'une « opinion » interne. Ni chef de parti comme François Hollande, ni chef de courants à l'image de Dominique Strauss-Kahn, Ségolène Royal a pu incarner pour des fractions de l'appareil socialiste une solution opportune à la crise du « parti-de-la-synthèse ». Les leaders des territoires sont en effet intéressés à ce que soit garantie, en contrepartie de l'acceptation d'un leadership plébiscitaire, l'autonomie des « machines » et définie une gestion décentralisée de la « marque ». D'autant plus que le détachement des « oligarchies personnelles » du bloc de direction et la caducité du « front d'appareil » ont rendu opératoire la dissociation entre un parti « réel » qui unit et gagne, et un parti « légal » qui divise et perd. Le modèle « néo-radical » des « territoires » est ainsi disposé, après le double échec du référendum et du congrès, à s'incarner dans une trajectoire ascendante.

Sans courant, exceptionnellement préservée en trente ans de carrière des débats et polémiques internes du parti, Ségolène Royal s'est rendue disponible au leadership en mobilisant les ressources de son milieu, en cultivant une image de proximité consensuelle, en apparaissant dans le sillon de la *Lettre aux Français* du Mitterrand de 1988 proche de la France profonde et provinciale. Cette hypothèse d'un pouvoir plébiscitaire inédit pour le Parti socialiste repose, d'un côté sur une relation verticale et directe entre le candidat et les adhérents, de l'autre sur une gestion horizontale décentralisée du capital électoral. C'est l'assurance d'une légitimité « d'opinion », sans la médiation des courants et des oligarchies personnelles, pour le présidentiable, et, pour les « machines » locales libérées des arbitrages d'appareil, la garantie d'une gestion autonome de la « marque » socialiste.

Ce triangle des rapports internes entre le « peuple » du parti, le « sénat » des territoires, et le « cabinet de l'ombre » du leader entre en résonance avec la double attente des notables, soucieux de s'émanciper de la tutelle de la rue de Solferino, et d'une « opinion » interne qui, après l'échec de la « synthèse », a pris ses distances, à l'image des électeurs, avec sa « classe politique ». Elue au cours d'une primaire, Ségolène Royal a profité du mécanisme par lequel le choix du leader est passé de l'appareil à la base<sup>13</sup> et par lequel les « barons » du parti, maintenus en lisière de manière plus ou moins lâche depuis 1974, se sont vus officiellement reconnus et légitimés. C'est cette même combinaison politique qui a porté la double campagne de Reims 2008 de la présidente de la Région Poitou-Charentes, pour les motions autour de la contribution « La ligne claire. Pour un congrès de clarification » et pour le poste de premier secrétaire.

Reste qu'à la sortie de ce congrès le Parti socialiste n'a « accouché d'aucune synthèse »<sup>14</sup> et que Ségolène Royal, en dépit de ses atouts territoriaux et militants,

<sup>12</sup>/Stathis Kouvelakis, *La France en révolte. Luites sociales et cycles politiques*, Paris, Textuel, p. 256.

<sup>13</sup>/Pour une primaire à la française, *op. cit.*, p. 59.

<sup>14</sup>/Gérard Grunberg, « C'est l'identité du PS qui est en cause », *Libération*, 24 nov. 2008.

n'est pas non plus parvenue à s'imposer. Entre la décision de François Hollande de rester à la tête du Parti socialiste jusqu'au congrès après l'échec du second tour des élections présidentielles, la fin du paradigme de la « synthèse » et l'émiettement des « oligarchies personnelles », le congrès de Reims a été un condensé des crises de l'après 2002. Dès lors, quand le Premier secrétaire appelle les adhérents à la veille du vote sur les motions « à se mettre en ordre »<sup>15</sup>, il ne peut s'agir que d'un vœu pieu. De la fin mai 2007 à l'élection de Martine Aubry au poste de premier secrétaire, le Parti socialiste s'est trouvé, dans toutes ses dimensions, sans direction politique, partagé entre une candidate défaite mais investie de la double légitimité des primaires et de dix-sept millions de voix, et un leader sans leadership mais investi de la légitimité du congrès du Mans. Marquées par le départ de Dominique Strauss-Kahn et la prise de « distance » de Laurent Fabius, les oligarchies personnelles traditionnelles ont quant à elles continué de subir les effets des réalignements internes.

La préparation des élections cantonales et sénatoriales de mars et septembre 2008 a entraîné la mobilisation pleine et entière du « parti-des-territoires » pour lesquels les conseils généraux gagnés et renouvelés sont autant de points d'appui décisifs dans la constitution de « machines » électorales comme dans la formation des équilibres internes. Cette absence caractéristique de gouvernement interne a débouché lors de l'Université d'été de La Rochelle de 2008 sur les premières amorces de recompositions « par en haut », souvent brouillonnes et parfois provisoires, en vue du congrès. Sous la contrainte des enjeux de « marque » des élections européennes et régionales de 2009 et 2010, la difficulté voire l'impossibilité à créer des compromis de « synthèse » ou de « territoires » n'est pas la moindre des conséquences du désordre interne. Ces difficultés cumulées ont abouti à un congrès de « structure » et non de « conjoncture »<sup>16</sup>, d'affrontement entre différentes logiques organisationnelles et non entre des orientations « plus à gauche » ou « plus à droite ». Ainsi, Bertrand Delanoë a été le candidat du modèle de la « synthèse », Ségolène Royal du modèle « des territoires » et Martine Aubry du modèle « des courants ».

### Un parti de fractions ?

Le modèle du parti d'Épinay est en interne celui d'une organisation reposant sur des courants et un suffrage proportionnel, où chaque fraction choisit en son sein ses représentants. Il est aussi, en externe, une machine politique, une « entreprise » électorale<sup>17</sup> à la conquête des électeurs de

gauche détenus par le puissant Parti communiste. Face à un parti de contre-société tel que le PCF, il s'agissait de mettre en place un modèle social pour un parti de gouvernement dans l'opposition. La victoire de 1981 peut être comprise comme un « processus de délégation des

15/ « Se mettre en ordre » dit Hollande », *Le Figaro*, 3 nov. 2008.

16/ Daniel-Louis Seiler, « Théorie des partis et systèmes partisans » in Yohann Aucante, Alexandre Dezé, *Les Systèmes de parti dans les démocraties occidentales. Le modèle du parti-cartel en question*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2008, p. 105.

17/ Rémi Lefebvre, Frédéric Savicki, *La Société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Bellecombe-en-Bauges, Ed. du Croquant, 2006, p. 19.

affaires collectives au parti politique»<sup>18</sup>, ouvert vers l'extérieur à la différence de son concurrent communiste. Cette ouverture se traduit par l'émergence d'une compétition interne entre fractions partisans décuplant la capacité de séduction vers les électeurs.

L'histoire des courants de 1971 à 1981 est ainsi celle d'affrontements et de fortes concurrences pour mettre en place un leadership politique. En 1979, au congrès de Metz en 1979, les courants sont les structures de régulation du Parti socialiste. Ce sont des fractions internes porteuses de clivages politiques, comprises comme l'ensemble d'un tout qui s'additionne à l'externe ; des structures à la fois horizontales et verticales qui règlent leurs problèmes de concurrence, de promotion et de discussion en interne et négocient ensuite avec les autres sur la base de leur représentativité proportionnelle. Ce modèle repose sur le vote militant. Ni la prise du pouvoir, ni la mutation du PS en parti de gouvernement ne modifient cette règle de fonctionnement. L'après-1981 est le temps de la mutation entre le modèle du parti fraction et celui d'un « parti soutien du pouvoir ». C'est ce rôle que refuse le premier secrétaire Lionel Jospin au congrès de Valence en 1981. Le leadership n'est plus dès lors partisan, mais bien présidentiel, sans que le Président soit pour autant chef de parti.

La fin programmée de ce leadership externe déclenche une guerre de succession. Elle témoigne d'un recul du modèle du parti d'Épinay qui fait place à une structure cartellisée, parti de gouvernement au gouvernement, toujours régulé par le vote militant, orchestré par la loi d'airain de l'oligarchie, accentué par la professionnalisation de ses adhérents. Le clivage interne se réduit alors à l'acceptation ou non de la « social-démocratie » comme modèle, ce qui semble constituer un paradoxe notable pour un parti-cartel au pouvoir. La mutation de la « forme » Parti socialiste se produit au cours de l'expérience gouvernementale de 1981 à 1993. La cohabitation de 1986 à 1988 est alors comprise comme une phase d'alternance électorale : le parti est soumis à l'arbitrage du président de la République, il n'a pas de « chef émergent » et il est en proie à une forte compétition entre dirigeants. Il s'agit de l'émergence des *personalist factions*<sup>19</sup> qui sont le ressort du congrès de Rennes : conquérir le parti pour tenir une marque électorale sûre, et accéder au gouvernement du fait de l'alternance politique. La mutation des « courants » en « écuries » semble dès lors inéluctable. La perte du gouvernement (1993-1997), la fin de l'alternance politique (depuis 2002) contrarient peu cette évolution. Les congrès ne sont plus alors des lieux de clivages politiques, mais des temps de construction d'une légitimité présidentielle.

L'élection présidentielle de 2007 et son processus de désignation interne témoignent de cette nouvelle dynamique. Ségolène Royal bénéficie de la structure d'opportunité créée par la neutralisation des trois « oligarques », du soutien de « l'appareil hollandais », de la dynamique du système de prestations et de contre-prestations élec-

<sup>18</sup>/ Héliène Hatzfeld, *Faire de la politique autrement : les expériences inachevées des années soixante-dix*, Rennes, PUR, 2005, p. 328.

<sup>19</sup>/ Giovanni Sartori, *Parties and Party Systems*, p. 72.

torales, de l'émergence d'un « parti-des-territoires », et d'une demande sociale stimulée par la succession de sondages avantageux. Elle s'impose contre les *personalist factions* sans trop de difficulté avec plus de 58 % des suffrages militants. En gardant du « parti-des-courants » la *catharsis* mitterrandienne, du « parti-de-la-synthèse » la double logique décentralisatrice et « d'opinion », le compromis « néo-radical » de Ségolène Royal est apparu, des primaires au second tour des présidentielles, comme une réponse cohérente à la crise de leadership du Parti. Le soutien à son investiture des fédérations de l'Aude et des Bouches-du-Rhône, son hégémonie dans les fédérations rurales où elle obtient plus de trois votes sur quatre <sup>20</sup> (en Lozère, Vendée, Corrèze, Alpes-de-Haute-Provence, Deux-Sèvres, Charente-Maritime), et plus de deux voix sur trois dans les fédérations héraultaises et bucco-rhodaniennes n'est pas sans évoquer, notamment dans ses bastions méridionaux, la carte militante des zones d'implantation de la SFIO d'après-guerre. Cette formule organisationnelle semble résoudre le problème de l'élection présidentielle au suffrage universel direct illustré jadis par le refus de Guy Mollet d'accepter les évolutions institutionnelles du référendum de 1962 (élection du président de la République au suffrage universel direct).

### Un parti de factions ?

En choisissant la voie référendaire pour déterminer le positionnement du parti sur le Traité constitutionnel européen, François Hollande est sorti de son rôle de « chef à peau de léopard » pour devenir un chef de « fraction » porteur de clivage. Cette décision contraire à la logique de « synthèse » est la conséquence de la présidentialisation du premier secrétaire et des efforts entrepris pour apparaître à cette occasion comme un *leader fort*, candidat « naturel » des socialistes à l'élection présidentielle de 2007. Le dégel de la compétition entre « oligarchies personnelles », qu'elles mènent campagne pour le « oui » ou le « non », la perte de fonctionnalité du premier secrétariat devenu un présidentiable comme les autres, la saillance du débat d'idées, ont libéré les dynamiques centrifuges au sein du bloc de direction.

Le référendum a constitué un moment de rupture pour le Parti socialiste en provoquant la crise des alignements du « parti-de-la-synthèse » définis depuis le congrès de Brest. Il a créé les conditions d'un désalignement du « front d'appareil ». Ce choc politique, en remettant la « marque » en jeu au sein de l'appareil, a conduit à donner provisoirement à « l'opinion » du parti une place centrale dans la détermination de l'orientation électorale. Une tendance confirmée par la suite, avec la décision de Jack Lang et de François Hollande en février 2006 d'abaisser le coût d'entrée au parti en ouvrant une campagne d'adhésion directe à vingt euros.

Le congrès du Mans de 2005 a bien permis à nouveau, selon les mots de Julien Dray, « d'explorer les voies d'une synthèse » <sup>21</sup>, mais la perte de légitimité du leadership « introuvable », l'intensification des luttes entre « oligarchies personnelles », la volatilité accrue du « parti d'en bas »

<sup>20</sup>/ Jean-Dominique Merchet, « La victoire Royal grâce aux voix rurales », *Libération*, 18 nov. 2006.

<sup>21</sup>/ Michel Noblecourt, « Synthèse », *Le Monde*, 20 nov. 2005.

n'ont débouché que sur une unanimité factice. Il faudra attendre l'élection d'un nouveau premier secrétaire à la suite du congrès de Reims de 2008 pour qu'une réponse soit apportée aux désordres nés de la campagne référendaire. Mais avant que n'opère ce réalignement et que se cristallise un nouvel équilibre interne, la campagne pour la désignation du candidat à la présidentielle de 2007 et la séquence Ségolène Royal ont accéléré la dynamique de recomposition des alliances d'appareil autour de modèles organisationnels concurrents. En déclarant, après la victoire de Martine Aubry, que « nous savons que nous ne pouvons pas vivre avec deux partis socialistes »<sup>22</sup>, Vincent Peillon a rappelé incidemment le caractère d'un socialisme français partagé entre le « néo-radicalisme » des fédérations et l'ambition « social-démocrate » de la direction.

### **Reims, une solution ?**

Des trois motions en présence, seule la motion Aubry ne valait pas préemption de la candidature socialiste à la présidentielle de 2012. L'absence de dynamique de la campagne du maire de Paris a renvoyé au manque de cohérence d'une candidature issue de l'ancien bloc de direction incapable de réunir les conditions d'une alliance hégémonique autour de ce que François Hollande a pu appeler lors de l'Université d'été de La Rochelle le « bloc central ». Banalisé au rang de présidentiable, il ne pouvait incarner auprès des partenaires traditionnels du modèle de la « synthèse » un mécanisme de transaction caduc depuis les déboires du référendum interne sur le TCE.

Les barons des « territoires » ont, quant à eux, appuyé la dynamique de Ségolène Royal sur un principe de partage des rôles et des responsabilités, en dépit des réticences du secrétaire fédéral des Bouches-du-Rhône à concéder la candidature au premier secrétariat à la présidente de la Région Poitou-Charentes. En effet dans la logique « néo-radical » ou « néo-SFIO » intégrale, le Premier secrétaire ne peut être qu'un secrétaire général, la « marque » socialiste ne pouvant être identifiée à la « marque » personnelle du présidentiable. Il s'agit d'une démarche de précaution contre la perte d'influence probable des « machines » dans la gestion du capital électoral. Ainsi, en dépit du sentiment antiparti de militants insatisfaits de leurs dirigeants, la fuite des nouveaux adhérents peu familiers des logiques de congrès, la prudence de ses alliés « naturels », l'absence de soutiens de poids au sommet de l'appareil, n'ont pas favorisé Ségolène Royal. Un écart de plus de dix points sépare son score à l'élection au premier secrétariat de celui de son investiture.

A la différence des deux prétendants malheureux, Martine Aubry a représenté le point de jonction entre des « oligarchies personnelles », des fractions de l'appareil et des territoires, intéressés pour les uns à ce que ne soit pas tranchée la question des présidentielles, pour les autres à ne pas perdre la main dans la distribution et répartition des dividendes de la « marque », et pour les derniers à éviter qu'un régime plébiscitaire interne n'ait des répercussions défavorables sur les

<sup>22</sup>/ Vincent Peillon, *Talk Orange-Le Figaro*, 28 nov. 2008.

## INTERVENTIONS

modes de régulation de la vie locale. Sa victoire est avant tout celle de tous ceux qui voient dans les équilibres nés à Epinay et confirmés à Metz un modèle de parti ne mettant en péril ni le label ni l'appareil. Ce « nouveau » Parti socialiste se caractérise par l'émergence de trois dynamiques organisationnelles perceptibles lors de la désignation des candidats aux élections européennes : marginalisation de Ségolène Royal, dont la dimension bonapartiste est accentuée par la perte de ses relais territoriaux, réorganisation du parti autour de courants faibles car peu « solidaires » en interne et d'un exécutif fort avec l'émergence d'un primo-secrétariat actif et centralisateur, et enfin mise sous tutelle progressive des territoires par l'organisation de la rareté dans la distribution des investitures. L'organisation plus que le politique ayant été au centre des débats, le congrès de Reims confirme le retour de la problématique partisane qui touche l'ensemble de la Gauche.

## CONTROVERSES

### Un communisme hypothétique

A propos de *L'Hypothèse communiste* d'Alain Badiou

Daniel Bensaïd

L'ŒUVRE D'ALAIN BADIOU force le respect par son audace à contre-courant des pensées faibles et en miettes, par sa capacité à nommer clairement l'ennemi, par sa fidélité à une Idée. Dans une lettre publique à Slavoj Žižek, il affirme qu'il est aujourd'hui « capital de ne rien céder au contexte de criminalisation et d'anecdotes ébouriffantes » dans lesquelles la réaction tente, depuis toujours, d'enclorre les figures de Robespierre, Saint-Just, Babeuf, Blanqui, Bakounine, Marx, Engels, Lénine, Trotski, Rosa Luxemburg, Staline, Mao, Tito, Enver Hoxha, Guevara, Castro, et quelques autres : « Nous pouvons et nous devons, écrit-il, discuter entre nous (le « nous » de tous ceux pour qui le capitalisme et ses formes politiques sont une horreur et pour qui l'émancipation égalitaire est la seule maxime qui ait une valeur universelle) de l'usage que nous faisons ou ne faisons pas de ces figures. »<sup>1</sup> Nous nous incluons volontiers dans ce « nous », mais nous divergeons fortement sur l'usage de certaines de ces figures<sup>2</sup>.

#### Dialectique de l'échec

Dans son dernier livre, *L'Hypothèse communiste*<sup>3</sup>, Alain Badiou médite sur la notion d'échec. Quand, sous prétexte d'un bilan sommaire du XX<sup>e</sup> siècle, on parle d'échec du communisme, « que veut dire exactement échouer ? » « Cet échec est-il radical, le renoncement à tout le problème de l'émancipation ? Ou n'est-il que relatif à la forme, ou à la voie qu'il a explorée et dont il a seulement été établi par cet échec qu'elle n'était pas la bonne pour résoudre le problème initial ? » La politique procède par approximations et corrections successives. D'une analogie discutable entre une hypothèse politique et la démonstration du théorème de Fermat, Badiou tire la conclusion que « l'échec, pourvu qu'il n'entraîne pas qu'on cède sur l'hypothèse, n'est jamais que l'histoire de la justification de cette dernière ». S'insinue ainsi, subrepticement, une philosophie progressiste de l'Histoire universelle,

<sup>1</sup> In Slavoj Žižek (présenté par), *Mao, de la pratique et de la contradiction*, Paris, La Fabrique, 2008.

<sup>2</sup> Dans la conférence de Londres sur « L'idée communiste », Staline et Trotski, Tito et Castro disparaissent de cette « suite de noms propres » où Thomas Münzer et Toussaint Louverture font leur entrée, ce qui ne devrait pas être sans importance puisque ces noms propres « symbolisent historiquement dans la forme d'un individu le réseau à la fois rare et précieux des séquences fuyantes de la politique comme vérité ».

<sup>3</sup> Alain Badiou, *L'Hypothèse communiste*, Paris, Éditions Lignes, 2009.

une « marche de l'Humanité vers son émancipation collective ». La justification de « l'hypothèse communiste » serait ainsi pavée d'événements (la Commune, la Révolution culturelle, Mai 1968) qui sont autant « d'étapes de son histoire » ou « du devenir général de l'Humanité ». Mais où, à quelle destination, conduisent ces étapes s'il n'y a ni fin de l'histoire, ni jugement dernier ?

Citant de larges extraits de son opéra *L'Echarpe rouge*<sup>4</sup>, Badiou affirme la possible fécondité de l'échec : « Que saisi dans sa particulière division, l'échec prescrive enfin la règle pas à pas de sa négation laborieuse ! Que le reflux nous soit conseil dans la science des vents ! Tout défaite se scinde contradictoirement entre la part faible d'elle-même qui n'est que son identité, et la leçon d'ordre violent dont elle ensemence notre avenir prolétaire. » Il souligne « la relation entre la possibilité de surmonter subjectivement la défaite et la vitalité, internationale et supra-temporelle, de l'hypothèse communiste. Ainsi la méditation sur les échecs est-elle changée du tout au tout si on la raccorde, non à la pure intériorité, pensante ou tactique, d'une politique, mais à la jonction entre cette politique et son historicité. La pensée des échecs se situe au point où une politique comparait, y compris à ses propres yeux, devant le tribunal de l'Histoire, telle que l'hypothèse communiste en représente et en imagine la consistance ». Cette comparution devant le tribunal de sinistre mémoire semble bien le rétablir en ses douteuses prérogatives.

D'échec en échec, de défaite en défaite, jusqu'à la victoire finale ? Cette redoutable dialectique a pour effet de relativiser les conséquences, toujours réparables (on ne vient pas facilement à bout d'une hypothèse), des bavures, des déviations, et autres « innombrables forfaits » (la liste des exactions est longue des crimes staliniens, polpotiens, à Sentier lumineux), réduits à autant de péripéties solubles dans le grand fleuve tumultueux du « processus de vérité ». Badiou soutient qu'il y a « une signification positive des défaites, longue à faire valoir ». Longue, en effet, et comme elle tarde ! Affaire de patience et de fidélité, donc ? D'obstination à « continuer », malgré tout. Défiant fièrement les malsaines victoires aux hanches lourdes, Péguy célébra ces « victorieuses défaites ». A l'instar de Blanqui, sa Clio évoque « une pensée misérable et très touchante : que le jour d'aujourd'hui, si pauvre, fasse appel au pauvre jour de demain ; que l'année d'aujourd'hui, si misérable, que l'année de cette fois, que l'année d'à présent, si débile, fasse appel à la misérable année de demain ; que ces misères fassent appel à ces misères. » Mais elle refuse cette « déconcertante espérance » progressiste, ce report de crédit et de confiance que les malheureux s'acharnent à placer, de génération en génération, dans d'autres malheureux.<sup>5</sup>

Sans doute existe-t-il une dialectique de l'échec et de la défaite. Et l'énigme proposée par le sphinx de la révolution est redoutable : qu'est-ce que vaincre dans une histoire profane, où le dernier mot n'est jamais dit ? Où « l'appel est toujours ouvert », comme l'affirmait Blanqui au lendemain de la Commune ? Un se divise en deux, soit ; et toute défaite « se scinde contradictoirement ». L'échec se dédouble ainsi entre « un échec droitier classique » - « le ralliement des fatigués de l'action militante aux délices du pouvoir parlementaire » - et « l'échec ultra-gauche qui, traitant par la brutalité et la mort toute contradiction enferme le processus entier dans les

sombres limites de la terreur ». Reste donc à se garder à droite et à gauche. A tenir bon sur la ligne

4/ Alain Badiou, *L'Echarpe rouge. Roman Opéra*, La Découverte, 1979.

5/ Péguy, *Clio*, Paris, Gallimard, 1942, p. 153.



juste, ou le juste milieu. Cette voie étroite conduit au dilemme du pouvoir. Les démolisseurs de l'ordre établi sont rarement les bâtisseurs d'un monde nouveau. Badiou illustre cet écart tragique par un extrait de sa pièce *L'Incident d'Antioche*. Victorieux, Céphas quitte volontairement le pouvoir avant d'être saisi par lui : « Au-delà de la victoire, il n'y que la défaite. Non, non ! Pas la défaite dans le soudain et le renversement ! La défaite lente, irrémédiable, de qui doit composer avec ce qui est. » Non point une défaite nette et franche, par un renversement contre-révolutionnaire, mais une défaite lente, thermidorienne, à l'usure, qui n'est pas une révolution en sens contraire, mais le contraire d'une révolution, une sournoise composition, une rampante compromission. Ceux qui n'ont pas peur de lutter devraient donc avoir peur de vaincre car « la lutte expose à la forme simple de l'échec (l'assaut n'a pas réussi), tandis que la victoire expose à sa forme la plus redoutable : s'apercevoir que c'est en vain qu'on a vaincu, que la victoire prépare la répétition, la restauration, qu'une révolution n'est jamais qu'un entre-deux de l'Etat ». De cette tragédie révolutionnaire, la vie et la mort de Guevara seraient exemplaires : l'obligation pour continuer de s'exiler, toujours plus loin, à distance d'un Etat provisoirement victorieux.

Plutôt partir à temps que de finir bureaucrate, dit en somme Céphas. Ce que Badiou cherche à éviter à travers lui, c'est l'infamale dialectique entre le pouvoir constituant et le pouvoir institué, comme si l'on pouvait faire un pas de côté, rester tout entier du côté de l'événement sans jamais se compromettre avec l'histoire. Dans sa pièce, le personnage de David craint que ce choix n'aboutisse à tout disperser et tout désunir. Approuvant Céphas, Paule lui répond qu'il s'agit de sortir de l'impasse dans laquelle « la politique n'avait son centre et sa représentation que dans l'Etat » pour « établir que la vérité politique circule durablement dans un peuple adossé aux lieux d'usine, s'abritant de l'Etat par sa fermeté intérieure. » Emettant une objection que Badiou se fait peut-être à lui-même, David réplique : « Cela ne fait aucune stratégie. » L'incompatibilité de la lutte et de la victoire réduit en effet la politique aux intermittences et à la pureté de l'événement, à sa surprise absolue. Car s'il était de quelque manière prévisible, « il s'inscrirait dans l'histoire de l'Etat ». « Comment nous préparer à de telles surprises ? », demande Badiou. Comment, en effet, se préparer à cette nouveauté surgie du vide ? Autrement dit, comment agir stratégiquement en amont et en aval, d'un événement historiquement inconditionné ? Comment le préparer et le continuer ?

Badiou entend l'interrogation de David, mais il lui répond par la parole de Paule. L'introduction à *L'hypothèse communiste* se conclut sur l'affirmation catégorique qu'il s'agit d'« un livre philosophique » qui, « contrairement aux apparences, ne traite pas directement de politique ». L'Hypothèse communiste en question n'est donc pas stratégique, mais philosophique. Et le communisme, non point un mouvement politique visant à abolir l'ordre existant, mais une « Idée », une Idée philosophique permettant « d'anticiper de nouveaux possibles », et affirmant qu'une « nouvelle vérité est historiquement possible ». Car « sans Idée, la désorientation des masses populaires est inéluctable ». Reste alors à savoir quel rapport l'énoncé philosophique

de l'hypothèse entretient avec sa mise à l'épreuve politique ; et si son communisme idéal ne reste pas un communisme hypothétique.

### Une hypothèse philosophique

Dans un entretien accordé à la revue *ContreTemps*, Alain Badiou déclare : « Si l'on admet que la philosophie est la servante des vérités, en les identifiant dans leur forme et en examinant leur contemporanéité, alors il est clair qu'elle est aussi la servante des vérités politiques. En ce sens elle contribue au changement du monde. Elle est militante au sens de Nizan contre Benda, tout simplement parce que le sujet qui s'induit d'un processus de vérité est militant en un sens précis : il est toujours sous l'impératif de continuer à s'incorporer au processus. »<sup>6</sup> Définie comme « éclaircie d'éternité », la philosophie penche pourtant du côté du clerc Benda, plutôt que du militant Nizan. Affirmant manifester « sous le drapeau de Platon », Badiou développe une critique nécessaire de la sophistique moderne, « langagière, esthétisante, démocratique ». Il lui oppose une vérité « en dernier ressort universelle (au sens que je donne à ce mot dans mon *Saint Paul*) ou éternelle (comme je préfère le dire dans *La Logique des mondes*) ». La vérité a « une dimension historique », mais elle n'a pas d'histoire. Devenir « militant de cette vérité » prend alors une tournure mystique : « Je décris cette décision comme une incorporation [...], le corps individuel devient élément d'un autre corps, le corps-de-vérité ».

Badiou propose pourtant de la politique une définition séduisante : « L'action collective organisée, conforme à quelques principes, et visant à développer dans le réel les conséquences d'une nouvelle possibilité refoulée par l'état dominant des choses. »<sup>7</sup> Qu'une politique de l'opprimé soit irréductible à ce qui advient dans la sphère et sous l'emprise de l'État, cela va de soi. Le différend commence lorsque la démocratie et tout ce qui concerne le nombre sont identifiés à l'État. Certes, la vérité ne se vote pas. Mais la politique n'est pas de l'ordre de la vérité. Elle est plutôt de l'ordre de ces « vérités relatives » dont parle Lénine. Autrement dit, de l'ordre des rapports et des médiations. Que la légitimation électorale soit dans une large mesure une mystification ne fait aucun doute. Non seulement en raison des manipulations médiatiques, mais plus fondamentalement du fait de l'aliénation dans et par le travail, de l'effet hypnotique du fétichisme marchand, des modes biaisés de représentation électorale. La procédure électorale n'en demeure pas moins un élément constitutif des rapports de forces sociaux et politiques. Affirmer que « rien ne produit une plus grande satisfaction aux oppresseurs que d'installer des élections partout » fait peu de cas des luttes qu'ont menées – et mènent – les opprimés dans maints pays du monde pour imposer ce droit élémentaire. Badiou reste en cela fidèle à la critique platonicienne radicale du

régime démocratique : on ne saurait régler une politique sur « l'anarchie des désirs matériels » et un « gouvernement démocratique est inapte au service de quelque Idée vraie

6/ *ContreTemps* n° 15, Paris, Editions Textuel, février 2006, repris dans *Politiquement incorrects, entretiens du XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Textuel, 2008.

7/ Alain Badiou, *De quoi Sarkozy est-il le nom ?* (abrégé dans la suite de cet article en *De quoi Sarkozy*), Paris, Editions Lignes, 2007, p 14.

que ce soit ». <sup>8</sup> Dès lors que tout vote est considéré comme une « opération de l'Etat », la politique reste inversement le monopole des maîtres de vérité, du philosophe roi contre le sophiste ou le doxosophe. Et la figure mythique de celui qui importe – l'ouvrier immigré – occupe symboliquement la place de tous ceux que l'interdit du nombre réduit au silence.

« Contre la définition gestionnaire du possible, affirmons que ce que nous allons faire, quoique tenu par les agents de cette gestion pour impossible, n'est en réalité, au point même de cet impossible, que la création d'une possibilité antérieurement inaperçue et universellement valide. » Nous en sommes d'accord, et aussi pour affirmer que « ce qui est décisif, c'est de maintenir l'hypothèse historique d'un monde délivré de la loi du profit et de l'intérêt privé [...] tout simplement parce que, si l'on admet la nécessité de l'économie capitaliste déchaînée et de la politique parlementaire qui la soutient, on ne peut tout simplement pas voir, dans la situation, d'autres possibilités ». Dans *D'un désastre obscur*, Badiou définissait le communisme comme le « concept philosophique, donc éternel, de la subjectivité rebelle » <sup>9</sup>. Dans *De quoi Sarkozy*, il le définit comme l'affirmation que « la subordination des travailleurs réels à une classe dominante peut être surmontée » ; ensuite, comme le projet de faire disparaître « l'appropriation privée de richesses monstrueuses et leur transmission familiale par héritage » ; enfin, comme la suppression de l'appareil d'Etat coercitif militaire et policier. Il y soutient la nécessité de « faire durer l'hypothèse communiste en dehors même de la logique de prise du pouvoir » <sup>10</sup>.

L'avenir d'une hypothèse s'oppose ainsi au « passé d'une illusion ». Dans ces définitions, le communisme perd cependant en précision historique et politique ce qu'il gagne en extension (et en éternité) philosophique. L'hypothèse philosophique de la sortie événementielle de la caverne, ou de la révélation paulinienne, ne permet pas d'articuler l'événement à l'histoire, la contingence à la nécessité, le but au mouvement. Or, il n'y a pas pour nous d'extériorité, de dehors absolu de la politique par rapport aux institutions, de l'événement par rapport à l'histoire, de la vérité par rapport à l'opinion. Le dehors est toujours dedans. Les contradictions explosent de l'intérieur. Et la politique consiste non à les éluder, mais à s'y installer pour les porter à leur point de rupture et de déflagration.

### Des séquences et de leurs conséquences

Il y aurait, selon Badiou, deux grandes séquences. La première « était sous le signe de la formulation de l'hypothèse communiste et de sa réalité en tant que mouvement ». La deuxième, « sous le signe de son organisation disciplinée et militarisée, de sa victoire locale et de sa durée » <sup>11</sup>. Dans la première, Marx aurait « installé l'hypothèse » du communisme comme mouve-

ment. La deuxième, « celle du parti révolutionnaire à la discipline de fer, de la militarisation de la guerre de classe, de l'Etat socialiste, a sans doute été la séquence d'une repré-

<sup>8</sup> / *Ibid.*, p. 120.

<sup>9</sup> / Alain Badiou, *D'un désastre obscur. Sur la fin de la vérité d'Etat*, L'aube (éd.), 1991, p. 14.

<sup>10</sup> / *De quoi Sarkozy*, op. cit., p. 147.

<sup>11</sup> / *Ibid.*, p. 144.

sentation victorieuse de l'hypothèse», incarnée par la Russie de Staline et la Chine de Mao. Cette formulation, quoique nuancée d'un prudent « sans doute », implique que la séquence fut bien conforme à l'hypothèse. Comme si le mythique parti à la « discipline de fer », issu en 1934 du Congrès des Vainqueurs, avait été en quoi que ce soit l'héritier légitime du *Manifeste communiste* et de la Commune, et non pas le rejeton d'un monstrueux Thermidor attesté par les procès, les crimes, et les déportations massives.

Nous adhérons pleinement à l'affirmation de Walter Benjamin selon laquelle « la politique prime désormais l'histoire ». Nous approuvons donc Alain Badiou quand il appelle à « délivrer la politique de la tyrannie de l'histoire pour la rendre à l'événement »<sup>12</sup>. Et quand il conteste « le droit historiquement attesté à tirer des traites sur l'histoire ». On ne saurait pour autant réduire l'histoire à une succession de séquences de fidélités à un événement fondateur. Quand, pourquoi, et comment s'achève une séquence ? « Il n'y a que des séquences », et une séquence « s'achève par saturation »<sup>13</sup>. Ce constat d'achèvement par simple saturation dispense à peu de frais d'entrer dans l'épaisseur historique de la contre-révolution bureaucratique, d'en démêler les processus sociaux, d'en repérer les points de bifurcation, comme si la séquence était d'un seul bloc ou d'une seule coulée.

Faute de prendre à bras le corps la question du stalinisme, Badiou ajoute une hypothèse à l'hypothèse, celle d'une très hypothétique fidélité à l'irruption initiale du spectre : « Cependant cette représentation [victorieuse de l'hypothèse] a conservé les caractéristiques de la première séquence, singulièrement l'idée de la révolution comme échéance globale. Disons que la victoire était encore pensée comme victoire de la forme première de l'hypothèse ». Disons ? Pensée ? Pensée par qui, et selon quel rapport à la réalité ? L'affirmation paraît aventureuse quand on la confronte à la réalité du « socialisme à pas de tortue », du « socialisme dans un seul pays », quand on la met à l'épreuve de la guerre civile grecque ou espagnole, du grand partage de Yalta, du conflit sino-soviétique, de la Révolution indochinoise, du message du Che à la Tricontinentale.

Pour maintenir l'hypothèse communiste comme hypothèse stratégique, il faut la dissocier au contraire radicalement de ce qui fut fait en son nom. A défaut de retour critique sur l'histoire et sur la politique réelles au long de la deuxième séquence, Badiou s'en remet à l'espoir que « l'ennemi de la démocratie n'ait été le despotisme du Parti unique qu'autant que ce despotisme accomplissait la fin d'une première séquence de l'Idée communiste ». « Accomplissait » ! Il se serait donc agi d'un despotisme nécessaire, en conformité avec l'Idée ? Il ne reste alors qu'à espérer une nouvelle séquence de l'Idée qui « la fera prévaloir sur le jeu des intérêts par d'autres moyens que le terrorisme bureaucratique »<sup>14</sup>. Comme si le terrorisme bureaucratique avait fait prévaloir l'Idée communiste et non, précisément, les

intérêts de la caste thermidorienne ou de la nouvelle bourgeoisie en gestation au sein du parti et des appareils d'Etat.

<sup>12</sup>/ Alain Badiou, *Peut-on penser la politique ?*, Paris, Seuil, 1985, p. 18.

<sup>13</sup>/ *ContreTemps n° 15*, op. cit.

<sup>14</sup>/ *De quoi Sarkozy, op. cit.*, p. 123.

Badiou propose de dissocier le substantif « communisme » de l'adjectif « communiste » qui qualifie une politique. Leur confusion aurait produit un « court-circuit entre le réel et l'Idée » tel qu'il « a fallu un siècle d'expériences à la fois épiques et terribles » pour comprendre que des expressions comme « Parti communiste » étaient « mal formées ». Le problème n'est pas ici de nomination ou de formulation, même si nommer n'est pas rien. Il est historique et politique. Si « l'Idée communiste » vient « *in fine* de la pratique (de l'existence du réel) sans pour autant s'y réduire », elle ne saurait échapper à son épreuve. Il est illusoire de prétendre « sauver l'Idée » en « libérant le réel de toute coalescence avec elle ». « L'hypothèse communiste » est alors tiraillée entre une politique du fait accompli qui affirme la conformité du réel à son concept, et une proposition idéaliste qui met l'Idée à l'abri des vicissitudes historiques.

### **Le fantôme de Staline, encore**

La révolution est devenue « un concept vide », et « même le NPA ne prépare pas la révolution », déclare Alain Badiou.<sup>15</sup> La situation actuelle serait « comparable à celle des années 1840 ». Au lendemain de la Restauration survient un moment de renaissance des luttes sociales et de fermentation utopique. L'idée de révolution se maintient alors comme mythe plutôt que comme projet stratégique : « Ce qui s'est passé à l'époque, c'est une reconstruction intellectuelle nourrie par des expériences ouvrières isolées : les communistes utopiques, le *Manifeste* de Marx, etc. » Cet « etc. » suspensif gomme le fait que s'esquisse alors une différenciation entre socialismes utopiques et communisme, une transition du « communisme philosophique » au communisme politique, sanctionnée en 1848 par la rencontre d'une idée (le *Manifeste*) et d'un événement (la révolution de Février et la tragédie de Juin).

Depuis le tournant des années 1990 – le soulèvement zapatiste de 1994, les grèves de l'hiver 1995 en France, les manifestations de Seattle en 1999 – de semblables différenciations sont à l'œuvre, entre un antilibéralisme résistant aux « abus » de la mondialisation et un anticapitalisme renaissant qui remet en cause la logique même de l'accumulation du capital. Reprend ainsi des couleurs, Badiou le dit fort bien, « l'idée d'une société dont le moteur ne soit pas la propriété privée, l'égoïsme et la rapacité ». Elle ne suffit certainement pas à refonder un projet révolutionnaire. Mais elle trace une ligne de partage entre les prétendants à la refondation d'un capitalisme moralisé, et ses adversaires irréductibles qui entendent le renverser : « L'hypothèse communiste est une tentative pour réinvestir le présent d'un autre biais que sa nécessité. » Nous partageons cette opposition intransigeante à l'ordre établi, et l'affirmation selon laquelle les critères de jugement généralement appliqués à ce qu'il est convenu d'appeler l'expérience communiste sont ceux de l'efficacité économique et des normes institutionnelles du monde occidental, de sorte que le verdict est acquis d'avance.

Suffit-il pour autant de constater que  
« les moyens adoptés ont été dé-

<sup>15</sup> / *Libération*, 27 janvier 2009.

sastreux», comme s'il s'agissait d'une simple erreur – ou d'une simple « déviation », comme le soutint naguère Louis Althusser ?

« Du temps de Staline, il faut bien dire que les organisations politiques ouvrières et populaires se portaient infiniment mieux, et que le capitalisme était moins arrogant. Il n'y a même pas de comparaison. » écrit Badiou dans *De quoi Sarkozy*. La formule tient, bien sûr, de la provocation. S'il est indiscutable que les partis et les syndicats ouvriers étaient (numériquement) plus forts « du temps de Staline », ce constat ne permet pas de dire si ce fut grâce ou malgré lui, ni surtout ce que sa politique a coûté et coûte encore aux mouvements d'émancipation. L'entretien dans *Libération* est plus prudent : « Mon seul coup de chapeau à Staline : il faisait peur aux capitalistes. » C'est un coup de chapeau de trop. Est-ce vraiment Staline qui faisait peur aux capitalistes, ou bien autre chose : les grandes luttes ouvrières des années trente, les milices ouvrières des Asturies et de Catalogne, les manifestations du Front populaire ? La peur des masses, en somme. En maintes circonstances, non seulement Staline ne fit pas si peur aux capitalistes, mais il fut plutôt leur auxiliaire, lors des journées de Mai 1937 à Barcelone, ou avec le pacte germano-soviétique, le partage de Yalta, le désarmement de la résistance grecque.

La critique du stalinisme se réduit chez Badiou à une question de méthode : « On ne peut diriger l'agriculture ou l'industrie par des méthodes militaires. On ne peut pacifier une société collective par la violence d'Etat. Ce qu'il faut mettre en procès, c'est le choix de s'organiser en parti, ce que l'on peut appeler la forme-parti. » Elle rejoint ainsi la critique superficielle des ex-communistes staliniens désabusés qui, renonçant à prendre la mesure de l'inédit historique, déduisent les tragédies du siècle d'une méthode organisationnelle, d'une forme partisane et de sa généalogie : « Le parti va engendrer (complètement à partir de Staline) la figure du parti-Etat » ? Le parti-Etat comme conséquence logique, donc, ou engendrement naturel de la « forme-parti » ? De bien d'autres choses, pourtant : de transformations sociales, de rapports de forces sociaux, nationaux et internationaux. Sans quoi il suffirait, pour conjurer les « dangers professionnels du pouvoir » de renoncer à la « forme-parti ». Comme si l'événement majeur d'une contre-révolution bureaucratique, soldée par des millions de morts et de déportés, ne soulevait pas des questions d'une tout autre portée sur les forces sociales à l'œuvre, sur leurs rapports au marché mondial, sur les effets de la division sociale du travail, sur les formes économiques de transition, sur les institutions politiques.

Pour que finisse par s'imposer dans les années trente le parti de la Nomenklatura, il fallut pourtant détruire méthodiquement, par les procès, les purges, et les exécutions massives, ce que fut le Parti bolchevique d'Octobre. Il fallut anéantir, les unes après les autres, les oppositions. Il fallut, à partir du cinquième congrès de l'Internationale communiste, sous le fallacieux prétexte de « bolchevisation », militariser l'Internationale et ses sections. « L'échec impose de renoncer définitivement au paradigme militarisé du Parti et d'ouvrir ce que l'Organisation politique nomme en France une

politique sans parti », écrit Badiou dans sa lettre à Zizek.<sup>16</sup> Cette conclusion résulte d'une représentation mythique du parti léniniste comme « parti de fer ». L'homme de fer, c'était Staline. Sous Lénine, le parti était bien loin de son image d'Epinal construite par les thermidoriens et propagée par la réaction.<sup>17</sup> C'est pourtant cette image qu'accrédite Badiou quand il écrit que la victoire d'Octobre 1917 « est universellement attribuée à la nouvelle discipline politique qu'incarne le parti de type léniniste » ; ou quand il affirme que « le terrorisme stalinien est une modalité des usages insurrectionnels d'un outil ordonné à la victoire de l'insurrection ». Comme si ce terrorisme bureaucratique était la conséquence directe de la fonction du parti, et comme si sa brutalité n'avait pas germé dans la guerre civile et la militarisation qu'elle engendre.<sup>18</sup>

Mai 1968 et la Révolution culturelle auraient massivement remis en cause l'accord de fond « sur l'existence d'un agent historique et sur la nécessité de son organisation ». Badiou récuse désormais l'idée « d'un agent historique incarnant la possibilité de l'émancipation par une organisation spécifique qu'on appelle précisément parti ». Dans ses textes sur 68, il était encore « certain que la question de l'organisation, qui seule autorise une unité politique et pratique entre les groupes sociaux disparates, est bien centrale dans les leçons de Mai 1968 » et que « le pur < mouvement > ne résout aucun des problèmes qu'il contribue à poser historiquement ». Il écrivait alors : « Au plus loin d'un retranchement philosophique, la conception que je me fais de la politique est toute entière dans le registre du parti, de l'organisation des conséquences, du processus imprévisible. Elle est militante de part en part. » Il affirme aujourd'hui « que la question sans doute la plus difficile à résoudre par de multiformes expérimentations qui ont commencé dès 68, c'est de savoir de quel type d'organisation nous avons besoin ; car le dispositif classique du parti, appuyé sur des relais sociaux et dont les combats les plus importants sont en fait des combats électoraux, est une doctrine qui a donné tout ce qu'elle pouvait. Elle est usée, elle ne peut plus fonctionner, malgré les grandes choses qu'elle a pu donner ou accompagner entre 1900 et 1960. » Parvenus à « l'époque de la reformulation de l'hypothèse communiste », nous aurions donc à « répondre au défi d'avoir à penser la politique en dehors de sa sujétion à l'État et en dehors des cadres des partis ou du Parti ».

Que la politique soit irréductible à l'étatique est un point acquis. Mais un parti, c'est précisément la condition d'une politique à distance de l'État. Supprimez la médiation des partis, il restera l'opacité du social ou « la société civile » chère aux libéraux. La politique sans partis ne saurait être qu'une politique fusionnelle sans médiations. Logiquement, la « rupture avec

la forme représentative de la politique » est en effet pour Badiou « rupture avec la démocratie », non seulement avec ses modalités parlementaires, mais avec toute « tyrannie du nombre ». Comment reje-

<sup>16</sup> / *Op. cit.*, p. 294.

<sup>17</sup> / Voir Marcel Liebman, *Le Léninisme sous Lénine*, Paris, Seuil, ainsi que les nombreux travaux de Moshe Lewin, ou le livre de Lars Lih.

<sup>18</sup> / Voir le *Staline* de Trotski, et notamment son analyse du militarisme bureaucratique à partir de la genèse du « groupe de Tsaritsyne ».

ter radicalement le jeu des opinions sans instruire dans la foulée le procès de toute démocratie, et sans mythifier la Commune comme forme d'un pouvoir sans parti ni pouvoir ? Si comme l'écrivait Engels, la Commune, c'était la dictature du prolétariat, c'était encore une forme d'Etat, voué à dépérir certes, mais encore un Etat. <sup>19</sup>

Le dilemme de Céphas ne se résout pas en désertant le pouvoir, mais en faisant jouer la dialectique (et non l'ambiguïté) entre luttes sociales et politiques, entre l'auto-organisation (commune, soviets, conseils) et les médiations partisans. Et si le parti n'était pas le problème, mais un élément de la solution ? Car il y a parti et parti. Et un parti est aussi le moyen – forcément imparfait – de résister aux puissances de l'argent et des médias, de corriger les inégalités sociales et culturelles, de créer un espace démocratique collectif de pensée et d'action.

### **Un platonisme libertaire ?**

Badiou souhaite au NPA un score électoral de 10 % qui mettrait « un peu de désordre dans le jeu parlementaire » <sup>20</sup>. Fidèle à son refus principal de participation au jeu électoral, il confirme cependant son refus d'y contribuer : « Ce sera sans ma voix. » Il souhaitait de même, en 2005, la victoire du Non au Traité constitutionnel européen sans y apporter son suffrage. D'aucuns pourraient voir là une coquetterie. Il s'agit en réalité d'une position consistante qui prétend éviter un double écueil : « se définir à partir de l'Etat » et « jouer le jeu électoral ».

Nous souscrivons pleinement à la première recommandation. Le NPA ne se définit pas à partir et en fonction de l'Etat, mais à partir des intérêts de classe, des mobilisations « d'en-bas », de l'auto-émancipation. Quant à la deuxième, tout dépend de ce qu'on entend par « jouer le jeu électoral ». Si c'est participer à des élections, nous plaçons coupables : nous le jouons dans la mesure où les rapports de forces électoraux participent de façon déformée aux rapports de forces entre les classes. Mais si c'est subordonner la lutte aux calculs et aux alliances électorales, alors nous ne le jouons pas. C'est bien ce qui nous est reproché quand on nous accuse de « faire le jeu de Sarkozy » en refusant toute coalition dans les exécutifs avec le Parti socialiste.

Aux deux écueils mentionnés, Badiou en ajoute un troisième, sur lequel nous tomberons aisément d'accord : « Savoir résister au fétichisme du mouvement, lequel est toujours l'antichambre du désespoir. » Badiou reconnaît, en effet, les limites des alternatives à la « forme parti » : « On a beau parler réseau, technologie, Internet, consensus, ce type d'organisation n'a pas fait la preuve de son efficacité. » « Ceux qui n'ont rien » n'auraient « que leur discipline, leur unité ». Il est curieux d'aborder le problème de l'organisation politique sous l'angle de la discipline et d'en conclure que « le problème d'une discipline politique qui

ne soit pas calquée sur le militaire est ouvert ». Nous sommes bien loin, aujourd'hui, dans la plupart des

<sup>19/</sup> Voir les textes de Marx et Engels sur la Commune dans *Inventer l'inconnu*, Paris, La Fabrique, 2008.

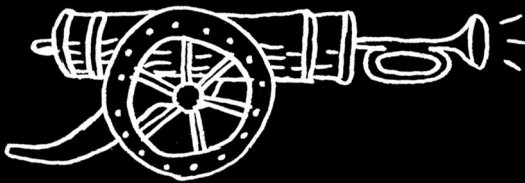
<sup>20/</sup> *Libération*, 27 janvier 2009.



organisations de la gauche révolutionnaire, d'une discipline militaire et de ses mythologies. La question de la discipline y est subordonnée à celle de la démocratie : l'unité (la discipline) dans l'action est l'enjeu qui distingue la délibération démocratique du bavardage et du simple échange d'opinion. C'est ce que refusent obstinément de comprendre ceux pour qui la formule du centralisme démocratique – par delà sa dénaturation en centralisme bureaucratique – évoque une discipline militaire (de fer !). Loin d'être antinomiques, centralisme et démocratie sont l'envers et l'endroit indissociables d'un même processus de décision.

Nous avons toujours combattu « l'illusion sociale » qui oppose caricaturalement un mouvement social, propre et sain, à la lutte politique, salissante et compromettante par nature. C'est là un évitement de la politique qui, dans une conjoncture de reflux, fait d'impuissance vertu. La « tâche du jour » serait désormais, selon Badiou, « de soutenir une discipline soustraite à l'emprise de l'Etat, une discipline qui soit politique de part en part ». Mais, après avoir imputé, d'une part, à la « forme-parti » les méfaits du stalinisme, et déclaré, d'autre part, son scepticisme envers les formes réticulaires censées s'y substituer, il serait intéressant de connaître sa conception d'une forme de collectif qui ne serait ni parti, ni réseau. Autrement dit, d'éclaircir l'énigme d'un platonisme libertaire, ou plutôt d'un étrange platonisme antiétatique autoritaire.

La conclusion de l'entretien dans *Libération* à propos du NPA relève du procès d'intention et du pronostic hasardeux : « Cette combinaison de la vieille forme-parti à justification marxiste, et d'un jeu politique traditionnel (participation aux élections, gestion des pouvoirs locaux, noyautage des syndicats) renvoie tout simplement au bon vieux Parti communiste d'il y a quarante ans. » Passons sur le « noyautage des syndicats » qui reprend une vieille formule de la bureaucratie syndicale, comme si les militants révolutionnaires qui militent dans un syndicat avec leurs collègues de travail y étaient des corps étrangers. Arrêtons-nous sur la proposition finale : « Pour le moment, ce qui compte, c'est de pratiquer l'organisation politique directe au milieu des masses populaires et d'expérimenter de nouvelles formes d'organisation. » Cela compte, en effet. C'est ce que font au quotidien tous les militants engagés dans les luttes syndicales, dans les mouvements altermondialistes, dans les luttes sur le logement, dans les réseaux comme Education sans frontières, dans le mouvement féministe ou écologiste. Mais est-ce suffisant ? Le « fétichisme du mouvement », que Badiou dit redouter, n'est-il pas la conséquence du renoncement à donner forme à un projet politique – qu'on l'appelle parti, organisation, front, mouvement, peu importe – sans laquelle la politique, si fortement invoquée, ne serait qu'une politique sans politique ?



## CULTURE

### Poésie et révolution, dialectique et magie : Breton (et Mabilille) parmi les « messagers de la tempête » haïtienne de 1946

Andrea D'Urso

UNE NOUVELLE OCCASION de reparler de surréalisme et révolution nous est offerte par le récent livre de Gérard Bloncourt et Michael Löwy.<sup>1</sup> Ce dernier est peut-être le plus connu des deux auteurs, que ce soit pour les ouvrages qu'il a publiés ou comme militant de la Ligue Communiste Révolutionnaire. Sans doute sait-on moins que Löwy est également, depuis 1978 environ, membre du groupe parisien du mouvement surréaliste qui a survécu à la mort de son grand inspirateur, André Breton, mais aussi à la tentative, en 1969, de décréter la fin du mouvement lui-même par un coup de force de Jean Schuster et de quelques autres. C'est ce à quoi Vincent Bounoure s'est opposé obstinément, suivi par ceux qui ne pouvaient pas renoncer – pour employer une formule spinoziste – à cette « persistance dans leur être » surréaliste. Le principal mérite de ce livre est d'être le premier, semble-t-il, à publier le récit d'une participation en première ligne aux journées haïtiennes du 7 au 11 janvier 1946. Ces journées, connues sous le nom des Cinq Glorieuses, entraînent la chute du président-dictateur Elie Lescot mais débouchèrent sur l'instauration d'un pouvoir militaire. Bloncourt est précisément un des protagonistes de ces événements.

#### **« Les puissances qui couvent » (Breton) : la tradition révolutionnaire d'Haïti**

En guise de repères historiques qui faciliteraient cette lecture, il faut brièvement rappeler que le tiers occidental de cette île découverte en 1492 par Christophe Colomb et nommée Hispaniola, est devenue en 1697 colonie de la France sous le nom de Saint-Domingue. L'écho de la Révolution française provoqua dès 1791 de multiples soulèvements (les blancs pour la liberté du commerce, les mulâtres et les noirs créoles pour les droits politiques, les Africains déportés – à l'origine du phénomène du marronage – contre la servitude), si bien qu'en 1793, Sonthonax, envoyé par l'Assemblée nationale pour apaiser les révoltes, proclama la libération des esclaves. On sait qu'en 1794 la Convention ratifia cette décision et abolit l'esclavage. Dès qu'il en prit connaissance, Toussaint Louverture, un ancien cocher noir, décida d'organiser une guerre d'indépendance qui, malgré sa mort dans les prisons françaises, résista aux puissantes armées napoléoniennes envoyées en 1802 pour l'écraser. Après deux ans de combats féroces, en janvier 1804, le général noir Dessalines proclama l'indépendance de cet Etat, depuis lors appelé Haïti.

<sup>1</sup> *Messagers de la Tempête. André Breton et la Révolution de janvier 1946 en Haïti*, Le Temps des cerises, éd., Pantin, 2007. Les références de page dans le corps de l'article renvoient à cet ouvrage. Signalons aussi un compte rendu de ce livre par G. Bounoure dans *Critique Communiste*, n° 183, mai 2007, et le nôtre dans *Grachiva*, n° 7, mai 2008.

Que Hegel ait pu tirer de cette expérience sa dialectique du maître et de l'esclave, comme le prétend une hypothèse assez sérieuse,<sup>2</sup> ne donnerait que plus d'importance à celle qui fut la première révolution indépendantiste des Amériques (si l'on excepte la guerre de sécession américaine de 1776). L'histoire des vexations financières qu'a subies l'île tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle de la part de certains pays d'Europe et des Etats-Unis serait bien longue. On se contentera de rappeler que pendant le siècle suivant, Haïti fut sous le contrôle militaire américain direct de 1915 à 1934, date de son abolition par le président Sténio Vincent. C'est suite à sa démission en 1941 que fut élu Elie Lescot, ami des Américains et de Trujillo, le dictateur dominicain. Puis, en 1946, la crise économique (aggravée par les USA) et le mécontentement populaire motivèrent les grèves des travailleurs à la suite des étudiants qui dénonçaient depuis quelque temps déjà les lois d'exception et le silence imposé à l'opposition politique. Le lecteur trouvera de quoi approfondir sa connaissance des événements de 1946 dans le témoignage passionné de Bloncourt (p. 69-122) sur ces journées insurrectionnelles qui échouèrent à se transformer en révolution.

Du point de vue de la sociologie littéraire, d'autant plus que « cette fusion explosive entre poésie et insurrection, surréalisme et révolte sociale, est un cas peut-être unique dans l'histoire des révolutions modernes » (p. 10), il faut dire quelques mots sur les plus proches camarades de Bloncourt (lui même peintre, photographe, poète et écrivain) : René Depestre et Jacques Stephen Alexis. Depestre est l'auteur des *Etincelles* (voir les annexes, p. 162-168), qu'un jeu de mots pourrait définir comme des poésies incendiaires que les jeunes étudiants haïtiens ont accueillies avec enthousiasme. Cela lui a valu une certaine célébrité, même auprès des institutions officielles. En fait, c'est à cause de sa réputation qu'il fut choisi comme rédacteur en chef pour le projet d'une revue agitatrice imaginée par Alexis. Quand la revue a été interdite, il a été arrêté avec Théodore Baker, qui faisait partie comme lui d'un groupuscule de camarades de classe « qui se surnommaient eux-mêmes « la clique » » (p. 92). Après son arrestation, Depestre fut exilé à Cuba et par la suite il embrassa une carrière diplomatique à l'Unesco. Alexis, écrivain communiste parmi les plus importants de la littérature haïtienne était probablement le disciple le plus authentique de Jacques Roumain, filiation qu'il avait revendiquée auprès de Bloncourt, à qui il prétendit aussi être un descendant de l'esclave Dessalines (p. 88-89). Il a subi un sort plus tragique que celui de ses camarades : resté dans l'île, pour continuer la lutte contre l'oppression il a été finalement assassiné en 1961 par les tontons macoutes, les gardes du nouveau dictateur François Duvalier, appelé Papa Doc. Soutenu par les Etats-Unis de 1957 jusqu'à sa mort en 1971, il a laissé le pouvoir en héritage à son fils Jean-Claude, renversé en 1987.

Ce Jacques Roumain, si loué par Alexis, écrivit le chef-d'œuvre de la littérature haïtienne, *Gouverneurs de la rosée*, publié après sa mort à trente sept ans des suites du paludisme contracté en prison, où il séjourn

<sup>2</sup>/ Susan Buck-Morss, *Hegel and Haiti*, Paris, Lignes-Léo Scheer (éd.), 2006.

souvent pour son activité culturelle et politique contre l'occupation américaine. Il fonda le Parti communiste haïtien (1934), et pour cette raison fut à nouveau emprisonné et exilé (p. 90-91). On est donc forcé de penser à cette conjonction souvent évoquée – et non sans danger – sous le nom de « littérature et politique », dont nous avons certainement d'autres exemples dans la région géographique en question. Il suffit de songer au poète et député communiste de la Martinique, Aimé Césaire, cité à raison dans le livre, pour son rôle – au-delà de son séjour en Haïti –, dans la prise de conscience culturelle et politique exprimée par le concept de *négritude*. Il faut aussi préciser qu'Alexis et Bloncourt ont renoncé à leur projet de revue au profit de celui conçu par « la clique » de Depestre (p. 94). De cette conjonction d'intentions et d'énergies est née la revue *La Ruche*, qui a publié certains des discours d'André Breton. Selon Bloncourt et Löwy, « ces étincelles sont tombées sur une poudre sèche et inflammable : la rage du peuple haïtien et son désir de liberté » (p. 10).

### **La rencontre de la liberté et de la nécessité dans le hasard objectif. Breton en Haïti.**

Venons-en au cœur de la thèse soutenue par Löwy dans la première partie du livre. On ne s'attardera plus sur le fait que les trois jeunes « abeilles » de vingt ans à peine, qui furent les meneurs des Cinq Glorieuses, étaient des artistes eux-mêmes. Comme le dit Löwy, cela « a sans doute favorisé la réception de la parole de Breton » (p. 25), venu de New York (où il se trouvait en exil) faire des conférences à l'invitation du surréaliste Pierre Mabille. D'évidence, les interrogations de Löwy portent sur cette « coïncidence » entre la visite de Breton et l'éclosion de la Révolte de janvier 1946 : « Est-ce le discours de Breton, est-ce un autre article, est-ce l'ensemble du numéro » qui provoqua la saisie de *La Ruche* le 2 janvier 1946, et quelles assertions de Breton contribuèrent-elles, indépendamment de ses intentions, à ces événements (p. 24-26) ?

Löwy, « sachant pertinemment que les jeunes marxistes haïtiens avaient des projets insurrectionnels bien avant l'arrivée de Breton », ne s'arrête pas sur ces derniers. Tout en déclarant ne pas vouloir surestimer le rôle de Breton, d'autant plus que ce dernier l'avait lui-même ramené à de plus justes proportions dans une interview, en parlant d'« un concours de circonstances comme cela n'arrive qu'une fois dans la vie », <sup>3</sup> il nous invite à partager sa conviction que Breton apporta « quelque chose à la gestation [...] d'une atmosphère orageuse favorable à un grand élan émancipateur » (p. 26). Dans son premier discours (hôtel Savoy, 7 décembre 1945), reproduit dans le numéro spécial de *La Ruche* du 1<sup>er</sup> janvier 1946 saisi par la police, Löwy repère trois éléments qui sont foncièrement susceptibles de trouver un écho chez les auditeurs : une « foi sans limites dans le génie de la jeunesse », selon les mots de Breton, « l'hommage rendu au passé révolutionnaire d'Haïti »

et la citation d'un passage particulièrement vif du roman de Roumain (p. 27-28). Les propos concernant

<sup>3</sup>/ Cf. p. 39 et A. Breton, *Œuvres complètes*, t. III, Gallimard, 1999, p. 1217, où sont aussi recueillies les conférences haïtiennes.

la misère du peuple haïtien, sa condition « pathétique » et le rôle du matérialisme dialectique envisagé par le surréalisme dans l'action sociale, qui ont été l'objet de la conférence officielle du 20 décembre au théâtre Rex (reproduite dans *Conjonctions*, le 1<sup>er</sup> janvier également, sans que la revue soit saisie) ont probablement contribué « à préparer l'ouragan tropical » (p. 30-32).

Löwy, fidèle à l'interprétation de l'« influence » que donnait son maître, Lucien Goldmann, non pas « réception passive » mais plutôt « choix actif », conclut que « les jeunes < abeilles > de *La Ruche* et la mouvance la plus active de la jeunesse étudiante avaient besoin d'une parole radicale qu'ils ont trouvée dans les interventions de Breton. Ils ont reconnu celles-ci comme l'expression de leurs sentiments les plus profonds de révolte et d'espérance. Ils en ont fait un de leurs drapeaux dans leur revue. Ils s'en sont emparés < comme d'une arme > » (p. 40). Il n'en reste pas moins que Löwy définit comme « magique » le rendez-vous au Savoy et que, pour lui, Breton a été « un des messagers de la tempête de janvier 1946. Ou plutôt, un des sorciers qui, comme les hougans du vaudou, ont le don sacré de prononcer les paroles enchantées qui déclenchent la foudre... » (p. 26). Là, son discours se calque apparemment sur ceux de Depestre et du poète Paul Laraque, parlant tous deux de la « tête léonine » de Breton, peint en prophète, dieu, ange et mage (voir les documents p. 50-66).

De toute évidence, dans ces pages de Löwy nous trouvons plus manifestement que dans ses études historiques et sociologiques précédentes l'attitude surréaliste du philosophe marxiste. Il est ici moins intéressé à une reconstruction méthodologique des événements qu'à mettre en lumière les phrases des textes de Breton qui ont pu exciter les esprits des jeunes Haïtiens. Même s'il précise que Breton n'a donné que deux conférences avant la grève des étudiants qui s'est transformée en grève générale et qui s'est terminée avec la chute du régime Lescot, Löwy n'hésite pas à se référer également aux commentaires des événements qu'on peut retrouver dans les conférences qui suivirent les Cinq Glorieuses, parmi maintes pages de littérature. Il faut donc considérer ce sujet de plus près, tout en restant dans les limites de cet article. Car, de même qu'il est important de lire en parallèle le récit de Bloncourt concernant l'attentat raté contre Lescot qui fut préparé par lui et Alexis à l'occasion de la conférence au Rex, bien que ce ne fut pas la première tentative (p. 98-99), il est sans doute intéressant et profitable de rappeler également les observations d'un surréaliste qui nous parle en matérialiste, ne fût-ce qu'en hommage au jeu dialectique du hasard objectif si attentivement scruté par le surréalisme, mais aussi pour ajouter à *Messagers de la tempête* des éléments accessoires qui font pendant à l'exposé de Bloncourt. En fait, l'arrivée de Breton et son ascendant sur les jeunes Haïtiens ne pourraient pas être expliqués si l'on omettait la référence à un de ses amis intimes : Pierre Mabille. Malgré l'oubli des critiques dont sont victimes ses contributions à la définition d'un regard surréaliste sur le savoir humain, influençant parfois, et surtout pour certains aspects, Breton lui-même, il est, à notre avis, un des plus grands auteurs

de la conjonction réalisée entre le surréalisme et la *dialectique matérialiste*, et ce pendant une période tragique de l'histoire humaine où le matérialisme et la dialectique servaient scandaleusement à justifier les pires atrocités.

### **Mabille et Haïti ou « l'anthropologie de la magie » démythifiée**

Médecin de profession, pour fuir la persécution de la Gestapo fichant les surréalistes et visant notamment les francs-maçons et les communistes, Mabille arriva en juillet 1941 à Port-au-Prince (Haïti) où il devint, tout d'abord, l'ami du fils Gérard et, plus tard, du président Lescot lui-même. Il acquit une réputation considérable par son travail de médecin, ainsi que par son engagement intellectuel pour faire connaître la littérature française et s'enrichir de la culture haïtienne. Ce n'est pas un hasard si, quoique blanc, il fut admis – avec sa femme puis avec Breton<sup>4</sup> – aux rites vaudou de l'île, tant et si bien qu'il prit même un nom cérémoniel et qu'il fut reçu avec tous les honneurs à son retour après un bref séjour à Paris en 1945. En sa qualité de délégué culturel et fondateur de l'Institut français, il organisa alors des actions de soutien pour permettre à des boursiers d'aller en France, il tint lui-même des conférences et il fit connaître aux jeunes Haïtiens des poètes et des peintres talentueux et célèbres, tels qu'Aimé Césaire, Wifredo Lam, Magloire Saint-Aude et, justement, André Breton. L'université haïtienne, où Mabille enseigna dès 1942, observa une minute de silence à la nouvelle de sa mort en 1952.<sup>5</sup>

Pour revenir à nos auteurs, tous les deux rappellent son rôle, que nous sommes fondés à définir comme révolutionnaire et préparatoire sur le terrain culturel. Bloncourt, que Mabille cacha alors qu'il était recherché par la police et obtint que sa condamnation soit changée en exil, y est également revenu lors d'une présentation publique du livre organisée à Paris le 5 juin 2007 par le groupe surréaliste, en expliquant précisément ce que signifiait pour des jeunes de découvrir la poésie surréaliste, les enjeux des *Manifestes*, la peinture de Lam, etc. L'intérêt de Löwy pour Mabille porte évidemment sur la contingence de la venue de Breton et de son attraction vis-à-vis de « la constellation noire des Caraïbes » (p. 15). Étrangement, Löwy n'inclut pas Mabille dans sa brève liste des surréalistes (Breton, Péret, Leiris et Bounoure) chez qui, selon la formule qu'il propose sans pourtant la développer, existerait « une sorte d'*anthropologie de la magie* – qui est en même temps une anthropologie du désir [cette expression est due à Bounoure, nda] – qui leur permet de construire des vases communicants entre l'hermétisme, le romantisme, le surréalisme et les cultures dites « primitives » » (p. 20).

Une lecture approfondie du livre de Bloncourt et Löwy d'une part et des écrits de Breton de l'autre confir-

<sup>4</sup>/ Cf. son souvenir dans « Pont-levis », introduction à la réimpression du *Miroir du merveilleux* de Mabille (Editions de Minuit, 1962), et A. Breton, *Perspective cavalière*, Gallimard, 1970, cité par Löwy, p. 21.

<sup>5</sup>/ Informations tirées de R. Laville, *Pierre Mabille : un compagnon du surréalisme*, faculté des lettres et sciences humaines de l'université de Clermont-Ferrand II, 1983.

merait très probablement les réflexions oubliées de Mabille qui écrivait : « Pour conclure de la Magie, il convient de participer, de se joindre tout en demeurant observateur lucide. Cette nécessité s'impose à la science qui ne peut plus se séparer dans l'abstraction. Tâche difficile, [...] comme la dialectique de la vie. [...] En définitive le seul moyen de juger réside dans la qualité de la lumière produite par le mage. [...] L'éthique ne peut être un système de barrières et de répressions, elle doit être une indication permettant à l'effort de l'être d'atteindre son maximum » qui n'est pas à confondre avec l'optimum économique et égoïste de la morale bourgeoise. Bien au contraire, l'initiation de l'adepte qui meurt en tant que profane « aboutit à transformer les forces intérieures qui dans l'homme visent à la conquête, à la puissance, à la recherche du prestige personnel, en des forces moins directement intéressées ; cette transmutation préparée par les épreuves successives ouvre la porte de la Magie ». C'est donc « la métamorphose interne du mage [qui] assure la véritable différence entre lui et un prestidigitateur, peut-être davantage que la connaissance qui reste néanmoins capitale », si bien que « ce climat psychique et physique, de tension interne mêlée au désintéressement, à une relative vacance, est la condition indispensable pour que s'établisse le contact entre l'homme et les hommes ». <sup>6</sup> Aussi, c'est précisément Mabille qui tient compte des forces tout autres que magiques à l'intérieur des événements haïtiens. Il ramenait à de plus justes proportions le rôle de Breton qui, déjà après la première réunion littéraire au café avec les jeunes poètes haïtiens, lui confia « qu'il avait eu l'impression que l'on cherchait à l'entraîner sur le terrain politique et à interpréter ses paroles. Il décida donc de mettre un terme à ces réunions et de supprimer tout contact personnel avec les leaders de la jeunesse ». Quant aux autres conférences officielles, prononcées après la chute du régime Lescot, Mabille écrivait que « malgré la prudence dont a fait preuve André Breton qui pendant cinq jours n'est pas descendu en ville pour éviter un incident (manifestation, etc.), il était évident à ce moment que sa présence en Haïti servirait de prétexte à une campagne contre moi ». <sup>7</sup>

Effectivement, en février, Breton d'abord et Mabille ensuite furent « invités » à quitter l'île. Et c'est précisément sur le bateau en partance de Puerto Plata (République dominicaine) que Breton reconnut un des protagonistes des Cinq Glorieuses, Bloncourt, obligé, lui aussi, de s'éloigner d'Haïti. Ils eurent un bref échange d'opinions – divergentes – au sujet du parti communiste et des écrivains engagés. Le récit de Bloncourt s'arrête là. Mais il a affirmé publiquement que c'est seulement plus tard, après avoir connu en chair et en os Louis Aragon – son mythe – qu'il a, déçu, compris et partagé les critiques que Breton avançait depuis longtemps. Il estimait cependant hors de propos de les manifester dans un contexte où on ignorait complètement la situation de l'URSS, ainsi que la critique qu'en formulait Trotsky et les liens de ce dernier avec le surréalisme, et où les seuls textes connus, qui arrivaient en un exem-

<sup>6/</sup> Cf. « Neuf par 4 et 5 », dans *Hémisphères*, n° 5, 1945, p. 6-15, reproduit dans P. Mabille, *Messages de l'étranger*, Plasma, 1981, p. 149-167.

<sup>7/</sup> Les passages des lettres citées se trouvent dans R. Laville, *op. cit.*, p. 59-60.



plaire, étaient le *Manifeste du parti communiste* et *Matérialisme dialectique et Matérialisme historique*...

### Apports surréalistes à la théorie de la révolution

Sur ces bases, l'hypothèse de fond du livre – comme quoi le surréalisme trouva sur le terrain haïtien un champ explosif qui était déjà bien ensemencé et auquel manquait l'étincelle qui met le feu aux poudres – est alléchante. Il n'y a pas loin de là à accepter la thèse dialectiquement opposée que le surréalisme est lui-même un terrain fertile pour les révolutions, précisément parce qu'il se nourrit de la graine – ou de la flamme – de la révolte. Et puisque nous en connaissons la meilleure définition, si synthétique qu'elle soit, que Breton nous a léguée dans son *Arcane 17* et dans cette transmission du feu prométhéen que le surréalisme continue à perpétuer – « cette lumière [de la révolte] ne peut se connaître que trois voies : la poésie, la liberté et l'amour »<sup>8</sup> – nous ne nous étonnons pas de reconnaître, dans cette perspective, une conjonction avec ce *matérialisme poétique* qui, déjà dans le manifeste de la Fiari rédigé avec Trotsky et plus explicitement dans ces conférences de Breton, au facteur économique « dont nous n'avons garde de réduire l'importance » ajoute cet « élément lyrique »<sup>9</sup> dont chaque révolutionnaire devrait tenir compte ; ou encore avec le fait de trouver des poètes et des peintres qui sont prêts à prendre les armes par une disposition inconditionnelle pour la lutte contre toute oppression, jusqu'à y perdre la vie. Cependant, cela ne nous suffit pas ; au contraire, c'est justement là que s'ouvre la bifurcation qu'a tracée l'histoire – celle qui est écrite en capitales et celle du surréalisme – entre le choix de quelques soi-disant « poètes de la Résistance » (Aragon et Eluard) et la ligne qui fut définie par Breton et Trotsky en 1938 et prolongée ensuite par Benjamin Péret en 1945, dans *Le Déshonneur des poètes* : l'art révolutionnaire est indépendant par définition, il ne saurait servir l'action immédiate et ne doit pas se soumettre aux impératifs de n'importe quelle sorte de dictature.

Déjà un an auparavant, en 1944, quasiment comme une ré-extension de la théorie trotskiste de la « révolution permanente » du seul champ littéraire et artistique à la vie entière, et sur la base de cette conviction que « dans le mouvement incessant, il arrive que la forme libératrice de la veille devienne rapidement une force oppressive », Mabelle écrivait aussi que « l'élan révolutionnaire se confond pour nous avec la volonté *permanente* d'assurer le triomphe de la vie sur la mort. [...] tout en reconnaissant l'importance décisive des facteurs économiques dans l'évolution humaine, nous nous méfions d'une transformation qui n'attendrait que ce côté du problème

social ; de même que nous considérons qu'un simple changement de régime alimentaire est insuffisant pour changer l'homme ».<sup>10</sup>

Il est inutile de souligner combien ces mots que, de toute évidence, Breton connaissait ont pu influencer

<sup>8</sup>/ Editions Jean-Jacques Pauvert, 1965, p. 121.

<sup>9</sup>/ cf. p. 31 et A. Breton, *Œuvres complètes, op. cit.*, p. 163.

<sup>10</sup>/ « Le Paradis », dans *VVV*, n° 4, février 1944, New York, p. 36. L'italique est dans l'original, mais il est absent, ainsi que toute la dernière phrase, dans le texte reproduit par *Traversées de nuit*, Plasma, 1981, p. 30.

les conférences haïtiennes de ce dernier. Il nous semble donc possible de conclure que, tout en se fondant uniquement sur les conférences, l'affirmation suivante de Löwy ne présente aucune contradiction avec les formules de Mabilles, bien au contraire : « La révolution sociale n'est pas un but en soi, mais un moyen pour la libération de l'esprit humain... » (p. 32). Il faut préciser que par là nous entendons l'esprit avec ses implications psychiques, poétiques et créatrices qui sont enfouies ou étouffées par notre société. Ces trois termes doivent être entendus dialectiquement : car comprendre l'esprit de magie, c'est saisir la « magie » de l'esprit. Là aussi, pas de spiritisme : les démarches sont également matérialistes et concernent ce qui fut, dès le potron-minet du mouvement, l'intérêt crucial du surréalisme : « le fonctionnement réel de la pensée ». Michel Lequenne a heureusement révélé ce noyau : dans sa présentation des écrits de Vincent Bounoure, il dit qu'ils « prennent racine dans l'intelligence du surréel que Breton lui-même avait dégagée par un retour à Hegel/Marx [...] comprenant du même coup le surréel comme la tension d'intelligence du mouvement du réel. C'était, reprenant à la source le renversement matérialiste de l'hégélianisme, transformer la dialectique de l'Esprit en dialectique de l'esprit ». <sup>11</sup>

C'est d'autant plus vrai que, pendant les années 1970, Bounoure et nombre de surréalistes s'opposant aux diktats de Schuster s'adonnèrent à l'approfondissement de cette *dialectique de l'esprit* à travers de nouveaux jeux. D'ailleurs, dans le même texte cité ci-dessus, Mabilles affirmait déjà que « la dialectique cesse pour nous d'être une spéculation intellectuelle métaphysique pour s'incorporer à notre conscience quotidienne, pour s'incarner dans la connaissance ». <sup>12</sup> Et dix ans après, citant Mauss, Leroy et notamment Huizinga parlant du « caractère supralogique », c'est-à-dire *analogique*, « de notre situation dans le cosmos », Breton lui-même reliait la pratique ludique à la poésie, le jeu devant pouvoir rendre à cette dernière « le sens de l'immensité de ses pouvoirs perdus » <sup>13</sup>, ceux-là mêmes qu'il retrouvait dans les cultures « sauvages ». C'est, de ce fait, comme le dit Bounoure en définissant *l'anthropologie en tant qu'érotologie*, qu'elles offrent des éléments indispensables pour déterminer « les conditions dans lesquelles pourrait naître une civilisation ouverte à la satisfaction aussi bien qu'à l'expression entière du désir. Marquer ce lieu sur les cartes de l'esprit et le conquérir serait réinvestir l'homme de l'intégralité de ses pouvoirs et donner authentiquement au monde la parole ». <sup>14</sup>

Aucun doute que la culture haïtienne, avec son histoire et sa poésie « couvant » dans une tradition de révolution et de magie à la fois, ait enseigné aux Européens (plus qu'elle n'ait appris d'eux) quelque chose sur la dialectique de la vie et de la pensée – de Hegel jusqu'aux surréalistes, pour le moins.

<sup>11</sup>/ M. Lequenne, « Vincent Bounoure ou la dialectique surréaliste », dans V. Bounoure, *L'Événement surréaliste*, L'Harmattan, 2004, p. 6.

<sup>12</sup>/ « Le Paradis », *op. cit.*, p. 35.

<sup>13</sup>/ « L'un dans l'autre », *in Médium* (n. s.), n° 2, février 1954, p. 17-20.

<sup>14</sup>/ « Anthropologie philosophique », dans V. Bounoure, *Le Surréalisme et les Arts sauvages*, L'Harmattan, 2001, p. 46.

# Bienvenue chez les prolos

## Le cinéma populaire français et la lutte des classes

Régis Dubois

« La question de la culture est absolument et incontestablement une question politique. »  
Stuart Hall <sup>1</sup>

AU PRINTEMPS DERNIER, *Bienvenue chez les Ch'tis* créait la surprise générale en se hissant au sommet du box-office français, engrangeant quelque vingt millions d'entrées en salle, devançant ainsi *La Grande Vadrouille*, indétrôné depuis 1966. Plus d'un Français sur trois, tout âge confondu, est allé voir le film de Dany Boon au cinéma. Autant dire qu'avec la sortie DVD et les futures diffusions télévisées, plus d'un Français sur deux l'aura vu. Comment alors expliquer un tel succès que certains n'hésitent pas à qualifier de « phénomène de société » ? La promotion ? Elle est bien moindre que pour *Astérix 3*, par exemple. Une critique journalistique favorable ? Rien n'est moins sûr, la condescendance voire le mépris de la presse élitiste étant une constante en la matière. La présence de stars au générique ? Si peu. Il me semble que ce qui a fait le succès du film, c'est avant tout le fameux « bouche à oreille ». Et je dirais même que c'est surtout les classes populaires qui ont creusé la différence et qui ont largement contribué à faire de *Bienvenue chez les Ch'tis* un succès historique. Car l'on sait qu'elles se rendent habituellement peu au cinéma, comparé aux classes supérieures <sup>2</sup>, et que c'est à partir du moment où elles se pressent en masse dans les salles obscures que l'on peut véritablement parler d'un succès au box-office. Un succès populaire, donc, dans tous les sens du terme.

Aussi, ce qu'il semble intéressant de mesurer ici, c'est le potentiel de mobilisation d'un tel film. Autrement dit, la capacité, à un moment donné, d'une œuvre filmique à rencontrer et à répondre à « l'horizon d'attente » d'un grand nombre de Français, et en particulier à celui des classes populaires. Qu'est-ce qui fait, en effet, que certains films connaissent un tel succès de masse <sup>3</sup> ? Répondre en invoquant uniquement le pouvoir de mobilisation de la promotion serait, il me semble, une erreur. Ce serait encore penser, comme le suggèrent bon nombre de nos élites intellectuelles, que les « Fran-

<sup>1</sup> Cité par Maxime Cervulle in Stuart Hall, *Identité et Cultures. Politiques des cultural studies*, éditions Amsterdam, 2007, p. 9.

<sup>2</sup> Par exemple 15 % des « ouvriers non-qualifiés » déclarent être allés au cinéma plus de onze fois dans les douze derniers mois contre 41 % des « cadres et professions intellectuelles supérieures ». Mais surtout, un tiers des classes populaires (ouvriers et employés) déclarent n'y aller qu'une ou deux fois par an (contre 12 % des cadres), ce sont donc bien elles, il semblerait, qui font la différence lors d'un grand succès au box-office (chiffres tirés de Emmanuel Ethis, *Sociologie*

*du cinéma et de ses publics*, Armand Colin, 2007, p. 20).

<sup>3</sup> Liste des 9 plus grands succès du box-office français totalisant plus de 10 millions d'entrées : *Bienvenue chez les Ch'tis* (D. Boon, 2008, environ 20 millions), *La Grande Vadrouille* (G. Oury, 1966, 17,27), *Astérix et Obélix : mission Cléopâtre* (A. Chabat, 2002, 14,37), *Les Visiteurs* (J. M. Poiré, 1993, 13,78), *Le Petit monde de Don Camillo* (J. Duvivier, 1952, 12,79), *Le Corniaud* (G. Oury, 1965, 11,74), *Taxi 2* (G. Krawczyk, 2000, 10,30), *Trois hommes et un couffin* (C. Serreau, 1985, 10,25), *Les Bronzés 3 – Amis pour la vie* (P. Leconte, 2006, 10,22). Sources : site CNC.

çais ordinaires » ne sont qu'un troupeau de moutons passifs et aliénés. Or, il me semble que c'est un peu facile de considérer la majorité des Français <sup>4</sup> comme des imbéciles écervelés qui n'auraient aucun esprit critique. Comme le rappelle Richard Hoggart, mais aussi d'autres après lui (Michel de Certeau ou Stuart Hall, par exemple <sup>5</sup>), les classes populaires « ne sont certainement pas aussi stupides que le donne à penser la nourriture spirituelle commerciale qu'ils reçoivent » <sup>6</sup>. Autrement dit, les personnes issues de milieux dépourvus de « capital culturel légitime » ne sont pas pour autant dupes de ce qu'elles voient et de ce qu'elles consomment.

Bref, je me suis penché sur la question en visionnant les plus grands succès du cinéma français et en tentant de comprendre ce qui les rassemblait et surtout ce qui pouvait faire échos dans ces œuvres aux préoccupations et aux désirs des Français « moyens ». Je dois dire que j'y suis d'abord allé à reculons, pensant y déceler un discours poujadiste et, par bien des aspects, « franchouillard ». Or ce ne fut pas le cas. J'y ai même plutôt vu une remise en cause salutaire de la domination bourgeoise.

### Culture populaire et culture d'élite

Avant d'entrer dans le vif du sujet, un détour par la réception des films s'impose, tant il me semble que la lutte des classes se joue aussi, surtout aujourd'hui, sur le terrain culturel et symbolique. Or, que constatons-nous au sujet de la critique ? Essentiellement qu'il existe bien deux tendances en France : d'un côté, une critique « grand public » qui encense volontiers les films populaires et, de l'autre, une critique « savante » qui défend surtout les films « d'auteurs », autrement dit les œuvres sérieuses qui seront surtout vues par les classes moyennes et supérieures <sup>7</sup>. Je ne prendrai qu'un exemple, à mon avis fort révélateur, de la condescendance des élites envers le cinéma populaire. Il s'agit de l'extrait d'un article paru dans *Libération*, le 21 juillet 2006, à l'occasion de la disparition de Gérard Oury, le cinéaste français qui a placé le plus de grands succès populaires au box-office français, article signé d'un éminent-critique-et-historien du cinéma (ex-rédac-chef des *Cahiers du Cinéma*), Antoine de Baecque pour ne pas le citer : « Dans les dictionnaires du cinéma, il arrive juste devant Ozu. C'est le seul titre de gloire de Gérard Oury qui, disons-le tout net, comme cinéaste, n'a pas grand-

4/ On peut considérer que les classes populaires constituent 60 % de la population française : 30 % d'ouvriers et 30 % d'employés.

5/ Ces trois auteurs figurent en bonne place dans l'élaboration de ce que l'on appelle les *cultural studies*, ou études socioculturelles, qui ont pour but d'analyser les pratiques culturelles des classes populaires (et des dominés au sens large) sans préjugés ni mépris. Citons trois ouvrages phares : Richard Hoggart, *La Culture du pauvre*, éditions de Minuit, 1970 ; Michel de Certeau, *L'Invention du quotidien*, Seuil, 1990 ; et Stuart Hall, *Identités et Cultures. Politiques des cultural studies*, op. cit.

6/ Richard Hoggart, *33 Newport Street, auto-*

*biographie d'un intellectuel issu des classes populaires anglaises*, Seuil, 1991, p. 239.

7/ Dans le sondage « Les films et les acteurs préférés des Français », Stéphane Marcel note : « Même si la hiérarchie reste identique, les catégories populaires citent plus fréquemment *Les Visiteurs*, *Taxi* ou *Un indien dans la ville* – des films récents –, alors que les cadres supérieurs et professions intermédiaires leur préfèrent *Le Grand Bleu*, *La Traversée de Paris* ou *Les Enfants du Paradis*, plus classiques » (enquête réalisée pour le compte de Nestlé, le 28 avril 2000, auprès d'un échantillon national de 1131 individus, représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus : [www.tns-sofres.com/etudes/pol/280400\\_cinema\\_n.htm](http://www.tns-sofres.com/etudes/pol/280400_cinema_n.htm))

chose pour lui. Pas même le culte du mauvais goût. Quand un comique finit à l'Académie des beaux-arts, ce n'est jamais bon signe. Oury a tourné quelques films du dimanche soir en exploitant une identique recette et l'œil rivé sur les recettes : un scénario fondé sur le quiproquo et la poursuite, quelques allusions à l'actualité récente, en évitant surtout de prendre position, et un casting reposant non pas sur une mais deux vedettes comiques tout en contraste : Bourvil et de Funès dans *Le Corniaud* puis *La Grande Vadrouille*, Belmondo et Bourvil dans *Le Cerveau*, Montand et de Funès dans *La Folie des grandeurs*. Contrairement à ce qu'on lui concède parfois, Oury n'est pas un très bon technicien, rendant une copie tout juste passable sur le petit écran de la télé, où il a fait les beaux jours des week-ends cathodiques ». Sans polémiquer, je me demande bien ce qu'aurait écrit cet auteur, s'il avait vécu à leurs époques, des pièces de Molière ou des premiers burlesques de Chaplin...

Pour bien prendre la mesure de cette domination symbolique des élites (qui font tout pour culpabiliser les classes populaires d'aimer de « mauvais objets culturels ») j'ai comparé la réception critique des douze plus grands succès du box-office français de ces dix dernières années, soit : *Bienvenue chez les Ch'tis*, *Astérix et Obélix : mission Cléopâtre*, *Taxi 2*, *Les Bronzés 3 – Amis pour la vie*, *Astérix et Obélix contre César*, *Le Fabuleux Destin d'Amélie Poulain*, *Les Choristes*, *La Vérité si je mens 2*, *Taxi 3*, *Camping*, *Le Placard* et *Le Pacte des loups*. Sur quarante-neuf critiques de la presse dite « savante » (*Le Monde*, *Libération*, *Positif*, *Télérama* et les *Inrockuptibles*), 42,3 % sont négatives et 30,7 % sont positives. Sur trente-six critiques de la presse dite « grand public » (*Studio*, *Première*, *Ciné Live*, *Paris-Match* et *Télé 7 jours*), 7,5 % sont négatives et 62,5 % sont positives. Autrement dit, on peut affirmer sans grand risque que la presse « savante » aime moins les films populaires que les périodiques plus « grand public ». Mais ce qu'il serait intéressant d'analyser surtout, c'est pourquoi les élites aiment moins ces films. Par soucis de distinction ? Sans aucun doute. Par goût ? Bien sûr, à condition de garder à l'esprit qu'il s'agit de « goûts bourgeois ». Ou parce que ces films ne s'adressent pas à eux ? C'est, il me semble, une piste intéressante à creuser.

### **Bienvenue chez les Ch'tis**

*Bienvenue chez les Ch'tis* met en scène « un directeur de la poste de Salon-de-Provence, Philippe Abrams (Kad Merad), marié à Julie, dont le caractère dépressif lui rend la vie impossible. Pour lui faire plaisir, Philippe fraude afin d'obtenir une mutation sur la Côte d'Azur. Mais il est démasqué : il sera muté à Bergues, petite ville du Nord. Pour les Abrams, sudistes pleins de préjugés, le Nord c'est l'horreur, une région glacée, peuplée d'êtres rustres, éructant un langage incompréhensible, le « cheutimi ». Philippe ira seul. A sa grande surprise, il découvre un endroit charmant, une équipe chaleureuse, des gens accueillants, et se fait un ami : Antoine (Dany Boon), le facteur et le carillonneur du village, à la mère possessive et aux amours contrariées. Quand Philippe revient à Salon, Julie refuse de croire qu'il se plait dans le Nord. Elle pense même qu'il lui ment pour la ménager. Pour

la satisfaire et se simplifier la vie, Philippe lui fait croire qu'en effet, il vit un enfer à Bergues. Dès lors, sa vie s'enfonce dans un mensonge confortable...» (synopsis de allociné.com)

En parcourant la presse, j'ai été étonné (à moitié, à vrai dire) de constater qu'aucune des critiques de *Bienvenue chez les Ch'tis* n'avait véritablement insisté sur la question de la lutte des classes qui, pourtant, me semble bien présente dans ce film. C'est personnellement la première chose que j'y ai vue. Mis à part un article trouvé sur internet (sur le site avoir-alire.com), signé Frédéric Mignard, qui évoque un « phénomène anti-sarko » parce qu'anti-bling-bling, la plupart des autres observateurs ont essentiellement insisté sur la question régionale : en gros, la revanche du Nord sur le Sud (« la réhabilitation d'une région blessée », dixit Claude Askolovitch<sup>8/</sup>), ce que suggère d'ailleurs le résumé ci-dessus. Or il me semble, et malgré le triomphe qu'a connu le film dans le Nord de la France, qu'on ne peut pas sérieusement expliquer un tel succès au box-office en invoquant seulement l'alibi régionaliste. Sinon, pourquoi le film de Dany Boon aurait-il connu un triomphe dans la France entière ?

Il me semble, en effet, qu'au-delà de cette thématique régionale pointe un autre sous-texte plus à même de toucher les spectateurs d'où qu'ils viennent : l'antagonisme de classes. Car que nous dit ce film ? Il n'insiste pas seulement sur l'opposition entre le méridional (Kad Merad) et le Ch'timi (Dany Boon), mais aussi sur la différence qui oppose de prime abord le cadre, directeur de la poste, et le simple employé, postier. D'ailleurs, tout dans le récit renvoie l'un et l'autre à son appartenance de classe : la hiérarchie, la façon de parler, les goûts en matière de boisson ou d'alimentation (les fameux frites-Picon-bières). Et comme il se doit, ces différences culturelles seront à l'origine des premiers malentendus et des premiers gags. Par exemple, lorsque le directeur suit ses employés à « la baraque à frites » en pensant se rendre dans un restaurant au nom pittoresque. Il suffit, par ailleurs, d'observer attentivement les intérieurs et les proches des uns et des autres pour comprendre que les personnages interprétés par Kad Merad et Dany Boon ne vivent pas dans le même monde. L'un appartient incontestablement à la petite-bourgeoise provinciale, l'autre à la classe populaire du Nord de la France. Or, vu sous cet angle, il me semble que *Bienvenue chez les Ch'tis* ne met pas seulement en scène la revanche des gens du Nord sur ceux du Sud, mais aussi la réhabilitation de la culture populaire au détriment de la culture bourgeoise.

Ce sous-texte passe essentiellement par l'évolution du personnage du directeur qui va peu à peu s'acclimater à ce nouvel environnement et même littéralement « s'encanailler » au contact de ses nouveaux camarades (voir, parmi d'autres, la scène du stade). Ce faisant, il va s'attacher à ce petit monde d'employés et se lier d'amitié avec le personnage joué par Dany Boon, un postier vieux garçon, limite alcoolo. Vers la fin du film, le directeur avouera d'ailleurs qu'il nourrissait au départ quelques « clichés » et « lieux communs » sur ces gens qu'ils

<sup>8/</sup> Claude Askolovitch, « La passion Ch'tis : les secrets d'un film antidéprime », in *Le Nouvel Observateur*, 17 avril 2008.

pensaient « un peu basiques, simples, un peu rustres, parfois vulgaires, abrutis, arriérés ». Il me semble que ces traits valent tout autant, ici, pour l'origine géographique de ces Ch'tis que pour leur origine sociale. Aussi, le film joue-t-il constamment sur la confusion – et l'imbrication – des deux paramètres, insistant par exemple sur le côté « Deschiens » et donc « beauf » de ces Ch'timis (d'ailleurs l'un d'eux est interprété par un comédien de la troupe des Deschiens). Notons, par ailleurs, que tous les personnages identifiés comme appartenant à la classe populaire sont présentés dans le film de façon positive malgré leurs petits travers, comme l'alcoolisme de Boon ou l'autoritarisme de sa mère interprétée par Line Renaud. Et à l'inverse, hormis le personnage joué par Kad qui évolue au cours du film, ceux appartenant aux classes supérieures (dont Julie, sa propre épouse) sont dépeints comme, peu ou prou, antipathiques, stressés, paranos, superficiels et intolérants. Comment s'étonner dès lors que les « élites » gentiment ridiculisées par le film l'aient moins aimé (si l'on s'en réfère à la presse élitiste) <sup>9</sup> ? De la même façon, on peut imaginer que si les classes populaires ont fait un succès au film c'est sans doute parce que, précisément, *Bienvenue chez les Ch'tis* leur permet, par procuration, de prendre leur revanche sur les élites.

### La revanche des classes populaires

Cette interprétation me semble d'autant plus fondée que nombreux sont les grands succès populaires à fonctionner sur le même schéma narratif. Constatons d'abord que la plupart des « héros » de ces films sont justement des « petites gens », des gars ordinaires, des gens simples. Bourvil (*Le Corniaud*), Fernandel (*Le Petit Monde de Don Camillo*), Jacques Villeret (*Le Dîner de cons*), Djamel (*Astérix et Obélix mission Cléopâtre*), Sami Naceri (*Taxi 2*), Daniel Auteuil (*Le Placard*), Dany Boon (*Bienvenue chez les Ch'tis*). Tous interprètent des personnages sans grand panache, de braves types très ordinaires et un peu simplets, souvent « ingrats » physiquement. Dans *La Grande Vadrouille*, par exemple, Bourvil et De Funès ne sont pas vraiment des « héros » de la Résistance, ou alors malgré eux. Ce statut leur tombe littéralement dessus (à l'instar des parachutistes anglais) et ils seront contraints de prendre le maquis à leur grand regret. *Amélie Poulain* nous présente pareillement une galerie de petites gens attachants : Amélie, une serveuse introvertie et pas franchement gâtée par la vie, entourée de ses collègues et voisins, tous plus pittoresques, attachants et simples les uns que les autres. Dans *Le Placard*, Daniel Auteuil interprète un chômeur en sursis, un comp-

<sup>9</sup>/ Disons quand même que, dans l'ensemble, le film a été relativement bien reçu par la presse élitiste, ce qui est fort rare pour un film « commercial ». Régis Soubrouillard avance une explication intéressante : « Lassée de se voir représenter en élite (croqueuse de films), inapte à se laisser transporter par la légèreté d'une comédie populaire, à la sortie du film, la prudence ou la bienveillance, sinon une indulgence simulée, ont nettement dominé. Même les *Inrockuptibles* se sont

demandé « Pourquoi, malgré sa nullité, *Bienvenue chez les Ch'tis* reste-t-il infiniment plus fréquentable que les comédies rances de Jugnot ou Krawczyk ? » (dans « *Bienvenue chez les Ch'tis* : la critique sourit... mais n'en pense pas moins », *Marianne*, 15 avril 2008). Comme on le voit, derrière un enthousiasme de façade pointe toujours un certain mépris (voir les termes couramment employés par cette presse : répétitif, cliché, indigent, facilité, douteux...).

table sans grade et solitaire, triste et ennuyeux que personne ne semble voir (ses collègues, son ex-femme, son fils de dix-sept ans, tous le fuient). Bref, c'est un fait, les grands succès du cinéma populaire mettent en scène des gens forts ordinaires, ni riches, ni doués, ni brillants, ni célèbres.

Mais le fait est que tous ces « petits » prennent à la fin leur revanche sur la vie et, en dernière instance, sur les « puissants ». Prenez *Le Dîner de cons* par exemple, voilà bien un film qui met en scène la revanche des Petits sur les Grands. Le film de Weber sorti en 1998, présente deux bourgeois parisiens (Thierry Lhermitte et Francis Huster) dont le jeu favori est d'inviter à leur table tous les mercredis des « cons » (en fait de « gros beaufs ») pour, littéralement, se foutre de leur gueule. Or, le con (Jacques Villeret) n'est pas celui que l'on croit et les deux compères paieront cher leur petit jeu. Ce film reprend d'ailleurs en substance le propos d'un autre très grand succès du cinéma français, *Le Corniaud* (Oury, 1965) dans lequel un homme d'affaire ripou (De Funès) recrute un « corniaud » (Bourvil) pour lui faire transporter, à son insu, une grosse quantité de drogue cachée dans une voiture. Mais une fois encore l'idiot se révèle bien plus malin qu'il n'y paraissait. Ainsi, il n'est pas rare que dans nombre de ces productions, des « petites gens » prennent leur revanche. Citons encore *Le Placard*, dont le prologue et l'épilogue me semblent éminemment symboliques. Dans une première scène, Pignon est en trop sur la photo du personnel de l'entreprise, il en est donc éjecté, repoussé hors-champ. A la toute fin du film, au cours de la même scène, Pignon, qui n'est plus le même homme, pousse d'un coup d'épaule la rangée des employés et fait ainsi valdinguer à « l'extrême droite » les deux abrutis brutaux et homophobes responsables de son éjection au début du film. C'est exactement cela que les Français adorent : le faible qui gagne à la fin.

Alors, bien sûr, ces films n'emploient pas un discours rhétorique marxiste classique sur la lutte des classes. Il n'en demeure pas moins qu'ils véhiculent, à mon avis, un propos particulièrement à même de plaire aux classes populaires au regard de la domination culturelle que ces classes subissent à longueur de temps. J'ajouterai que la question n'est pas, à mon avis, de savoir si tout cela est conscient ou pas. Et j'entends bien Claude Grignon et Jean-Claude Passeron quand ils écrivent : « C'est l'oubli de la domination, non la résistance à la domination, qui ménage aux classes populaires le lieu privilégié de leurs activités culturelles les moins marquées par les effets symboliques de la domination. »<sup>10</sup> Il n'en reste pas moins que les classes populaires choisissent encore d'aller voir tel film « populaire » et non tel autre « élitiste », ce qui constitue, de mon point de vue, une manière de « résistance » au discours dominant.

### **Le prolo et le bourgeois**

On l'a vu, il n'est pas rare que les « gens ordinaires » aient les premiers rôles dans ces fictions, mais le plus souvent aussi ces œuvres fonctionnent sur un tandem, autrement dit sur un duo d'acteurs. Car la recette infallible de ces succès consiste le plus souvent à jouer sur le contraste impro-

<sup>10</sup> Claude Grignon et Jean-Claude Passeron, *Le Savant et le Populaire*, Seuil, 1989, p. 81.



bable entre deux figures opposées : le bourgeois (De Funès) et l'ouvrier (Bourvil) dans *La Grande Vadrouille* ou *Le Corniaud*, le gros benêt (Depardieu) et le petit malin (Clavier) dans *Astérix et Obélix*, le preux chevalier (Reno) et le gueux (Clavier) dans *Les Visiteurs*, le curé (Fernandel) et le communiste (Cervi) dans *Don Camillo*, le Normand travailleur (Bourvil) et le méridional paresseux (Fernandel) dans *La Cuisine au beurre*, le flic cool (Diefenthal) et l'Arabe un peu voyou (Nacéri) dans *Taxi*, le supposé homo (Auteuil) et la brute épaisse et homophobe (Depardieu) dans *Le Placard*, etc. Or il n'est pas rare, justement, qu'à l'opposition des physiques, des caractères ou des origines régionales s'ajoute un antagonisme de classes. C'est au cœur même, par exemple, de la dynamique du fameux duo formé par De Funès et Bourvil. L'un interprète toujours un bourgeois colérique, égoïste et magouilleur quand l'autre endosse la personnalité d'un gars du peuple simplet, naïf et bonasse (voyez la première scène mythique du carambolage entre la Rolls de De Funès et la 2 CV de Bourvil dans *Le Corniaud*, tout un symbole <sup>11</sup>).

L'exemple de De Funès est d'ailleurs, à mon avis, fort intéressant. D'une part parce qu'il est l'acteur le plus populaire du cinéma français (il joue dans six des cinquante plus grands succès du box-office, un record : *La Grande Vadrouille*, *Le Corniaud* et *Rabbi Jacob* ainsi que dans trois épisodes des *Gendarmes de Saint-Tropez*) <sup>12</sup>, mais surtout parce qu'il incarne, selon moi, le parfait petit-bourgeois que l'on aime détester. Selon Ginette Vincendeau, « De Funès est la version années soixante du « clown laid » assimilé au « corps grotesque » de Bakhtine mais dans un contexte historique bien précis : il parodie les représentants de la loi, les hommes d'affaires, les figures d'autorité des années soixante. » <sup>13</sup> Aussi n'est-il pas rare que, dans ces films, le spectateur rie aux dépens du personnage joué par De Funès, autrement dit du petit-bourgeois. *Le Gendarme de Saint-Tropez* (1964) est d'ailleurs un festival en la matière puisque toutes les institutions y sont tournées en ridicule : la gendarmerie (De Funès-Cruchot joue un fayot colérique et autoritaire entouré d'une bande d'incapables), l'Eglise (avec la fameuse scène de la nonne myope et fofolle qui conduit la 2 CV) et la grande bourgeoisie snob (voir la scène de la réception dans laquelle Claude Piéplu s'en donne à cœur joie dans le rôle de l'aristocrate emprunté et ridicule).

Ainsi, il me semble que la « lutte des classes » constitue un ressort inépuisable des ces grandes comédies à la française, ingrédient que ces

<sup>11</sup>/On pourrait aussi citer la scène du repas, au début du film, dans laquelle De Funès demande à ses amis bourgeois quel livre ils pourraient conseiller à Bourvil pour qu'il s'instruise sur l'Italie : « *Les Promenades dans Rome* de Stendhal, un merveilleux guide » répond l'un deux en fumant un cigare. Ce à quoi le « corniaud » répond naïvement : « J'ai déjà acheté le *Michelin* ». Regards complices et condescendants des invités.

<sup>12</sup>/Ce qui ne l'empêche pas de demeurer le grand mal-aimé du cinéma français, à en croire Ginette Vincendeau qui écrit : « Les livres sur le cinéma fran-

çais le mentionnent à peine. Même les grandes encyclopédies sur les stars l'omettent. Bref, De Funès c'est l'abject du cinéma français. Cela n'a rien de surprenant. Son destin de star est parallèle à celui du genre dans lequel il s'inscrit : la comédie française grand public, taxée par la critique de vulgaire, irréaliste et réactionnaire, et ce, tout spécialement en France où le genre a mauvaise réputation au regard des comédies américaines et italiennes. » in Ginette Vincendeau, *Les Stars et le Star-système en France*, L'Harmattan, 2008, p. 156.

<sup>13</sup>/Ginette Vincendeau, *op. cit.*, p. 168.

œuvres déclinent à l'infini. Dans *Les Visiteurs*, par exemple, ce schéma est quelque peu inversé, le personnage sympathique étant un noble, Godefroy de Montmirail (Reno), et le personnage ridicule étant le gueux, Jacquouille la Fripouille (Clavier). Mais au final, nous ne sommes pas si éloignés du schéma précédent puisque le plus antipathique de tous les personnages reste encore le bourgeois nouveau riche, Jacquart (Clavier), mais aussi le mari dentiste de la « fillote », très proche d'ailleurs de Jacquard. Ainsi ce ne sont pas les bourgeois qui sont sympathiques dans ce film, mais les nobles (Jean Reno et sa fillote). Les « pauvres » (Jacquouille et Chazel la clocharde) sont drôles mais pas détestables, à l'inverse de Jacquart qui est snob, pédant, hypocrite, intéressé et qui « pète plus haut que son cul » (il est le descendant de Jacquouille) – et qui d'ailleurs est puni à la fin du film puisqu'il se retrouve parachuté au Moyen Age dans une fosse à purin. Voilà, il me semble que ces productions jouent incontestablement un rôle d'exutoire pour beaucoup de Français « ordinaires ». Alors, bien sûr, on pourra parler de populisme, de poujadisme et d'anti-intellectualisme. Mais je retourne la question : qui portera ce type de discours sinon ceux-là même qui seront visés par ces films ?

Je finirai en disant que j'ai choisi un angle d'approche bien précis mais sans ignorer qu'il pourrait y en avoir de nombreux autres. Je ne suis bien sûr pas dupe, je vois bien en quoi ces productions sont aussi, par bien des aspects, conservatrices. Aussi, je me dois de citer quelques autres pistes qu'il faudra par la suite défricher : par exemple, le thème de « l'union sacrée », autrement dit le fait qu'à la fin, le prolo et le bourgeois deviennent toujours amis, de *La Grande vadrouille* à *Bienvenue chez les Ch'tis* en passant par *Le Corniaud*. D'ailleurs, en proposant ainsi *in fine* un discours utopique de société sans classes, ces films permettent aussi aux spectateurs bourgeois de s'identifier et de réaliser le fantasme de « l'encanaillement ». C'est aussi la raison pour laquelle ces productions rencontrent un large écho parmi toutes les couches de la société, parce que, précisément, elles parviennent à toucher les classes populaires sans pour autant exclure les classes supérieures. Un autre thème à analyser est par ailleurs à chercher du côté du « syndrome Astérix », synonyme de France profonde et éternelle (voir le nombre de films ancrés dans le passé « mythique » de la France, d'*Astérix et Obélix aux Visiteurs* en passant par *La Grande Vadrouille*). Bref, tout un champ passionnant d'analyses s'ouvre ainsi au chercheur – champ jusque-là délaissé par les intellectuels et universitaires hexagonaux – dans la mesure où celui-ci abordera ces films sans condescendance ni *a priori* intellectuel, culturel ou idéologique.

## MILLE MARXISMES

### Le léninisme aujourd'hui : comment commencer par le commencement

Slavoj Žizek

#### Lénine avec Beckett

DANS CE MERVEILLEUX petit texte « A propos de l'ascension des hautes montagnes », écrit en 1922 <sup>1</sup> quand, après avoir gagné une guerre civile qui semblait pourtant perdue d'avance, les bolcheviks durent se résoudre à la NEP (qui laissait une plus grande place à l'économie de marché et à la propriété privée), Lénine, « en guise d'exemple », imagine un alpiniste qui doit redescendre dans la vallée après une première tentative d'atteindre un nouveau sommet, pour expliquer ce qu'un repli signifie au cours d'un processus révolutionnaire, à savoir, comment se replier sans trahison opportuniste de la fidélité à la Cause :

*« Imaginons un homme qui effectue l'ascension d'une montagne très élevée, abrupte et encore inexplorée. Supposons qu'après avoir triomphé de difficultés et de dangers inouïs, il a réussi à s'élever beaucoup plus haut que ses prédécesseurs, mais qu'il n'a tout de même pas atteint le sommet. Le voici dans une situation où il est non seulement difficile et dangereux, mais même proprement impossible, d'avancer plus loin dans la direction et le chemin qu'il a choisis. Il lui faut faire demi-tour, redescendre, chercher d'autres chemins, fussent-ils plus longs, mais qui lui permettent de grimper jusqu'au sommet. La descente, à partir de cette altitude jamais encore atteinte à laquelle se trouve notre voyageur imaginaire, offre des difficultés et des dangers plus grands encore, peut-être, que l'ascension : les faux pas le guettent ; il voit malaisément l'endroit où il pose son pied ; il n'a plus cet état d'esprit particulier, conquérant, que créait la marche assurée vers le haut, droit au but, etc. Il lui faut s'entourer d'une corde, perdre des heures entières pour creuser au piolet des marches ou des endroits où il puisse accrocher solidement la corde ; il lui faut se mouvoir avec la lenteur d'une tortue, et de plus se mouvoir en arrière, vers le bas, en s'éloignant du but ; et on ne voit toujours pas si cette descente terriblement dangereuse et pénible se termine. On ne voit pas apparaître le chemin détourné, un tant soit peu sûr en suivant lequel il serait possible de se remettre en route plus hardiment, plus rapidement et plus directement qu'avant, vers le haut, vers le sommet.*

*» N'est-il pas naturel de penser qu'un homme se trouvant dans cette situation puisse avoir, bien qu'il se soit élevé à une altitude inouïe, des instants de découragement ? Et ces instants seraient sans doute plus nombreux, plus*

<sup>1</sup> « Note d'un publiciste. A propos de l'ascension des hautes montagnes, des méfaits de l'abattement, de l'avantage du commerce, de l'attitude envers les mencheviks, etc. », in Lénine, *Œuvres complètes*, Paris, Editions sociales/Moscou, Editions du Progrès, 1969, t. 33, p. 205-207.

*fréquents et plus pénibles, s'il pouvait entendre certaines voix d'en bas, de gens tranquillement installés au loin et observant à travers une lunette d'approche cette descente si dan-*

gereuse, qu'on ne peut même pas qualifier (à l'exemple des « sménoviekhovistes ») de « descente en freinage », car un frein suppose une voiture bien réglée, déjà mise à l'essai, une route préparée à l'avance, des mécanismes qu'on a déjà éprouvés. Mais là, ni voiture, ni route, rien du tout, absolument rien qui ait été déjà éprouvé !

» Les voix d'en bas, elles, sont pleines d'une joie mauvaise. Les unes se réjouissent ouvertement, elles piaillent et crient : il va tomber, c'est bien fait, ça lui apprendra à faire le fou ! D'autres essayent de cacher leur joie, agissant plutôt à l'exemple de loudouchka Golovlev ; ils s'attristent, lèvent les yeux au ciel. Quelle tristesse, nos craintes se justifient ! N'est-ce pas nous qui avons consacré toute notre vie à préparer un plan raisonnable pour l'ascension de cette montagne, qui demandions que l'on sursoie à l'ascension, tant que l'élaboration de notre plan n'était pas terminée ? Et si nous avons lutté si ardemment contre le chemin que l'insensé lui-même abandonne maintenant (regardez, regardez, le voilà qui retourne, qui redescend, qui se prépare pendant des heures entières la possibilité de progresser d'un seul mètre ! Lui qui nous accablait des pires injures quand nous réclamions systématiquement de la modération et de l'ordre !), si nous avons condamné si ardemment l'insensé et si nous avons mis tout le monde en garde, afin qu'on ne l'imite pas et qu'on ne l'aide pas, nous l'avons fait exclusivement par amour pour le grand plan d'ascension de cette même montagne, pour ne pas compromettre en général ce plan grandiose !

» Par bonheur, notre voyageur imaginaire, dans l'exemple que nous avons pris, ne peut pas entendre les voix de ses « amis véritables » de l'idée de l'ascension, sinon il serait sans doute pris de nausée. Et l'on dit que la nausée n'aide pas à avoir la tête froide et le pied sûr, particulièrement à très grandes altitudes.

[...]

» Exemple n'est pas preuve. Toute comparaison est boiteuse. Ce sont là des vérités incontestables et connues de tous, mais il n'est pas mauvais de les rappeler pour montrer plus concrètement les limites de la portée de toute comparaison en général.

» Le prolétariat russe s'est élevé dans sa révolution à une altitude gigantesque en comparaison non seulement de 1789 et de 1793 mais aussi de 1871. Quelle besogne, au juste, avons-nous « achevée », et laquelle n'avons-nous pas « achevée » ? Voilà de quoi il faut que nous nous rendions compte, le plus sainement, le plus clairement et le plus concrètement possible : nous garderons alors la tête froide, et nous n'aurons ni nausées, ni illusions, ni découragement. »

Après avoir énuméré les réalisations de l'État soviétique, Lénine se tourne ce qui n'a pas été fait :

« Mais nous n'avons même pas achevé les fondements de l'économie socialiste. Cela, les forces hostiles du capitalisme agonisant peuvent encore nous reprendre. Il faut s'en rendre compte nettement, et le reconnaître ouvertement, car rien n'est plus dangereux que les illusions (et le vertige, surtout à grande altitude). Et il n'y a absolument rien « d'effrayant », rien qui puisse fournir un

motif légitime au moindre abatement, à reconnaître cette amère vérité, car nous avons toujours professé et répété cette vérité élémentaire du marxisme, que la victoire du socialisme nécessite les efforts conjugués des ouvriers de plusieurs pays avancés. Or, nous sommes encore seuls, et dans un pays arriéré, un pays plus ruiné que les autres, nous avons fait beaucoup plus qu'il n'était croyable. Ce n'est pas tout : nous avons conservé « l'armée » des forces prolétariennes révolutionnaires, nous avons conservé sa « capacité de manœuvre », nous avons conservé la clarté d'esprit qui nous permet de calculer avec sang-froid où, quand et de combien il faut reculer (pour mieux sauter), où, quand et comment au juste il faut reprendre la besogne inachevée. Il faudrait reconnaître qu'ils sont perdus, à coup sûr, les communistes qui s'imagineraient qu'il est possible, sans erreurs, sans reculs, sans multiples remises en chantier des tâches inachevées ou mal exécutées, de mener à son terme une « entreprise » de portée historique mondiale comme l'achèvement des fondations de l'économie socialiste (particulièrement dans un pays de petite paysannerie). Les communistes qui ne se laissent aller ni aux illusions, ni au découragement, en gardant la force et la souplesse de leur organisme pour, à nouveau, « repartir à zéro », en s'attaquant à une tâche des plus difficiles, ceux-là ne sont pas perdus (et, très probablement, ne périront pas). »

Ce Lénine-là est plus beckettien que jamais, faisant écho à ces impératifs de *Cap au pire* : « Réessayez, échouez encore, échouez mieux. »<sup>2</sup> Cette comparaison avec l'alpinisme mérite néanmoins que l'on s'y intéresse de plus près. Sa conclusion (« à nouveau, « repartir à zéro » ») indique qu'il ne s'agit pas simplement de ralentir le processus et de renforcer l'acquis, mais plus précisément de *redescendre vers le point de départ* : il faut « commencer au commencement » et pas de là où l'on a réussi à s'élever lors d'un effort antérieur. En des termes plus proches de Kierkegaard, le processus révolutionnaire n'est pas graduel ; c'est un mouvement répétitif, un mouvement qui, encore et encore, répète le commencement.

Georg Lukács conclut son chef-d'œuvre pré-marxiste de jeunesse, *Théorie du roman*, par cette célèbre phrase : « le chemin est commencé, le voyage est terminé ». C'est ce qui survient au moment de la défaite : le voyage qui correspond à une expérience révolutionnaire particulière est terminé, mais le vrai voyage, lui, le travail du recommencement, ne fait que commencer. Pourtant, cette disposition à recommencer n'implique aucune « ouverture non-dogmatique » vers autrui, une concession aux rivaux politiques que « nous avons tort, vos avertissements étaient justes, alors regroupons nos forces »... Bien au contraire, Lénine insiste sur le fait que de tels moments de repli sont ceux qui exigent la discipline la plus rigoureuse.

### Le dernier combat de Lénine

Le passage de Lénine à Staline fut-il donc nécessaire ? Seule la réponse hégélienne est recevable qui fait appel à une nécessité rétroactive : une fois cette transition faite, une fois assurée la victoire de Staline, la chose était nécessaire. La tâche de l'his-

<sup>2</sup>/ Samuel Beckett, *Cap au pire* [*Worstward Ho*, 1983], traduit de l'anglais par Edith Fournier, Paris, Éditions de Minuit, 1991.

torien dialectique est de concevoir ce passage « en devenir » en faisant apparaître toutes les contingences d'une lutte qui aurait pu aboutir différemment. C'est ce que propose Moshe Lewin dans *Le Dernier Combat de Lénine* <sup>3</sup>. Ce dernier combat de Lénine comporte quatre aspects cruciaux.

Deux d'entre eux sont familiers, les deux autres le sont moins :

1/ L'insistance sur la pleine souveraineté des entités nationales qui constituaient l'Etat soviétique. On n'est alors guère surpris que, dans une lettre datée du 27 septembre 1922 adressée aux membres du *politburo*, Staline accusa ouvertement Lénine de « libéralisme national ». <sup>4</sup>

2/ Modestie des objectifs : PAS le socialisme, mais la culture (bourgeoise), la NEP + les coopératives, progrès des mœurs, technocratie... – en totale opposition avec « le socialisme dans un seul pays ». Cette modestie est parfois déclarée de manière surprenante : Lénine tourne en dérision toute tentative de « construire le socialisme », brode sur le thème de « nous ne savons que faire » et insiste sur le caractère improvisé de la politique soviétique, jusqu'à citer Napoléon « d'abord engager la bataille... et puis on verra ».

3/ Le combat de Lénine contre la domination de la bureaucratie d'Etat est bien connu ; ce que l'on sait moins, c'est que, comme l'indique très justement Lewin, en proposant une nouvelle instance, la Commission centrale de contrôle, Lénine visait la quadrature du cercle de la démocratie et de la dictature du parti-Etat ; tout en reconnaissant la nature dictatoriale du régime soviétique, « il tente d'établir au sommet de la dictature un équilibre entre différents éléments, un système de contrôle réciproque qui pourrait jouer le rôle – notre comparaison est approximative – de la séparation des pouvoirs dans un régime démocratique. Un important Comité central, élevé au rang de Conférence du Parti, trace les lignes d'ensemble de la politique et supervise l'ensemble de l'appareil du Parti, tout en participant lui-même à l'exécution des tâches les plus importantes [...]. Une partie de ce Comité central, organisée en Commission centrale de contrôle, outre sa participation aux fonctions communes du Comité central, doit encore contrôler ce même Comité central et les organes restreints qui en émanent : Bureau politique, Secrétariat, Orgburo. La Commission centrale de contrôle [...] devait occuper une position spéciale par rapport à l'ensemble des institutions ; son indépendance devait être assurée par son rattachement direct au congrès du Parti, sans passer par le Bureau politique et ses instruments administratifs, ni par le Comité central. » <sup>5</sup>

Un système d'équilibre et de séparation des pouvoirs, de contrôles réciproques... telle fut la réponse désespérée de Lénine à la question : qui contrôle les contrôleurs ? Il y a quelque chose d'irréel, de proprement fantasmagorique, dans cette idée de CCC : une entité indépendante, éducative et de contrôle, dotée de compétences « apolitiques », rassemblant les meilleurs administrateurs et les meilleurs savants qui devaient superviser un

CC, lui, « politisé » et ses organes ; bref, toute une expertise technique neutre chargée de la supervision des cadres du Parti... Cependant,

<sup>3/</sup> Moshe Lewin, *Le Dernier Combat de Lénine*, Paris, Editions de Minuit, 1978.

<sup>4/</sup> Moshe Lewin, *op. cit.* p. 63.

<sup>5/</sup> *Ibid.* p. 133

tout repose ici sur une authentique indépendance du congrès du Parti, de fait remise en cause par l'interdiction des factions qui permettaient au sommet de l'appareil du Parti de contrôler le congrès en écartant ses critiques alors taxées de « factionalisme ». La naïveté avec laquelle Lénine s'en est remis aux experts technocratiques est d'autant plus frappante qu'elle était le fait d'un dirigeant politique par ailleurs parfaitement conscient de la multiplicité des registres d'une lutte politique qui ne laissait pas de place aux positions neutres.

4/ L'intérêt inattendu pour les questions de politesse et de civilité – chose étrange de la part d'un bolchevik endurci. Deux épisodes avaient profondément perturbé Lénine : au cours d'un débat politique, le représentant de Moscou à Ordjonikidze s'en prit physiquement à un membre du CC géorgien ; de son côté, Staline lui-même accabla de menaces et d'injures obscènes l'épouse de Lénine (dans un moment de panique, après avoir appris qu'elle avait noté sous la dictée de Lénine et transmis à Trotski la lettre dans laquelle Lénine proposait à Trotski un pacte contre Staline). Lénine déclara naïvement :

*« Si les choses en sont arrivées là, on peut imaginer dans quel borborygme nous nous sommes enfoncés. »*<sup>6</sup>

C'est l'incident qui décida Lénine à rédiger le célèbre appel pour que Staline soit écarté :

*« Staline est trop brutal, et ce défaut, pleinement supportable dans les rapports entre nous, communistes, devient intolérable dans les fonctions de secrétaire général. C'est pourquoi je propose aux camarades de réfléchir au moyen de déplacer Staline de ce poste, et de nommer à sa place un homme qui, sous tous les rapports se distingue de lui par sa supériorité – c'est-à-dire qui soit plus patient, plus loyal, plus poli et plus attentionné envers les camarades, moins capricieux, etc. »*<sup>7</sup>

Il faut ajouter deux autres aspects.

5/ Ces propositions n'indiquent nullement un revirement libéral de la part de Lénine. Dans une lettre à Kamenev datant de la même période, il déclare :

*« C'est une très grande erreur de penser que la NEP avait mis fin à la terreur ; nous allons encore recourir à la terreur et à la terreur économique. »*<sup>8</sup>

Mais cette terreur, qui allait survivre à la réduction prévue de l'appareil d'Etat et de la Tcheka, aurait dû être menace de terreur plutôt que terreur effective :

*« Il faudrait trouver moyen de le faire comprendre < délicatement et poliment > à tous ceux qui voudraient à présent transgresser les limites assignées par le pouvoir aux hommes d'affaires. »*<sup>9</sup> (et chacun notera la réapparition ici de ce motif de la politesse). Lénine avait raison sur ce point : la « dictature » fait référence à l'excès constitutif du pouvoir (d'Etat) et à ce niveau

là, il n'y a pas de neutralité. La question cruciale est de savoir à qui revient cet « excès » ? Si ce n'est pas « le nôtre », c'est donc « le leur »...

6/ *Ibid.*, p. 78

7/ *Ibid.*, p. 91

8/ *Ibid.*, p. 134

9/ *Ibid.*, p. 135

6/ En « rêvant » (l'expression est la sienne) de la méthode de travail de la CCC, il explique comment cette instance devrait avoir recours à « une farce mi-plaisante, une ruse, un bon tour ou quelque chose dans ce genre. Je sais que dans un Etat grave et compassé de l'Europe occidentale, cette idée aurait vraiment provoqué l'horreur ; aucun fonctionnaire qui se respecte n'aurait consenti même à la discuter. Mais j'espère que nous ne sommes pas encore bureaucratisés à ce point, et que la discussion de cette idée ne provoque chez nous que de la bonne humeur.

» En effet, pourquoi ne pas joindre l'agréable à l'utile ? Pourquoi ne pas profiter d'une farce plaisante ou mi-plaisante pour suspendre quelque chose de ridicule, quelque chose de nuisible, ou de semi-ridicule, de semi-nuisible, etc. ? » <sup>10</sup>

N'est-ce pas là quelque chose comme le double obscène de ce pouvoir exécutif, lui, « sérieux », concentré dans le CC et le Politburo - farces, ruses de la raison... un rêve merveilleux, une utopie néanmoins, mais pourquoi ? La faiblesse de Lénine tenait au fait qu'il voyait le problème de la « bureaucratie », ou comme un problème de « bureaucratie », mais en en sous-estimant le poids et la dimension réelle :

« Son analyse sociale a été menée en raisonnant sur trois classes seulement : les ouvriers, les paysans, la bourgeoisie, sans tenir compte de l'appareil étatique en tant que couche sociale distincte dans un pays qui nationalisait les branches essentielles de l'économie. » <sup>11</sup>

Ce qui veut dire que les bolcheviks n'avaient pas tardé à prendre conscience du fait que leur pouvoir politique manquait d'un fondement social distinct : ils exerçaient leur pouvoir au nom d'une classe ouvrière dont la majeure partie avait disparu dans la guerre civile, aussi gouvernaient-ils dans un « vide » de représentation sociale. Cependant, en se percevant comme pouvoir politique « pur » imposant leur volonté sur une société, ils ne virent pas que, dès lors que la bureaucratie d'Etat en « possédant » (en agissant comme un gardien en l'absence du propriétaire) les forces de production, « elle est devenue la base sociale véritable du pouvoir. Un pouvoir politique < pur >, privé de tout fondement social, cela n'existe pas. Le pouvoir doit trouver une base sociale autre que les seuls appareils de contrainte. Le < vide > où le régime soviétique semblait suspendu a bien vite été comblé, même si les bolcheviks ne l'ont pas vu ou pas voulu le voir. » <sup>12</sup>

Cette base aurait fait obstacle à la CCC tel que Lénine la projetait. Pourquoi ? En termes de présence et de représentation tels que Badiou les envisage, en effet, de manière antiéconomiste et déterministe, Lénine insiste sur l'autonomie du politique. Mais au-delà du fait que toute force politique « représente » une force sociale (une classe), il ne vit pas que cette force politique (de re-présentation) est directement « inscrite dans le niveau < représenté > lui-même en tant que force sociale à part entière. » Le dernier combat de Lénine contre Staline revêt donc tous les traits d'une tragédie : non pas un mélodrame dans

<sup>10</sup>/ « Mieux vaut moins, mais mieux », in Lénine, *op. cit.*, t. 33, p. 509-510. Cf. également, Moshe Lewin, *op. cit.*, « annexes », p. 161.

<sup>11</sup>/ Moshe Lewin, *op. cit.* p. 128

<sup>12</sup>/ *Ibid.* p. 127



lequel le bon combat le méchant, mais bien une tragédie où le héros s'aperçoit qu'il est en train de combattre ce que sa propre politique a enfanté, et qu'il est déjà trop tard pour mettre un terme au cours fatal issu des erreurs passées.

**« Nous sommes celles et ceux que nous attendons »**

Alors où en sommes nous à présent, après « l'obscur désastre » de 1989 ? Comme en 1922, des voix venues des profondeurs nous infligent leur jubilation malveillante : « Que cela vous serve de leçon, à vous les illuminés qui croyaient imposer votre vision totalitaire à la société ! » D'autres tentent de dissimuler leur entrain revancharde, gémissent et, le regard implorant les cieux, semblent dire : « Quel malheur de voir nos craintes ainsi confirmées ! Quelle noblesse dans votre vision d'une société juste ! Nos cœurs battaient à l'unisson des vôtres, mais notre raison nous disait bien que vos louables projets ne pouvaient que conduire à la misère et à un déni de liberté ». Loin de toute compromission avec ces chants des sirènes, il nous faut impérativement « reprendre les choses au commencement », autrement dit, non pas « poursuivre l'édification sur les fondations » de l'époque révolutionnaire du XX<sup>e</sup> siècle (qui dura de 1917 à 1989, ou plus exactement, à 1968), mais plutôt « redescendre » vers le point de départ et choisir une voie tout autre. Il faut alors rester sur nos gardes face à la propagande de l'ennemi. Alain Badiou propose une formule précise pour ce paradoxe fondamental de la propagande ennemie : elle combat quelque chose dont elle n'a pas elle-même conscience, chose devant laquelle elle s'avère structurellement aveugle ; non pas les forces adverses réelles (les adversaires politiques), mais la possibilité (le potentiel utopique révolutionnaire-émancipateur) immanente à la situation elle-même :

*« L'objectif de toute propagande ennemie n'est pas d'anéantir une force existante (fonction généralement laissée aux forces de police), mais d'anéantir une possibilité méconnue de la situation. Une telle possibilité est aussi méconnue des responsables de cette propagande eux-mêmes dès lors que ses caractéristiques s'avèrent immanentes à une situation sans s'y laisser percevoir. »*<sup>13</sup>

Voilà pourquoi la propagande ennemie contre les luttes politiques émancipatrices est, par définition, cynique. Non pas simplement au sens où elle ne croit même pas ce qu'elle dit elle-même, mais de manière bien plus profonde ; elle est cynique précisément – et bien plus encore – parce qu'elle croit effectivement ce qu'elle dit, son message consistant en la conviction résignée que le monde dans lequel nous vivons, quand bien même il ne serait pas le meilleur des mondes possibles, est le moins mauvais et tout changement radical est par conséquent condamné à le rendre pire encore.

Le grand problème (constitutif) du marxisme occidental fut celui de l'absence de sujet révolutionnaire : comment se fait-il que la classe ouvrière n'accomplisse pas le passage de l'en-soi au pour-soi et ne se constitue pas

<sup>13</sup>/ Alain Badiou, « Séminaire sur la République de Platon », 13 février 2008 (non publié).

en sujet révolutionnaire ? Ce problème fut la principale raison d'être

de sa référence à la psychanalyse alors invoquée précisément pour rendre compte des mécanismes libidinaux inconscients faisant obstacle à l'avènement d'une conscience de classe par ailleurs inscrite dans l'être même (la situation sociale) de la classe ouvrière. On a pu ainsi préserver la vérité de l'analyse socio-économique marxiste sans concéder de terrain aux théories « révisionnistes » sur la formation des classes moyennes, etc. Pour cette même raison, le marxisme occidental fut aussi constamment en quête d'autres agents sociaux à même de jouer ce rôle de sujet révolutionnaire, agents dont l'étude pouvait se substituer à celle d'une classe ouvrière défaillante : les paysans du tiers monde, les étudiants et les intellectuels, les exclus...

Voilà qui nous ramène au noyau de vérité contenu dans la thèse de Peter Sloterdijk et selon laquelle l'idée du Jugement Dernier (une fois les dettes réglées et le monde remis dans les gonds dont il était sorti) est réimportée sous une forme sécularisée dans un projet de gauche radical dont l'agent n'est plus Dieu mais le peuple. Les mouvements politiques de gauche sont pour ainsi dire des « banques de la rage » : ils recueillent des investissements de rage en leur promettant une vengeance de grande ampleur et le rétablissement général de la justice. Cependant, comme l'explosion révolutionnaire de la rage ne donne jamais satisfaction pleine et entière et l'inégalité et la hiérarchie réapparaissent, survient toujours alors la seconde tentative de révolution, celle-là intégrale et authentique, destinée à satisfaire les déçus et à mener enfin à bien l'œuvre émancipatrice : c'est 1792 faisant suite à 1789, Octobre faisant suite à Février... Le problème tient simplement au fait qu'il n'y a jamais assez de capital-rage. Il devient alors nécessaire, de ce point de vue, d'emprunter ou de s'associer à d'autres rages, nationales ou culturelles. Dans le fascisme, c'est la rage nationale qui domine ; le communisme de Mao mobilise la rage des paysans pauvres exploités, pas celle des prolétaires. A l'époque qui est la nôtre, une fois que cette rage globale a épuisé son potentiel, deux formes principales de rage demeurent : l'islam (la rage des victimes de la mondialisation capitaliste) et des surgissements « irrationnels » de la jeunesse, à quoi il faut sans doute ajouter le populisme latino-américain, les écologistes, les mouvements anticonsuméristes et quelques autres formes de ressentiments antimondialistes : le mouvement de Porto Alegre n'a pas réussi à devenir une banque globale de cette rage dans la mesure où il lui a manqué une vision alternative positive.

Il faut aujourd'hui totalement déplacer cette perspective et rompre le cercle de cette attente patiente de l'occasion imprévisible d'une désintégration sociale qui laissera entrevoir la possibilité éphémère de s'emparer du pouvoir. Peut-être, et peut-être seulement, cette attente et cette quête désespérée de l'agent révolutionnaire est la forme même sous laquelle apparaît son exact opposé, à savoir, la crainte de le trouver effectivement, de le voir là où il remue déjà. La seule réponse appropriée à faire aux intellectuels de gauche, dans leur attente désespérée de la venue du nouveau sujet révolutionnaire qui se chargera enfin de la transformation sociale, tient dans ce proverbe hopi aux merveilleux accents de dialectique

hégélienne dans son glissement entre substance et sujet : « Nous sommes ceux que nous attendions. » Attendre que quelqu'un d'autre vienne faire le travail à notre place revient à rationaliser notre propre inaction. C'est alors dans ce contexte qu'il faut réaffirmer cette idée communiste dont on emprunte la formulation à Badiou :

*« L'hypothèse communiste reste la bonne hypothèse, je l'ai dit, je n'en vois aucune autre. Si cette hypothèse doit être abandonnée, ce n'est pas la peine de faire quoi que ce soit, dans l'ordre de l'action collective. Sans l'horizon du communisme, sans cette Idée, rien dans le devenir historique et politique n'est de nature à intéresser le philosophe. Que chacun s'occupe de ses affaires, et n'en parlons plus. Donnons raison à l'homme aux rats, comme le font du reste quelques anciens communistes, soit avides de prébendes, soit désormais dépourvus de tout courage. Mais tenir sur l'Idée, sur l'existence de l'hypothèse, cela ne veut pas dire que sa première forme de présentation, centrée sur la propriété et sur l'État, doit être maintenue telle quelle. En fait, ce qui nous est imparté comme tâche, disons même comme devoir philosophique, c'est d'aider à ce que se dégage un nouveau mode d'existence de l'hypothèse. »<sup>14</sup>*

Il faut prendre garde de ne pas lire ces lignes de manière kantienne et voir dans le communisme une « idée régulatrice », réveillant ainsi le spectre du « socialisme éthique » et l'égalité qui en est l'axiome-norme *a priori*... Il faut maintenir la référence précise à un ensemble d'antagonismes sociaux eux-mêmes porteurs d'un besoin de communisme (cette bonne vieille notion du communisme chez Marx, non pas comme idéal, mais comme mouvement qui réagit aux antagonismes sociaux réels, est pleinement d'actualité). Voir dans le communisme une « idée éternelle », c'est sous-entendre que la situation qui l'engendre l'est aussi, que l'antagonisme – auquel le communisme est une réponse – est lui-même immuable, et dès lors, on en arrive presque à une lecture « déconstructrice » du communisme comme rêve d'une présence, d'une abolition de toutes les représentations aliénantes, rêve qui monte de sa propre impossibilité.

### **Quels fondements pour l'hypothèse communiste aujourd'hui ?**

Quels antagonismes continuent alors d'engendrer l'Idée communiste ? De quel côté nous faut-il chercher le nouveau mode de cette idée ? On peut rire de la thèse de Fukuyama sur la fin de l'histoire, il demeure que c'est pourtant bien cette thèse qui domine aujourd'hui ; le capitalisme démocrate-libéral est l'ultime formule de la meilleure société possible et tout ce que l'on peut faire est de la rendre plus juste, tolérante, etc. On pense à ce qui est récemment arrivé au journaliste italien, Marco Cicala qui s'est vu demander par son directeur de rédaction si le mot « capitalisme » qu'il avait utilisé une fois dans un article était bien nécessaire et si l'on ne pouvait pas le remplacer par un synonyme comme « économie ». Quelle meilleure preuve du triomphe total du capitalisme que la quasi-disparition du mot lui-même au cours des deux ou trois dernières décennies ?

<sup>14/</sup> Alain Badiou, *De quoi Sarkozy est-il le nom ?*, Paris, Lignes, 2007, p. 153.

Se pose alors la question simple mais fondamentale suivante : mais si le capitalisme dans sa version démocratique et libérale marche mieux que toutes les autres possibilités connues, si le capitalisme démocratique et libéral est, sinon la meilleure, du moins la moins mauvaise forme de société, pourquoi ne pas simplement s'y résigner de manière responsable ? A vrai dire, pourquoi ne pas l'accueillir à bras ouverts ? Pourquoi s'agripper désespérément à l'Idée communiste ? N'y a-t-il pas là-dedans un cas exemplaire de narcissisme de la Cause perdue ? N'est-ce pas là le narcissisme qui sous-tend la posture de la gauche universitaire qui attend qu'un théoricien lui dise quoi faire : nous voulons de tout cœur intervenir mais sans savoir comment nous y prendre, alors il nous faut La réponse d'un Théoricien... ? Une telle attitude repose sur un mensonge, bien entendu : il n'y a ni Théoricien, ni formule magique pour sortir de l'impasse. La seule réponse juste est : si vous ne savez pas quoi faire, personne ne pourra vous le dire et la Cause est donc perdue pour de bon.

Il ne suffit pas, encore une fois, de rester fidèle à l'Idée communiste. Chacun doit retrouver dans la réalité historique les antagonismes qui confèrent à cette Idée toute son urgence pratique. La seule vraie question est la suivante : reprenons-nous à notre compte la naturalisation dominante du capitalisme, ou, le capitalisme mondialisé contient-il des antagonismes suffisamment puissants pour faire obstacle à sa reproduction sans fin ?

Ces antagonismes sont au nombre de quatre : la menace de catastrophe écologique, l'incompatibilité entre *propriété privée* et ce que l'on appelle « propriété intellectuelle », les implications socio-éthiques des *nouveaux développements techno-scientifiques* (et, en particulier, la biogénétique) et pour finir, *les nouvelles formes d'apartheid*, les nouveaux Murs et les nouveaux bidonvilles. Il y a une différence qualitative entre ce dernier aspect, la démarcation entre exclus et inclus, et les trois autres qui renvoient aux domaines de ce que Hardt et Negri appellent les « communs », la substance partagée de notre être social dont la privatisation est un acte de violence auquel il faut résister par des moyens violents, si nécessaire : *les communs de la culture*, les formes immédiatement socialisées de capital « cognitif », à commencer par le langage, nos moyens de communication et d'éducation, mais également les infrastructures partagées comme les transports publics, l'électricité, les services postaux, etc. (Si Bill Gates avait pu accéder à une position de monopole, nous nous serions alors trouvés dans la situation absurde où un individu privé aurait été littéralement propriétaire du tissu informatique même de nos principaux réseaux de communication) ; *les communs de la nature externe* menacés par la pollution et l'exploitation (pétrolière, forestière, jusqu'aux habitats naturels mêmes) ; *les communs de la nature interne* (l'héritage biogénétique de l'humanité). Toutes ces luttes ont en commun la conscience des capacités de destruction, allant jusqu'à l'auto-anéantissement du genre humain lui-même, inscrites dans une logique capitaliste d'enclosure de ces communs que l'on laisserait livrée à elle-même. Nicholas Stern avait raison de caractériser la crise climatique comme « le plus gigantesque échec du marché dans l'histoire humaine ». Par

conséquent, lorsque Kishan Khoday, directeur d'équipe aux Nations Unies, écrivait récemment qu'« un esprit de citoyenneté environnementale globale tend à s'affirmer, une volonté de faire du changement climatique un enjeu commun à l'ensemble de l'humanité », il faut donner tout leur poids aux termes de « citoyenneté globale » et d'« enjeu commun », autrement dit, à ce besoin de constituer une organisation et une intervention politique globale qui, en neutralisant et en canalisant les mécanismes de marché, représente une perspective communiste à proprement parler.

C'est cette référence aux « communs » qui justifie la réactivation de la notion de communisme. Elle nous permet d'identifier l'avancée des « enclosures » des communs en tant que processus de prolétarianisation de celles et ceux se retrouvant alors exclus de leur propre substance, une prolétarianisation qui ouvre aussi la voie de l'exploitation. Nous avons aujourd'hui la tâche de renouveler l'économie politique de l'exploitation, par exemple, des « travailleurs cognitifs » par leur entreprise.

Seul le quatrième antagonisme, la référence aux exclus, justifie cependant le terme de communisme. Il n'y a rien de plus « privé » qu'une communauté étatique qui voit dans les exclus une menace et dont le seul souci est de les maintenir à distance. Autrement dit, dans la série des quatre antagonismes, le plus crucial est celui qui oppose inclus et exclus : sans lui, tous les autres perdent leur caractère subversif. L'écologie devient affaire de développement durable, la propriété intellectuelle se limite à un casse-tête juridique et la biogénétique à une question éthique. Il est tout à fait possible de mener un combat sincère pour l'écologie, pour la défense d'une version élargie de la propriété intellectuelle ou contre la privatisation de gènes, sans pour autant s'attaquer à l'antagonisme entre inclus et exclus. Mieux encore : il est même possible de formuler certaines de ces luttes du point de vue des inclus, menacés par les exclus rendus responsables de la pollution. Ainsi, on renonce à toute universalité véritable et il ne reste plus que des questions « privées » au sens kantien du terme. Des multinationales comme Whole Foods et Starbucks restent populaires parmi les progressistes en dépit de leurs pratiques antisyndicales. C'est le résultat de tout un travail de « com » qui habille la démarche commerciale de valeurs de gauche ; tel café provient de grains achetés au-dessus des prix du marché, on conduit un véhicule hybride, on fréquente des enseignes qui font bénéficier leur salariés de certains avantages (selon des critères définis par les entreprises elles-mêmes), etc. Bref, débarrassés de l'antagonisme entre inclus et exclus, nous ne sommes plus bien loin de nous sentir dans un monde dans lequel Bill Gates est le parangon de la bienfaisance en lutte contre la pauvreté et la maladie, et Rupert Murdoch le plus grand des écologistes prêt à faire usage de son empire médiatique pour mobiliser des centaines de millions de gens.

En outre, et au-delà de Kant, certains groupes sociaux, parce qu'ils n'ont pas de place déterminée dans l'ordre « privé » de la hiérarchie sociale, représentent directement l'universalité. C'est ce que Rancière appelle la « part des sans-part » du corps social. Toute politique réellement émancipatrice est engendrée par ce court-circuitage entre l'universalité de l'usage

public de la raison» et l'universalité de la « part des sans-part », ce par quoi l'on retrouve le rêve communiste du jeune Marx : la rencontre de l'universalité de la philosophie et de l'universalité du prolétariat. La Grèce antique nous a laissé un nom pour cette intrusion des exclus dans l'espace sociopolitique : la démocratie.

Dans son sens progressiste dominant, la démocratie concerne aussi ces exclus mais sur un mode tout autre. Elle concerne leur inclusion, l'inclusion de toutes les voix minoritaires. Toutes les positions doivent être entendues, tous les intérêts pris en compte, et les droits humains de tous doivent être garantis, tous les styles de vie, les cultures et les pratiques doivent être respectés, etc. Cette démocratie là est obsédée par la protection de toutes sortes de minorités culturelles, religieuses, sexuelles, etc., et dans ce cas, la formule en est : patiente négociation et compromis. On perd alors de vue la position prolétarienne, la position d'universalité incarnée par les exclus.

Les nouvelles luttes politiques pour l'émancipation ne seront plus le fait d'un agent social particulier mais la combinaison explosive d'agents différents. Ce qui nous unit tient au fait que, en contraste avec l'image classique des prolétaires qui « n'ont à perdre que leurs chaînes », nous risquons de perdre *tout* : nous sommes sous la menace d'être réduits au statut de sujets cartésiens vides et abstraits, dépourvus de tout contenu effectif, dépossédés de notre substance symbolique, génétiquement manipulés et à l'état végétatif dans un environnement invivable. Cette triple menace contre notre être tout entier fait de nous tous, d'une certaine manière, des prolétaires réduits à une « subjectivité sans substance » pour reprendre une formule de Marx dans les *Grundrisse*. La figure de la « part des sans-part » nous met face à la vérité de notre position et l'enjeu éthico-politique est alors de nous y reconnaître : d'une certaine manière, nous sommes tous exclus, de la nature comme de notre propre substance symbolique. Nous sommes tous potentiellement aujourd'hui des *homo sacer* et la seule façon de nous préserver de le devenir effectivement est d'agir préventivement.

Traduit par Thierry Labica

## LIVRES EN DÉBATS

Stephen Bouquin (coord.),  
**Résistances au travail**,  
Paris, Syllepse, 2008.

*Antoine Artous*

Coordonné par Stephen Bouquin, qui a écrit l'avant-propos et un long chapitre de conclusion, le livre est divisé en trois grandes parties. La première, dite « théorique », comprend un texte général de Stephen Bouquin et un texte de Paul Stewart traitant du débat sur « l'individualisme et le collectivisme » dans la sociologie britannique. Dans la deuxième partie, « perspectives historiques », Bruno Scacciatelli revient sur « les sublimes » des années 1860, comme figures de l'autonomie ouvrière, Mélanie Roussel traite du paternalisme patronal dans l'industrie textile de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle et Pascal Depoorter du rapport au travail à l'usine de Chausson à Creil (1950-1996). La troisième partie, « réalités contemporaines », contient une étude de José Calderon sur l'énergie nucléaire, un texte de Louis-Marie Barnier sur la pratique syndicale dans un atelier du secteur de l'aéronautique, un travail de synthèse sur les intérimaires, une étude d'Emmanuelle Leda sur le travail des femmes de chambre et des veilleurs de nuit dans le secteur hôtelier, une étude de Thomas Rothé sur la famille Faye (Sénégal) et un texte sur le sabotage en entreprise.

Le champ des études est donc très varié. Elles font toutes apparaître que la domination portée par la relation salariale a de tous temps engendré, sous des formes diverses, des contradictions et des résistances;

y compris aujourd'hui. Et celle, très intéressante, sur la famille Faye installée dans un quartier de Dakar, peut apparaître un peu incongrue dans ce contexte, mais elle montre bien comment, dans les pays du Sud, des formes communautaires fonctionnent comme cadre de domination et d'exploitation qui produit, lui aussi, des résistances.

Il existe donc des « résistances au travail ». Reste à discuter l'éclairage d'ensemble de l'ouvrage. Dans son texte sur la sociologie britannique, Paul Stewart explique que le débat ne porte pas sur l'existence – ou non – de résistances ouvrières, mais sur la grille de lecture : ces pratiques sont désormais comprises comme l'expression d'un « individualisme » et non d'un « collectivisme », selon les catégories en usage dans cette sociologie. La question n'est donc pas tant de rappeler ces résistances que de problématiser leur analyse sous deux angles : les insérer dans l'évolution des relations de travail et proposer des catégories d'analyses.

Certaines contributions donnent des indications dans ce sens ; ainsi celle de Pascal Depoorter sur Chausson. La dernière locomotive sort en 1959 de l'usine qui travaille alors pour Renault : « Avec la reconversion, on assiste à une véritable mutation d'un centre industriel, qui passe d'une organisation structurée autour de petites équipes d'ouvriers qualifiés à une vaste usine taylorisée. » (p. 104) Si les ouvriers qualifiés s'opposent au taylorisme au nom de l'autonomie au travail, les nouvelles générations, qui portent la figure de l'OS, vont, elles, résister à la soumission, aux cadences (pénibilité physique)

et à une hiérarchie dans laquelle les « anciens » sont souvent devenus agents de maîtrise.

L'auteur montre bien comment, par la suite, le management participatif utilise les astuces issues du savoir-faire des opérateurs « responsabilisés » autour de la notion de qualité : « Le savoir-faire se mesure de plus en plus dans la capacité à trouver une recette, un procédé qui améliore une technique de montage et qui finalement concourt à la productivité de l'entreprise. » (p. 107) Bien sûr peut s'y exprimer une demande de reconnaissance – qui peut se traduire en termes d'exigence de requalification – mais il serait quelque peu illusoire de croire cette dynamique susceptible de s'inscrire dans une vision émancipatrice d'un travail recomposé.

Il est dommage que ce type d'approche ne soit pas repris au niveau du livre dans son ensemble, afin de situer (dans le temps et dans l'espace productif) les différentes études et de faire dialoguer les diverses problématiques et situations historiques. Ainsi, selon la présentation du livre, « la logique de valorisation a supplanté le despotisme de fabrique ». Il faudrait sans doute mieux dire que la logique de valorisation s'articule à de nouvelles formes de despotisme d'usine. Mais ce serait effectivement un point de départ possible pour la mise en perspective des différents thèmes traités. Malheureusement, il n'en est rien. C'est d'autant plus dommage que dans son texte à caractère théorique, Stephen Bouquin donne des indications pertinentes, comme il l'a déjà fait dans sa remarquable étude sur l'industrie automobile <sup>1</sup>, en fai-

sant référence à la catégorie marxienne de subsomption réelle du travail au capital, notamment à la façon dont Jean-Marie Vincent s'en est emparé pour traiter de la domination du travail, comme forme sociale abstraite devenue étrangère aux individus. Outre que cela évite les pièges de la thématique de l'aliénation (chère à une certaine sociologie), Stephen Bouquin montre bien comment l'analyse de la subsomption de la force de travail au capital permet de traiter le travail comme un système de relations sociales qui dépassent l'atelier. Et il a raison de dire que, contrairement à certaines tendances actuelles de la sociologie, le problème n'est pas tant de traiter des formes de domination des individus au travail que des formes de domination sur les individus du travail devenu une forme sociale abstraite.

Dans sa conclusion, Stephen Bouquin montre bien comment, dans l'entreprise en réseau, le travail, « structuré par un processus à la fois fragmenté et unifié par le flux tendu et la satisfaction du client » (p. 245), constitue une nouvelle forme d'abstraction sociale porteuse de nouvelles contradictions, oscillant entre l'appel à la subjectivité (implication du salarié) et les formes de soumission au capital. Il est d'ailleurs dommage que le livre ne comprenne pas une étude sur ce type de production. On voit bien ce qui différencie ces nouvelles formes de subsomption de formes de production, certes taylorisées, mais où l'on trouve encore des traces de la culture du métier.

<sup>1</sup> Stephen Bouquin, *La Valse des écrous. Travail, capital, et action collective dans l'industrie automobile*, Syllepse, 2006.



Je suis tout aussi critique que Stephen Bouquin par rapport à une certaine valorisation du travail présente dans l'histoire du mouvement ouvrier et, en partie, chez Marx. Cela dit, il faut situer dans le temps et distinguer dans l'espace. Le travail des intérimaires, ou celui de « l'entreprise réseau » (encore que cette dernière juxtapose diverses formes de production), n'est pas le même que celui analysé par Louis-Marie Barnier à propos d'un atelier de réparation aéronautique. Il y montre l'existence d'un « collectif résistant », construit à travers la pratique syndicale.

Le syndicalisme est donc fortement imbriqué dans le collectif de travail, il défend la dimension « métier » du travail, y compris en intégrant les nouveaux venus. Il souligne le caractère contradictoire des dynamiques : « En devançant les attentes supposées de la hiérarchie, le groupe se construit simultanément dans le dialogue et dans l'opposition à la hiérarchie. Mais le métier ne remet pas en cause la hiérarchie, il lui confère une légitimité différente. » (p. 147) Toutefois, ces dynamiques sont partie prenante de la transformation du collectif de travail en sujet collectif, via le syndicalisme. Ce dernier apparaît donc ici comme un élément « endogène », pour reprendre une formule de Louis-Marie Barnier, dans la construction du « collectif résistant ».

Cette approche est liée au secteur industriel étudié, mais il entend lui donner une portée plus générale qui, manifestement (même si cela n'est pas discuté), n'est pas partagée par d'autres auteurs. Il est, là aussi, quelque peu regrettable que Ste-

phen Bouquin n'explique pas ces débats et, du coup, sa propre approche. Il a absolument raison de remettre en cause un syndicalisme qui « exige le respect de l'*ethos* professionnel » tout en restant muet sur le travail « en tant qu'activité sociale contrainte ». Et, sans entrer dans tous les débats que cela suppose <sup>2</sup>, je suis d'accord avec lui sur la nécessité d'avancer une perspective générale de transformation des rapports sociaux qui réduise « la centralité du travail contraint » (p. 248). D'autant qu'il insiste fortement, contrairement à un auteur comme André Gorz, sur la nécessité de mener cette lutte au sein même des rapports de travail.

Reste à prendre comme point de départ la situation actuelle. Comme le fait remarquer Stephen Bouquin lui-même, il existe des formes très diverses de syndicalisme. Cela dit, la tonalité générale des textes a tendance à traiter le syndicalisme comme un facteur essentiellement « exogène » dans la construction de collectifs résistants. L'accent est essentiellement mis sur une « subjectivité rebelle » qui « se fraie son chemin » et des « résistances au travail » « reconstruisant des espaces d'autonomie qui échappent en partie à la domination ». C'est d'ailleurs en référence à cette « subjectivité rebelle » que Stephen Bouquin s'en prend très violemment aux analyses de Christophe Dejours sur la souffrance au travail <sup>3</sup> qui, selon lui, détourne les individus de la résistance

<sup>2</sup>/ Voir mon livre, *Travail et Emancipation sociale. Marx et le travail*, Syllepse, 2003.

<sup>3</sup>/ On peut se reporter à ses ouvrages *Souffrance en France*, Seuil, 1998 et *Travail, usure mentale*, Bayard, 2000.

collective (p. 20). Cela me semble quelque peu excessif mais, surtout, cela montre bien ce qui relève pour moi d'une surestimation de cette « subjectivité rebelle », expression quelque peu métaphysique des résistances au travail.

Naturellement cette « subjectivité rebelle » existe, et pas seulement au travail. Mais le recours analytique à cette entité un peu mystérieuse illustre, me semble-t-il, la remarque faite plus haut sur le manque d'adossément (même s'il est présent dans certaines contributions) de la thématique des résistances à une typologie plus poussée des formes de subsomption de la force de travail par le capital. C'est sans doute pour la même raison que le passage des résistances à la construction de collectifs résistants reste dans l'ombre.

***Histoire politique  
des immigrations  
(post) coloniales :  
France, 1920-2008***

Coordonné par Ahmed Boubeker  
et Abdellali Hajjat  
Editions Amsterdam, Paris 2008

Vincent Gay

« Une histoire qui se veut créative et souhaite envisager un futur possible sans pour autant trahir le passé devrait, selon moi, ouvrir de nouvelles possibilités en exhumant ces épisodes du passé laissés dans l'ombre et au cours desquels, même si ce fut trop brièvement, les individus ont su faire preuve de leur capacité à résister, à s'unir et parfois même à l'emporter »

Howard Zinn, *Une histoire politique des Etats-Unis*, Ed. Agone

La construction de l'immigration comme un problème touchant l'identité française a connu son heure de gloire à partir des années 1980, sous la poussée des succès du Front national puis, dans des versions plus euphémisées, dans les discours de la droite officielle ainsi que dans une partie de la gauche. Résister aux fondements mêmes d'une telle construction nécessite bien entendu une politique qui combatte les véritables responsables d'une crise sociale qui touche de plein fouet les classes populaires, et qui appelle à une égalité totale. Cependant, les thèses racistes ne prospèrent pas seulement sur la crise sociale mais savent faire appel aux blessures enfouies de la mémoire. A une mémoire souvent mensongère, tronquée, il s'agit d'opposer une mé-

moire et une histoire à même de remettre les pendules à l'heure, et donc de mettre en lumière les passages oubliés et les passagers clandestins d'une histoire de France qui ne fut jamais ni uniforme ni monocolore. La démarche initiée par les auteurs de *l'Histoire politique des immigrations (post) coloniales*, participe non seulement d'une réflexion sur l'histoire et sa construction, mais constitue aussi un positionnement politique quant à l'histoire de la France, ses lumières et surtout ses ombres. Histoire politique peut ainsi être entendu dans un double sens. Histoire des luttes, de la politisation des immigrés confrontés à l'État français, d'une part. Politique de l'histoire, d'autre part, comme pour illustrer le fait que l'histoire n'échappe pas à la politique, que la construction de l'histoire officielle est faite de travestissements, d'effacements, d'oublis, tous liés à une fonction politique assignée à l'histoire. D'où la nécessité d'une histoire alternative, qui tout en faisant œuvre de vérité, assume sa dimension et ses choix politiques, choix qui relèvent de la défense des vaincus et des oubliés de l'histoire, et, oubliés parmi les oubliés, des immigrés. Cette forme d'intervention historique que mettent en œuvre les auteurs n'arrive pas à un moment neutre. Si l'immigration n'est pas directement l'objet d'intenses recherches en sciences sociales, son histoire percute pourtant régulièrement la société française. La loi de 2005 reconnaissant « le rôle positif de la colonisation » a, en effet, rouvert un dossier que l'histoire française a toujours eu à cœur de laisser enfoui et a permis de constater qu'il s'agissait là d'un passé qui ne

passé pas, que les cicatrices de la colonisation et en particulier de la guerre d'Algérie n'étaient pas refermées. Le succès des travaux de Benjamin Stora sur l'Algérie, les récentes recherches autour de la notion de fracture coloniale <sup>1</sup>, l'ouverture de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration (CNHI) en 2007 dans les murs de l'ancien musée des colonies (devenu musée des arts africains et océaniques à partir de 1960) illustrent à leur façon la porosité des enjeux liés à la mémoire de la période coloniale et ceux qui renvoient aux phénomènes migratoires. Même si on ne peut réduire l'immigration en France aux populations issues des colonies (Suisses, Belges, Italiens, Polonais, Espagnols ou Portugais ont souvent précédé les immigrés d'Afrique ou des territoires d'outre-mer), la question immigrée aujourd'hui renvoie essentiellement à des migrations issues des ex-colonies, d'où une articulation nécessaire entre deux histoires. La référence à la notion de post-colonial dès le titre de l'ouvrage, que les auteurs écrivent (post) colonial, laisse planer une ambiguïté : s'agit-il seulement d'étudier la période coloniale et post-coloniale en cernant éventuellement les éléments de continuité et de discontinuité entre les deux ? Ou faut-il y voir un usage épistémique, à la suite de Stuart Hall <sup>2</sup>, permettant d'établir un lien qui n'est pas seulement chronolo-

<sup>1</sup> Pascal Blanchard, Nicolas Bancel, Sandrine Lemaire et Olivier Barlet, *La Fracture coloniale : La société française au prisme de l'héritage colonial*, Ed. La Découverte, Paris, Coll. Cahiers libres, 2005

<sup>2</sup> Stuart Hall, *Identités et cultures. Politiques des cultural studies*, Paris, Ed. Amsterdam, 2007.

gique mais qui travaille les identités avant et après les décolonisations, modifiant les rapports de la Nation à ses étrangers, colonisés et/ou immigrés ? C'est dans cette seconde voie que semblent s'engager les coordinateurs de l'ouvrage dans leur introduction mais qui mériterait de plus amples approfondissements.

### **L'immigration au musée français ?**

La bonne volonté des initiateurs de la CNHI, dont une partie des historiens a tout de même démissionné suite à la création du ministère de l'Immigration, de l'Intégration et de l'Identité nationale, risque cependant de muséifier une histoire, pourtant chargée de rendre justice aux oubliés de l'histoire, en réduisant l'importance de l'héritage des luttes sociales menées par les populations immigrées. Ce manque au sein de l'histoire de l'immigration renvoie, selon les auteurs de cette *Histoire politique des immigrations...*, à une incapacité à remettre en cause radicalement une vision bien-pensante du creuset républicain. Si l'intégration de l'immigration dans l'histoire nationale est désormais possible, c'est au prix d'une pacification de cette histoire, d'une prise en compte limitée des victimes de cette histoire. Contrairement aux traditions scientifiques anglo-saxonnes et aux apports des *post-colonial studies*, en France, l'ethnocentrisme républicain a « protégé ses frontières symboliques contre les peuples sans histoire ». Il s'agit donc aujourd'hui de briser cet ethnocentrisme, en se situant dans une position de combattant de l'histoire afin de revivifier des histoires enfouies qui constituent toujours des

enjeux pour le présent : « C'est sur les frontières nationales de la violence épistémique que se situe la ligne de front d'une guerre de positions. C'est là que les oubliés de l'histoire manifestent contre le consensus silencieux relatif à leur condition de parias. Là qu'ils sapent l'universel abstrait de la cité républicaine en contestant une écriture de l'histoire d'un seul point de vue. En dénonçant les silences entre les lignes de cette histoire en surplomb. »

A la lutte contre les contenus de l'histoire nationale correspond une opposition à la forme même de cette histoire, à savoir une histoire composée de grands récits ; il ne s'agit pas là, d'ailleurs, du seul cas de l'histoire de France et une critique semblable peut être adressée à l'histoire du mouvement ouvrier et du communisme. Cette histoire écrase ce qui se situe ou est situé hors du grand récit. Il ne s'agit pas, pour autant, de lui opposer un autre grand récit alternatif, mais bien d'assumer le caractère patchwork de l'histoire des luttes de l'immigration, son caractère discontinu fait de sursauts et d'éclats, auquel renvoie d'ailleurs la forme du livre, suite de contributions et de témoignages dont il n'est pas aisé de trouver l'élément homogénéisant mais qui reflète ainsi une multiplicité d'expériences irréductibles à un récit unifiant. A travers un cheminement historique, il ne s'agit pas de forger une conscience immigrée sur le même modèle qu'un marxisme vulgaire a voulu définir une conscience de classe à partir d'une vision de la classe ouvrière une et indivisible, mais bien de respecter le large spectre identitaire et expérimental

qui traverse les luttes immigrées. C'est un lien de nature diasporique qui permet d'articuler ces luttes, lien ténu mais qui permet de penser des fils conducteurs car, malgré leur éclatement, elles convergent « à l'épreuve de la rencontre avec l'État-nation » ; c'est donc dans l'opposition à une même entité – ici l'État français – qu'on peut tracer une communauté de luttes.

Positionnement sur l'histoire donc, que vient compléter une réflexion sur ce qui fait une communauté politique. Alors que l'immigration se trouve régulièrement au centre des débats publics et que l'État-nation en crise peine à organiser une communauté nationale, Ahmed Boubeker et Abdellali Hajjat rappellent que le malaise que traverse aujourd'hui la société française, les immigrés le connaissent depuis toujours, malaise lié au non-respect de ses principes fondateurs par la France. S'inspirant des écrits de Jacques Rancière, les auteurs s'attachent à mettre en lumière ceux qui sont restés « au bord du politique », ces surnuméraires de la cité, afin que le « vivre ensemble », le « faire société » soient empreints d'une politique qui illustre la pluralité humaine.

### **Immigrés et colonisés avant les décolonisations**

Histoire politique des immigrations (post) coloniales s'organise en quatre parties qui renvoient à quatre âges de l'immigration. La première, intitulée « Les damnés de la terre », relate les luttes qui précèdent la Seconde Guerre mondiale et touchent les Noirs, les Vietnamiens et les Algériens auxquels trois articles sont consacrés. L'attention particulière

portée au cas algérien révèle sans doute ce qu'Abdelmalek Sayad disait de l'immigration algérienne, cas exemplaire du phénomène immigré, à savoir une situation tellement exceptionnelle, particulière, qu'elle « semble contenir la vérité de toutes les autres immigrations et de l'immigration en général, semble porter au plus haut point et à leur plus haut degré d'« exemplarité » les attributs qu'on trouve dispersés et diffus dans les autres immigrations »<sup>3</sup>. Mais la confrontation avec d'autres histoires, celles des mouvements nègres et vietnamiens entre les années 1920 et les années 1950, permet de relever différences et ressemblances qui rapprochent ou éloignent les mouvements anticoloniaux. Ainsi, quels que soient les peuples concernés, la question de l'assimilationnisme se pose, tant chez les premiers députés noirs qui n'envisagent jamais l'indépendance mais cherchent à s'intégrer à la République coloniale, que chez les constitutionnalistes vietnamiens ou le mouvement des Jeunes Algériens, y compris Ferhat Abbas qui déclarait en 1936 : « Si j'avais découvert la « nation algérienne », je serais nationaliste... Et cependant je ne mourrai pas pour la « patrie algérienne », parce que cette patrie n'existe pas. [...] Nous avons donc écarté une fois pour toutes les nuées et les chimères pour lier définitivement notre avenir à celui de l'œuvre française dans ce pays. » Autre problème qui rapproche les premiers mouvements immigrés : comment forger un na-

<sup>3</sup>/ Abdelmalek Sayad, « Une immigration exemplaire », *La Double Absence : des Illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Ed. du Seuil, Coll. Liber, 1999.

tionalisme à partir de nations qui n'ont jamais existé ? C'est bien le problème qui se pose à Ferhat Abbas qui a interrogé les vivants et les morts et visité les cimetières sans trouver trace de la nation algérienne. Mais c'est aussi le cas des mouvements nègres qui tentent de forger un protonationalisme empruntant à l'anti-impérialisme, au communisme, au panafricanisme porté par les Noirs états-uniens et à l'antiracisme français ; cette absence de patrie noire conduira d'ailleurs à des évolutions vers des dimensions plus culturelles et à un questionnement de l'unicité du monde noir. Enfin, la question des rapports aux organisations progressistes françaises se pose pour tous les mouvements anticoloniaux. Si les mouvements vietnamiens sont divers, peu à peu les communistes deviennent hégémoniques, soutenus par le PCF qui intègre des dirigeants vietnamiens au sein du journal de son Union intercoloniale. La solidarité du Parti communiste avec les mouvements nègres est plus fluctuante, et de ces fluctuations dépendent en partie les orientations de ces mouvements qui oscillent entre anti-impérialisme et valorisation de la culture noire. La position de l'Internationale communiste face à la « question nègre » est délicate car, tout en combattant le racisme, les communistes ne veulent pas briser l'unicité de la classe ouvrière en introduisant des différences raciales et ne voient pas comment unifier à partir de critères de classe un monde noir très hétérogène. Quant aux Algériens, c'est l'ambiguïté du rapport que le PCF entretient avec l'Étoile nord-africaine – rapport fait de domination symbo-

lique et de non-prise en compte de la question religieuse – qui conduira à l'éloignement puis à l'autonomisation de celle-ci.

Parmi les éléments qui séparent les mouvements anticoloniaux, on notera que la religion joue un rôle très différent selon les mouvements. Plutôt absente chez les Noirs et les Vietnamiens, elle devient un ferment du nationalisme arabe. Alors que l'islam algérien était isolé par le pouvoir colonial, l'expérience des immigrés permet une rencontre avec des musulmans de différents pays. De plus, les oulémas vont jouer un rôle non négligeable dans l'émergence d'une conscience propre aux immigrés, qui leur permet de garder un lien culturel avec leur terre d'origine, via le canal religieux. Même l'Étoile nord-africaine, imprégnée de culture française, nouera durablement des liens avec l'Association des étudiants musulmans nord-africains en France, utilisant ainsi la référence religieuse pour construire l'unité des Algériens, en France comme en Algérie.

### **Les immigrés au travail**

La deuxième partie du livre traite des travailleurs immigrés à partir des années 1960 et montre les changements induits par mai 1968 dans les pratiques militantes des immigrés. Et on mesure là l'onde de choc qu'a constituée 68 dans la société française et dans l'émergence de nouvelles formes de luttes. En effet, ce n'est pas tant durant le joli mois de mai que les choses bougent du côté des immigrés. Alors que leur poids dans le monde du travail s'est fortement accru, leur participation aux événements est marquée par des at-

titudes variées : retrait voire fuite (10 000 Espagnols et Portugais quittent alors la France par peur), compromission ou participation parfois active mais inégale. Il n'y a donc pas, à proprement parler, de question immigrée en mai 1968 contrairement aux années suivantes où une extension du domaine de la lutte permet de dépasser le cadre étroit de l'entreprise et les revendications ouvrières traditionnelles. La succession de grèves dans les bastions ouvriers liée à l'augmentation des cadences de travail et l'absence de promotion des OS mobilise les immigrés, en partie en marge du mouvement ouvrier traditionnel mais sans qu'émergent pour autant des revendications spécifiques. Ces luttes ouvrières s'articulent rapidement à des questions qui, cette fois, touchent uniquement les immigrés et se situent hors de l'usine : droit au logement avec les longues grèves des loyers dans les foyers Sonacotra (d'abord en 1973 et 1974, puis de 1975 à 1979), qui en réalité dépassent la seule question du logement et touchent à la gestion de la main-d'œuvre immigrée par l'Etat français ; protestations contre le racisme dans un climat où la société française n'est pas débarrassée d'une xénophobie primaire, d'un racisme hérité de l'époque coloniale ; luttes pour le droit de vivre ici qui consacrent l'émergence de la catégorie de sans-papiers ; luttes des femmes liées aux mutations sociologiques dans l'immigration et à leurs poids accrus. Celles-ci posent alors la question d'une double autonomie à la fois vis-à-vis des hommes et vis-à-vis d'un féminisme blanc paternaliste. C'est donc de façon multiforme que

les immigrés apparaissent sur la scène sociale des années 1970, mais l'expression la plus aboutie ou, en tout cas, la plus pensée a peut-être été celle du Mouvement des travailleurs arabes (MTA). Créé en 1972 avec des militants sympathisants de la Gauche prolétarienne rencontrés dans les comités Palestine, le MTA transforme le militantisme immigré à la fois vis-à-vis des organisations françaises, y compris celles de la gauche révolutionnaire, en instituant une véritable autonomie, et vis-à-vis de bon nombre de militants arabes dont l'activité politique est essentiellement tournée vers leurs pays d'origine. Le territoire français est désormais constitué comme un territoire de lutte et, dix ans après la fin de la guerre d'Algérie, la référence à l'arabisme cherche à transcender les identités nationales, afin d'unifier tant culturellement que politiquement les immigrés arabes face à un Etat oppresseur. S'il s'agit là d'une expérience courte - le MTA se dissout en 1976 - c'est sans doute celle qui interroge le plus quant aux rapports entre le mouvement ouvrier et les immigrés politisés, ces derniers étant victimes d'une exclusion politique et syndicale de la part d'une gauche prompt à se réfugier derrière l'image d'une classe ouvrière homogène et sans contradictions.

### **Deuxième, troisième génération...**

La troisième partie de l'ouvrage effectue un saut générationnel puisqu'elle traite des enfants de banlieues, enfants d'immigrés bien souvent nés en France mais pas complètement français aux yeux de la

société. Ici les auteurs se font passeurs d'expériences en donnant la parole à des acteurs de plusieurs luttes, à travers des entretiens relatant les grèves de la faim contre les expulsions, la naissance et les activités de l'association lyonnaise *DiverCité*, celles du comité national contre la double peine et du Mouvement de l'immigration et des banlieues (MIB) ou de l'Union des jeunes musulmans, ou encore l'engagement des femmes musulmanes. Ces entretiens sont précédés d'un panorama d'une expérience militante générationnelle, du début des années 1980 aux années 2000 qui voient une évolution des mouvements et de leurs référents. Suite aux désillusions qui ont suivi la marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983 (dite « marche des beurs ») et aux « impasses du mouvement beur », la recherche d'autonomie vis-à-vis de la gauche, et en particulier du Parti socialiste qui a trahi tant d'attentes, se fait plus pressante et favorise une myriade d'associations qui ne parviendront jamais véritablement à s'unifier nationalement. Mais elles seront toutes porteuses des mêmes aspirations, contre le racisme et donc contre la police et la justice inique et seront porteuses d'un imaginaire politique fait d'acceptation de la différence, contre les tendances d'une « élite beur » cherchant à s'intégrer socialement et culturellement en reniant un passé et une histoire.

### **Actualités des luttes immigrées**

La dernière partie tente de décrire certains axes des nouvelles figures des luttes de l'immigration, confron-

tées à de nouvelles problématiques, notamment celles de la religion ou celles d'une nouvelle question noire. A nouveau, la question de l'autonomie est posée, même si celle-ci mériterait un éclairage plus théorique. C'est sous cet angle de l'autonomie que sont interrogés les rapports entre extrême gauche et luttes de l'immigration post-coloniale, ce qui permet à Saïd Bouamama d'instruire un procès à charge contre l'extrême gauche française, non dénué de fondements, mais dont le caractère par trop unilatéral ne permet pas réellement de saisir ce qui distingue les différentes organisations qui, hormis pour un temps certains groupes maoïstes, seraient porteuses d'une même vision essentialiste de la classe ouvrière, faisant fi des contradictions internes aux classes populaires et développant une attitude paternaliste vis-à-vis des immigrés. L'article d'Abdellali Hajjat qui prend comme point de départ les révoltes des quartiers populaires permet de cerner finement les difficultés que connaissent les mouvements actuels de l'immigration à partir de trois phénomènes : la crise du militantisme dans les quartiers populaires, le poids médiatique dans la construction de la légitimité des causes et la primauté accordée aux stratégies de reconnaissance identitaire. Alors que les militants des années 1980 étaient le fruit de processus d'auto-organisation, les militants des associations récemment créées, en particulier après les révoltes de 2005, ont un profil sociologique différent, souvent salariés dans le secteur social, et sont plus proches des institutions locales gérées par la gauche. Ces évolutions illustrent « les divi-



sions sociales qui traversent le monde associatif des quartiers populaires», sans que cela soit le seul obstacle au militantisme dans ces quartiers. On peut ainsi relever les difficultés pour des militants des quartiers populaires à s'intégrer dans le jeu politique partisan du fait de leur méconnaissance des habits propres à ce champ. Enfin, le délaissement de l'intervention politique pour y substituer une activité culturelle permise par l'apparition de nouveaux médias (Beur TV, Beur FM...) a favorisé la dépolitisation de la question immigrée. Le problème du poids médiatique est décrit à travers l'attitude du Mouvement des Indigènes de la République (MIR) qui, pour compenser un déficit sociologique d'intégration dans les quartiers populaires, cherche à se forger une légitimité politique à travers une intervention médiatique plus que de terrain, en renversant radicalement le discours dominant. Le recours à l'écrit, le travail discursif, l'invention de néologismes et de slogans provocateurs permettent d'attirer les yeux et les oreilles et de compenser ainsi le manque de légitimité par une sur-enchère radicale et une mobilisation permanente de la référence coloniale ; mais ces aspects sont aussi les marqueurs d'intellectuels plus ou moins déclassés en quête d'une légitimité populaire introuvable. L'utilisation de la référence coloniale, très récente en France alors qu'elle était complètement absente dans les années 1970 et 1980, devient alors un moyen de reformuler les termes politiques autour de l'immigration, pour servir les intérêts symboliques d'une partie des militants de l'immi-

gration. Cela a des conséquences hors de ce champ du militantisme en quartiers populaires, en particulier chez les historiens dont une partie critique l'importance prise par la notion de fracture coloniale et estime, à l'instar de Gérard Noiriel, que « le succès médiatique des diatribes contre le colonialisme aujourd'hui tient au fait qu'elles ne gênent plus grand monde »<sup>4</sup>, ce qui reste encore à démontrer au vu du discours de Dakar de Nicolas Sarkozy.

Parmi les autres nouvelles questions qui se posent aux luttes des immigrés, on mentionnera aussi celle des expériences politiques par le biais électoral, à travers un entretien avec Salah Amokrane à propos du parcours des Motivés qui, partis d'une initiative associative, ont été élus à la municipalité de Toulouse en 2001 puis candidats aux législatives de 2002. Dans une autre perspective, le lancement du Conseil représentatif des associations noires (CRAN) fait surgir dans la France des années 2000 une question noire qui participe d'une tendance racialisante<sup>5</sup> pour traiter les phénomènes sociaux et interroge sur l'unité de couleur entre des immigrations qui peuvent

4/ « Itinéraires d'un engagement dans l'histoire. Entretien avec Gérard Noiriel », *Mouvements*, n° 45-46, mai-août 2006.

5/ Nous ne mettons pas sous les termes « racialisante » ou « racialisation » de connotation péjorative, mais ce vocable est un mode d'approche de phénomènes où les groupes sociaux, les individus, leurs modes de reconnaissance mutuelle sont appréhendés à travers des critères de race, race étant ici entendu non pas comme une caractérisation biologique mais sociale. Voir Didier Fassin et Eric Fassin (dir), *De la question sociale à la question raciale ? Représenter la société française*, Paris, Ed. La Découverte, Coll. Cahiers libres, 2006.

venir d'Afrique (donc citoyens non-français) et des DOM-TOM (citoyens français, mais d'un genre particulier). De même qu'une nouvelle question féministe surgit, ou en tous cas de nouveaux questionnements, provoqués par le développement d'associations antagonistes qui disent vouloir chacune à leur manière porter la voix des femmes des quartiers populaires et issues de l'immigration. Si les Blédardes ou le Manifeste des femmes indigènes se situent dans un pôle de radicalité post-coloniale, la période récente a surtout rendu possible l'éclosion médiatique de Ni putes ni soumises analysée par Nacira Guénif-Souilamas comme le symptôme d'une « doctrine civilisatrice et assimilatrice » et « une entreprise coloniale de moralisation au féminin ».

On le constate, malgré un éparpillement et des divergences majeures, les mouvements de l'immigration et des quartiers vivent, existent, se renouvellent et sont facteurs de multiples débats. L'entretien qui clôt cette histoire politique des immigrations permet, à travers le récit d'un parcours personnel <sup>6</sup>, de saisir ce qui fonde la question identitaire aujourd'hui chez les militants immigrés ou issus de l'immigration, et en particulier les femmes, et les questionnements politiques qui s'en-

suivent. Questionnements qui touchent à la façon d'articuler les luttes contre trois types de domination, le sexisme, le racisme et les inégalités sociales. Appréhender l'absence de hiérarchie entre ces trois dimensions, saisir l'irréductibilité de l'une à l'autre tout en gardant à l'esprit les rapports qui se jouent entre elles, devraient permettre à une gauche radicale digne de ce nom de sortir d'une vision bassement économiste de la conflictualité sociale.

Alors que le présent invite aux mémoires éclatées, en miettes, voire à la concurrence mémorielle et victimaire, la tentative de tracer des fils de continuité afin de ne pas briser les fragiles héritages des luttes de l'immigration est une œuvre salutaire. En particulier, jeter des ponts entre ce qui précède la période coloniale et celle qui suit les indépendances permet de saisir de nouvelles questions mais qui ne surgissent pas de nulle part, la mémoire coloniale travaillant en profondeur les référents et les identités de l'immigration actuelle. La transition « de la nation à l'usine » puis « de l'usine au quartier » ne s'est pas faite sans heurts ni déchirements, mais les reconfigurations de la question immigrée ne peuvent faire l'économie de la généalogie des luttes, afin de nourrir la cause des quartiers populaires et permettre le dépassement des clivages qui traversent ces quartiers.

<sup>6</sup>/ « *Avridh d'avridh – El hak del hak* : ce qui est juste est juste. Itinéraire de « Kahina X » ». Le pseudonyme de Kahina – peut-être est-ce d'ailleurs le véritable prénom de cette militante – n'est pas innocent puisque la Kahina, femme et reine au VII<sup>e</sup> siècle, a été la figure centrale de la résistance berbère aux invasions arabes. Femme, berbère, juive (du moins selon certaines sources), elle symbolise aussi bien la résistance et la révolte que l'altérité face aux identités imposées et aux rôles déterminés.

Denise Urcelay-Maragnès  
**Volontaires cubains dans  
 la défense de la République  
 espagnole – 1936-1959**  
 Ed. de L'Harmattan, 2008

Michel Lequenne

Sous ce titre trop limitatif, parce que repris de celui de sa thèse à l'université des Antilles et de la Guyane, Denise Urcelay-Maragnès nous donne un travail historique d'un intérêt politique de grande importance, parce qu'éclairant à la fois l'histoire du Cuba, de son indépendance à Batista, et la politique subtilement contre-révolutionnaire du Stalintern.

L'intérêt de Denise pour la guerre civile espagnole de 1936-1939 est venu de loin : du père Basque espagnol, ouvrier ajusteur armurier, syndicaliste venu travailler en 1921 à Hendaye dans une fabrique d'armes, et de toute la famille qui se réfugia en France, fuyant les terribles bombardements fascistes, dont Guernica est le grand souvenir. Devenue trotskiste dans les dernières années de ce qui fut appelé la « traversée du désert » de la IV<sup>e</sup> Internationale, Denise se lia avec Daniel Maragnès, et ils devinrent de précieux membres de la rédaction du journal d'alors de la section française, *L'Internationale*. Se fixant ensemble dans la Guadeloupe natale de Daniel, le court-circuit révolutionnaire Espagne/Antilles était fatal.

Dès le départ du long travail qui a conduit Denise Urcelay à sa thèse et à son livre, elle a fait un constat politique curieux : l'importance du contingent cubain dans les brigades

internationales (732 brigadistes) à l'encontre des autres contingents sud-américains et antillais (de quelques dizaines pour les différents pays, au seul Mexique n'en comptant que 134 ou, car on ne sait au juste, 464 !). Cela allait la conduire loin, et à maintes découvertes.

Au départ du phénomène, à première vue mineur, il y avait un paradoxe : Cuba avait été la dernière colonie américaine de l'Espagne à conquérir son indépendance, et dans une dure guerre de 1895 à 1898, d'où la violence de l'anti-hispanisme du peuple de la grande île, qui s'étendit aux Espagnols qui y étaient restés, ou y revinrent comme travailleurs.

Denise a donc dû, pour comprendre l'inversion de l'attitude du peuple cubain, étudier l'histoire de la République cubaine. Celle-ci forme le deuxième chapitre de son livre. Et il s'agit d'un pan d'histoire du mouvement ouvrier qui est aussi celle d'une lutte révolutionnaire ininterrompue, à la fois nationale et anti-impérialiste, du fait que les Etats-Unis, en tant que pays allié dans la guerre d'indépendance, n'ont pas tardé à devenir le pire ennemi par ses visées néo-coloniales.

Un des grands obstacles à la lutte révolutionnaire a donc été l'affrontement des travailleurs cubains avec les « immigrés » espagnols ! Les grands efforts des anarchistes et syndicalistes anarcho-syndicalistes, puis des communistes ont eu bien du mal à surmonter ce handicap. Trois décennies de luttes, dont nombre armées, se terminant en défaites, la plupart sanglantes, tel était le bilan à la veille de la guerre civile d'Espagne.

Mais là intervient la rencontre de deux développements politiques qui vont entrer en conjonction : d'un côté, la réponse révolutionnaire du prolétariat espagnol au coup d'État de Franco, qui va provoquer une réaction de solidarité de classe de celui de Cuba et sa prise de conscience de l'existence de deux Espagne ; de l'autre, le changement de politique du Komintern, passé de l'ultra-gauchisme, qui a permis la victoire de Hitler, aux fronts populaires d'union des classes et d'unité avec les impérialismes « démocratiques ».

Beau coup double contre-révolutionnaire qui, profitant des défaites dans leur lutte, à la fois de classe et anti-impérialiste à Cuba, réussit à détourner la combativité et le magnifique esprit de classe des prolétaires cubains, de leurs objectifs révolutionnaires nationaux vers la guerre contre le fascisme en Espagne.

Ils paieront lourdement leur engagement dans cette guerre dont Denise nous rappelle, en une enquête minutieuse, la contribution de la direction stalinienne à la défaite : au moins 10 % de morts et quantité de blessés. Quant aux survivants échappés aux bagnes de Franco et aux camps de la démocratie française, ils retrouveront Cuba dans l'union sacrée de leur parti communiste avec le dictateur « démocratique » Batista, sous l'égide des Etats-Unis !

## Les auteurs

**Antoine Artous** est l'auteur de plusieurs livres, notamment *Le Fétichisme chez Marx*, Syllepse, Paris, 2006 et *Travail et émancipation sociale*, Paris, Syllepse, 2003.

**Daniel Bensaïd** est enseignant en philosophie à l'Université de Paris VIII. Il a publié récemment, en collaboration avec le dessinateur Charb, *Marx mode d'emploi* (La Découverte, 2009), *Penser agir*, Paris, Nouvelles éditions Lignes, 2008 et *Eloge de la politique profane*, Paris, Albin Michel, 2008.

**Nicolas Dot-Pouillard** est doctorant en études politiques à l'EHESS (Paris) et à l'Université libanaise (Beyrouth). Ses recherches actuelles portent sur les relations entre mouvements islamistes, nationalistes et de gauche en Palestine et au Liban depuis la Révolution iranienne de 1979.

**Régis Dubois** est enseignant en cinéma à Marseille. Il est l'auteur de plusieurs livres sur l'histoire du cinéma et son idéologie, notamment *Une histoire politique du cinéma* (Sulliver, 2007). Il anime par ailleurs le blog « Le sens des images » qui étudie les liens entre cinéma et idéologie.

**Andrea D'Urso** est historien et doctorant en littérature comparée, spécialisé en sémiotique et en interprétation générale du surréalisme.

**Fred Falzon** est enseignant d'anglais dans un lycée ZEP de Marseille. Docteur en civilisation britannique, il s'intéresse particulièrement au rapport entre mutations idéologiques et évolution socio-écono-

mique dans la gauche britannique et européenne.

**Vincent Gay** est enseignant, militant du NPA et spécialiste des questions écologiques.

**Cyril Gispert** est agrégé de sciences sociales. Il a publié en collaboration avec Fabien Nicolas, *Partis et cultures politiques en Languedoc. Sociologie historique du phénomène partisan méridional au XX<sup>e</sup> siècle*, Nîmes, Lacour éditeur, 2008 ; *La Grappe au poing. Les socialistes languedociens et la question viticole*, Nîmes, Champ Social éditions, 2007.

**Michel Lequenne** est l'auteur de nombreux ouvrages. Historien marxiste, artiste surréaliste, spécialiste de Christophe Colomb, il a notamment publié *Le Trotskisme. Une histoire sans fard*, Syllepse, 2005.

**Alex Lollia** est enseignant en philosophie, animateur du LKP en Guadeloupe, dirigeant de la Centrale des travailleurs unis et militant de la IV<sup>e</sup> Internationale.

**Oliver Nachtwey** est chercheur à l'université de Léna et spécialiste de la social-démocratie. Il fait partie du réseau anticapitaliste « Marx 21 » dans Die Linke.

**Fabien Nicolas** est docteur en sciences politiques. Il a publié en collaboration avec Cyril Gispert, *Partis et cultures politiques en Languedoc. Sociologie historique du phénomène partisan méridional au XX<sup>e</sup> siècle*, Nîmes, Lacour éditeur, 2008 ; *La Grappe au poing. Les socialistes languedociens et la ques-*

*tion viticole*, Nîmes, Champ Social éditions, 2007.

**François Sabado** est militant syndicaliste et membre de la direction nationale du NPA.

**Francis Sitel** a été responsable de la revue *Critique communiste* jusqu'à sa fusion avec *ContreTemps*, dont il est codirecteur.

**Daniel Tanuro** est ingénieur agronome, environnementaliste, éco-socialiste et l'un des fondateurs en Belgique du collectif « Climat et Justice sociale ».

**Stéphanie Treillet** est maître de conférence en économie, membre du conseil scientifique et de la commission « genre et mondialisation » d'Attac-France. Elle a notamment publié *L'Économie du développement, de Bandoeng à la mondialisation* (Circa, Armand Colin, 2006) et « L'impasse de l'antidéveloppement » in Lafaye de Micheaux (dir.), *Institutions et développement*, PUR, 2007.

**Michel Warschawski** est président du mouvement israélien Centre d'information alternative et membre du comité de parrainage du Tribunal Russell sur la Palestine. Il a publié récemment *Programmer le désastre : la politique israélienne à l'œuvre*, Paris, La Fabrique, 2008 et *Palestine : 40 ans d'occupation*, Paris, La Fabrique, 2007.

**Slavoj Zizek** est philosophe, basé en Slovénie et au Birkbeck Institute for the Humanities, Londres. Il est notamment l'auteur de *Le Sujet qui fâche*, Paris, Flammarion, 2007 et *La Parallaxe*, Paris, Fayard, 2008.